

Vers un avenir sans fondamentalismes

Analyse des stratégies des
fondamentalismes religieux et
des réponses féministes

**Vers un avenir
sans fondamentalismes**

Analyse des stratégies des fondamentalismes religieux
et des réponses féministes

**Autres publications de l'initiative Résister et S'opposer aux
Fondamentalismes Religieux :**

**Les féministes en première ligne :
études de cas sur la résistance et l'opposition aux fondamentalismes**

**Nouvelles données sur les fondamentalismes religieux :
points forts de l'enquête**

**À Découvert :
dix mythes des fondamentalismes religieux**

**La montée des fondamentalismes religieux :
un appel à l'action**

**Des activistes des droits des femmes définissent
les fondamentalismes religieux :
mise en commun des expériences**

Ces publications peuvent être trouvées sur le site web de l'AWID :
www.awid.org

Pour commander une copie imprimée, S.V.P. contactez :
L'initiative Résister et s'opposer aux
fondamentalismes religieux
AWID
215, avenue Spadina, Suite 150
Toronto, Ontario
M5T 2C7 Canada
cf@awid.org

Vers un avenir
sans fondamentalismes

Analyse des stratégies des fondamentalismes religieux
et des réponses féministes

Cassandra Balchin



AWID est une organisation associative internationale et féministe
avec le personnel basé en 20 pays à travers le monde.
www.awid.org

L'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) est une organisation associative internationale, féministe, qui consacre ses efforts à l'égalité entre les hommes et les femmes, au développement durable et aux droits humains des femmes. L'AWID a pour mission d'amplifier la voix, de renforcer l'impact et l'influence des organisations, des mouvements et des défenseurs/euses des droits des femmes sur la scène internationale, en vue de promouvoir efficacement les droits de la femme. AWID est une organisation internationale avec des bureaux distants et collaborateurs/rices basés un peu partout dans le monde, incluant mais ne se limitant pas au Canada, au Mexique, en Uruguay, en Afrique du Sud et aux États Unis.

Auteure : Cassandra Balchin

Rédactrice : Deepa Shankaran

Révisseuse : Jenny Morgan

Graphiste : Claman Chu

Traductrice et révisseuse (française) : Monique Zachary, Karen Murray

© 2011 l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Publié par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) à Toronto, la ville de Mexico, la ville du Cap.



Cette publication peut être redistribuée dans tous les médias sans fins commerciales, et doit être dans sa totalité, sans modification, et AWID et l'auteur/e doit être crédité. creativecommons.org

Cette publication est accessible en ligne en anglais : www.awid.org.

Cette publication est disponible en anglais, français et espagnol.

Cette publication est disponible dans le format imprimé en anglais.

Pour commander une copie imprimée, S.V.P. contactez :

AWID

215 Spadina Ave., Suite 150

Toronto, Ontario

M5T 2C7 Canada

Imprimé au Canada en anglais

février 2011

ISBN 978-0-9868372-0-3

L'AWID voudrait dédier ce livre à des centaines de femmes qui ont contribué à son analyse.

La présente publication se base sur les réponses de plus de 1,600 activistes des droits des femmes à l'enquête de l'AWID sur les fondamentalismes religieux et les droits des femmes effectuée en septembre 2007, et sur 51 entretiens en profondeur et une série des études de cas menés par l'équipe de recherche de l'AWID, avec l'objectif de documenter des stratégies féministes contre les mouvements fondamentalistes. Ensemble, ces activistes de droits de la femme représentent une gamme étendue d'expériences. Elles représentent une variété d'âges, de moins de 16 ans jusqu'au plus que 65 ans ; elles se concentrent sur différentes régions et questions ; et elles sont affectées par les mouvements fondamentalistes religieux des religions principales et mineures du monde. Elles travaillent aux niveaux locaux, nationaux, régionaux et internationaux et elles fonctionnent dans un large éventail d'organisations, y compris des organisations non gouvernementales (ONGs), des organisations communautaires (OCs), des gouvernements, des agences multilatérales, des organisations religieuses et des établissements académiques. Leurs expériences des stratégies fondamentalistes religieuses, et des stratégies féministes de résistance et de défi sont présentées ici.

Table des matières

Introduction : Pourquoi analyser les stratégies des groupes fondamentalistes religieux et les stratégies féministes pour leur résister et les confronter ? x

Chapitre 1 : L'AVANCÉE DES FONDAMENTALISMES RELIGIEUX : COMPRENDRE LES CAUSES 1

Introduction	2
Facteurs économiques qui sous-tendent la montée des fondamentalismes religieux	3
La pauvreté et les inégalités	3
L'échec des institutions et des services de l'état	3
Neolibéralisme et capital global	4
Facteurs politiques qui sous-tendent la montée des fondamentalismes religieux	5
L'autoritarisme et l'absence d'options politiques	5
L'utilisation de la religion par les états	6
La promotion des fondamentalismes religieux par les forces politiques	7
L'absence d'options religieuses fondées sur les droits	8
Facteurs sociaux qui sous-tendent la montée des fondamentalismes religieux	9
Le lien entre la religion et les fondamentalismes religieux	9
L'accroissement de la religiosité et la promesse de certitude de la religion	9
Progression de la politique identitaire à l'échelle mondiale	10
Complexité des facteurs qui sous-tendent la montée du fondamentalisme religieux	11
Les fondamentalismes religieux comme phénomène auto entretenu	11
Une régression dans les progrès accomplis en matière de droits des femmes et droits sexuels	12
Plus qu'une régression ?	13
Conclusion	14

Chapitre 2: STRATÉGIES DES FONDAMENTALISTES RELIGIEUX 15

Les messages fondamentalistes : « la famille », les rôles sexués, et « la moralité »	16
Pourquoi les fondamentalistes mettent-ils l'accent sur la « famille »	16
La famille comme « don de Dieu » : patriarcale, dominée par l'homme et hétérosexuelle	17
« La famille » et « la moralité » dans les campagnes fondamentalistes	21
Contrôler la participation publique des femmes	22

Les messages fondamentalistes :	
la supériorité culturelle et morale, la pureté et la « vraie » religion	24
Affirmation de la supériorité morale et culturelle	24
L'accent des fondamentalistes sur la « pureté »	25
Intolérance vis-à-vis de la diversité ou de la dissidence	26
Mobiliser la crainte de « l'Autre »	27
Religion et nationalisme : un amalgame puissant	28

Les messages fondamentalistes :	
Manipulation des espoirs, des craintes et discours contemporains.	29
Jouer avec les espoirs et les rêves	29
Appropriation du savoir scientifique	30
Appropriation des aspirations aux droits humains et à la démocratie	30
Les stratégies des fondamentalistes pour parvenir à une communication effective	32
Messages simplistes, langage émotif et sensationnalisme	32
Recours à la mauvaise foi et au double discours	33
Utilisation et contrôle des nouveaux médias, des médias de masse et de la culture populaire	33

La construction des mouvements fondamentalistes : recrutement et mobilisation	34
Tendances en matière de recrutement fondamentaliste	34
L'accent sur le recrutement et la mobilisation des jeunes et des femmes	36
L'attrait des mouvements fondamentalistes pour les jeunes et les femmes	37
La création de communautés émotionnelles	39
La prestation de services et la réalisation d'activités caritatives	40

La construction de mouvements fondamentalistes : mobilisation des ressources, transnationalisme et importance du développement organisationnel	41
---	----

La construction de mouvements fondamentalistes :	
utilisation stratégique de la violence et mesures pour miner l'opposition	43
La peur et la violence psychologique	44
Certaines variations régionales dans la violence fondamentaliste	45
Miner l'opposition de manière stratégique	45

La pénétration fondamentaliste sur les scènes politique et publique	47
Miner la laïcité pour pénétrer les espaces publics	48
Les fondamentalistes religieux s'emparent de l'état et de la politique publique	49
L'entrée des fondamentalistes religieux dans la vie politique	50
Alliances tactiques et partenaires improbables	52
Influencer la politique par le biais de la société civile aux échelon national et international	52
Influencer la politique par le biais du système juridique	54

Les stratégies des fondamentalistes religieux :	
tirer parti au maximum du mouvement et du moment	55

Chapitre 3 : STRATÉGIES FÉMINISTES DE RÉSISTANCE ET D'OPPOSITION 57

L'élaboration de stratégies féministes pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux :	
panorama	58

Révéler les stratégies des fondamentalistes religieux par le biais d'analyses féministes approfondies	59
Un regard sur l'impact structurel à long terme d'une stratégie fondamentaliste	60
Une analyse holistique de la stratégie d'un acteur fondamentaliste	62
Tenir compte de la vision d'ensemble de stratégies fondamentalistes	63

Renforcer la communication féministe sur l'impact des fondamentalismes religieux	64
---	----

Stratégies féministes proactives pour s'opposer aux fondamentalismes religieux	66
La promotion et la protection du pluralisme, le rejet de l'absolutisme	67
La promotion de la laïcité et de la citoyenneté	69
Les défis et les obstacles dans la promotion de la laïcité comme réponse aux fondamentalismes religieux	70
La question de l'engagement vis-à-vis de la religion	72
La revendication d'une vision féministe et le développement de la connaissance des religions	73
Le dialogue et le débat avec les conservateurs et les fondamentalistes religieux	75
Revendiquer des concepts cooptés par les fondamentalismes religieux	76
Reprendre l'initiative d'établir l'agenda public	77

Renforcer la construction des mouvements féministes	79
Construire une solidarité féministe	79
La diversité et le dépassement de la « solidarité féminine mondiale »	81
Élargir la base des mouvements des droits des femmes	83
La construction des mouvements à travers les générations	84

Renforcer les alliances au-delà des mouvements des droits des femmes	88
Travailler avec des hommes	89
Les alliances avec des mouvements sociaux fondés sur les droits	89
Le rôle des organisations des droits humains et de développement	91
La question de l'appui accru des organisations religieuses	92
Expériences d'alliances et d'activités conjointes avec des fondamentalistes religieux.	94

Influencer la politique publique et récupérer les espaces publics	95
--	----

Stratégies féminines individuelles de résistance et d'opposition	97
---	----

Facteurs qui entravent la résistance aux fondamentalismes religieux	98
Les plus démunis manquent de crédibilité pour s'opposer au patriarcat et à la religion	98
La tâche difficile de s'attaquer aux structures des fondamentalistes religieux	98
La gestion de l'état en matière de fondamentalismes religieux suscite des divisions	99
Le racisme et les préjugés religieux : les facteurs qui entravent la résistance	99

Conclusion : vers un renforcement de la résistance féministe aux fondamentalismes religieux 101

Comprendre les stratégies des fondamentalistes religieux et les réponses féministes	102
--	-----

Les défis qui subsistent dans la recherche et l'analyse féministes	103
Le défi des définitions et des termes	103
Pour approfondir la recherche et l'analyse féministes	105

Quelques conclusions	106
-----------------------------------	-----

Remerciements

Cette publication fait partie d'une série d'ouvrages issus de la recherche collective menée dans le cadre de l'Initiative pluriannuelle de l'AWID Résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux. Toutes les publications sont téléchargeables et, pour la plupart, disponibles en plusieurs langues.

L'équipe responsable de cette recherche est notamment composée par Shareen Gokal (Responsable du programme, l'AWID) ; Cassandra Balchin (Consultante principale en recherche) ; Juan Marco Vaggione (Consultant en recherche) ; Deepa Shankaran (Associée de recherche, l'AWID) ; et Saira Zuberi (Coordinatrice du programme, l'AWID). Cassandra Balchin est une chercheuse indépendante, une auteure et une formatrice en plaidoyer des droits humains, se spécialisant dans les interconnexions entre le genre, la loi et la culture. Elle a largement publié sur des lois de la famille musulmans, le pluralisme juridique, et la politique de développement internationale concernant le genre et la religion. Elle est activement impliquée avec le réseau international de solidarité Femmes sous lois musulmanes ; Musawah, un mouvement global pour l'égalité et justice dans la famille musulmane ; et le Réseau des femmes musulmanes en Grand Bretagne.

Deepa Shankaran est une chercheuse associée de l'initiative Résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux de l'AWID. Elle a plusieurs années d'expérience comme chercheuse et auteure concernant des questions de genre et de développement. Elle a conduit des recherches sur le terrain en Afrique et en Asie, et elle a coécrit Take More Action : the advanced guide to global citizenship pour l'organisation Free the Children.

Plusieurs autres consultants/es et membres du personnel de l'AWID ont apporté de précieuses contributions au programme et à la présente publication, à savoir Martin Redfern, qui nous a apporté son expertise technique dans la conception de l'enquête, la collecte de données et les statistiques ; Jessica Horn, qui a contribué aux analyses féministes des églises charismatique et pentecôtiste en Afrique subsaharienne ; et Ghadeer Malek et Sanushka Mudaliar du programme d'activisme des jeunes féministes de l'AWID qui ont fourni un point de vue intergénérationnel. Nos remerciements à Lydia Alpízar, directrice exécutive de l'AWID, et Cindy Clark, directrice des opérations et des programmes, pour leurs conseils, leurs orientations et leur soutien dans la réalisation de ce projet.

Nous exprimons notre reconnaissance aux consultants/es et activistes consultés/es et interviewés/es dans le cadre de ce projet qui ont généreusement fait part de leur expérience et de leur expertise. Des remerciements leur sont adressés à titre individuel au dos de cette publication. Nous remercions également les centaines de personnes qui, dans le monde entier, ont répondu à l'enquête virtuelle proposée par l'AWID pour faire connaître leurs opinions en la matière. Finalement, nous devons également beaucoup à toutes les personnes qui ont présenté leurs analyses à l'Institut des jeunes femmes de l'AWID sur les fondamentalismes religieux (2007) ainsi qu'à d'autres ateliers et réunions internationales de l'AWID.

L'AWID voudrait remercier les personnes suivantes, qui ont généreusement accepté d'être interviewées pour le présent projet de recherche :

Alejandra Sardá-Chandiramani	Firliana Purwanti	María José Rosado-Nunes	Rabea Naciri
Alia Hogben	Frances Kissling	Marieme Hélie-Lucas	Roxana Vásquez Sotelo
Ana María Pizarro	Françoise Mukuku	Marusia López Cruz	Sara Hossain
Angélica Peñas	Gita Sahgal	Marta Alanís	Shalmali Guttal
Asma'u Joda	Homa Hoodfar	Mona Mehta	Solome Nakaneesi-Kimbugwe
Azza Soliman	Hope Chigudu	Najat Ikchich	Susana Chiarotti
Daptnhe Cuevas	Jennifer Butler	Nira Yuval-Davis	Uzma Shakir
Debbie Weissman	Rev. Jide Macaulay	Nonhlanhla Dlamini-Ndwande	Waheeda Amien
Dora King	Kamala Chandrakirana	Ouyporn Khuankaew	Winnie Sseruma
Dorothy Aken'Ova	Lucy Garrido	Parvin Ali	Yanar Mohammad
Eiman Abulgasim Seifeldin	Mab Segrest	Pinar Ilkcaracan	Zainah Anwar
Farida Shaheed	Mairo Bello	Pragna Patel	Ziba Mir-Hosseini
Fernanda Grigolin	Manal Abdel Halim	Pramada Menon	

L'AWID voudrait remercier les personnes suivantes, qui ont généreusement accepté d'être citées dans le présent projet de recherche :

Ana Adeve	Jean-Philippe Nicot
Cheryl Lindsey Seelhoff	Maya Varinia Alvarado Chavez
Claire Angeline P. Luczon	Nita Ephraim
Eunice Alfaro	Samia Allalou
Enriqueta Ramirez de la Mota	Yaba Tamboura

L'AWID voudrait aussi remercier les personnes suivantes, qui ont pris part à la Réunion des parties prenantes de l'AWID à Istanbul, Turquie, du 22 au 24 novembre 2007 :

Ana María Pizarro	Gita Sahgal	Lydia Alpízar	Shadi Sadr
Anasuya Sengupta	Fray Gonzalo Ituarte Verduzco	Manal Abdel Halim	Shareen Gokal
Ayesha Imam	Hadil El-Khouly	María José Rosado-Nunes	Sundus Abass
Cassandra Balchin	Homa Hoodfar	Mariam Gagoshashvili	Sylvia Estrada-Claudio
Chetan Bhatt	Juan Marco Vaggione	Marta Alanís	Trupti Shah
Debbie Weissman	Kataisee Richardson	Nira Yuval-Davis	Vivienne Wee
Rev. Debra W. Haffner	Kelda Roys	Ouyporn Khuankaew	Wanda Nowicka
Farida Shaheed	Khartini Slamah	Perla Vázquez	Zainah Anwar
Frances Kissling	Lina Gomez	Roxana Vásquez Sotelo	
Françoise Mukuku	Liz Ercevik Amado	Sadia Mahmood	
Ghadeer Malek	Lucy Garrido	Sanushka Mudaliar	

L'AWID apprécie le financement de base fourni par les donateurs suivants pour soutenir son programme 2009 :

Cordaid
Hivos
Fondation Levi Strauss
MDG3 Fund
Oxfam Novib
Agence internationale suédoise de coopération au développement
Agence suisse pour le développement et la coopération
Sigrid Rausing Trust
Contributeur anonyme

Introduction :

Pourquoi analyser les stratégies des groupes fondamentalistes religieux et les stratégies féministes pour leur résister et les confronter ?

Pour 76 % des activistes des droits des femmes interviewées par l'AWID, le pouvoir des fondamentalismes religieux a augmenté à l'échelle mondiale dans la dernière décennie. 60 % d'entre elles considèrent également que ce phénomène a progressé dans le contexte de leur action. Quels sont les éléments, dans l'action et le discours de fondamentalistes religieux, qui expliquent une telle avancée ?

Comme signalé dans la publication de l'AWID, *La montée des fondamentalismes religieux : un appel à l'action*, les fondamentalismes religieux ne sont pas seulement présents dans toutes les régions et religions, ils sont également de plus en plus visibles à l'échelon international, par exemple dans le contexte du système international des droits humains. À la lumière de cette présence mondiale, une analyse comparative, à l'échelle de la planète, de la façon dont les fondamentalismes religieux fonctionnent et se développent peut apporter de précieuses informations. Existe-t-il des similitudes sous-jacentes dans les façons dont les fondamentalismes religieux fonctionnent dans les différentes régions et dans les différents contextes religieux ? Les facteurs qui ont conduit à leur émergence ont-ils été les mêmes ou ont-ils été différents au Pérou, en Pologne et au Pakistan ? Les fondamentalistes religieux font-ils campagne sur des thèmes différents ou similaires ? Et surtout, en quoi les réponses à ces questions peuvent-elles contribuer à la construction de mouvements de résistance et d'opposition ?

Un rapport antérieur (*Des activistes des droits des femmes définissent les fondamentalismes religieux : mise en commun des expériences*) a défini un certain nombre de caractéristiques communes aux fondamentalismes religieux élitaires la base de définitions fournies par des activistes des droits des femmes : ces mouvements sont absolutistes et intolérants, antifemmes, patriarcaux et antidroits humains ; liés à la politique et au pouvoir ; littéralistes et démodés ; et violents. Par ailleurs, les fondamentalismes religieux sont souvent décrits comme des mouvements idéologiques qui vont à l'encontre des politiques démocratiques de la vision d'une société égalitaire. Les acteurs de ces fondamentalismes religieux peuvent être locaux ou mondiaux, « laïques » ou « religieux », élitaires ou adeptes.

Comment ces caractéristiques se manifestent-elles dans l'élaboration de stratégies fondamentalistes ? Comment notre connaissance des caractéristiques des fondamentalismes religieux peut-elle nous aider à analyser leur façon de formuler des stratégies ?

Dans 8 cas sur 10, l'expérience des activistes des droits des femmes rend compte du fait que les fondamentalismes religieux ont eu un impact négatif sur les droits des femmes. Cet impact se fait sentir en termes de limitation des droits à la santé et des droits reproductifs, des libertés et des droits sexuels, de la participation des femmes à la sphère publique, de loi sur la famille, des droits économiques, ainsi que par une réduction générale de l'autonomie des femmes ; et une violence accrue à l'égard des femmes. Deux tiers des activistes qui ont répondu à l'enquête considèrent également que l'impact des fondamentalismes est plus néfaste aux droits des femmes qu'à d'autres mouvements. Il n'est donc pas surprenant que les femmes soient devenues le fer de lance de la résistance aux fondamentalismes. En effet, 79 % des activistes des droits des femmes estiment que les organisations et les mouvements des droits des femmes ont déployé de grands efforts pour s'opposer aux fondamentalismes religieux.

Les fondamentalismes religieux ont également eu une incidence négative sur les droits des hommes et des garçons. Tout comme les femmes, les hommes sont soumis à la pression d'adopter des normes de comportement de type fondamentaliste. On attend d'eux qu'ils appliquent l'optique fondamentaliste d'une famille patriarcale et hétérosexuelle, qu'ils soutiennent ou participent à l'action militariste et qu'ils manifestent ouvertement leur engagement vis-à-vis de la religion moyennant la prière publique et l'adoption de codes vestimentaires. Les pressions fondamentalistes sur les politiques éducationnelles font que les garçons, tout comme les filles, n'ont pas accès à l'éducation sexuelle et ont honte de leur propre corps. Il est donc nécessaire de mieux appréhender l'impact des fondamentalismes religieux sur les garçons. Ce rapport met toutefois en relief l'effet des fondamentalismes du point de vue des droits des femmes. Il a été convenu d'adopter ce point de vue en raison de l'importance de l'impact des fondamentalismes religieux sur les corps, la sexualité et l'autonomie des femmes et aussi de l'identité de l'AWID en tant qu'organisation de défense des droits humains des femmes.

Ce rapport est conçu pour répondre à une nécessité qui a été clairement formulée par les activistes des droits des femmes qui ont répondu au sondage de l'AWID. Quarante-et-un pour cent des activistes ont en effet estimé qu'il est prioritaire de pouvoir disposer de plus d'informations sur les fondamentalismes religieux pour pouvoir s'y opposer de façon plus efficace. Quarante-vingts pour cent ont également considéré qu'il est prioritaire de disposer aussi de plus d'informations sur les stratégies de résistance utilisées par les femmes dans d'autres pays. C'est pourquoi ce rapport, à la différence d'autres publications de l'AWID portant sur les impacts des fondamentalismes religieux, met en relief les stratégies utilisées par ces mouvements pour exercer une influence sur la société et la politique ainsi que les stratégies de résistance mises en œuvre par les féministes. Les femmes résistent et s'opposent depuis longtemps aux fondamentalismes religieux, tant à titre collectif qu'individuel, en ayant recours à une vaste panoplie de stratégies. Même si certaines de ces stratégies ont déjà été documentées dans d'autres publications, y compris de l'AWID,¹ elles ont rarement fait l'objet d'une synthèse de stratégies féministes appliquées dans différentes régions et différents contextes religieux.²

Les trois chapitres compris dans ce rapport abordent les éléments suivants sur la base des perspectives et des expériences des activistes des droits des femmes du monde entier :

1. Les facteurs historiques, économiques, politiques et sociaux qui contribuent au développement des fondamentalismes religieux et qui déterminent les contextes dans lesquels s'inscrivent les stratégies fondamentalistes ainsi que la résistance et de l'opposition féministes ;
2. Les stratégies utilisées par les acteurs des fondamentalismes religieux : leur discours, la façon dont ils construisent leurs mouvements, l'utilisation qu'ils font de la violence et leur pénétration dans les domaines politique et public ;
3. Les stratégies féministes de résistance et d'opposition, y compris les analyses des activistes quant aux différentes façons de renforcer l'effectivité de stratégies féministes.

Ce rapport vise, moyennant la présentation d'une synthèse des stratégies des fondamentalismes religieux et des stratégies féministes dans différentes régions et différents contextes religieux, à contribuer à une plus grande effectivité de la résistance et de l'opposition aux fondamentalismes de la part des activistes des droits des femmes et de leurs partenaires d'autres mouvements. La synthèse attire l'attention sur les domaines où une réponse féministe commune à l'échelon transnational peut s'avérer la plus efficace et cerne les enjeux communs auxquels se heurte l'élaboration de stratégies féministes effectives en matière de fondamentalismes religieux. L'intention est de contribuer à renforcer la solidarité féministe en favorisant la prise de conscience des contextes et des stratégies appliquées par les unes et les autres, dans l'espoir d'inspirer et de stimuler des initiatives locales fondées sur le partage d'exemples de résistance dans différents types de contextes.

1. *Les féministes en première ligne : études de cas sur la résistance et l'opposition aux fondamentalismes*, AWID : Toronto, 2010

<http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

2. Les activistes des droits des femmes d'Asie de l'Est et du Pacifique représentent moins de 1 % des personnes qui ont répondu à l'enquête. Cette région est donc sous-représentée dans la comparaison des tendances en matière de fondamentalismes religieux entre les différentes régions. En outre, ce rapport n'envisage que les variations régionales qui revêtent une importance pour les stratégies féministes. Si une région n'est pas mentionnée dans l'analyse des variations régionales, c'est parce qu'elle n'a montré aucune variation particulière par rapport à la tendance générale.

Chapitre 1

L'avancée des fondamentalismes religieux : Comprendre les causes

Introduction

Pour déterminer quelles sont les réponses féministes les plus efficaces aux mouvements fondamentalistes, il est d'abord nécessaire de comprendre les tendances sociétales sous-jacentes et les événements qui sont à l'origine de fondamentalismes. Il ne suffit pas de traiter les symptômes du problème ; il faut également s'attaquer à ses causes profondes. Comme l'indique une activiste des droits des femmes : « Si nous nous limitons à combattre les manifestations et tout ce qui est en surface, je ne pense pas que nous pourrions changer grand-chose. Nous devons connaître, au moins de manière hypothétique, quelques-unes des raisons [qui sous-tendent la montée des fondamentalismes religieux] pour combattre les facteurs qui sont au cœur du phénomène » (María José Rosado-Nunes, Brésil). Ces tendances sous-jacentes à l'échelle mondiale et locale déterminent également la réponse d'autres mouvements sociaux fondés sur les droits. Elles conditionnent à la fois les possibilités et les obstacles auxquels nous sommes tous et toutes confronté/es dans nos efforts collectifs de résistance et d'opposition aux forces fondamentalistes.

Cerner les causes de fondamentalismes religieux n'est pas une tâche aisée. Dans ce rapport, nous entendons par « causes » les facteurs qui surgissent à l'échelle mondiale, régionale, locale, voire individuelle, indépendamment de l'influence fondamentaliste, et qui servent de points d'entrée à l'émergence et à la montée en puissance de mouvements fondamentalistes religieux.

Selon l'expérience des activistes des droits des femmes, la cause « ultime » de l'ascension des fondamentalismes religieux ne peut être attribuée à un facteur unique, mais bien à une mosaïque de facteurs multiples, interdépendants et variés. La guerre est un exemple de ces facteurs, car elle tarit les ressources économiques et provoque le type de bouleversements sociaux qui alimentent les fondamentalismes religieux. Pour mieux faire comprendre ces complexités, ce chapitre a regroupé les facteurs qui contribuent à la montée des fondamentalismes religieux en trois grands

groupes qui se chevauchent : à savoir les facteurs économiques, politiques et sociaux. Une analyse de certains aspects complexes relatifs aux causes de fondamentalismes religieux est présentée à la fin du chapitre, notamment leur capacité de se perpétuer et la question de savoir s'ils constituent ou non une simple réaction aux avancées politiques et sociales.

Le point d'entrée préféré des fondamentalismes religieux varie d'un contexte local à l'autre, ce qui démontre la capacité des fondamentalistes de répondre de manière opportuniste à la situation immédiate. Chacun des facteurs analysés ci-après est toutefois présent dans toutes les régions et toutes les religions. Ceci révèle l'existence, en dépit des diversités contextuelles, d'un schéma sous-jacent de facteurs que les activistes des droits des femmes considèrent déterminants dans la montée des fondamentalismes religieux.

Facteurs économiques qui sous-tendent la montée des fondamentalismes religieux

La pauvreté et les inégalités

De l'avis des activistes des droits des femmes, en particulier celles qui s'intéressent à l'Afrique subsaharienne,³ la pauvreté des pays est l'un des principaux facteurs qui sous-tendent la montée des fondamentalismes religieux. Le lien entre les deux phénomènes peut être expliqué de différentes façons. Dans certains cas, l'adhésion des mouvements fondamentalistes peut être perçue comme une stratégie de survie, car elle implique un certain bénéfice matériel : « Lorsqu'ils sont sans ressources, à la moindre possibilité d'obtenir un peu d'argent [résultant de l'adhésion], les gens sont disposés à renoncer à leur capacité d'analyse et de jugement » (Dorothy Aken'Ova, Nigeria). Dans d'autres cas, la pauvreté absolue ne laisse aucun choix aux femmes et contribue ainsi à perpétuer un patriarcat justifié en termes religieux. Une participante à l'enquête qui travaille avec des femmes roms vivant dans le nord-est de la Bulgarie, où la population est essentiellement musulmane, signale que « les femmes ne reçoivent aucune éducation, n'ont pas d'activité professionnelle, ne peuvent jamais divorcer et sont les seules à s'occuper de la maison et des enfants. La pauvreté et l'isolement croissants ont contribué à préserver ce style de vie pendant de nombreuses générations » (participante à l'enquête, Bulgarie). Toutefois, la pauvreté absolue ne peut à elle seule expliquer tout à fait la montée des fondamentalismes religieux ; par exemple, l'extrême pauvreté qui existe dans le sud de l'Asie n'est pas considérée par les activistes locales des droits des femmes comme un des principaux facteurs qui sont à la base de l'avancée des mouvements fondamentalistes.

En revanche, l'écart grandissant entre les riches et pauvres (soit la pauvreté relative plutôt qu'absolue) est considéré, dans toutes les régions, comme un élément déterminant dans la montée des fondamentalismes. En conséquence, la pauvreté comme cause de la montée des fondamentalismes religieux ne doit pas seulement être perçue comme un facteur purement économique qui contribue au manque d'opportunités et à un accès inéquitable aux ressources ; il faut également savoir que cette inégalité génère un sentiment d'injustice. Comme le signale une activiste des droits des femmes, « le discours des fondamentalistes religieux se fait partiellement l'écho des sentiments d'injustice ressentis par les populations » (Farida Shaheed, Pakistan).

L'échec des institutions et des services de l'état

L'échec des institutions et des services de l'état est l'un des facteurs les plus souvent mentionnés comme germe de fondamentalismes religieux à l'échelon local. Selon les activistes des droits des femmes concernées par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et le Sud-Est asiatique, ce facteur occupe la toute première place des causes mentionnées. Comme l'indique une activiste des droits des femmes, « si les ressources du Nigéria étaient utilisées de façon plus efficace et plus efficiente et s'il existait des équipements sociaux, j'ai bien l'impression que la religion ne jouerait pas un rôle aussi important » (Asma'u Joda, Nigeria).

Dans de nombreux pays, le recul de l'état en matière d'éducation communautaire a, par exemple, laissé un vide qui est souvent comblé par des groupes fondamentalistes religieux. Au Pakistan, les *madrasas*, écoles religieuses privées bien financées, dont beaucoup ont une mission fondamentaliste, offrent une scolarisation aux enfants pauvres. En Afrique subsaharienne, où les États ont été dépassés par la pandémie de VIH et de sida et, dans certains cas, ont manqué de volonté politique pour réagir de façon appropriée, des groupes fondamentalistes dotés de ressources suffisantes sont venus combler les lacunes en matière de services. Le manquement des institutions et des services de l'état ouvre donc la voie à l'influence des fondamentalistes à la fois en termes de recrutement et de légitimité.

³ Les références aux variations régionales mentionnées dans ce rapport sont presque toujours dérivées de tabulations croisées des résultats des enquêtes régionales, généralement confirmés par les conclusions des entretiens détaillés réalisés aux fins de cette recherche.

Néolibéralisme et capital global

Plusieurs des facteurs qui expliquent la montée des fondamentalismes religieux tels que la pauvreté, l'écart croissant entre les riches et les pauvres et le sentiment d'inégalité et de discrimination qui s'ensuit, l'échec des services publics, peuvent en partie être attribués à l'application de politiques néolibérales des institutions financières internationales et à la mondialisation des capitaux. Ces deux tendances ont en effet fragilisé le rôle de l'état, notamment dans sa capacité de servir de filet de sécurité économique et sociale, et ont contribué, de différentes manières, à l'avancée des fondamentalismes religieux.

L'agenda néolibéral de privatisation a consolidé le pouvoir économique et social des fondamentalismes religieux de deux manières différentes. En premier lieu, les services publics ont été, dans de nombreux pays, cédés à des sociétés privées ou à des institutions religieuses fortement influencées par les fondamentalistes religieux. Ce délaissement leur a donné un pouvoir considérable par rapport aux politiques de l'état. Au Mexique, par exemple, sous la présidence de Salinas de Gortari du Partido Revolucionario Institucional (PRI, Parti révolutionnaire institutionnel), les autorités ont stimulé l'application de politiques néolibérales d'ajustement structurel, « qui se sont traduites par la privatisation et l'acquisition de sociétés aujourd'hui contrôlées par des sociétés liées à la mouvance ultraconservatrice » (Daphne Cuevas, Mexique). En deuxième lieu, la privatisation a permis aux institutions religieuses d'accroître leur portée et leur visibilité au sein de la société.

L'agenda de la privatisation offre un espace à la religion, car l'état se décharge de ses fonctions au profit d'institutions religieuses. Qui possède les capacités et les ressources nécessaires ? Bien évidemment les institutions religieuses ! Lorsque les femmes ne peuvent avoir recours aux fonds publics, qui peut leur apporter refuge et alimentation ? Le gurdwara [temple sikh]! ... la situation est problématique pour les femmes (Pragna Patel, Royaume-Uni).

Le nouveau pouvoir qui repose sur l'argent pétrolier mondialisé a également permis aux États du golfe, à l'Iran et à la Libye d'utiliser cette ressource pour promouvoir une vision fondamentaliste de l'Islam dans le monde entier. Toutefois, ce triangle entre capitaux, groupes fondamentalistes et gouvernements autoritaires ne concerne pas seulement le Moyen-Orient ou l'Islam. Les fondamentalismes religieux se sont révélés « doués en affaires » et ont également été favorisés par le secteur des affaires dans d'autres parties du monde : par exemple, à Gujarat, en Inde, les sociétés ont utilisé les groupes Dalits pauvres, radicalisés par des groupes fondamentalistes hindous, pour remplacer les travailleurs musulmans mieux rémunérés. Cette tactique a reçu le soutien des gouvernements locaux qui sont dominés par des partis fondamentalistes hindous.

Le consumérisme croissant qui a accompagné les politiques néolibérales a également contribué à renforcer les tendances fondamentalistes. Selon les activistes des droits des femmes en Afrique subsaharienne, par exemple, les idées néolibérales en matière d'accumulation de la richesse ont favorisé l'essor d'églises charismatiques et pentecôtistes qui promettent l'obtention de richesses aux pratiquants.

La montée des fondamentalismes a également été favorisée indirectement par d'autres facteurs économiques. Le désir des États-Unis de contrôler des ressources économiques comme le pétrole les a incités à intervenir au Moyen-Orient et à soutenir Israël. Cette intervention a, à son tour, entraîné un rejet, sur le plan local, de concepts tels que les droits humains des femmes associés à « la haine généralisée contre tout ce qui est "occidental"... ou liés même de loin à l'Occident » (Azza Soliman, Égypte).

Facteurs politiques qui sous-tendent la montée des fondamentalismes religieux

L'autoritarisme et l'absence d'options politiques

La puissance des fondamentalismes religieux est liée à la santé globale de la vie politique d'une société. Lorsque ce contexte politique global se dérègle et que s'installent l'autoritarisme et l'absence d'options politiques, il n'est pas surprenant que la situation profite aux mouvements absolutistes et intolérants. Une activiste décrit le lien entre ces phénomènes :

Les projets fondamentalistes prospèrent là où la démocratie est interdite ; là où sont bafoués les droits humains ; là où les gens n'ont pas le droit de participer à la prise de décision ; là où ils n'ont aucune possibilité de décider de choses qui ont trait à leurs propres vies, à la vie de leur communauté et à leur perception de l'état. Et si de tels projets gagnent du terrain dans le monde entier, c'est précisément en raison de l'absence d'un ordre mondial démocratique (Farida Shaheed, Pakistan).

Ce problème mondial se manifeste à l'échelle locale sous la forme d'un autoritarisme qui se présente aussi bien dans les états laïques que théocratiques. En effet, pour les activistes des droits des femmes qui travaillent en Europe centrale et de l'Est et en Asie centrale, ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où coexistent des états laïques et théocratiques, les régimes autoritaires et le manque de libertés civiles sont des facteurs plus déterminants dans l'avancée des mouvements fondamentalistes que pour les activistes d'autres régions du monde.

L'autoritarisme, par sa manière d'écraser toute option politique progressiste, facilite l'émergence des fondamentalismes religieux. En Irak, par exemple, Saddam Hussein avait balayé tous les mouvements de gauche ; c'est pourquoi, dans la période post Saddam, les fondamentalistes représentaient la seule

opposition visible au gouvernement mis en place par les États-Unis. Sous le régime de Suharto en Indonésie, les institutions de la société civile fondées sur les droits ont été systématiquement marginalisées et les syndicats cooptés, ce qui a conduit à l'absence d'alternatives dans la période post Suharto. En Europe centrale et de l'Est, « la transformation politique et l'effondrement du communisme ont laissé un espace vide. En [Pologne], la place a été immédiatement occupée par l'Église catholique qui a assumé la responsabilité idéologique de la société. L'Église orthodoxe fit de même en Russie » (Wanda Nowicka, Pologne).

En favorisant l'union de toutes les forces nationales d'opposition, l'autoritarisme peut donner plus d'espace et de visibilité à des partis politiques fondamentalistes naguère isolés. En Inde, les fondamentalistes hindous ont acquis la respectabilité politique qui leur faisait défaut jusque-là grâce à leur participation à l'opposition contre l'état d'urgence décrété par Indira Gandhi (1975-1977).

L'autoritarisme provoque également des transformations sociales qui facilitent la montée des fondamentalismes. Le renforcement des contrôles et du maintien de l'ordre enregistré dans certains contextes a souvent coïncidé avec le retrait de l'état dans la prestation des services, constituant ainsi un dosage de facteurs propices au développement des fondamentalismes religieux. Les jeunes féministes font remarquer que les abus contre les droits humains perpétrés par les gouvernements laïques ont poussé les gens à recourir de plus en plus à la violence, à la fois dans le domaine public et privé. Elles estiment que cette normalisation de la violence a préparé le terrain pour la progression des fondamentalismes.

L'utilisation de la religion par les états

Différents types d'état, qu'ils soient théocratiques ou laïques, ont parfois recours à la religion pour accroître leur contrôle politique et social et leur légitimité.

Dans le cas des états théocratiques fondamentalistes, l'utilisation de l'appareil de l'état pour promouvoir des programmes politiques de type fondamentaliste aux échelons national et international est manifeste. Ce recours est particulièrement efficace lorsqu'il est conjugué au pouvoir de mobilisation des nationalismes contre un ennemi extérieur, même si celui-ci partage la même religion. Pour l'état fondamentaliste iranien, la guerre entre l'Irak et l'Irak de 1980-1988 « a été un cadeau », car elle a permis de galvaniser le soutien public national (et en passant de faciliter l'élimination de l'opposition politique) face à un ennemi commun (Homa Hoodfar, Iran).

Un phénomène moins évident, mais non moins important est la consolidation des fondamentalismes religieux moyennant l'utilisation de la religion dans la politique publique dans d'autres types d'état. Il s'agit officiellement d'états laïques ou d'états qui ont une religion d'état sans toutefois être fondamentalistes.

Ceci a notamment été le cas durant la période postcoloniale en Afrique du Nord, en Asie et au Moyen-Orient où les états laïques ont souvent utilisé la religion pour mobiliser plus facilement le soutien populaire à l'encontre de l'opposition politique, en particulier des communistes et des socialistes, comme dans les cas de l'Algérie, de l'Égypte et du Soudan dans les années 60 et 70. Dans ce même ordre d'idées, mais plus récemment, le président Suharto d'Indonésie (1967-1998) a créé des organisations religieuses paraétatiques dans les dernières années de son régime marquées par une opposition nationale croissante. En Égypte, l'état combat actuellement les groupes fondamentalistes religieux dont il apprécie toutefois l'intérêt pour « la situation politique extérieure, ce qui détourne l'attention des affaires de corruption de l'état » (Azza Soliman, Égypte). Dans ce type de contexte, les états même peuvent parfois encourager, en coulisse, les fondamentalismes.

Malgré le caractère officiellement laïque de l'état dans la plupart des pays d'Amérique latine, d'Europe centrale et de l'Est et de l'Asie centrale, presque 40 % des activistes des droits des femmes travaillant dans sa région considèrent l'utilisation que fait l'état de la religion dans la construction de l'identité nationale comme un facteur important dans la montée des fondamentalismes. Dans la pratique, cette situation ne se différencie guère de celle d'états officiellement théologiques comme la République Islamique d'Irak. La mobilisation de la religion est particulièrement fréquente dans les périodes de reconstruction nationale après un conflit. Par exemple, au Cambodge, « les Khmers rouges avaient décrété que toutes les croyances et les idéologies étaient réactionnaires ; il était donc très important, durant la reconstruction, de restaurer les

valeurs du bouddhisme, du royaume et de la religion. La devise nationale du Cambodge est l'état, la religion, le roi » (Shalmali Guttal, Inde/Sud-Est asiatique).

Dans certains pays laïques de l'Europe de l'Ouest, les politiques publiques de multiculturalisme ont privilégié l'identité religieuse par rapport à la citoyenneté commune, ce qui a facilité l'essor des fondamentalismes :

Les communautés minoritaires sont maintenant construites comme des communautés confessionnelles. [Par conséquent], l'identité religieuse [est] ancrée dans la formulation des politiques sociales. Ceci permet à la droite religieuse de dominer ce type de programme (Pragna Patel, Royaume-Uni).

Les activistes des droits des femmes mentionnent de nombreux exemples d'états qui utilisent le soutien des institutions religieuses pour consolider leur légitimité sociale et politique. Après l'ouverture de la Chine en 1979, l'état chinois a encouragé l'essor du christianisme (et, de façon plus sélective, de l'Islam), dans l'espoir que celui-ci contribue à apaiser le malaise social croissant et à combattre la délinquance grandissante.

Dans de nombreux contextes, l'état utilise à la fois la religion qu'il met au service de ses propres fins et l'autoritarisme vis-à-vis de toute opposition politique qui s'exprime par le biais de la religion. Une telle situation est un amalgame dangereux, car il alimente doublement les fondamentalismes. Dans certains états d'Asie centrale, par exemple, l'approche est ambiguë : « D'une part, le gouvernement craint les extrémistes religieux. D'autre part, il [les] soutient en construisant d'énormes mosquées et en affirmant à chaque étape sa condition de « musulman » et sa volonté d'agir uniquement qu'en tant que tel » (activiste des droits des femmes, Asie centrale).

Même dans les états qui ne sont pas officiellement théologiques, le chef de l'état peut se servir de sa fonction pour promouvoir une vision fondamentaliste. « Efraim Ríos Montt [est le] le leader messianique du Frente Republicano Guatemalteco (FRG, Front républicain guatémaltèque), responsable du coup d'État de 1982, commis avec la bénédiction de l'Église évangélique et du gouvernement des États-Unis. Cette période a été un des épisodes les plus sanglants de la guerre. [À l'heure actuelle], bien que le Guatemala soit un État laïque, le discours politique reste émaillé de visions religieuses apocalyptiques » (Maya Varinia Alvarado Chávez, Guatemala).

La situation au Kenya est étrangement similaire : « [Nous avons] un président qui se comporte comme si, parce que lui-même est catholique, tout le monde devait également être catholique, c'est pourquoi il critique les droits des femmes tels que le droit à l'avortement, de la contraception telle que l'utilisation de préservatifs, et d'autres sujets épineux à partir de

son autorité en tant que président, alors qu'il parle d'un point de vue religieux ! » (participante à l'enquête, Kenya).

La promotion des fondamentalismes religieux par les forces politiques

L'état n'est pas le seul à jouer un rôle. Selon l'expérience des activistes des droits des femmes, toutes les forces politiques nationales, des politiciens, des partis appartenant à la gauche et la droite politique, des partis laïques, au pouvoir et dans l'opposition, encouragent à l'occasion les fondamentalismes religieux, et ce, pour diverses raisons.

Des politiciens d'opposition et des mouvements armés ont eu recours au pouvoir de mobilisation de la religion pour essayer de conquérir le pouvoir. Au Sri Lanka, le parti d'opposition Janatha Vimukti Peramuna (JVP, Front populaire de libération) a mis le bouddhisme au service du nationalisme Sinhala, et dans certaines régions d'Afrique, les forces d'opposition se sont mobilisées autour de la religion : par exemple, le Bundu dia Kongo, mouvement ethnique et religieux séparatiste créé en RDC en 1969, et le Mungiki, mouvement (apparu à la fin des années 1980) qui conjugue la religion traditionnelle africaine et l'identité ethnique Kikuyu pour formuler des revendications politiques contre le gouvernement kenyan.

Selon certains activistes des droits des femmes, l'utilisation que font les forces politiques des fondamentalismes est une démarche opportuniste. Durant la crise politique de 2006-2008 au Bangladesh, nombreuses ont été les activistes des droits des femmes qui ont été consternées par la position opportuniste « des principaux partis politiques [qui], dans leur ruée vers le pouvoir... cherchaient à tout prix à s'accoler » avec les fondamentalistes religieux (Sara Hossain, Bangladesh). Aux États-Unis, l'espace politique accordé aux fondamentalistes chrétiens au début des années 2000 est le résultat de manipulations de la droite politique du pays :

Le fondamentalisme chrétien a été politisé, de manière assez cynique, dans les années 70 et 80 par les architectes de la nouvelle droite qui tentaient de former un mouvement populaire et cherchait un appât pour lui donner un pouvoir électoral (Mab Segrest, États-Unis).

Dans d'autres cas, l'ascension de gouvernements conservateurs peut ouvrir la porte aux fondamentalismes religieux. Ceci a été le cas, au début des années 2000, dans plusieurs pays européens et d'Amérique du Nord (Espagne– 2000 ; États-Unis d'Amérique – 2001 ; Italie– 2001 ; France– 2002 ; Pays-Bas – 2002 ; Canada– 2006). L'entrée dans l'Union européenne

d'états profondément conservateurs tels que la Pologne et Malte en 2004 a encore renforcé l'influence fondamentaliste à l'échelon de la politique de l'Union européenne. La nature du rapport entre les forces conservatrices et fondamentalistes est souvent floue, en particulier parce que ni les conservateurs, ni les fondamentalistes ni les contextes ne sont homogènes et figés. Quoi qu'il en soit, que la relation soit établie par convenue ou par conviction ou les deux, il est un fait que les fondamentalismes religieux tendent à prospérer davantage lorsque des gouvernements conservateurs sont au pouvoir.

En Amérique latine, par exemple, la légitimité sociale considérable de l'Église catholique comparée à celle des gouvernements et des partis politiques se traduit souvent par une « relation d'affaires » dans laquelle le gouvernement reçoit le soutien public de la hiérarchie de l'Église en échange de la protection de certains intérêts de celle-ci, notamment ses positions idéologiques sur la famille et la restriction des droits sexuels et reproductifs des femmes. C'est ainsi qu'au Chili, le gouvernement s'est opposé à la contraception d'urgence et que l'Argentine, État formellement laïque, subventionne les écoles religieuses, ce qui leur permet de réduire leurs frais d'inscription et d'attirer plus d'étudiants. Cette tendance peut également être observée en Europe de l'Est où « on peut affirmer que les droits des femmes ont été « sacrifiés » pour préserver les bonnes relations entre le nouveau régime et l'Église catholique » (participante à l'enquête, Pologne).

Les forces laïques et de gauche ne sont pas non plus étrangères à la montée en force des fondamentalismes religieux. Le fait qu'un gouvernement ait une tendance de gauche ne garantit pas que le fondamentalisme n'ait pas d'influence sur l'action publique. Au Nicaragua et en République dominicaine, par exemple, les candidats présidentiels à tendance gauchiste ont conclu avec l'Église catholique des pactes qui impliquent la promesse de limiter considérablement les droits reproductifs des femmes (dans le premier pays, en rejetant la loi permettant l'avortement dans certaines circonstances et dans le deuxième, en amendant la constitution de façon à « protéger la vie depuis sa création ») en échange du soutien de l'Église durant les élections nationales ; les deux parties ont maintenu leur engagement après que les candidats soient arrivés au pouvoir.

De nombreuses mouvances de la gauche européenne ont soutenu les fondamentalismes musulmans qu'ils considéraient comme un défi apparemment viable à l'hégémonie des États-Unis. En Grande-Bretagne, la coalition antiguerre et antiraciste Respect a rassemblé des membres du Parti socialiste ouvrier et du mouvement fondamentaliste Jamaat-e-Islami. Cette alliance a permis à ce dernier d'obtenir, pour la première fois, des sièges aux conseils siégeant à Londres. Selon une activiste des droits des femmes, « De la droite à la gauche, tous font le jeu des fondamentalistes » (Marieme Hélie-Lucas, Algérie/France).

Finalement, les forces politiques étrangères contribuent, elles aussi, à l'avancée des fondamentalismes religieux. Selon les activistes des droits des femmes en Asie du Sud (y compris l'Afghanistan), le rôle politique des États-Unis à l'échelon mondial est le facteur déterminant de la montée en puissance des fondamentalismes religieux dans leur région. Cette expérience est antérieure à l'actuelle « guerre au terrorisme » : dans le contexte de la guerre froide contre l'Union soviétique dans les années 80, les États-Unis ont cyniquement manipulé les forces des fondamentalismes religieux en Afghanistan et au Pakistan :

Au Pakistan, le dictateur militaire Zia-ul-Haq a, avec l'aide des services d'intelligence des États-Unis, manipulé la télévision publique et les textes scolaires pour islamiser la nation et créer une ferveur pro- « jihadi/moudjahidin ». On peut voir le résultat aujourd'hui : la prolifération de camps d'entraînement d'Al-Qaïda dans tout le pays. Dans les années 80, les services d'intelligence des États-Unis ne considéraient le Pakistan et les moudjahidins que comme un moyen de mettre fin à la présence de l'Union soviétique et les ont ensuite abandonnés à leur sort (participante à l'enquête, Pakistan).

L'absence d'options religieuses fondées sur les droits

La diversité politique interne est un fait historique dans toutes les religions. Cependant, au cours des dernières décennies, ceux qui, au sein des religions, soutiennent les droits humains universels sont restés invisibles ou ont été de plus en plus marginalisés en tant que force collective.

Durant la plus grande partie du vingtième siècle, plusieurs mouvances de la pensée moderniste, en particulier en Europe et en Amérique du Nord, partageaient la présomption selon laquelle la religion allait progressivement perdre de son importance à mesure que se développe la société. Ceci a également été le cas des mouvements féministes, ainsi que de certaines élites postindépendance du Sud global. Il s'ensuivait qu'il était inutile de participer activement à la religion. « Les groupes religieux progressistes auraient pu constituer un contrepoids important aux conservateurs et aux fondamentalistes religieux s'ils avaient reçu un soutien adéquat de la part de la communauté féministe et s'ils s'étaient dotés d'une meilleure organisation interne » (Jennifer Butler, États-Unis). En Amérique latine, la théologie de la libération a non seulement fait l'objet des attaques des régimes militaires de droite, mais

aussi, sur le plan interne, du Pape Jean-Paul II et de l'actuel Pape Benoît XVI (à l'époque, cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, naguère connue sous le nom de Saint-Office). La persécution a été d'une telle ampleur que, pour les années 80, le mouvement avait perdu un terrain considérable, dans de nombreux pays, au profit des conservateurs catholiques.

Le manque d'options religieuses soutenant les droits humains est un phénomène observé dans toutes les religions, et ce, pour diverses raisons. Au sein de l'Islam, « d'éminents érudits musulmans ont remis en question les interprétations extrémistes, sans malheureusement attirer les mêmes foules que les autres » (Alia Hogben, Canada) ; des options féministes se développent, mais continuent de se heurter à l'incompréhension d'autres groupes, même réformistes. En ce qui concerne le bouddhisme, l'hindouisme et le judaïsme orthodoxe, les options féministes ou les tentatives de réclamer une histoire plus favorable aux femmes sont encore très récentes.

Des facteurs propres aux contextes interviennent également. En Union soviétique, le contrôle de la religion de la part de l'état a entravé le développement d'un Islam progressiste en Asie centrale, car il a entraîné « une lacune en matière d'information, l'absence systématique d'éducation religieuse dans les institutions publiques existantes, l'ignorance et le scepticisme vis-à-vis des interprétations féministes des valeurs islamiques » (participante à l'enquête). De même, en Chine, les confessions religieuses contrôlées par l'état manquent de légitimité, ce qui a favorisé la prolifération de « maisons-églises », à savoir des congrégations informelles d'un maximum de 25 membres, souvent dominées par des calvinistes, des pentecôtistes et d'autres groupes évangéliques ; c'est pourquoi on considère que le pays sera, sous peu, la plus grande nation chrétienne du monde.⁴

Facteurs sociaux qui sous-tendent la montée des fondamentalismes religieux

Le lien entre la religion et les fondamentalismes religieux

Comme il a déjà été signalé dans d'autres études publiées dans le cadre de l'initiative de l'AWID **Résister et S'opposer aux Fondamentalismes Religieux**, les défenseurs/es des droits des femmes font la distinction entre la religion et les fondamentalismes religieux. Certains/es considèrent que la religion peut contribuer à promouvoir les droits et l'autonomie des femmes et donc travaillent avec des groupes religieux ou à partir d'une perspective religieuse. Cependant, tant sur le plan historique que plus récemment, l'intensification de la religiosité et de la pratique religieuse semble avoir été accompagnée de programmes profondément discriminatoires. C'est pourquoi certains/es activistes se demandent s'il existe, dans la religion, des éléments qui contribuent à la montée des fondamentalismes religieux.

La religion en tant qu'institution a pignon sur rue dans de nombreuses sociétés. Au Pérou, par exemple, « l'Église catholique en particulier est l'institution la plus reconnue et l'une des mieux valorisées du pays » (Roxana Vásquez Sotelo, Pérou). Les institutions religieuses jouent parfois un rôle positif de médiateurs au sein de la société et en politique ; au Mexique, par exemple, l'évêque de San Cristobal de las Casas a participé, dans les années 90, à la médiation entre le gouvernement et l'armée zapatiste de libération nationale. De même, en Ouganda, l'Initiative œcuménique de paix de dirigeants religieux Acholi a servi de médiateur entre l'Armée de résistance du Seigneur et le gouvernement.

Bien que la religion ait contribué à faire bouger le statu quo, elle n'a pas toujours été considérée, ces derniers temps, comme un facteur d'émancipation comme l'avait été la théologie de la libération. Les religions du monde entier ont souvent été mises au service de programmes discriminatoires et de la préservation des rapports de force dominants. Aujourd'hui, par exemple, de nombreux fondamentalistes musulmans au Moyen-Orient et en Indonésie se réclament de l'héritage idéologique des modernistes religieux du XIXe siècle qui se sont opposés au pouvoir des traditionalistes. Les modernistes représentaient l'émergence d'une nouvelle classe économique dominante qui a utilisé la religion pour remplacer un ensemble de forces patriarcales par un autre type de force. Il y a aussi une dimension de genre spécifique : « Étant donné l'hostilité historique à l'égard des femmes et de la sexualité dans la religion » (Frances Kissling, États-Unis), les interprétations dominantes de la religion sont très en phase avec l'aspect patriarcal et anti-femmes des fondamentalismes. En d'autres termes, la religion s'est avérée un outil de mobilisation particulièrement efficace pour les forces discriminatoires en quête du pouvoir social et politique ; une augmentation de la pratique religieuse peut donc ouvrir la porte à une montée en puissance des fondamentalismes.

L'accroissement de la religiosité et la promesse de certitude de la religion

Malgré les difficultés pour mesurer le phénomène, il semble que la religiosité (« être religieux » ou du moins choisir une identification religieuse) s'est accrue à l'échelon mondial au cours des dernières décennies. Dans un monde de plus en plus complexe, marqué par un processus accéléré de globalisation et le bouleversement des relations sociales, les personnes éprouvent un besoin social et psychologique de certitude et cherchent le sens des choses et la communauté. La religion peut constituer une réponse à ces besoins, ce qui pourrait expliquer cette religiosité croissante.

En tant que concept, la certitude encourage tout ce qui est familier et décourage le saut vers l'inconnu. En revanche, le féminisme et les interprétations fondées sur les droits de la religion rejettent, par nature, les anciennes certitudes et saisissent toutes les possibilités de changement. De même, les idéologies politiques qui s'opposent à l'absolutisme et adhèrent au pluralisme, à la diversité et aux changements de contexte ne cèdent pas non plus à la nostalgie de la certitude. C'est pourquoi une religiosité accrue tend à répondre à une conception plus conservatrice de la religion plutôt qu'aux interprétations égalitaires. En outre, les formes dominantes de religion et les interprétations fondamentalistes présentent un Grand Récit qui fournit des explications pour tout l'éventail d'expériences humaines. Pour sa part, le cadre des droits humains « est une approche très légaliste incapable de fournir des explications émotionnelles et psychologiques, comme le font les mouvements fondamentalistes » (Gita Sahgal, Royaume-Uni). Certains mouvements fondamentalistes, en particulier ceux qui se présentent comme modernes et qui cherchent à cibler les jeunes, donnent une image de rejet des « anciennes coutumes » liées au type « traditionnel » de religion pratiqué par leurs parents. Cependant, la vision présentée par ces mouvements est invariablement exprimée en termes manichéens et répond, de manière tout aussi effective, à un besoin de certitude.

Et surtout, la religion offre réconfort et espoir. Une activiste des droits des femmes explique ainsi la montée en puissance de l'Église évangélique dans toute l'Amérique latine ainsi que le réconfort qu'elle apporte au milieu des combats : « Les guerres, les conflits, les tremblements de terre, les raz-de-marée... Les gens ont besoin de croire en quelque chose » (Ana María Pizarro, Nicaragua).

En tant que code moral, la religion offre également un espace pour exprimer les préoccupations en matière sociale. Étant donné la position marginale, dans de nombreux

⁴ John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *God is Back : How the global rise of faith is changing the world*, Allen Lane : Londres, 2009

environnements, des interprétations religieuses fondées sur les droits et des options politiques à l'autoritarisme, l'espace pour exprimer ce type de préoccupations se donne souvent dans une optique très conservatrice plus favorable à une vision fondamentaliste. Selon une activiste des droits des femmes des États-Unis, la droite chrétienne est actuellement la seule force politique à s'exprimer du fond du cœur et à parler de « fibre morale ».

Progression de la politique identitaire à l'échelle mondiale

Une politique identitaire implique de privilégier un seul aspect de nos multiples identités (âge, appartenance ethnique, classe, race, religion, orientation sexuelle, etc.) par rapport à tous les autres aspects ; toutes les politiques et règles de conduite doivent donc être centrées sur cette seule identité. Le fondamentalisme religieux, qui met l'accent sur l'identité religieuse et exclut toutes les autres identités, relève clairement de cette politique identitaire.

Le sens d'aliénation et la perte de l'influence locale résultant des changements socio-économiques actuels à l'échelle planétaire ont conduit beaucoup à se réfugier dans le confort d'une petite communauté, généralement fondée sur la religion et/ou l'appartenance ethnique. Selon des activistes des droits des femmes, « les gens tentent de défendre leurs identités, car ils se sentent assaillis par la mondialisation » (Fray Gonzalo Ituarte Verduzco, Mexique). La montée en puissance des fondamentalismes religieux s'inscrit dans cette tendance mondiale dans le cadre de laquelle « les gens affirment des identités communautaires défensives » (Nira Yuval-Davis, Royaume-Uni/Israël).

Certaines identités défensives sont également apparues dans le cadre d'une réaction vis-à-vis du racisme. Les fondamentalistes religieux ont su utiliser l'aliénation produite par le racisme pour recruter leurs adhérents, en particulier dans les contextes de migration. « Après le 11 septembre, des enfants ont fait l'objet de railleries et appelés « Osama » ; nous ne devrions donc pas nous étonner qu'en grandissant, ces enfants rejoignent les groupes extrémistes » (Alia Hogben, Canada).

Une activiste des droits des femmes sur cinq, parmi celles qui travaillent en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord et en Australasie, régions qui ont accueilli de grandes quantités de population immigrante, considère que le racisme est un facteur important dans la montée en puissance des fondamentalismes religieux, tout en estimant que les causes les plus probables sont la pauvreté et l'échec des institutions publiques.

Le racisme a également contribué à renforcer la politique identitaire et des fondamentalismes religieux dans d'autres contextes. L'expérience du racisme en Afrique subsaharienne à l'époque du colonialisme occidental a favorisé l'affirmation, dans la région, d'une identité plus « africaine », qui impliquait de favoriser l'évangélisation d'églises africaines indépendantes (en oubliant que, paradoxalement, certaines de ces modalités évangéliques de christianité avaient été originellement exportées vers la région par des non africains). En Israël, « après la deuxième guerre mondiale, de nombreux jeunes sépharades (désigne aussi souvent les Juifs du Moyen Orient) talentueux ont été éduqués dans des *yeshivas* (écoles pour l'étude des sciences de la religion) lituaniennes et ont adopté tous les signes extérieurs des ashkénazes lituanien ultra-orthodoxes. Toutefois, ils se sont rendus compte, [de retour en Israël] qu'ils étaient discriminés pour le fait d'être sépharades. C'est pourquoi, au début des années 80, ils ont formé leur propre parti politique, le Shas. D'une manière générale, leurs électeurs ne sont pas eux-mêmes des ultraorthodoxes, mais ils votent pour un parti ultraorthodoxe en raison de la position de revendication ethnique de ce dernier » (Debbie Weissman, Israël).

Bien que les états aient parfois recours à la religion pour construire une identité nationale, la progression mondiale de la politique identitaire peut également transcender et défier les identités nationales ; c'est ainsi que les groupes de jeunes fondamentalistes musulmans en Australie poussent les musulmans locaux à ne pas s'identifier comme australiens. À l'inverse, une politique identitaire fondée sur la religion peut renforcer les identités sous-nationales (souvent associées à l'ethnie), ce qui peut également faire obstacle à l'émergence d'une identité nationale unifiée, comme cela est le cas au Nigéria et en Inde. Les fondamentalismes religieux peuvent donc se présenter à la fois comme partie intégrante de et comme un obstacle à l'identité nationale.

Dans certains cas, les forces qui, historiquement, auraient pu s'opposer aux fondamentalismes religieux n'ont pas été capables d'apprécier l'importance de la politique identitaire et répondent :

[De nombreux progressistes] ont oublié ces identités communautaires. Ils ont considéré la question des castes comme un problème culturel propre à l'identité hindoue au lieu de l'avoir analysée comme partie intégrante d'un système structurel discriminatoire. Les inégalités, ainsi que le racisme et le sectarisme [n'ont] jamais été remis en question (Pragna Patel, Royaume-Uni).

Complexités des facteurs qui sous-tendent la montée du fondamentalisme religieux

Les fondamentalismes religieux comme phénomène auto-entretenu

Au début de ce chapitre, nous avons défini les « causes » des fondamentalismes comme des facteurs qui surgissent indépendamment de l'action des fondamentalistes : dans la pratique, il s'avère toutefois que la plupart de ces « causes » ne sont pas tout à fait indépendantes des fondamentalismes religieux ; les guerres et les conflits peuvent être à la fois une cause des fondamentalismes religieux et un *résultat* des politiques fondamentalistes, phénomène qui s'auto-entretient dans un cycle apparemment sans fin.

Par exemple, les conflits internes enregistrés au Congo, au Kenya, au Liban et dans l'ex-Yougoslavie ont à la fois encouragé et ont été encouragés par des fondamentalismes religieux. « Les dirigeants religieux de l'Église orthodoxe serbe n'ont cessé de soutenir la justification et le déni agressif et nationaliste de la guerre » (participante à l'enquête, Serbie). La « guerre au terrorisme » mérite une mention spéciale. Tout comme d'autres conflits, cette guerre est à la fois le résultat et a été la cause des fondamentalismes religieux. Depuis les attaques du 11 septembre, la religion a été systématiquement invoquée comme justification des agressions commises aussi bien par les États-Unis et leurs alliés que par leurs opposants, qu'il s'agit d'Al-Qaïda, des Talibans et de certains groupes de l'opposition irakienne.⁵ En réaction à l'invasion de l'Afghanistan dirigée par les États-Unis, des coalitions fondamentalistes ont acquis une force sans précédent et ont gagné des élections provinciales au Pakistan en 2002 ; en Iran, les réformistes ont perdu du terrain face aux conservateurs à la suite de l'aggravation du conflit qui a frappé le pays voisin, l'Irak, en 2004. La « guerre au terrorisme » a également contribué à la montée du racisme et des préjugés, en particulier contre les communautés migrantes en Europe et en Amérique du Nord, mais aussi contre les musulmans d'une manière plus générale. Ce phénomène a, à son tour, exacerbé la politique identitaire religieuse, alimentant ainsi un cycle de violence à l'échelle locale et mondiale. Finalement, la « guerre au terrorisme » a contribué à l'essor de l'autoritarisme, facteur déjà identifié comme propice aux fondamentalismes religieux. Invoquant l'argument de la « sécurité » post 9/11, les droits civils ont été sérieusement ébranlés dans de nombreux pays

d'Europe et d'Amérique du Nord et un climat mondial d'impunité pour les violations des droits humains s'est installé⁶ ; certains gouvernements militaires ou autoritaires alliés, tels que l'Ouzbékistan et le Pakistan, ont reçu le soutien de la coalition dirigée par les États-Unis.

Le rôle fondamental des conflits dans le cycle des fondamentalismes est illustré par le fait que les activistes des droits des femmes provenant de régions fortement touchées ou impliquées dans certains des conflits dits « religieux » les plus épineux de l'actualité considèrent, plus que les activistes d'autres régions, que le conflit a été un facteur majeur dans la montée des fondamentalismes religieux au cours de la dernière décennie. Les régions en question sont le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Asie du Sud, ainsi que l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, l'Europe centrale et de l'Est et l'Asie centrale. Le fondamentalisme d'une religion alimente assurément le fondamentalisme dans d'autres. Ce schéma est visible dans le cas des tensions entre majorité et minorité comme en Tchétchénie ; entre Israël et la Palestine ; et entre les fondamentalismes hindou, musulman et chrétien en Inde. On le retrouve au Chiapas où les fondamentalismes évangéliques et catholiques s'alimentent mutuellement au milieu du conflit actuel. La rivalité pour l'espace public entre différents fondamentalismes religieux peut également se traduire par un renforcement mutuel ; tel est le cas au Brésil où « réagissant à une alliance de groupes politiques évangéliques, les catholiques ont eux aussi formé une alliance avec les groupes politiques catholiques, situation sans précédent au Brésil » (Maria José Rosado-Nunes, Brésil).

Le conflit n'est pas le seul exemple dans lequel il est parfois difficile de faire la distinction entre les causes des fondamentalismes et les stratégies fondamentalistes conçues pour se perpétuer. Par exemple, lorsqu'un ministère de l'éducation réécrit tous les manuels d'histoire de façon à présenter une version de l'histoire qui privilégie une religion ou une interprétation religieuse, cette vision du monde fondamentaliste est en quelque sorte « naturalisée » pour la nouvelle génération ; il devient donc plus difficile de la remettre en question et plus facile de la reproduire et de la perpétuer. Par ailleurs, de nombreuses communautés fondamentalistes pratiquent une politique nataliste et tendent à former de très grandes familles, ce qui garantit l'augmentation constante du nombre de membres

5 Michael Dickinson « Blessed are the Warmakers : Billy Graham's Final Crusade » *CounterPunch*, 6 juillet 2005 <http://www.counterpunch.org/dickinson07062005.html> ; Jim Lobe, « Conservative Christians Biggest Backers of Iraq War, » *InterPress Service*, reproduit par *Common Dreams*, 10 octobre 2002 <http://www.commondreams.org/headlines02/1010-02.htm>

6 Voir : *Catching the Wind*, International Council on Human Rights Policy : Genève, 2007, pp. 13-15 http://www.ichrp.org/files/reports/4/133_report_en.pdf

de ces communautés. La démographie a joué un rôle dans la force politique croissante des juifs ultraorthodoxes/haredis en Israël et dans le monde entier, et des sectes chrétiennes telles que les mormons (Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours) au Canada et aux États-Unis.

Une régression dans les progrès accomplis en matière de droits des femmes et droits sexuels

Le fait de classer les facteurs qui sous-tendent la montée en puissance des fondamentalismes religieux en facteurs économiques, politiques et sociaux aide certes à démêler l'écheveau des causes de ce phénomène, mais, dans la pratique, la plupart des facteurs se déclinent, à des degrés divers, dans toutes ces catégories. La complexité des racines du phénomène exige également que différents types d'activisme soient combinés pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux : les mouvements de femmes et féministes sont des acteurs fondamentaux, mais le degré de complexité est tel qu'il exige que ces mouvements conjuguent leurs efforts avec ceux d'autres mouvements fondés sur les droits, aspect qui est abordé dans le chapitre 3.

Un facteur considéré important par les activistes des droits des femmes est un phénomène particulièrement complexe. Pour 32 % des activistes des droits des femmes, l'un des cinq principaux facteurs qui sous-tendent la montée des fondamentalismes religieux à l'heure actuelle est la perte d'autonomie des femmes qui avait entraîné de profonds changements économiques, politiques et sociaux au sein de la société. De l'avis d'une activiste des droits des femmes, « ce qui différencie le fondamentalisme religieux du patriarcat est qu'il semble réagir à la reconnaissance et à l'émancipation croissantes, sur le plan social, juridique et moral, conquises par les femmes au cours des dernières décennies » (Angélica Peñas, Argentine). L'analyse de cette régression fait donc ressortir un lien étroit entre les fondamentalismes religieux et les institutions patriarcales telles que la famille. En effet, dans les états qui ont tenté de promouvoir le droit de la famille, les mouvements fondamentalistes sont entrés en scène avec vigueur (Chetan Bhatt, Royaume-Uni).

Les conférences des Nations Unies tenues dans les années 90 ont réussi à faire accepter à l'échelle mondiale le principe des « droits des femmes comme droits humains » (Conférence mondiale sur les droits de l'homme de Vienne, 1993), à parvenir à un consensus sur les droits fondamentaux de santé sexuelle et de la reproduction (Conférence internationale du Caire sur la population et le développement, 1994), et à mettre en exergue les droits et de l'autonomie des femmes dans toutes les sphères de la vie

(quatrième Conférence mondiale de Beijing sur les femmes, 1995). Ces avancées en matière d'autonomie et de droits humains des femmes à l'échelon international ont provoqué une réaction tant sur le plan international que national. Depuis lors, les acteurs des fondamentalismes n'ont eu de cesse de torpiller et de gommer les progrès réalisés sur le plan des normes internationales des droits humains. À l'échelon national, les fondamentalistes religieux « ont évalué les avancées des progressistes, identifié ceux qu'ils considéraient comme « dangereux » et lancé des stratégies pour défendre leurs positions » (Roxana Vásquez Sotelo, Pérou).

La réaction vis-à-vis de l'autonomie accrue des femmes est importante à l'échelon mondial, mais elle est encore plus prononcée dans certaines régions, telles que l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En ce qui concerne l'Amérique latine et les Caraïbes, ce facteur est considéré, de loin, comme le plus important dans la montée en puissance des fondamentalismes religieux à l'échelon local.

Outre les efforts pour contrecarrer les droits reproductifs et sexuels, la réaction fondamentaliste adopte également d'autres formes. Par exemple, dans les ex-pays socialistes d'Europe de l'Est et dans les anciennes républiques soviétiques, cette réaction a surtout touché des valeurs de l'ère socialiste, notamment les dispositions officielles en matière d'égalité des sexes, notamment en matière d'emploi.

À l'échelle mondiale, 15 % environ des activistes des droits des femmes considèrent que les expressions visibles de la diversité sexuelle sont l'un des cinq facteurs majeurs qui contribuent à la montée en puissance récente des fondamentalismes religieux. Certains/es activistes estiment que les avancées en termes d'autonomie des femmes ont été vues comme une menace pour le statu quo et ont provoqué une riposte fondamentaliste ; de même, la confiance croissante des LGBTQI (Lesbiennes, Gays, Bisexuels/les, Transgenres, Queers, Intersexes) et les améliorations sur le plan de leurs droits humains informels ont également donné lieu à une réaction des fondamentalistes religieux.

Plus qu'une régression ?

Les activistes des droits des femmes reconnaissent, certes, la contribution de tous les facteurs mentionnés plus haut dans la montée des fondamentalismes religieux, mais, dans le même temps, considèrent que ces facteurs ne doivent pas être analysés uniquement en termes de réponse ou de réaction à l'évolution des choses sur le plan mondial et national. Les activistes demandent plutôt que les fondamentalismes religieux soient également analysés comme une force proactive dotée d'une dynamique propre. « Ce serait une erreur d'ignorer leur propre vision politique et de tenter de recréer non seulement l'ordre social national, mais aussi l'ordre social international d'une manière particulière » (Chetan Bhatt, Royaume-Uni).

C'est pourquoi il est utile à ce stade de faire appel à la perspective historique. La plupart des groupes identifiés par les activistes des droits des femmes comme fondamentalistes religieux sont apparus bien avant l'application, à partir des années 70, des politiques économiques néolibérales (qui ont contribué au délabrement des services publics), la mondialisation et les technologies caractéristiques de ce phénomène telles que l'Internet. Ils sont également antérieurs aux changements intervenus au sein de la société et dans le droit international des droits humains à partir des années 60 et qui se sont traduits par un élargissement de ces droits pour les femmes et les LGBTQI. L'apparition concomitante d'organisations religieuses fondamentalistes au début du vingtième siècle indique que certains processus sociaux économiques mondiaux ont sans nul doute facilité leur montée en puissance, mais aussi que ces processus sont beaucoup plus anciens que ne le pensent beaucoup d'activistes des droits des femmes.

A commencer par les chrétiens qui, au début du XXe siècle, s'opposaient à la libéralisation théologique aux États-Unis et qui ont commencé à s'autodénommer « fondamentalistes » ; d'autres mouvements fondamentalistes religieux sont apparus dans la première partie du XXe siècle, tels que l'Organisation mondiale Agudath Israel créée en 1912 en Pologne ; le mouvement fondamentaliste hindou Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Organisation nationale de bénévoles), créé en 1925 ; la Fraternité musulmane, créée en Égypte en 1928 et l'Opus Dei catholique fondé la même année en Espagne. L'Église Kimbanguiste, une ramification baptiste que certains/es activistes des droits des femmes dans l'actuelle République démocratique du Congo (RDC) considèrent comme fondamentaliste, a été fondée par Simon Kimbangu en 1921. Les années 40 ont constitué une période historique marquée par une forte instabilité mondiale et l'essor d'organisations fondamentalistes telles que les Légionnaires du Christ,

établie au Mexique en 1941 et la Jamaat-e-Islami créée la même année en Inde.

Même si les fondamentalismes religieux peuvent parfois se présenter comme une réaction contre le monde moderne, ils constituent aussi, paradoxalement, un phénomène sophistiqué qui « se sent très à l'aise dans le monde postmoderne » (Gita Sahgal, Royaume-Uni).

Le retour du conservatisme et de la religion se présente comme un phénomène qui s'oppose à un statu quo qui dure depuis de nombreuses années. Par conséquent, ce qui était considéré comme conservateur, traditionnel et ancien s'est transformé en une option moderne et nouvelle. De nombreux conservateurs possèdent les compétences techniques nécessaires pour pouvoir utiliser les technologies. Les progressistes, en revanche, semblent parfois retardataires en matière de progrès technologiques. L'ancien, le nouveau... Il semble plutôt qu'il s'agisse de moments politiques que les fondamentalismes religieux ont particulièrement bien exploités (Wanda Nowicka, Pologne).

Les fondamentalismes religieux ne sont pas des mouvements passifs ou simplement réactifs ; ils cherchent au contraire à exister et à se développer et si un facteur quelconque est absent d'un contexte particulier, les fondamentalismes religieux vont simplement tenter d'exploiter d'autres facteurs et faciliter leur expansion. Les fondamentalismes religieux ont donc leur propre dynamique interne sur le plan idéologique et expansionniste. Certains pays, comme les États-Unis et l'Arabie Saoudite ont sans doute créé délibérément des fondamentalismes religieux dans le cadre d'un projet hégémonique. Plutôt que se demander quels sont les facteurs qui « provoquent » les fondamentalismes religieux, il serait plus pertinent de se poser la question de savoir quels sont les facteurs qui expliquent le succès des efforts activement déployés par les fondamentalismes religieux pour exister et se développer.

Conclusion

L'analyse présentée ci-dessus se centre essentiellement sur les facteurs externes aux fondamentalismes religieux et constitue une critique sévère des réalités mondiales et des défaillances des gouvernements nationaux et de la société civile. Ce sont ces facteurs qui poussent les gens vers les fondamentalismes religieux et qui permettent aux fondamentalismes religieux d'accroître leur influence. Les facteurs internes à ces mouvements qui sous-tendent l'existence ou l'expansion des fondamentalismes religieux sont abordés dans le chapitre suivant qui traite des stratégies des fondamentalismes religieux.

En demandant aux activistes des droits des femmes de pointer du doigt les aspects saillants de la montée en puissance des fondamentalismes religieux dans leurs contextes respectifs, on constate que les événements mentionnés révèlent toute la diversité et la complexité des tendances sous-jacentes en question. En effet, ces aspects sont associés à une vaste période historique, certains étant plus récents que d'autres ; ils peuvent prendre naissance à l'échelon local, régional ou mondial ; et ils sont de type économique, politique et social. Dans certains cas, les frontières entre ces différentes catégories sont assez floues, ce qui s'explique par l'interdépendance fréquente entre les causes du phénomène. Les attaques du 9 septembre contre le World Trade Center à New York ont, par exemple, une origine à la fois locale et mondiale et leurs causes et conséquences peuvent être associées pratiquement avec tous les facteurs soulignés par les activistes des droits des femmes.

Un des aspects saillants liés à l'histoire récente, tels qu'ils ont été mentionnés par les activistes des droits des femmes, est la crise économique dans le Sud-Est asiatique qui a engendré un grave climat d'incertitude économique et sociale dans la région. Un autre événement historique récent est l'effondrement de l'Union soviétique qui a non seulement provoqué ce même climat d'incertitude, mais a aussi laissé un vide politique. D'autres aspects saillants sont notamment la création de l'état d'Israël et l'héritage du colonialisme dans la majeure partie de l'Afrique et de l'Asie dans les années 40-60, époque à laquelle l'état s'est servi de la religion comme instrument pour forger une identité nationale. Dans le cas de l'Amérique latine, la domination coloniale constitue, à de nombreux égards, un jalon encore bien plus ancien puisqu'il a établi la prééminence de l'Église catholique, anéanti les options autochtones et conduit à la misère et à l'asservissement de la majorité de la population, deux facteurs qui ont été identifiés comme propices aux fondamentalismes. Dans l'histoire plus récente de la région, les dictatures et les régimes autoritaires en vigueur dans les années 60 jusqu'aux années 80, dont beaucoup ont reçu le soutien actif de la hiérarchie catholique, constituent un autre aspect déterminant dans la montée en puissance des fondamentalismes.

À l'échelon mondial, les jalons sont notamment les conférences des Nations Unies tenues dans les années 90 qui ont permis d'aboutir à plus grande reconnaissance formelle des droits humains des femmes et, à l'échelon plus local, le triomphe électoral du parti fondamentaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP, parti populaire indien) en Inde dans les années 90 grâce auquel les fondamentalistes sont arrivés directement au pouvoir de l'état et qui est attribuable, entre autres causes, à l'application croissante d'une politique identitaire et à l'échec des options politiques. D'autres événements clés sont également à mentionner à l'échelon régional, comme l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 qui a porté le coup de grâce au nationalisme panarabe laïque. Certains aspects saillants se présentent à l'échelle locale, mais ont des impacts à l'échelle mondiale, par exemple la révolution iranienne de 1979 et la flambée des prix du pétrole en 1973 qui ont facilité l'émergence de groupes fondamentalistes bien financés à l'étranger. De même, la destruction de la mosquée Babri (site considéré comme le lieu de naissance du dieu-roi Rama et comme point chaud dans le conflit fondamentaliste qui sévit en Inde) par les fondamentalistes hindous en 1992 a alimenté un cycle de fondamentalismes musulmans et hindous à la fois sur le plan local et mondial pendant plus d'une décennie. Les activistes des droits des femmes ont également mentionné l'impact sur la théologie de la libération de la victoire des forces conservatrices à Rome avec l'arrivée du Pape Jean-Paul II dans les années 80. Dans plusieurs régions de l'Amérique latine, cette position a provoqué un vide en termes d'alternatives religieuses progressistes qui, plusieurs années plus tard, a permis l'entrée en scène d'un nouveau fondamentalisme dans la région :

Un changement important est la perte, de la part de l'Église catholique, de l'hégémonie absolue de la pensée et de l'action fondamentalistes en vigueur depuis la conquête des Amériques et le génocide de sa population autochtone. L'Église catholique s'est éloignée des masses et a laissé un vide qui a été comblé par les églises néo-pentecôtistes (Alejandra Sardá-Chandiramani, Argentine).

Les activistes des droits des femmes perçoivent les fondamentalismes religieux comme des phénomènes qui assurent leur propre pérennité et qui se renforcent mutuellement ; toutefois, la plupart des facteurs qui sous-tendent leur avancée sont essentiellement des facteurs qui ouvrent les valves au travers desquelles les fondamentalismes peuvent se précipiter. Certains de ces points d'entrée peuvent être mis à profit, consciemment et peut-être inconsciemment, par les groupes fondamentalistes religieux pour mettre au point leurs stratégies, thème qui est abordé dans le chapitre ci-après.

Chapitre 2

Stratégies des fondamentalistes religieux

Les fondamentalistes religieux ont recours à toute une panoplie de stratégies pour promouvoir leur vision du monde et consolider leur pouvoir politique et social. Bien que souvent imbriquées, ces stratégies ont été regroupées, aux fins de l'analyse, dans les grandes catégories suivantes :

- **Messages fondamentalistes religieux : les discours promus par les fondamentalistes, la façon dont ils déterminent le contenu et la forme de leurs messages pour obtenir un maximum d'effet, et les méthodes qu'ils utilisent pour communiquer ;**
- **Construction de mouvements fondamentalistes : la façon dont les fondamentalistes religieux se mobilisent et sont recrutés, comment ils obtiennent des ressources et gèrent leurs mouvements, et comment ils utilisent la violence de façon stratégique ;**
- **Pénétration de l'espace politique et public par les fondamentalistes : comment les fondamentalistes religieux s'attaquent à la laïcité et s'approprient des politiques publiques, notamment en entrant dans la sphère publique, en forgeant des alliances tactiques et en fragilisant leurs opposants.**

Les mesures adoptées par les fondamentalistes religieux pour construire leurs mouvements, par exemple, en centrant leurs efforts sur le recrutement, sur les communications et sur l'acquisition d'une légitimité sociale et politique, ne sont guère différentes, dans la plupart des cas, de celles d'autres forces politiques de droite et de gauche, y compris le féminisme et l'activisme en faveur des droits humains. Ces traits communs soulignent le fait que les fondamentalismes religieux constituent, avant tout, une force idéologique qui cherche à utiliser la scène politique pour faire avancer leur cause.

Dans l'enquête de l'AWID, le terme « stratégies » est utilisé au sens large pour désigner les différentes façons dont les fondamentalismes religieux fonctionnent et se développent, l'objectif étant d'analyser les principales modalités par lesquelles les fondamentalistes ont tenté d'exercer une influence dans les domaines public et privé au cours des 10 dernières années. En dépit de certaines variations selon les régions et les religions, les résultats statistiques résultant de l'enquête font ressortir une similitude notable de ces stratégies dans tous les mouvements fondamentalistes religieux. Cette analyse est étayée par les opinions exprimées par les activistes dans le cadre des études de cas et des entrevues détaillées réalisées dans le cadre du programme.

La notion de « famille » occupe une place de premier plan dans les messages fondamentalistes. Ce concept est, par exemple, utilisé de façon symbolique dans le nom des partis politiques et des organisations caritatives sous influence fondamentaliste et constitue un leitmotiv sur les sites Web fondamentalistes.

Si la famille patriarcale est si importante pour les fondamentalismes religieux, c'est parce qu'elle constitue le mécanisme central pour contrôler la sexualité humaine, en particulier celle des femmes. Mais la famille n'est pas seulement une instance de contrôle social individuel : [Elle] est, pour beaucoup, mais en particulier pour les fondamentalistes, le schéma directeur de toutes les structures sociales construites en-dehors de celle-ci » (Frances Kissling, États-Unis). L'imposition de restrictions aux rôles de reproduction et de socialisation des femmes au sein de la famille donne aux fondamentalistes la possibilité de régenter une société tout entière : une telle restriction assure la « propriété » de la famille et le contrôle des enfants et des adolescents ; le fait de contrôler ces derniers permet d'éviter des remises en question de l'ordre fondamentaliste de la part des générations futures.

Cette importance stratégique accordée à la famille est efficace car elle implique de nombreux facteurs qui ont été identifiés comme sous-jacents dans la montée en puissance des fondamentalismes religieux, à savoir la crainte de bouleversements sociaux provoqués par une autonomie accrue des femmes ; une libération sexuelle et la visibilité croissante des LGBTQI ; ainsi que la nostalgie, d'une manière générale, d'un monde plus simple et de la soi-disant « famille traditionnelle » du passé. Les fondamentalismes religieux tirent parti de l'impact des tendances économiques mondiales sur les rôles sexués au cours des dernières décennies. En Inde, par exemple, les fondamentalismes hindous exploitent les pressions exercées sur les femmes par la mondialisation et le néolibéralisme pour qu'elles quittent leur emploi en faveur d'hommes au chômage : « Les rôles des femmes au foyer sont idéalisés et présentés comme le rêve ultime de toute femme et les femmes professionnelles sont perçues comme la triste conséquence de la mondialisation de l'économie » (participante à l'enquête, Inde).

Les mouvements fondamentalistes jouent avec la menace que pose l'évolution de l'économie pour les masculinités :

[Dans un contexte dans lequel] les femmes ont leur propre argent et une activité professionnelle, et les hommes se sentent complètement impuissants, il se produit souvent une sorte de rapport fondé sur l'échange : [Les fondamentalistes disent aux hommes] « Nous allons vous permettre de vous sentir à

l'aise chez vous ; vous pouvez contrôler votre environnement, vos femmes, vos enfants » ; dans ces conditions, les gens seront disposés à accepter tous les changements au sein de la société [que les fondamentalistes cherchent à introduire] (Nira Yuval-Davis, Royaume-Uni/Israël).

La famille « comme don de Dieu » : patriarcale, dominée par l'homme et hétérosexuelle

Les familles peuvent adopter différentes formes mais la vision de la famille telle qu'elle est promue par les fondamentalistes religieux, à savoir « comme don de Dieu » et « naturelle », est absolument patriarcale, dominée par l'homme et hétérosexuelle.

Dans le cadre de cette vision, les femmes doivent être soumises et accepter leur destin. Par exemple, en Thaïlande, les moines bouddhistes fondamentalistes affirment : « Si votre mari vous bat, [c'est] parce que vous lui avez fait quelque chose dans une vie antérieure ; par conséquent, il vaut mieux ne rien faire de mal et accepter le karma » (Ouyporn Khuankaew, Thaïlande). « On dit aux femmes d'accepter les mariages forcés car cela est la volonté de Dieu. On leur dit de ne pas utiliser de préservatif, même si l'homme est séropositif. Elles sont mariées pour le meilleur ou pour le pire » (Hope Chigudu, Zimbabwe/Ouganda). Différents fondamentalistes religieux peuvent parfois entrer en conflit les uns avec les autres mais ils forment souvent des alliances au moment de promouvoir le patriarcat. En ce qui concerne le christianisme et l'islam au Nigéria, « les deux religions étant patriarcales, elles ont pu trouver des éléments communs et se renforcer mutuellement » (Dorothy Aken'Ova, Nigéria). Ceci se manifeste par des positions communes vis-à-vis des lois contre l'homosexualité et les restrictions des mariages précoces.

Dans le discours fondamentaliste, la survie de la famille patriarcale va de pair avec la promotion de l'hétérosexualité. Sur le site Web de l'organisation fondamentaliste chrétienne Concerned Women for America (www.cwfa.org), la section « Culture and Family Issues (Culture et Famille) » est presque entièrement consacrée à la critique de l'homosexualité considérée comme « contre nature » et contre la Bible. Ce discours exige également de réduire les femmes à leur rôle reproductif, souvent par le biais de messages encourageant la natalité et interdisant la contraception. Par exemple, l'Église orthodoxe serbe blâme les femmes pour les faibles taux de natalité, l'Église catholique émet des messages radio à Porto Rico condamnant l'avortement et encourageant les grandes familles, et les fondamentalistes hindous incitent les femmes à abandonner leur emploi en faveur d'hommes au chômage.

Les messages fondamentalistes : « la famille », les rôles sexués, et « la moralité »

Il ressort de l'enquête menée par l'AWID que, dans toutes les régions, les activistes des droits des femmes considèrent les discours portant sur « la famille », les rôles sexués et la « moralité » comme un instrument vital utilisé par les fondamentalistes religieux pour consolider et accroître leur pouvoir. L'utilisation de messages imputant les problèmes sociaux à un « déclin de la moralité » ou à la « désintégration de la famille », et présentant les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels », constitue l'une des trois stratégies les plus importantes dans chaque région (voir le tableau 1 ci-après).

L'accent mis par les fondamentalistes sur le « déclin de la moralité » présente deux volets. Le premier porte sur le comportement sexuel, en particulier celui des femmes, et le deuxième concerne, d'une manière plus générale, l'état de la société. Sur ce deuxième plan, les fondamentalistes peuvent même commenter le comportement des politiciens et de toute personne exerçant une fonction publique, qu'ils comparent à des héros idéalisés du passé, ou faire référence, en stéréotypes négatifs, à la conduite des étrangers, des dissidents ou d'autres communautés religieuses. C'est le premier volet qui sera abordé ici, dans le cadre de l'attention prêtée par les fondamentalistes à la

famille et aux rôles sexués ; le deuxième volet fera l'objet d'une autre section qui traitera des messages fondamentalistes relatifs à la supériorité culturelle et la pureté.

Pourquoi les fondamentalistes mettent-ils l'accent sur la « famille » ?

Dans certains contextes, les fondamentalismes religieux soutiennent résolument les forces socio-politiques dominantes alors que dans d'autres, et de plus en plus parmi les partisans à forte mobilité sociale de l'Islam et des églises chrétiennes évangéliques, ils peuvent apparaître comme « révolutionnaires » en permettant à une nouvelle classe de gagner du terrain en termes de force politique et économique à l'encontre de la « tradition » et du statu quo. Toutefois, s'agissant de l'institution de la famille, les fondamentalistes, quelque soit le contexte, s'opposent à toute remise en question du modèle de famille hétéro-normative, patriarcale et centrée sur l'homme, à titre collectif ou individuel, de la part des femmes ou des LGBTQI. Tous les autres visions sont rejetées et qualifiées d'« immorales », de « contre nature » et d'« offense à Dieu ».

Tableau 1
Durant les dix dernières années, quelle a été l'importance des stratégies suivantes pour les fondamentalistes religieux (FR) dans le cadre de votre travail ?

Note : Là où plus d'une stratégie apparaît dans n'importe quel rang, ceci signifie qu'ils ont été donnés le poids égal par des activistes de droits des femmes
Base : 1.400 réponses à l'enquête

	Afrique subsaharienne	Asie du Sud-Est	Europe centrale et de l'Est, Asie centrale et ex Républiques soviétiques	Est de l'Asie et Le Pacifique	Amérique latine et les Caraïbes	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Asie du Sud	Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Australie et Nouvelle-Zélande	Plusieurs régions
Principale stratégie des FR	Imputer les problèmes sociaux à un « déclin de la morale » ou à la « désintégration de la famille »	Présenter les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels »	Mettre l'accent sur la religion en tant que caractéristique de l'identité nationale	Imputer les problèmes sociaux à un « déclin de la morale » ou à la « désintégration de la famille »	Imputer les problèmes sociaux à un « déclin de la morale » ou à la « désintégration de la famille »	Imputer les problèmes sociaux à un « déclin de la morale » ou à la « désintégration de la famille »	Mobiliser les jeunes	Imputer les problèmes sociaux à un « déclin de la morale » ou à la « désintégration de la famille »	Imputer les problèmes sociaux à un « déclin de la morale » ou à la « désintégration de la famille »
Deuxième stratégie plus importante des FR	Mobiliser les jeunes	Mobiliser les jeunes	Présenter les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels »	Présenter les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels »	Forger des alliances avec la droite laïque	Mettre l'accent sur la religion en tant que caractéristique de l'identité nationale	Mettre l'accent sur la religion en tant que caractéristique de l'identité nationale	Proclamer une supériorité morale sur une culture étrangère ou sur d'autres communautés religieuses	Mettre l'accent sur la religion en tant que caractéristique de l'identité nationale Présenter les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels »
Troisième stratégie plus importante des FR	Présenter les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels »	Imputer les problèmes sociaux à un « déclin de la morale » ou à la « désintégration de la famille »	Imputer les problèmes sociaux à un « déclin de la morale » ou à la « désintégration de la famille » Mobiliser les jeunes	Mobiliser les jeunes	Fausser les concepts et les normes en matière de droits humains	Mobiliser les jeunes Présenter les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels »	Présenter les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels » Fausser les concepts et les normes en matière de droits humains	Présenter les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels »	Proclamer une supériorité morale sur une culture étrangère ou sur d'autres communautés religieuses
Quatrième stratégie plus importante des FR	Proclamer une supériorité morale sur une culture étrangère ou sur d'autres communautés religieuses	Mettre l'accent sur la religion en tant que caractéristique de l'identité nationale	Proclamer une supériorité morale sur une culture étrangère ou sur d'autres communautés religieuses	Proclamer une supériorité morale sur une culture étrangère ou sur d'autres communautés religieuses Mettre l'accent sur la religion en tant que caractéristique de l'identité nationale	Présenter les rôles sexués clairement différenciés au sein de la famille comme « naturels »	Fournir des services de base (santé, éducation, logement, adoption, etc.)	Proclamer une supériorité morale sur une culture étrangère ou sur d'autres communautés religieuses	Mettre l'accent sur la religion en tant que caractéristique de l'identité nationale	Mobiliser les jeunes
Cinquième stratégie plus importante des FR	Fournir des services de base (santé, éducation, logement, adoption, etc.)	Proclamer une supériorité morale sur une culture étrangère ou sur d'autres communautés religieuses	Intervention directe sur la scène politique	Fournir des services de base (santé, éducation, logement, adoption, etc.)	Former des ONG/cercles de réflexion pour exercer une influence en politique Faire sien ou altérer des discours scientifiques Mettre l'accent sur la religion en tant que caractéristique de l'identité nationale	Intervention directe sur la scène politique	Imputer les problèmes sociaux à un « déclin de la morale » ou à la « désintégration de la famille »	Former des ONG/cercles de réflexion pour exercer une influence en politique	Intervention directe sur la scène politique

Cette vision requiert également un contrôle de l'autonomie et de la faculté des femmes de faire des choix. Une activiste des droits des femmes fait remarquer, à propos des États-Unis, que « des limitations ont été imposées à l'autorité morale des femmes pour agir ». Dans le contexte des politiques presbytériennes relatives aux femmes qui ont eu des problèmes durant la grossesse après le premier trimestre :

Le ton d'un grand nombre de propositions formulées à l'assemblée générale [presbytérienne] est paternaliste et infantilise les femmes les considérant comme incapables de soupeser correctement leurs possibilités (participante à l'enquête, États-Unis).

La nécessité qu'ont les fondamentalistes de contrôler l'autonomie des femmes peut parfois, en particulier dans le cas des variantes modernistes, se matérialiser sous le couvert de politiques qui donnent l'apparence d'apporter un soutien à l'éducation des femmes ou par des programmes de santé maternelle. En d'autres termes, les fondamentalistes religieux ne sont pas tous ouvertement misogynes, ce qui peut brouiller les cartes en termes d'identification de certains acteurs fondamentalistes. Toutefois, le soutien apporté par les fondamentalistes à ce type de programme est, dans tous les cas, strictement conditionnel : le contenu de l'éducation est contrôlé, son objectif est uniquement de favoriser la famille, ou encore le choix des femmes en matière de soins de santé reste restreint. C'est pourquoi ce type de position apparemment favorable aux femmes n'écarte pas les fondamentalistes de leur objectif de base qui est de limiter l'autonomie des femmes. Comme le signale une activiste :

En parlant de la position anti-femmes des fondamentalistes religieux, il convient d'apporter une précision : ils ne sont pas anti-femmes en soi ; ils sont contraires à l'autonomie des femmes et au contrôle de leur propre sexualité et en faveur de l'hétérosexualité patriarcale. Ceci permet de cerner clairement le problème (Ayesha Imam, Nigéria).

Par ailleurs, le discours fondamentaliste met parfois les femmes sur un piédestal en les qualifiant de « dons précieux de Dieu » et prête une attention spéciale aux rôles féminins. Toutefois, ces louanges n'ont pas pour but de

soutenir l'accès des femmes aux droits humains mais de renforcer l'imposition du rôle restreint des femmes à l'échelon domestique et sous le joug du patriarcat. L'argument est, par exemple, qu'en restant à la maison, les femmes évitent de devoir faire face à la violence sexuelle telle que le viol, dédaignant totalement le fait que la violence sexuelle est souvent pratiquée au sein du ménage. La vision du monde fondamentaliste idéalise la « maternité ». Mais ici encore, cette idéalisation n'implique pas la protection de la santé des femmes ou la sécurité économique, par exemple. Au contraire, les fondamentalistes hindous ainsi que les fondamentalistes ethnico-religieux serbes ont utilisé le symbole de « la mère » pour mobiliser le soutien contre les ennemis externes et dénigrer les critiques internes ; les fondamentalistes catholiques, chrétiens et juifs ont, quant à eux, invoqué ce concept pour nier aux femmes leurs propres droits, tels que l'accès à la planification familiale, qui vont à l'encontre de cette notion restreinte de « maternité ». Les analyses féministes ont également fait ressortir que, en réduisant les femmes à leur rôle de procréation biologique et de socialisation des générations futures, les fondamentalistes imposent aux femmes la charge d'être les détentrices symboliques de l'identité de la communauté. Une activiste des droits des femmes signale ceci, dans le contexte de Gujarat, Inde où se sont produits des violents publics à grande échelle durant un épisode de violence communautaire : « Les femmes sont au cœur des stratégies des fondamentalistes religieux car elles jouent le double rôle de reproductrices de la communauté et de symboles de la famille, de la communauté et de « l'honneur » religieux. Les fondamentalistes religieux cherchent à contrôler la mobilité et la sexualité des femmes de leur propre communauté et dans le même temps, considèrent les attaques sexuelles à l'encontre des femmes d'autres groupes comme l'une des stratégies les plus efficaces pour déshonorer l'ensemble de la communauté » (Trupti Shah, Inde).

Enfin, le niveau de la violence psychologique et physique faite aux femmes par les fondamentalistes religieux illustre parfaitement leur volonté de contrôler les femmes et de les confiner dans les limites de la famille patriarcale. « Les femmes en général » sont l'un des quatre principaux groupes soumis à la violence physique et verbale des fondamentalistes. Il s'agit d'une démarche à la fois stratégique et tactique : au niveau de la personne ou de l'organisation, elle permet de « donner une leçon » tout en envoyant un message plus vaste signifiant combien il est dangereux de s'opposer à la norme patriarcale.

« La famille » et « la moralité » dans les campagnes fondamentalistes

Les messages des fondamentalistes religieux sur « la famille » et « la morale » ne sont pas que des mots abstraits. Traduits en campagnes fondamentalistes à propos des lois, des politiques et pratiques, ces mots conduisent à des effets concrets néfastes pour les droits et les droits humains des femmes.⁷

Le message fondamentaliste selon lequel la place « naturelle » de la femme est au foyer implique souvent une réduction des possibilités d'éducation, et ce, à l'échelon mondial aussi bien dans le nord, par exemple au sein des communautés baptistes aux États-Unis, que dans le sud. « Des fillettes Mbororo ne peuvent fréquenter l'école, la croyance étant que le rôle d'une petite fille est d'aider dans la cuisine, se marier et avoir autant d'enfants que le voudra son mari » (participante à l'enquête, Cameroun). Les fondamentalistes se soucient particulièrement de limiter l'accès des petites filles (et des garçons) à l'éducation sexuelle car la connaissance et le contrôle de leur propre corps est le point de départ d'une autonomie croissante. Dans des contextes aussi variés que la Géorgie, l'Inde et le Nigéria, les fondamentalistes ont fait campagne contre l'éducation sexuelle. Le Nicaragua, où les fondamentalistes ont réussi à imposer l'interdiction de l'éducation sexuelle depuis presque 20 ans, affiche un des taux de fertilité les plus élevés de l'Amérique latine.

L'obsession des fondamentalistes pour restreindre l'expression de la sexualité des femmes dans les limites de la famille hétérosexuelle se manifeste de différentes façons selon les régions et les religions : les vœux d'abstinence, les « bagues de chasteté » (qui symbolisent la promesse de ne pas avoir de relations sexuelles avant le mariage), les tests de virginité, les mariages précoces, l'interdiction de l'éducation sexuelle dans les écoles, les mutilations génitales féminines, les lois pénalisant le zina (relations sexuelles en dehors du mariage) et le khalwa (le proximité, l'isolement), les lois qui restreignent l'avortement et le divorce, les crimes d'honneur et l'assassinat de couples issus de castes différentes.

Dans des contextes aussi variés que le Chili, l'Égypte, les îles Fidji, l'Irlande, Israël, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, où sévissent des fondamentalismes catholiques, chrétiens, juifs et musulmans, l'importance stratégique accordée par les fondamentalistes religieux à la famille patriarcale et aux rôles sexués au sein de la famille se traduit par des campagnes contre le droit familial visant à assurer une plus grande égalité dans les relations conjugales. Au Bangladesh, les fondamentalistes encouragent l'inégalité des rapports de force sous le couvert d'une « bonne » pra-

tique religieuse, ce qui risque de compromettre les progrès accomplis en termes de relations personnelles égalitaires et sans violence.

Tous ceux qui vivent en dehors de la famille hétérosexuelle telle qu'elle est reconnue par la religion sont attaqués. Au Kenya, les conseils locaux, incités par les fondamentalistes religieux ont harcelé et arrêté des travailleurs/euses du sexe. Ce traitement n'est pas appliqué à leurs clients et il est presque impossible pour ces travailleurs/euses de s'organiser ou d'entreprendre des actions de défense de leur situation par crainte de représailles violentes. Selon les activistes des droits des femmes qui ont répondu à l'enquête de l'AWID, les campagnes organisées par les fondamentalistes religieux, dans toutes les régions et religions, visent constamment et essentiellement deux thèmes : l'avortement et les droits des LGBTQI. Plus d'un tiers des exemples fournis par les activistes à propos des campagnes fondamentalistes concerne ces deux sujets. La gravité de la violence fondamentaliste à l'encontre des LGBTQI montre à quel point l'idée de l'hétérosexualité est essentielle pour les fondamentalismes religieux : trois quarts des activistes des droits des femmes affirment que les minorités sexuelles sont visées par ces campagnes. C'est ainsi que les parades de Gay Pride en Hongrie, à Jérusalem, à l'île Maurice et en Serbie ont fait l'objet d'attaques brutales de la part de fondamentalistes. En 2006, dans les îles Fidji, les fondamentalistes ont organisé des manifestations « contre le mariage homosexuel après avoir entendu parler des changements progressifs ayant eu lieu à l'étranger, alors qu'il n'est pas encore réellement question à Fidji de mariage homosexuel puisque la plupart des LGBTQI cherche tout simplement à préserver des droits humains fondamentaux ! » (Participante à l'enquête, Fidji). La même année, des groupes religieux ont organisé une mobilisation de masse au Nigéria pour soutenir la loi sur (l'interdiction du) le mariage sexuel, bien que le mouvement LGBTQI soit à peine visible à l'échelon national. Ce type de campagne est orchestré de façon tactique pour mobiliser le soutien populaire en faveur des groupes fondamentalistes sur la base de la manipulation de l'homophobie générale. Plusieurs groupes fondamentalistes ont même attribué les catastrophes naturelles à un comportement « immoral ». Aux États-Unis, le pasteur évangélique Pat Robertson a affirmé que le tremblement de terre en Haïti était la conséquence d'un « pacte avec le diable » que les haïtiens avaient conclu pour se libérer du régime colonial français.⁸ Le même genre de réflexion a été formulé par des fondamentalismes musulmans pour créer un lien de cause à effet entre le tremblement de terre qui a touché le Pakistan en 2005 et l'annonce de la possibilité de conclure des mariages homosexuels.⁹

⁷ Voir : Cassandra Balchin, *La montée des fondamentalismes religieux : un appel à l'action*, AWID : Toronto, 2008

<http://awid.org/fre/Library/La-montee-des-fondamentalismes-religieux-un-appel-a-l-action>

⁸ « Pat Robertson : Haiti 'Cursed' After 'Pact to the Devil' », CBS News, 13 janvier 2010 http://www.cbsnews.com/8301-504083_162-12017-504083.html

⁹ « First gay 'marriage' in Pakistan », BBC News 5 octobre 2005 http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/4313210.stm

Contrôler la participation publique des femmes

Pour s'assurer de limiter le rôle des femmes à la famille et à la procréation, il faut également contrôler leur participation publique et leur visibilité, même si ce contrôle se manifeste de façon différente selon le contexte.

Les fondamentalistes appliquent souvent ce contrôle par le biais de codes moraux justifiés par des motifs religieux. Dans le discours fondamentaliste, la présence publique des femmes est rendue responsable de tout un éventail de fléaux sociaux, aussi bien dans le domaine public que privé. « Les fondamentalistes font une équation entre l'indépendance économique des femmes et la promiscuité (des femmes). Si les femmes restaient au foyer, il n'y aurait plus de viols, ni de harcèlement sexuel, ni de grossesses non désirées, ni de pères irresponsables, et de violence familiale, etc. » (participante à l'enquête, États-Unis).

Les codes vestimentaires promus et imposés notamment par les fondamentalistes musulmans et chrétiens évangéliques dans les différentes régions ont des fonctions multiples, à savoir celles de contrôler la sexualité des femmes et leur participation publique et aussi de faire ressortir leur infériorité morale. Même si les femmes puissent être ordonnées prêtres dans l'Eglise Kimbanguiste congolaise, les femmes et les jeunes filles doivent se couvrir la tête dans tous les lieux de culte. « L'armée islamique à Gaza a menacé les femmes journalistes de Gaza, en particulier celles qui travaillent comme reporters pour les télévisions, qu'elles seraient battues ou assassinées si elles continuaient de travailler et ne portaient pas le voile » (participante à l'enquête, Palestine).

Les fondamentalistes religieux tendent en effet à sexualiser toutes les interactions humaines ; c'est pourquoi, par exemple, les fondamentalistes font campagne pour que les garçons et les filles qui fréquentent des écoles islamiques aux Pays-Bas assistent séparément aux cours de natation ; pour qu'il soit interdit aux femmes d'assister aux événements sportifs, soit pour y participer soit comme spectatrices, en Iran ; et les communautés Hasidic demandent que les fenêtres d'un des centres de l'YMCA à Montréal soient équipées de verre dépoli pour que les congrégations hasidic ne puissent pas voir les femmes qui pratiquent des exercices. Au Darfour et en Inde, sous l'effet de l'influence fondamentaliste, il est désormais interdit aux femmes et aux jeunes filles de se baigner ouvertement dans les rivières.

La pression exercée contre le leadership public et la participation politique des femmes a été dénoncée par les activistes des droits des femmes dans différents contextes touchés par les fondamentalismes catholiques,

évangéliques et bouddhistes en Asie du Sud-Est et en Amérique latine ; les fondamentalistes chrétiens néerlandais ont également fait campagne contre le droit de vote des femmes ou leur droit à participer à la politique.

Le contrôle de la participation publique des femmes implique de contrôler également les ressources économiques et la participation des femmes. Dans tous les contextes, les fondamentalistes religieux se sont opposés aux réformes du droit de la famille mettant fin au statut du mari comme chef de ménage ou de sa « tutelle » légale sur sa femme qui oblige la femme à obtenir l'autorisation du mari pour acheter une propriété, accéder au crédit, ouvrir un compte bancaire, voyager à des fins professionnelles, etc.

Toutefois, dans les nombreux pays où la présence publique des femmes est une réalité, les fondamentalistes religieux affichent deux types de réponses communes. Dans les économies de marché développées comme l'Allemagne et l'Australie, les fondamentalistes chrétiens catholiques ont fait pression contre les garderies d'enfants. En Europe centrale et de l'Est et en Asie centrale, où la transition vers des économies de marché a conduit à l'abandon des politiques socialistes de plein emploi, les fondamentalistes musulmans, catholiques et chrétiens orthodoxes ont réinstallé les stéréotypes relatifs au rôle domestique « naturel » des femmes et nombreuses ont été celles qui ont dû abandonner l'économie formelle. Certaines ont été contraintes de rester au foyer mais, pour beaucoup d'autres, cette exclusion de l'économie formelle au nom de « la vie domestique » a signifié une plus grande exploitation dans le secteur non structuré. Dans d'autres contextes, les fondamentalistes religieux semblent encourager la participation économique et politique des femmes, mais d'une façon très sélective. Les groupes musulmans soi-disant « modérés » se prononcent parfois en faveur de la réalisation professionnelle des femmes mais uniquement si celle-ci ne porte pas préjudice à la famille patriarcale ; dans la pratique, les choix résultant de la réalisation des femmes restent limités. Selon une participante soudanaise à l'enquête, « la participation politique des femmes est réduite à l'affiliation aux partis fondamentalistes ». En Amérique latine, les fondamentalistes catholiques s'opposent parfois à la mobilisation publique féministe la considérant « immorale » et tentent généralement de discréditer les femmes candidates sur la base d'accusations relatives à leur comportement sexuel ; ils encouragent aussi les femmes à effectuer des contre-manifestations sous le slogan « de nombreuses femmes croient en la famille ».

Complexités et contexte

Les campagnes des fondamentalistes religieux sur la violence faite aux femmes et le droit de la famille

Dans les trois domaines directement liés aux femmes (violence faite aux femmes, violence familiale et droits des femmes dans le droit de la famille), les pressions des fondamentalistes religieux montrent des tendances complexes et diverses en fonction du contexte. Par exemple, le parti fondamentaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) « a proposé un projet de loi sur la violence familiale dont l'approche reste très patriarcale, introduisant notamment une défense inédite pour le mari qui est autorisé à attaquer la femme pour protéger sa propriété ! Ce parti prétend être opposé à la violence familiale, mais uniquement à des fins stratégiques et non [pas] pour favoriser l'autonomisation des femmes comme pourraient le croire les défenseurs/es des droits des femmes (Anasuya Sengupta, Inde). En Amérique latine, certains fondamentalistes se sont prononcés en faveur d'une législation pour mettre fin à la violence faite aux femmes mais uniquement dans le contexte de la « protection de la famille ». Les églises évangéliques présentes dans la région luttent contre l'alcoolisme, efforts qui semblent avoir contribué à une diminution de la violence familiale. Néanmoins, le message des évangéliques sur la tempérance reste globalement centré sur la responsabilité masculine de la famille plutôt que sur le caractère égalitaire des relations familiales. Dans des nombreux contextes, les fondamentalistes religieux vont probablement moins s'opposer à la violence familiale qu'à la violence à l'égard des femmes ; en d'autres termes, la priorité est la préservation de la famille patriarcale plutôt que la sécurité des femmes.

Par ailleurs, les campagnes menées par les fondamentalistes dans ce domaine peuvent aussi se limiter à de belles paroles. Selon une activiste des droits des femmes en Inde, tous les fondamentalistes religieux du pays condamnent officiellement la pratique généralisée du fœticide féminin « pour rester dans le discours politiquement correct, mais sans rien faire pour s'attaquer aux causes ». Un autre facteur de complexité est que d'autres forces politiques restent muettes devant la violence familiale et donc, dans certains contextes, les fondamentalistes religieux semblent les seuls à considérer le problème sérieusement.

L'ancien mouvement laïc au pouvoir, le Fatah, n'a pas vraiment enquêté sur les crimes d'honneur, alors que le Hamas vient d'arrêter des membres de la famille des victimes à Gaza. Il est trop tôt pour affirmer qu'il s'agit d'un effort pour aborder sérieusement le problème des crimes d'honneur ou simplement d'une manière de démontrer que le parti contrôle l'ensemble de la bande de Gaza (participante à l'enquête, zone de l'Autorité palestinienne).

Selon l'expérience des activistes des droits des femmes en Afrique sub-saharienne, les campagnes fondamentalistes sur la violence familiale présentent un schéma intéressant : par rapport à d'autres régions, celle-ci présente le plus grand nombre de campagnes menées par les fondamentalistes aussi bien à l'encontre qu'en faveur de la violence familiale. Ceci montre non seulement à quel point il s'agit d'une question brûlante pour la région mais aussi que les campagnes des fondamentalistes religieux peuvent varier considérablement selon le pays ou selon les différents aspects de la violence familiale. Les campagnes des fondamentalistes religieux à propos des droits des femmes dans le droit de la famille sont tout aussi complexes. En Asie du Sud, on observe une certaine homogénéité quant aux niveaux des pressions fondamentalistes en faveur ou à l'encontre de ces droits, ainsi que des silences en la matière ; l'absence d'une tendance régionale bien déterminée reflète la grande variété des expériences nationales.

En effet, dans le même pays et sous un même régime fondamentaliste, les campagnes sur les droits des femmes dans le droit de la famille peuvent évoluer avec le temps. Deux semaines après la révolution iranienne de 1979, la loi sur la protection de la famille a été révoquée (en partie à titre symbolique) et remplacée par une législation nettement moins favorable. Celle-ci a été amendée dans les années 90 pour accorder aux femmes plus de droits financiers au sein du mariage et démontrer la disposition du régime vis-à-vis des femmes, mais en fait :

Le gouvernement ayant perdu sa légitimité et son soutien, il tente de recourir aux conservateurs plus traditionnels en faisant en sorte que cette loi permette [de limiter la somme que le mari garantit à sa femme dans le contrat de mariage] (Homa Hoodfar, Iran/Canada).

Même si les campagnes à l'encontre des droits des femmes dans le droit de la famille sont plus marquées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et dans d'autres groupes fondamentalistes musulmans, ceci ne veut pas dire que l'accroissement et la plus grande équité des droits des femmes fassent l'objet d'un soutien au sein d'autres fondamentalismes ou d'autres régions. Au Chili, le droit au divorce n'a été accordé qu'en 2004 en raison de l'opposition de l'Église catholique. En Israël, les tribunaux rabbiniques orthodoxes conservent leur juridiction exclusive sur le divorce pour tous les juifs.

Les messages fondamentalistes : La supériorité culturelle et morale, la pureté et la « vraie » religion

Les messages des fondamentalistes religieux présentent la vision du monde fondamentaliste comme la seule Vérité et l'individu fondamentaliste comme un être supérieur sur le plan moral et culturel. Cette vision absolutiste met l'accent sur la « pureté » et l'intolérance vis-à-vis de la diversité interne et de la dissidence. Tout en affirmant leur supériorité, les fondamentalistes religieux jouent également sur la crainte de l'Autre qui, bien qu'inférieur, est considéré comme une menace et ont souvent recours à des stéréotypes racistes dans leurs messages stratégiques. Cette supériorité morale justifiée par des raisons

religieuses est encore plus puissante comme message fondamentaliste lorsqu'elle est conjuguée au discours nationaliste.

Selon l'expérience des activistes des droits des femmes dans presque toutes les régions (voir tableau 1, pp. 18-19), l'affirmation de la supériorité morale vis-à-vis d'une culture étrangère ou d'autres communautés religieuses et la mise en valeur de la religion comme caractéristique de l'identité nationale figurent par les cinq principales stratégies des fondamentalistes religieux.

Affirmation de la supériorité morale et culturelle

Tous les acteurs politiques cherchent logiquement à démontrer qu'ils sont meilleurs que leurs opposants ; ce qui distingue l'approche des fondamentalistes religieux, c'est que cette supériorité morale est censée provenir de Dieu et qu'elle est donc au-delà de toute discussion et de toute contestation

Selon 76 % des activistes des droits de femmes interrogées par l'AWID, l'affirmation d'une supériorité morale sur une culture étrangère ou d'autres communautés religieuses est une stratégie fondamentaliste majeure. Elle est généralement considérée comme très importante en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Asie du Sud-Est, ce qui n'est pas le cas en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Europe centrale et de l'Est et en Asie centrale. Toutefois, en Amérique latine, continent plus homogène du point de vue religieux que d'autres régions, l'affirmation d'une supériorité fondée sur des motifs religieux est simplement articulée sous la forme d'une antinomie entre « moralité » et « immoralité », ou « bon catholique » et « mauvais catholique » sur la base d'une présomption selon laquelle il n'y a qu'une seule et unique « façon d'être correcte ». La condition féminine se transforme parfois en simple pion dans ce jeu de supériorité : les discours fondamentalistes juifs et hindous font souvent ressortir la faible condition des femmes au sein des communautés musulmanes, confirmant de la sorte la « supériorité culturelle » juive/hindoue, alors que les fondamentalistes musulmans citent la prévalence de la pornographie et des taux élevés de divorce dans l'Occident non musulman comme preuve de la supériorité musulmane.

Cette présomption de supériorité est souvent étroitement liée au racisme, y compris à l'égard de membres de la même

religion. Une activiste fait remarquer : « les Arabes nous considèrent comme des citoyens/nes de seconde classe. Nous avons de grosses lèvres, nous sommes noirs/es... » Elle signale également que l'idée de supériorité peut être utilisée à des fins violentes : « [Le gouvernement du Front national islamique affirme], pour justifier la guerre contre le Darfour, que 'ces gens ne sont pas de vrais croyants, il faut les remettre sur la bonne voie' » (Eiman Abulgasim Seifeldin, Soudan).

Au cours de ces dernières années, cette notion fondamentaliste de « supériorité morale » s'est manifestée de différentes façons, présentant le fondamentalisme comme un mouvement favorable aux pauvres, le champion des « petites gens » ou de la culture locale face à l'assaut de la mondialisation, de la lutte contre la corruption, contre le régime autoritaire et le parti unique et désireux d'affirmer la liberté de parole. Des activistes des droits des femmes citent de nombreux exemples qui font connaître les réalités de la prétention fondamentaliste de supériorité culturelle et morale. Une activiste fait remarquer à quel point les fondamentalistes dénoncent « l'Occident » et la mondialisation des technologies mais ne se privent pas d'en tirer parti : « cela ne correspond pas vraiment à leur façon de prêcher. Ils ont beau être anti-Occident, ils possèdent des [téléphones] satellitaires, ils utilisent l'Internet, ils prennent l'avion » (Mairo Bello, Nigeria). En Irlande, une enquête menée en 2009 a permis d'établir que les dirigeants de l'Église savaient que les abus sexuels et physiques étaient « endémiques » dans les institutions catholiques d'éducation et ont préféré protéger les adultes responsables de ces abus plutôt que les enfants dont ils avaient la charge. Au Bangladesh, les partis fondamentalistes religieux ont recours au népotisme pour placer des membres du parti à des postes pour lesquels ils ne sont pas qualifiés. D'autres exemples de la remise en question de supériorité des fondamentalistes sont exposées dans **Révélés : dix mythes des fondamentalismes religieux**.¹¹

L'accent des fondamentalistes sur la « pureté »

L'affirmation fondamentaliste de la supériorité culturelle morale est accompagnée d'un accent absolu sur la « pureté » et sur l'existence d'une seule religion « authentique ». Tout comme d'autres mouvements qui insistent sur le fait que leur culture est la seule qui répond à une interprétation correcte, les fondamentalistes ont recours à l'idée de la « pureté » culturelle dans le cadre du mythe d'un « passé glorieux », de leurs critiques de la « décadence » actuelle et de leur promesse d'un avenir utopique qui naîtra de la résurgence de la religion.¹² La « pureté » et l'affirmation d'une supériorité culturelle et morale sont des instruments très efficaces sur le plan de la mobilisation car ils exploitent les craintes et les désespoirs contemporains résultant de la déferlante de la mondialisation : le sentiment de perte d'identité et d'esprit communautaire, la perte d'autonomie ou d'influence nationale ou communautaire ; et le désir de revenir à une époque plus simple et de « redécouvrir ses racines ».

Aux États-Unis, par exemple, le besoin de garantir cette « pureté » est un des éléments qui sous-tendent le séparatisme de certaines communautés chrétiennes fondamentalistes « qui demandent aux familles d'éduquer leurs enfants à la maison plutôt que de les envoyer dans les écoles publiques ou privées, attribuent aux femmes le rôle de « gardiennes du foyer » et soulignent la nécessité de s'éloigner du « monde », représenté par les principaux médias, les films, la musique, les livres, les divertissements et les non croyants » (Cheryl Lindsey Seelhoff, États-Unis).

Toutefois, la notion fondamentaliste de « pureté » est nécessairement sélective et implique souvent la manipulation de la culture et la réinvention de la « tradition ». C'est ainsi qu'en Malaisie, une version arabisée de la culture locale est aujourd'hui idéalisée comme « authentique » culture malaise. D'une manière plus générale, les mouvements fondamentalistes musulmans ont introduit le port d'un uniforme international qui a remplacé l'habillement traditionnel des cultures locales. Une activiste des droits des femmes fait remarquer l'impact de ce phénomène sur les musulmans/es du Darfour au Soudan : « Ces gens nous imposent ce hijab noir qui vient d'Iran... Ils [ont] même tenté de modifier notre alimentation. Nous mangeons du sorgho et ils ont commencé à introduire les féveroles. Ils interdisent aux enfants de parler les langues africaines. On commence maintenant à pratiquer la MGF (mutilation génitale féminine) dans les grandes villes du Darfour » (Eiman Abulgasim Seifeldin, Darfour, Soudan). En Israël, le parti Shas est influencé par les *yeshivas* lituaniennes ultra-orthodoxes mais vise les juifs sépharades qui n'ont aucun lien ethnique avec la Lituanie. « Le parti déclare 'vous pouvez maintenant réclamer votre héritage, vous pouvez maintenant être fiers de qui vous êtes, vous pouvez revenir à vos racines'. Le plus étrange est que leurs racines ne se trouvent pas en Lituanie, alors de quelles racines parlent-ils exactement ? » (Debbie Weissman, Israël).

10 « Irish church knew abuse 'endemic' » BBC News, 20 mai 2009 <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/8059826.stm>
11 Voir : Cassandra Balchin, *Révélés : dix mythes des fondamentalismes religieux*, AWID : Toronto, 2008 <http://awid.org/fre/Library/Dix-mythes-des-fondamentalismes-religieux>

12 Matthew Levinger et Paula Lytle, 2001 : 178 cité dans Green, J.A. (2003) « Cultural and Ethnic Fundamentalism : The Mixed Potential for Identity, Liberation, and Oppression, » Conférence publique, Saskatchewan Institute of Public Policy, 18 novembre 2003 http://www.uregina.ca/sipp/documents/pdf/SSfall03_green_final.pdf

Intolérance vis-à-vis de la diversité ou de la dissidence

Les messages fondamentalistes de supériorité impliquent également une intolérance à la diversité au sein de la communauté religieuse, en particulier à l'encontre de dissidents qui remettent en question les normes fondamentalistes. Des activistes des droits des femmes fournissent de nombreux exemples, dans les contextes les plus divers, qui démontrent que les fondamentalistes religieux ont adopté des mesures stratégiques pour lutter contre la pluralité et garantir une compréhension « unitaire », en d'autres termes, absolue et monolithique, de la religion, ce qui implique le discrédit ou la répression d'interprétations et de pratiques alternatives.

Par exemple, en 2000, l'Église orthodoxe serbe a commencé par refuser la communion aux médecins, infirmières et sages-femmes qui pratiquaient des avortements et au Mexique, l'Église catholique a menacé d'excommunier des parlementaires qui avaient voté en faveur de la légalisation de l'avortement. Au Maroc, des jugements religieux, ou *fatwas* (avis religieux des juristes), ont été prononcés à l'égard de ceux qui faisaient campagne en faveur d'une réforme du droit de la famille. Les activistes des droits et tous ceux qui défient la vision fondamentaliste à l'intérieur de la communauté sont fréquemment accusés d'avoir commis « un outrage à la morale » ou d'avoir attenté contre le sentiment religieux par le « blasphème ». Des sentiments si puissants peuvent être mobilisés et déboucher sur une violence extrême. Il existe plusieurs exemples notables tels que les attaques de groupes fondamentalistes hindous contre l'artiste indien M.F. Husain et le réalisateur Deepa Mehta ; les attaques perpétrées par des fondamentalistes civiques contre *Behzti*, une pièce de théâtre présentée en Grande-Bretagne sur des abus sexuels commis dans les temples sikhs ; l'assassinat par des fondamentalistes musulmans de plusieurs journalistes et artistes populaires en Algérie ; la destruction de l'exposition de l'artiste argentin Barbieri où étaient présentés des dessins du Christ et de la Vierge Marie et l'incendie criminel postérieur contre son domicile ; les tentatives de la droite chrétienne pour fermer *Jerry Springer : The Opera*. Les activistes des droits des femmes évoquent également des cas où les incitations fondamentalistes à la violence sont moins visibles publiquement mais n'en sont pas moins néfastes. Par exemple, « sur la scène publique, les pentecôtistes restent essentiellement silencieux [en ce qui concerne les LGBTQI et les femmes qui manifestent une autonomie en matière sexuelle ou de procréation] mais continuent de mener une action odieuse à l'intérieur de leurs

églises en prononçant des sermons qui alimentent la haine, la discrimination et la stigmatisation » (Dorothy Aken'Ova, Nigéria). En Ouganda, la position des groupes évangéliques s'est étendue de façon plus visible à la sphère publique sous la forme du projet de loi absolument discriminatoire proposé en 2009 par des politiciens évangéliques.¹³

La construction d'une vision interne monolithique se fonde souvent sur le contrôle de l'éducation. Au Pérou, le groupe catholique fondamentaliste Opus Dei a lancé une campagne dénigrant la dirigeance de l'Université pontificale catholique, dont les positions en matière de santé reproductive, de droits des minorités, de corruption et de démocratie sont davantage basées sur le droit. En Amérique latine, les associations de parents, qui peuvent avoir une influence importante sur les plans d'études, sont aussi généralement contrôlées par des groupes anti-avortement liés à l'Église catholique. En Suède, les fondamentalistes ont créé des « écoles libres » où les plans d'études peuvent faire une large part à la religion. Au Nigéria, les fondamentalistes musulmans encouragent l'enseignement des sciences naturelles et de l'arabe dans les écoles islamiques, et ce, dans le but d'amputer le domaine des sciences sociales qui est souvent propice à des critiques du pouvoir et de la société. D'une manière générale, le fondamentalisme religieux décourage la pensée indépendante : « Les fondamentalismes religieux sont violents parce qu'ils n'acceptent pas le doute comme possibilité d'apprentissage, de communication et de compréhension » (Maya Varinia Alvarado Chávez, Guatemala).

L'absolutisme fondamentaliste étant imposé à des sociétés entières, des gens ordinaires qui n'ont pas consciemment le souhait de remettre en cause cette vision peuvent être accusés d'inciter à « l'outrage à la morale » et à « l'atteinte » aux sentiments religieux. Au Nigéria et au Lesotho, des femmes qui portaient des pantalons et avaient donc enfreint le code vestimentaire ont été rouées de coups et au Pakistan, des analphabètes accusés d'avoir profané le Coran ont été lynchés. En fait, 75 % des activistes des droits des femmes estiment que quiconque ne répond pas aux normes attendues de comportement imposées par les fondamentalistes religieux devient la cible de leurs attaques.

Mobiliser la crainte de « l'Autre »

Les fondamentalistes religieux utilisent également le revers de l'affirmation de supériorité, à savoir la crainte de « l'Autre ». Cette manipulation est efficace à la fois pour mobiliser le soutien et juguler l'opposition.

La crainte est toujours un instrument utile pour ceux qui gouvernent. L'ennemi est l'Autre, qui met en péril la propre identité, que la menace soit réelle ou fictive. La crainte de l'Autre contribue à unifier le pouvoir national et à mitiger les exigences des citoyens vis-à-vis de ceux qui les gouvernent (Marta Alanís, Argentine).

En Inde, « l'Autre » (tel qu'il est défini par la religion) est présenté comme un être intrinsèquement différent et menaçant. Les fondamentalistes hindous jouent sur la crainte de la communauté majoritaire d'une perte de sa supériorité en les prévenant qu'ils sont sur le point d'être « envahis » par la population musulmane minoritaire inférieure ; la campagne des fondamentalistes hindous *woh panch aur hum do* (ils sont cinq et nous sommes deux) présente le stéréotype de la polygamie de tous les musulmans et affirme que ceci se traduit par un taux de fertilité plus élevé. De même, les fondamentalistes ethniques-religieux de Serbie parlent de « fléau blanc » faisant référence à la baisse des taux de fertilité : « blanc » contrairement aux « taux de fertilité plus élevés des populations rom, albanaise et bosniaque [dans le but] de provoquer la crainte d'une éventuelle domination ou extinction des Serbes en Serbie » (Stasa Zajovic, Serbie). Par ailleurs, toutes les parties à la « guerre au terrorisme » ont eu recours à une « altérisation » raciste et au discours sur le « choc des civilisations » qui implique une affirmation souvent explicite de supériorité religieuse et morale pour justifier la violence.

Pour dénigrer l'opposition politique, les fondamentalistes religieux utilisent aussi l'allégation selon laquelle une personne ou un groupe fait partie de « l'Autre » détesté : « les fondamentalistes religieux sabotent le travail des organisations des droits des femmes en affirmant qu'elles sont financées par l'Occident et qu'elles sont occidentales et contre l'Islam » (participante à l'enquête, Syrie). Les pentecôtistes et charismatiques africains font souvent appel à « l'Africanité » pour rejeter les notions d'égalité des sexes. Par exemple, plusieurs groupes religieux ont condamné le protocole de Maputo sur les droits des femmes en Afrique « en raison de ses concepts 'occidentalisés' et le fait qu'il va à l'encontre de la culture et les traditions africaines » (participante à l'enquête, Ouganda). En Amérique latine, les fondamentalistes ont d'abord réagi au féminisme en le qualifiant d'« invasion externe ».

13 Wambi Michael « Anti-homosexuality Bill Means 'Targeted Killings' » InterPress News, 10 décembre 2009 <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=49617>

Religion et nationalisme — un amalgame puissant

Le nationalisme est essentiellement l'affirmation d'une supériorité et, lorsque la religion est mise en valeur comme élément d'une identité nationale, ceci se traduit par un discours extrêmement puissant au service des mouvements fondamentalistes.

Selon l'enquête menée par l'AWID, la mise en valeur de la religion en tant que caractéristique de l'identité nationale est particulièrement importante pour les fondamentalismes religieux du Moyen Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Europe centrale et de l'Est, de l'Asie centrale, de l'Amérique latine et des Caraïbes. Dans certains états d'Asie centrale, par exemple, « la tendance est à la restauration des identités et des valeurs nationales, qui est indissociable du [processus de] ré-islamisation » de la région (activiste des droits des femmes, Asie centrale). En Argentine, la « vraie famille argentine » est représentée comme nécessairement catholique. Dans d'autres contextes, ce lien voulu entre les identités nationales et religieuses est également manifeste. En Amérique du Nord, durant les administrations de George W. Bush (2001-2009), les États-Unis étaient dépeints d'une façon agressive comme pays chrétien malgré le statut officiel de laïcité de l'état. L'interaction entre le sentiment nationaliste et le fondamentalisme religieux a également été présente dans les différentes guerres qui ont sévi en Yougoslavie (1991-2001). À Fidji, « le Grand conseil des chefs est composé de membres (essentiellement masculins) dont les croyances chrétiennes de droite sont très enracinées et qui sont étroitement liés aux réseaux politiques traditionnels des îles Fidji, favorisant ainsi la politisation des systèmes de croyances fondés sur des critères ethniques et nationalistes. Ils utilisent l'Église pour justifier leurs croyances culturelles, et vice versa » (participante à l'enquête, Fidji).

Dans de nombreux contextes, le jumelage entre l'identité nationale ou ethnique et l'identité religieuse rend encore plus difficile la lutte des activistes pour s'opposer aux fondamentalismes religieux locaux. Sur la base d'une rhétorique relative à la « Grande Serbie » sanctionnée par Dieu, l'Église orthodoxe serbe continue de se présenter comme l'institution salvatrice et gardienne de l'identité serbe. L'élément central de cette rhétorique est l'unité indissoluble de la nation, de l'état et de l'Église qui y est proclamée et qui exclut tous les non-orthodoxes qui ne peuvent donc pas se réclamer de l'identité serbe.¹⁴

Ce lien proclamé entre les identités nationale et religieuse n'a pas seulement été utilisé par des forces militaristes et fondamentalistes pour justifier la poursuite d'un conflit entre pays, comme dans le cas de l'Inde et du Pakistan, mais également pour justifier la discrimination à l'encontre des minorités religieuses au sein d'un même pays. Au Pakistan, par exemple, depuis l'apparition du mouvement d'islamisation à la fin des années 70, les minorités religieuses telles que les chrétiens, les parsis et les hindous ont fait l'objet d'une violence grandissante : « Un grand nombre de personnes membres d'une minorité déjà réduite a émigré. Ceux qui restent n'osent pas s'exprimer, en particulier parce que leur identité en tant que Pakistanais est constamment remise en question. Ils doivent constamment faire la preuve de leur nationalité pakistanaise et de leur loyauté à l'égard du pays » (Farida Shaheed, Pakistan).

Les messages fondamentalistes : Manipulation des espoirs, des craintes et discours contemporains

En ce qui concerne l'utilisation faite dans les messages fondamentalistes de l'idée de « moralité », il semble qu'il existe une distinction entre les approches des fondamentalismes chrétiens-catholiques et celle des fondamentalismes musulmans. Alors que les premiers ont recours au symbolisme de « la vie » pour favoriser la mobilisation autour de ce qui est « bon », les seconds mettent l'accent sur la mort, la souffrance et le martyr dans leur mobilisation contre le « mal ». Une telle description constitue sans nul doute une généralisation mais une analyse plus approfondie et une comparaison avec d'autres fondamentalismes religieux peuvent aider les activistes des droits des femmes à mieux comprendre comment les messages fondamentalistes exploitent d'une manière efficace le substrat le plus profond (et donc le plus puissant en termes de

mobilisation) des craintes et des espoirs humains, à savoir la vie et la mort.

Les fondamentalistes religieux sont également sensibles aux variations des discours mondiaux et des soucis contemporains. Les messages fondamentalistes font de plus en plus souvent référence, mais de façon extrêmement sélective, à la science, aux droits humains et à la démocratie au vu de l'importance accordée aujourd'hui à ces sujets politiques et sociaux à l'échelle mondiale. Comme le signale une activiste des droits des femmes du Nigéria, « Ils ont si bien emprunté notre langage qu'ils l'utilisent pour contrer nos revendications » (Dorothy Aken'Ova, Nigéria).

Jouer avec les espoirs et les rêves

Les fondamentalistes religieux jouent sur une série de thèmes qui reflètent les aspirations des gens dans le contexte difficile de la vie quotidienne. Ces thèmes sont notamment l'espoir, la justice, la certitude et le désir de liberté. Ces messages fondés sur des aspirations peuvent être particulièrement efficaces pour attirer les gens dans leurs mouvements

La religion se prête particulièrement bien à la mobilisation des gens autour de certains concepts ; en effet, de par sa nature métaphysique, elle ne promet pas nécessairement la réalisation de ces aspirations dans cette vie ; du moins, si ces aspirations ne se matérialisent pas, les fondamentalistes peuvent rejeter la faute à d'autres éléments tels que « la furie de Dieu » ou le manque de foi d'un croyant.

Ce genre de message est particulièrement efficace quand il suit le pouls des événements locaux. Selon Hope Chigudu, les églises pentecôtistes du Zimbabwe ont gagné du terrain en offrant à leurs fidèles la promesse ferme de richesse, par opposition à la promesse relativement solennelle des principales églises chrétiennes, pour lesquelles « la pauvreté est une bénédiction ».

Certains fondamentalismes modernisateurs jouent également sur le désir de liberté des gens vis-à-vis des traditions culturelles. « Les évangéliques abordent publiquement leurs différences par rapport à l'Église catholique

pour se différencier, se présenter à la société comme une option plus moderne et pour souligner la position rétrograde de l'Église catholique » (María José Rosado-Nunes, Brésil). Cette approche est également connue des activistes qui évoluent dans des contextes musulmans de migrants, dans lesquels les fondamentalistes ont gagné un terrain considérable auprès des jeunes (en particulier des jeunes femmes) en se présentant comme « modernes » ou « modérés » par rapport aux courants traditionalistes qui soutiennent certaines pratiques coutumières telles que les crimes d'honneur.

Néanmoins, selon l'expérience de certaines activistes des droits des femmes, ce message fondamentaliste d'espoir dans un monde sans espoir n'est que simple rhétorique. Comme le signale une activiste des droits des femmes du Soudan, « ils peuvent construire des centaines de mosquées au nom d'Allah, mais ne peuvent rien faire pour les pauvres ». Pour d'autres activistes, les fondamentalistes religieux peuvent chercher à mitiger la pauvreté mais ne prennent aucune mesure concrète pour venir à bout de la pauvreté et de l'inégalité structurelle. Une participante à l'enquête d'Argentine souligne que, malgré leurs capacités sociales et ressources considérables, les fondamentalistes religieux « se limitent à combattre la faim immédiate et le froid, sans s'attaquer aux racines de la pauvreté ».

¹⁴ Stasa Zajovic et Katie Mahuron « Opposition au pouvoir croissant de l'Église orthodoxe serbe dans la vie publique : le cas des Femmes en noir en Serbie », *Les féministes en première ligne*, op cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

Appropriation du savoir scientifique

Vu l'importance actuelle du savoir scientifique pour les gens, celui-ci est souvent manipulé de façon à étayer la vision fondamentaliste.

Cette cooptation du savoir scientifique est particulièrement visible en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Italie et dans d'autres pays à forte influence catholique. Dans ces pays, les commissions de bioéthique ont affirmé que les preuves scientifiques vont à l'encontre de la recherche sur les cellules mères et les traitements de fertilité tels que la fécondation in vitro (FIV). Les fondamentalistes chrétiens d'Afrique ont eu recours ponctuellement à la science pour « prouver » que les préservatifs « ne fonctionnent pas » contre le VIH, affirmation appuyée par le Pape Benoît XVI en 2009 durant une visite au Cameroun et en Angola, ainsi que dans plusieurs de ses encycliques papales. La récupération du langage scientifique s'est également avérée utile pour les fondamentalistes musulmans. À Marrakech, par exemple, l'imam d'une mosquée a tenté d'entraver le travail des activistes des droits des femmes auprès des communautés locales pauvres en distribuant des cassettes contenant le message suivant : « Nous ne pouvons prétendre à l'idée d'égalité... Les femmes sont lacunaires en termes de raison et de religion... La science a démontré que le cerveau d'un homme pèse 100 g de plus que celui d'une femme » (Ligue démocratique pour les droits de la femme-LDDF, Maroc). Au Canada, les fondamentalistes catholiques qui s'opposent à la formation en matière de relations saines données aux adolescents en âge scolaire « s'inspirent généralement d'études universitaires douteuses relatives à la condition difficile des jeunes et aux actes de violence commis par des femmes ». ¹⁵

Appropriation des aspirations aux droits humains et à la démocratie

Le désir de parvenir au respect des droits humains de la démocratie, ainsi que celui d'idées afférentes telles que la « justice » et le « développement » semble avoir une telle résonance dans le monde actuel que les fondamentalistes religieux ont jugé important de récupérer ces préoccupations contemporaines dans leurs discours.

Les mots « justice », « bien-être » et « développement » sont souvent repris dans les noms des partis politiques islamistes, comme dans le cas de Prawo i Sprawiedliwość (loi et justice) qui est un des partis polonais les plus proches du Vatican. Un message présenté par le Pape Benoît XVI à la Conférence des évêques brésiliens en 2008 illustre à quel point l'Église catholique a su reprendre à son compte des mots à la mode tels que la société civile, la solidarité, la justice, la volonté populaire, ainsi que la crainte de la mort pour étayer sa position fondamentaliste en matière de droits reproductifs. « En inaugurant la Campagne de fraternité de cette année », affirma le Pape, « je voudrais à nouveau formuler l'espoir que les différentes institutions de la société civile se montrent solidaires avec la volonté populaire qui rejette majoritairement tout acte qui aille à l'encontre des exigences éthiques de justice et de respect de la vie humaine. » ¹⁶

Trois-quarts des activistes des droits des femmes qui évoluent aux échelons national, régional et international considèrent que la récupération du langage des droits humains constitue une importante stratégie fondamentaliste. En effet, grâce à ce langage, les mouvements fondamentalistes parviennent à instaurer une certaine légitimité, à obtenir le soutien de gouvernements et d'organismes d'aide et à forger des alliances avec des organisations de développement et des droits humains, voire avec certains groupes de défense de droits des femmes.

Cette stratégie est manifeste dans toutes les régions et dans toutes les religions, ce langage des droits pouvant être utilisé pour réprimer les mêmes droits de ceux que les fondamentalistes cherchent à mobiliser. Par exemple, le principal slogan de la campagne Pro-Hijab en Europe est « Notre choix, notre liberté, notre droit » dont les objectifs ne prévoient pas de protéger le droit des femmes à ne pas porter le voile de force. ¹⁷ Tirant parti du terrain préparé par les organisations des droits des femmes, des groupes fondamentalistes hindous et musulmans ont utilisé le concept d'autonomisation pour attirer de jeunes étudiantes qui découvrent alors que cette autonomie a un sens très étroit. Lors de débats tenus au sein de la Commission nationale sur les droits humains du Mexique sur les amendements proposés aux normes en matière d'avortement, les fondamentalistes religieux ont utilisé le langage des droits humains, en l'occurrence le terme « droit de l'enfant à naître » : « [Ils] ont trouvé une parade en argumentant que l'avortement enfreint les droits de la 'personne à naître', argument qui a été accepté par la Commission » (participante à l'enquête, Mexique). L'élargissement sélectif de la notion du détenteur de droits a effectivement porté atteinte aux droits d'un autre groupe de détenteurs de droits, à savoir les femmes enceintes.

Un des points d'entrée des campagnes fondamentalistes est également l'utilisation de l'expression « droits culturels », qui inclut la liberté de religion. En 2008, par exemple, l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) a introduit la résolution 7/19 sur la lutte contre la diffamation des religions du Conseil des droits de l'homme, ¹⁸ qui, comme le craignent certains activistes des droits des femmes, pourrait être utilisée pour « situer effectivement les principes fondamentaux de la religion un niveau hiérarchique supérieur à celui des droits de l'individu » et « pour faire taire les voix progressistes qui oseraient critiquer les lois et les coutumes soi-disant basées sur des textes et des préceptes religieux ». ¹⁹

Lorsqu'il s'avère difficile d'altérer certains termes relatifs aux droits humains universellement reconnus, les mouvements fondamentalistes tentent de les substituer. Dans certains contextes où les fondamentalismes cherchent à éliminer les femmes de la scène publique, « tout le discours de protection se substitue au discours des droits » (Sara Hossain, Bangladesh). À l'expression « égalité des sexes », les fondamentalistes religieux préfèrent « l'équité » et la « complémentarité » des sexes ; toutefois, lorsque le discours sur les droits fonctionne à leur avantage, leur permettant, par exemple, de proclamer le droit à la liberté d'expression de la religion, ils reprennent le terme « égalité ».

De même, l'idéal démocratique a été manipulé de façon à favoriser la progression des mouvements fondamentalistes religieux. En Inde, les dirigeants du parti fondamentaliste hindou BJP font souvent ressortir leur participation à l'opposition contre l'état d'urgence décrété par Indira Gandhi en 1977, soulignant ainsi les qualités démocratiques du parti et réfutant les accusations portées contre leurs politiques discriminatoires et leurs mobilisations violentes.

Les fondamentalistes religieux peuvent également reprendre à leur compte l'idée de pluralité. Les campagnes menées par les fondamentalistes en faveur de l'application d'un droit de la famille différent selon la religion, notamment au Canada, au Nigéria, au Sénégal et en Tanzanie, présentent cette option comme un droit consacré par le pluralisme démocratique. Loin d'encourager le pluralisme, l'objectif de cette campagne est en fait d'établir une uniformité absolutiste au sein de chaque corps de lois. En effet, toute reconnaissance formelle d'ordres juridiques pluriels implique de spécifier ce qui est « reconnu », et dans ce processus, les voix fondamentalistes sont généralement celles qui s'imposent.

¹⁵ Leona English, Lucille Harper et Betsy MacDonald « Activisme féministe rural et fondamentalisme religieux en Nouvelle-Écosse, Canada » *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

¹⁶ « Brazilian Fraternity Campaign this year about Defence of Life » Conférence épiscopale tchèque, 8 février 2008 <http://tisk.cirkev.cz/en/vatican/brazilian-fraternity-campaign-this-year-about-defence-of-life/>

¹⁷ Couverture du Jour de protestation contre l'interdiction du *Hijab* en France qui a eu lieu en dehors de l'Ambassade de France à Londres, 17 janvier 2004, site web de Innovative Minds <http://inminds.co.uk/hijab-protest.html>

¹⁸ Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 7/19. La lutte contre la diffamation des religions http://ap.ohchr.org/documents/E/HRC/resolutions/A_HRC_RES_7_19.pdf

¹⁹ « Femmes sous lois musulmanes demande que la résolution sur la lutte contre la diffamation des religions soit abrogée » WLUM, 23 avril 2009 www.wlum.org/fr/node/5213

Les stratégies fondamentalistes pour parvenir à une communication effective

Le constat dressé plus haut sur les messages fondamentalistes en matière de famille, de morale et de supériorité culturelle, ainsi que sur la manipulation des espoirs et des craintes des gens, est centré sur le contenu des discours fondamentalistes religieux. Mais il est tout aussi important de déceler la façon dont les fondamentalistes présentent ce message et les méthodes qu'ils utilisent pour garantir la transmission effective de leur vision des choses.

Messages simplistes, langage émotif et sensationnalisme

Moyennant l'application d'une méthode dérivée de leur absolutisme caractéristique, de nombreux fondamentalistes religieux utilisent un langage basé sur une forte dichotomie et sur les binaires noir et blanc les mieux adaptés au contexte local. Les messages simplistes font abstraction de toutes les zones grises ou terrains d'entente dans les débats et aident à justifier la violence et l'oppression des fondamentalistes religieux à l'égard de ceux qui ne partagent pas leur vision des choses.

Les messages simplistes se sont avérés particulièrement effectifs en termes de mobilisation. La force des fondamentalismes religieux « provient de leur capacité à simplifier une réalité très complexe et à la rendre accessible aux mortels ordinaires : le Bien et le Mal ; les croyants (bénis de toutes les vertus) et les non-croyants (diabolisés) » (Rabea Naciri, Maroc), ou encore les positions « pro vie » des fondamentalistes catholiques par rapport aux positions « pro mort » des activistes des droits des femmes. Dans leur description du discours des églises évangéliques au Honduras, les activistes des droits des femmes assimilent leur message à un « fast food spirituel » : des réponses simples et accessibles aux questions existentielles » (Eunice Alfaro et Jean-Philippe Nicot, Honduras). Ces messages simplistes s'inclinent vers le sensationnalisme, tactique souvent utilisée par les fondamentalistes religieux pour attirer l'attention et favoriser la mobilisation. Au Royaume-Uni, les fondamentalistes cherchent délibérément à « dramatiser leur discours pour obtenir une plus grande couverture » (Parvin Ali, Royaume-Uni), notamment dans l'espoir de provoquer une réaction de la part de la droite raciste qui à son tour favoriserait la sympathie des groupes antiracistes vis-à-vis des fondamentalistes.

Les activistes des droits des femmes citent également de nombreux exemples de l'utilisation stratégique du langage émotif de la part des fondamentalistes, notamment à propos de l'avortement et des droits des LGBTQI. En 2008, aux Philippines, l'archevêque de Manille s'est prononcé contre une série de projets de loi fondés sur les droits qu'il qualifia de « projets de loi D.E.A.T.H. », à savoir les projets qui, selon lui, encourageraient le divorce, l'euthanasie, l'avortement, la totalité de la santé reproductive et l'homosexualité (mariage entre personnes du même sexe).²⁰ Dans de nombreux contextes, les fondamentalistes ont recours à des images graphiques et explicites pour lutter contre les droits reproductifs. En République tchèque, le mouvement populiste pro-vie qui lutte contre les possibilités d'avoir accès à l'avortement ont mis en scène de façon juxtaposée des images agréables de jeunes enfants (vivants) et l'image d'un fœtus mort et ensanglanté, accompagnées du slogan « vous êtes vivants parce que vos parents ont désiré votre naissance ». Aux États-Unis, durant la campagne anti-avortement pour les élections dans les années 90, plusieurs candidats ont utilisé dans leur publicité politique à l'échelle nationale des images si graphiques de fœtus que certains spectateurs ont poursuivi en justice certaines stations de télévision concernées se plaignant d'avoir fait l'objet d'une détresse émotionnelle intentionnellement infligée.

Des jeunes de groupes orthodoxes et nationalistes de Belgrade ont réalisé une campagne contre l'avortement qui a impliqué la distribution de pamphlets et de matériels présentant des images d'un bébé décapité, accompagnées d'une légende disant « les mères qui ne sont pas mères » (participante à l'enquête, Serbie).

Recours à la mauvaise foi et au double discours

Durant plusieurs pays soumis à l'influence des fondamentalistes catholiques, les activistes des droits des femmes ont mentionné, dans le cadre des stratégies fondamentalistes, le recours à la mauvaise foi pour contrôler la sexualité et lutter contre l'avortement. De petits avis publicitaires sont publiés dans les journaux offrant des services téléphoniques gratuits s'adressant aux jeunes femmes qui envisagent la possibilité ou cherchent à se faire pratiquer un avortement. « Si vous êtes enceinte, appelez-nous ! » Lorsqu'une femme téléphone, ses interlocuteurs sont des gens formés par Pro-vie (organisation liée à l'Opus Dei²¹) qui fournissent un « traitement psychologique » manipulateur conçu pour les convaincre de ne pas interrompre leur grossesse. Ce même type de campagne est mené en République tchèque sous le nom captieux de Liberté de choix (*Svoboda volby*).

Des informations trompeuses qui jouent sur les craintes et les préjugés des gens sont souvent utilisées pour construire une opposition ou un soutien populaire vis-à-vis de certaines réformes législatives. Au Nigéria, un projet de loi visant à promouvoir la création d'institutions de santé reproductive qui pourtant ne faisait aucune mention d'avortement a été néanmoins critiqué dans la presse par les fondamentalistes chrétiens qui l'ont baptisé « projet de loi sur l'avortement ». Au Maroc, les fondamentalistes qui s'opposent au nouveau droit de la famille ont donné de fausses informations aux hommes leur disant qu'en cas de divorce, leur femme recevrait automatiquement la moitié des biens et des propriétés du mari, de façon à décourager l'application de la nouvelle loi favorable à l'égalité entre les époux. En Inde, les fondamentalistes hindous gagnent des adeptes en lançant des rumeurs sur les « conversions forcées » de communautés hindoues par des organisations caritatives chrétiennes.

En Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le « double discours » est un outil couramment utilisé par les fondamentalistes, même si ce terme est perçu de façon légèrement différente en fonction des contextes. Pour les activistes du Mexique, par exemple, il décrit la tendance des fondamentalistes à dire une chose et à faire autre chose (l'accent théorique mis sur la « morale » vis-à-vis de la pratique de détournement de fonds publics ou d'abus sexuels à l'égard des enfants) ; pour les activistes qui s'opposent aux fondamentalistes musulmans en France, ce double discours correspond à la tactique consistant à dire une chose pour un public et tout autre chose pour un autre public, en fonction des circonstances. Ces deux exemples démontrent à quel point il convient de ne pas prendre les messages des fondamentalistes religieux à la lettre.

Utilisation et contrôle des nouveaux médias, des médias de masse et de la culture populaire

Pour plus de 80 % des activistes des droits des femmes, les fondamentalistes religieux utilisent les technologies modernes (comme l'Internet, la télévision par câble, la technologie satellitaire) pour promouvoir leurs messages, constat qui s'inscrit en faux contre la perception commune de ces mouvements qualifiés d'« anti-modernes » ou de « médiévaux ». En effet, le succès des fondamentalismes religieux à l'échelle mondiale est étroitement lié à leur capacité de faire une utilisation stratégique de la technologie et des nouveaux médias. « La technologie moderne, dont l'Internet qui est très utilisé par la communauté ultra-orthodoxe, est aujourd'hui un facteur important en Israël et pour la diaspora car il alimente la montée en puissance des fondamentalismes juifs » (Debbie Weissman, Israël).

Le contrôle des médias de masse, qui a été un élément clé pour les nationalismes serbes orthodoxes et croates catholiques durant le conflit de l'ex Yougoslavie est également vital en Amérique latine. Comme le signale une activiste des droits des femmes, « certaines chaînes de télévision (comme la chaîne 13, catholique, et la chaîne privée Mégavision) omettent simplement de diffuser les annonces gouvernementales sur le VIH et le sida ou l'avortement. [Par contre] je me souviens d'avoir entendu les campagnes contre l'avortement à la radio » (participante à l'enquête, Chili). À Gujarat, en Inde, les fondamentalistes hindous cherchent à atteindre les femmes de la classe moyenne inférieure à l'aide de programmes radios de musique émis par les médias de masse et en Asie centrale, où les fondamentalistes musulmans sont officiellement interdits, ceux-ci attirent des partisans moyennant la distribution massive de cassettes à contenu religieux. Les médias de masse transnationaux ont également un rôle stratégique : la radio Light des Fidji, partiellement financée grâce aux contacts internationaux, diffuse largement des contenus évangéliques provenant de l'étranger ; par ailleurs, des activistes des droits des femmes d'Afrique du Nord critiquent la vision monolithique de l'Islam prônée par la station de télévision arabe Al Jazeera.

Dans leur tentative d'attirer une base massive, en particulier de jeunes, une des tactiques préférées des fondamentalistes est l'utilisation de la culture populaire pour diffuser leurs messages. Par exemple, aux Philippines, aux États-Unis et au Brésil, ils ont su utiliser les concerts et festivals de rock pour construire une solidarité et assurer une visibilité, tout en collectant des fonds destinés à des groupes fondamentalistes religieux. Au Mexique, certains acteurs connus comme Roberto Gómez Bolaños (dont le pseudonyme est Chespirito) ont participé à la campagne fondamentaliste organisée en 2006-2007 contre la dépénalisation de l'avortement.

²⁰ « Humanae Vitae : Controversial but Prophetic » Homélie par archevêque de Manille, Angel Laddemeo durant la messe pour célébrer le 40^{ème} anniversaire de l'encyclique Humanae Vitae sur la régulation des naissances, 8 juillet 2008, site web de Catholic News Agency, mis en ligne le 10 décembre 2010 <http://m.catholicnewsagency.com/resource.php?n=674>

²¹ « Chapitre 2 : Qui sont les principaux acteurs du débat ? » *L'avortement en Amérique Latine et dans la Caraïbe : une revue de la littérature des années 1990 à nos jours*, Centre français sur la population et le développement (CEPED), publication web, 2007 http://www.ceped.org/cdrom/avortement_ameriquelatine_2007/en/chapitre2/page1.html

La construction de mouvements fondamentalistes : recrutement et mobilisation

Pour parvenir à s'imposer, tout mouvement sociopolitique a besoin d'une assise de pouvoir lui assurant une légitimité et une influence durable. Comme le signale une activiste des droits des femmes, « Quelqu'un qui affirme parler au nom de millions de personnes détient un pouvoir politique » (Alejandra Sardá-Chandiramani, Argentine). Il est tout aussi vital de se doter d'un cadre dirigeant effectif, c'est pourquoi la recherche de l'AWID a tenté de schématiser le recrutement stratégique de partisans et de cadres effectué par les fondamentalistes dans différents contextes. Selon les activistes des droits des femmes, les premières cibles du recrutement et de la mobilisation des mouvements fondamentalistes religieux sont les jeunes et les femmes ; par ailleurs, la création de communautés émotionnelles et le sens d'appartenance sont des véhicules essentiels pour ce type de mobilisation.

D'autres aspects liés à la construction des mouvements fondamentalistes seront abordés plus loin dans ce même chapitre, notamment l'attention particulière prêtée par les groupes fondamentalistes à la construction d'une base institutionnelle solide en investissant dans le développement organisationnel et en établissant des liens locaux et transnationaux susceptibles de leur procurer des ressources et de l'influence. Finalement, le renforcement de mouvements fondamentalistes implique l'utilisation stratégique de la violence pour décourager toute résistance ou opposition, thème qui sera également abordé dans ce chapitre.

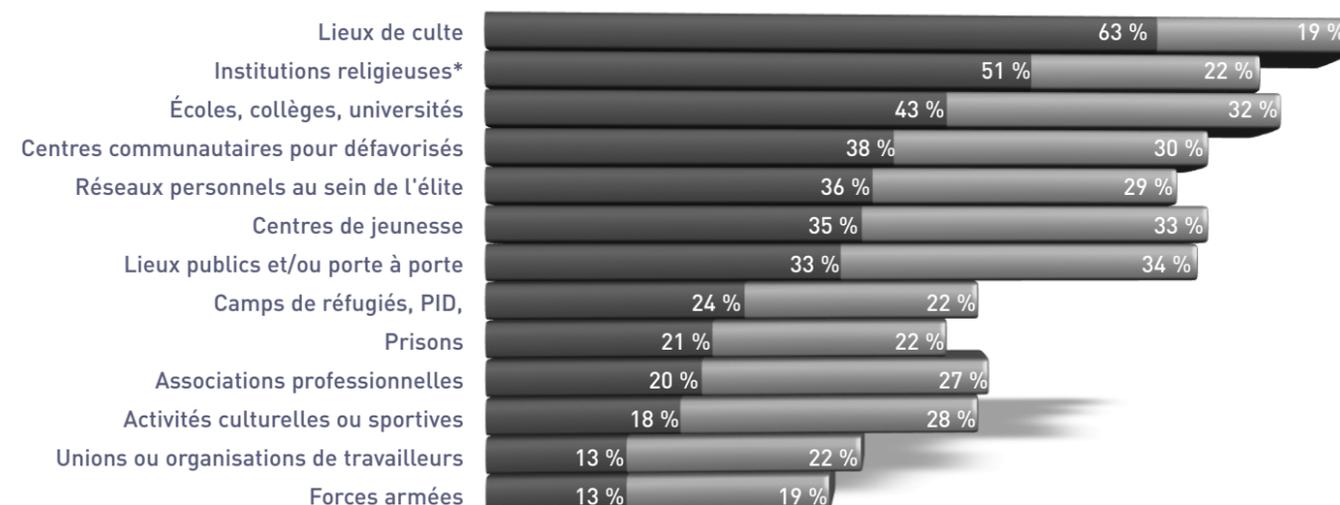
Tendances en matière de recrutement fondamentaliste

Pour comprendre la stratégie suivie par les fondamentalistes religieux pour renforcer leurs mouvements, l'enquête de l'AWID a demandé aux activistes des droits des femmes d'évaluer le degré d'activité du recrutement des fondamentalistes dans différents espaces. Les résultats (voir tableau 2 ci-après) font ressortir que le recrutement fondamentaliste vise, à des degrés divers, quatre grands groupes de la société. Selon 78 % des activistes des droits des femmes,²² les fondamentalistes recrutent activement dans les cercles religieux (lieux de culte et institutions religieuses) ; 63 % évoquent le recrutement effectué parmi les jeunes (institutions éducatives, centres de jeunesse, activités culturelles et sportives) ; 48 % consignent le recrutement parmi les groupes les plus puissants et l'élite (réseaux personnels d'élites, associations professionnelles, forces armées) ; et 48 % font référence au recrutement des pauvres et des démunis (par les centres communautaires, camps de réfugiés, prisons et syndicats).

Le degré élevé de recrutement parmi les cercles religieux n'est pas surprenant puisque, comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, les formes dominantes de religiosité et de religion tendent à pencher vers le fondamentalisme. Ce même niveau élevé de recrutement parmi les groupes les plus puissants et les pauvres indiquent que les acteurs du fondamentalisme religieux considèrent qu'il est tout aussi important pour leurs mouvements de construire un leadership à forte influence et une base massive. La grande attention portée aux jeunes répond à ces deux exigences car les jeunes incluent les dirigeants potentiels futurs ainsi qu'une ressource active de mobilisation de masse.

Tableau 2

Durant les 10 dernières années, dans le cadre de votre travail, quel a été le niveau d'activité des fondamentalistes religieux les plus influents en matière de recrutement d'adeptes dans les endroits suivants ?



■ Tres actifs
■ Un peu actifs

1.500 participantes à l'enquête

*Institutions religieuses autres que les lieux de culte (par exemple, les groupes d'études de la Torah ou de la Bible, les *madrasas*, etc.)

Dans le cadre de ce schéma général, les fondamentalistes religieux de différentes régions et traditions religieuses adoptent des approches diverses en matière de recrutement. Dans certains cas, cette diversité répond à une adaptation aux possibilités qui s'offrent dans un contexte particulier. Par exemple, le recrutement dans les camps de personnes déplacées et de réfugiés est beaucoup plus extensif en Afrique subsaharienne et dans le sud de l'Asie qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au Moyen-Orient et en Afrique, où une très grande partie de la population est composée de jeunes, le recrutement tend à se centrer sur la jeunesse. En Amérique latine, les églises évangéliques recrutent surtout parmi les populations autochtones appauvries, alors qu'en Inde, les mouvements Hindutva visent les plus pauvres parmi les pauvres. Dans tous ces contextes, l'objectif du recrutement des fondamentalistes est le pouvoir des chiffres.

Cependant, dans d'autres cas, les variations sont moins faciles à expliquer. En Amérique latine et dans les Caraïbes, par exemple la tendance est surtout à recruter parmi les réseaux d'élite (comme l'Opus Dei et les Légionnaires du Christ), beaucoup plus qu'en Afrique subsaharienne mais, dans le même temps, ceci n'est pas un phénomène propre aux fondamentalismes catholiques puisque le recrutement parmi les élites est également très courant en Asie du Sud, région dominée par les fondamentalismes musulman et hindou. Le recrutement parmi les forces armées est nettement plus important en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, en

Australie et en Nouvelle-Zélande, de même qu'en Europe centrale et de l'Est et en Asie centrale, que, par exemple, en Asie de l'Est ou en Afrique subsaharienne, pour des raisons à propos desquelles on ne peut que spéculer. Contrairement à d'autres régions, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le recrutement par le biais des centres communautaires est plus populaire que celui effectué par l'intermédiaire d'institutions religieuses. Cet intérêt apparent pour les pauvres ne signifie pas pour autant que les fondamentalistes religieux de la région ignorent les élites car le niveau de recrutement parmi les associations professionnelles est également très élevé. Par ailleurs, le recrutement dans les prisons est comparativement élevé en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et dans les Caraïbes, et faible en Asie du Sud.

Les tendances régionales peuvent toutefois éclipser des variations entre les pays d'une même région. Au Pakistan, par exemple, les fondamentalistes religieux « ne visent pas les plus pauvres parmi les pauvres mais ceux qui recherchent une mobilité ascensionnelle » (Farida Shaheed, Pakistan). En revanche, dans le pays voisin, « en Inde, ils visent les groupes marginalisés et je pense que cela peut être dû au fait que, compte tenu de la nature démocratique du régime politique indien, ils doivent obtenir le soutien d'une majorité de personnes » (Trupti Shah, Inde). Les complexités de ces schémas obligent à continuer à travailler pour comprendre la façon dont les fondamentalistes renforcent leurs mouvements à l'échelon national.

²² Les pourcentages reflètent la moyenne des chiffres combinés présentés dans le Tableau 2 en ce qui concerne les lieux de recrutement pertinent pour chaque groupe de la société.

L'accent sur le recrutement et la mobilisation des jeunes et des femmes

Selon une majorité importante d'activistes des droits des femmes, la mobilisation et le recrutement de jeunes et la visualisation de l'adhésion des femmes constituent des éléments clés dans les stratégies fondamentalistes.

La recherche de l'AWID a permis de détecter que les efforts de recrutement dans les écoles, les collèges et les universités viennent en deuxième place, immédiatement après le recrutement dans les lieux de culte (voir tableau 2 ci-dessus 35). Des études de la mobilisation des fondamentalistes religieux font souvent ressortir l'importance des établissements éducationnels en termes de recrutement des jeunes.²³ Les mouvements fondamentalistes centrent leurs efforts sur les jeunes non seulement moyennant un recrutement ciblé, mais aussi en pénétrant le système éducatif lui-même, en contestant les plans d'études lorsqu'ils n'obéissent pas aux objectifs fondamentalistes, et en créant des systèmes d'éducation parallèles. Selon les activistes des droits des femmes, les groupes fondamentalistes créent souvent des écoles gratuites où les programmes scolaires sont axés sur la religion. Dans des contextes aussi variés que le Nigéria, le Canada et le Royaume-Uni, les activistes citent des exemples d'attaques fondamentalistes contre les systèmes d'éducation publique multiculturelle ainsi que de revendications de reconnaissance de l'état et de financement public des écoles religieuses. Cette tendance a surtout été alimentée par le financement de groupes fondamentalistes étrangers et a un impact significatif sur les jeunes : « Des pays [arabes] et autres ouvrent des écoles islamiques, des universités, construisent des mosquées dans notre pays. Durant [les] 15 dernières années, [une] génération entière des personnes possédant une conscience tout à fait différente s'est développée » (participante à l'enquête, Asie centrale).

La pénétration du système éducatif assure aux fondamentalistes religieux une assise légitime et puissante sur le plan émotionnel. En Colombie, des groupes « pro-vie » ont lancé une campagne virulente contre l'avortement dans le cadre de laquelle des écoliers adressaient des lettres au tribunal constitutionnel. En Israël, les groupes orthodoxes juifs utilisent leurs écoliers pour en faire des manifestants dociles. Comme l'explique une activiste des droits des femmes, « ils peuvent suspendre les cours ce jour-là et mener les enfants en bus à la manifestation » (Debbie Weissman, Israël).

Dans de nombreux pays, les réseaux de soutien et les bourses accordées par des organisations fondamentalistes à de jeunes femmes et hommes talentueux mais pauvres garantit

l'existence de cadres dirigeants éduqués dont la loyauté peut perdurer pendant des générations.

Les dirigeants étudiants de la Fraternité musulmane et de la Jamaat-e-Islami s'organisent en Occident pour recevoir des étudiants du tiers-monde. Alors que les libéraux et les progressistes sont trop occupés à s'amuser, ces groupes reçoivent les étudiants à l'aéroport, les conduisent à leur université à des kilomètres de là, leur trouvent un logement, leur prêtent des livres. Ces jeunes étudiants étaient perdus et sont tombés tout droit dans leurs bras. Ils utilisent ensuite la méthode des cellules communistes pour les maintenir sous contrôle (Zainah Anwar, Malaisie).

Le recrutement massif de jeunes parmi les pauvres, stratégie favorite des fondamentalismes musulmans, semble également très populaire chez les évangéliques. En Amérique latine, où le pouvoir des fondamentalismes catholiques a, historiquement, été moins axé sur la mobilisation de masse et plus concentré sur l'état et les élites, le recrutement des jeunes vise la construction d'un cadre d'élites au travers des institutions éducatives catholiques. Malgré la présence majoritaire de jeunes dans la région, il n'a pas été jugé nécessaire, étant donné le statut prééminent de l'Église catholique, de renforcer le pouvoir populaire. Néanmoins, face à la pression grandissante des fondamentalismes chrétiens évangéliques dans la région, les mouvements catholiques commencent seulement à réagir en organisant leurs propres mobilisations populaires de jeunes. Par exemple, quelque 100.000 jeunes catholiques de tout le pays ont assisté, en avril 2004 et 2005, à la réunion annuelle de la jeunesse du Christ Ressuscité au stade Aztèque de Mexico.²⁴ Un membre actif du Renouveau charismatique catholique, mouvement évangélique catholique, explique cette réaction : « L'Église a réalisé qu'il fallait utiliser un langage différent pour atteindre certains croyants ». ²⁵ En République tchèque, pays connu comme l'un des plus laïques d'Europe, ce même genre de mobilisation massive de la jeunesse s'est également produit durant la visite papale en septembre 2009.

Certains activistes considèrent que cette importance accordée à la jeunesse s'inspire des mouvements sociaux progressistes. En Amérique latine, « des groupes fondamentalistes, qu'ils relèvent d'églises évangéliques ou catholiques, utilisent, pour attirer la jeunesse, les mêmes tactiques que les groupes dits alternatifs. Ils encouragent la création de partis de jeunes, organisent des manifestations auxquelles participent des artistes connus et ouvrent des cours s'adressant directement aux jeunes sur la base d'idées renouvelées et de chansons modernes » (Ana Adeve, Brésil).

Les fondamentalistes religieux semblent donc avoir tiré un enseignement non seulement du succès obtenu par les mouvements sociaux alternatifs pour attirer les jeunes mais aussi de l'échec de ces mêmes mouvements pour attirer les femmes. L'attention stratégique portée aux femmes a été particulièrement utile pour s'inscrire en faux contre l'accusation selon laquelle les mouvements fondamentalistes sont contraires aux femmes. Extérioriser la présence des femmes qui adhèrent au mouvement semble constituer une stratégie particulièrement populaire en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Par ailleurs, les fondamentalistes musulmans mettent souvent en avant la conversion des jeunes femmes à l'Islam. Par exemple, la Société islamique d'Amérique du Nord affirme que des dizaines de milliers d'hispaniques se sont convertis au cours de la dernière décennie, dont beaucoup sont des femmes.²⁶ En Indonésie, des sites Web fondamentalistes interactifs mettent en valeur les messages postés par des jeunes femmes musulmanes qui s'opposent aux arguments féministes. Des dirigeantes religieuses font leur apparition en Ouzbékistan et en Afrique de l'Ouest musulmane, mais adoptent souvent des positions rétrogrades en matière de droits des femmes. Dans des contextes aussi variés que les États-Unis, l'Espagne et l'Inde, les participantes à l'enquête parlent de la récupération des femmes qui adhèrent au mouvement comme un moyen de présenter une « image complaisante » et de « saper ainsi le développement des droits des femmes », en d'autres termes comme un moyen de combattre le feu par le feu.

L'attrait des mouvements fondamentalistes pour les jeunes et les femmes

L'attrait des mouvements fondamentalistes religieux pour les jeunes s'explique par le fait que ceux-ci répondent à plusieurs de leurs besoins. Ils appellent, par exemple, au besoin de se rebeller contre les états autoritaires ainsi que contre le néo impérialisme de la mondialisation. En l'absence d'espaces alternatifs d'engagement politique, de rébellion ou d'opposition à l'impérialisme ou à l'état, les mouvements fondamentalistes se présentent comme une option extrêmement attrayante pour les jeunes (Hadil El-Khouly, Égypte). Au Brésil, les fondamentalistes font pression pour détourner les jeunes des idées socialement progressistes : « L'Église crée sa propre armée de jeunes, armés de ses idées. L'ancienne rébellion des jeunes prône aujourd'hui le rétablissement de traditions anciennes, tel est aujourd'hui le leitmotiv d'une personne jeune et moderne au Brésil (Ana Adeve, Brésil).

Par ailleurs, le paternalisme caractéristique des fondamentalistes religieux peut aussi donner aux jeunes gens un sentiment vital d'identité et d'appartenance. Dans de

nombreux contextes, ces mouvements travaillent au renforcement du sentiment de pouvoir et de la visibilité des jeunes, ne serait-ce que d'une façon superficielle. En Inde, par exemple, la droite religieuse organise des camps de développement de la personnalité et de leadership qui mettent l'accent sur la création d'une communauté et d'espaces sûrs, alors que les groupes évangéliques juifs et chrétiens aux États-Unis organisent des camps spécialement conçus pour les enfants et les jeunes.²⁷ L'Église catholique a instauré une Journée mondiale de la jeunesse ainsi que la réalisation périodique de Congrès mondiaux de la jeunesse, avec la présence du Pape, qui attirent des milliers de jeunes et qui ont une forte visibilité et un grand impact médiatiques.

De même, cet appel délibéré aux jeunes est souvent biaisé en fonction du sexe. Une jeune féministe du Sénégal suggère que l'un des attraits de l'adhésion des jeunes femmes à ces mouvements est qu'il s'agit d'un moyen de trouver un « mari fiable ».

Les jeunes femmes sont à la recherche d'une redéfinition d'elles-mêmes et participent à ces églises [pentecôtistes et charismatiques] dans le but de chercher ce sentiment d'identité... Les jeunes femmes se font du souci pour leur carrière, pour les nouvelles relations... L'église est également un lieu de réconfort (participante à l'enquête, Ouganda).

L'adhésion à un groupe fondamentaliste peut constituer une façon socialement acceptable pour les jeunes femmes d'évoluer de la sphère privée à la sphère publique. Les jeunes femmes musulmanes de communautés qui vivent en ghettos en Europe ont participé de façon très visible aux manifestations contre la guerre après le 9 septembre, et ont tiré parti de cette occasion pour prendre leurs distances vis-à-vis de leurs chaperons. Pour les jeunes hommes, au contraire, l'appel que leur font les fondamentalistes met souvent l'accent sur le pouvoir social et le contrôle qu'ils peuvent exercer (généralement sur les femmes), la visibilité accrue, le leadership et la promesse séduisante d'évoluer dans des espaces formels de pouvoir politique.

Les fondamentalismes religieux offrent indéniablement quelque chose aux femmes. Selon une participante à l'enquête d'Allemagne, « Milli Görüs offrent des bourses aux jeunes femmes qui portent le foulard et ne peuvent étudier en Turquie (à cause du foulard) de façon à ce qu'elles puissent étudier dans les universités allemandes ». Au Chiapas, au Mexique, nombreux sont les hommes qui arrêtent de boire après leur conversion au protestantisme au sein des églises pentecôtistes, ce qui se traduit par une amélioration pour les

²³ Homeland Security Institute, *Radicalization : An Overview and Annotated Bibliography of Open-Source Literature*, Arlington, VA, décembre 2006 www.homelandsecurity.org/hsireports/Radicalization_Final_Report_15Dec06.pdf

²⁴ « 100 mil jóvenes repletan el Estadio Azteca para recibir la Resurrección del Señor » ACI Prensa, 28 mars 2005 www.aciprensa.com/noticia.php?n=7895 ; Patricia Betaza « 100 mil jóvenes oran en el Azteca » Noticias Televisa, 10 avril 2004 www.esmas.com/noticierostelevisa/mexico/356309.html

²⁵ Patrick J. McDonnell et Tracy Wilkinson « Brazil and the Pope : An Uneasy Embrace » *Los Angeles Times*, 8 mai 2007 <http://articles.latimes.com/2007/may/08/world/fg-brazilchurch8>

²⁶ « Latino Muslims Growing in Number in the US. » site web de Islamic Society of North America (ISNA), sans date <http://www.isna.net/articles/News/Latino-Muslims-Growing-in-Number-in-the-US.aspx>

²⁷ Voir : http://en.wikipedia.org/wiki/Jesus_Camp

femmes : « Leur mari les respectent davantage, ne les agressent pas, et les femmes sont plus heureuses » (participante à l'enquête, Mexique). De nombreuses églises africaines évangéliques et pentecôtistes ordonnent des femmes et leur confient des rôles publics importants, et d'autre part, « aident les femmes à vendre leurs marchandises à l'église » (Hope Chigudu, Zimbabwe/Ouganda). Dans de nombreux contextes, les mouvements fondamentalistes religieux donnent un espace à certaines femmes pour qu'elles expriment leurs idées et idéologies et exercent leur leadership, espace qui n'est pas forcément garanti d'une façon plus générale par l'état ou la société civile.

En 2006, le Mouvement de résistance Islamique, Hamas, a obtenu une victoire écrasante aux élections palestiniennes ; six femmes inscrites dans leur liste de candidats ont été élues. Les femmes n'ont pas seulement incorporé leurs intérêts aux files d'un mouvement fondamentaliste ; leur participation a été en fait décisive dans la victoire du parti car 46 % des votes ont été apportés par des femmes qui votent souvent plus majoritairement pour le Hamas que les hommes. Dans une entrevue donnée au New York Times, la directrice des affaires féminines de la branche du Fatah pour les jeunes a révélé que son parti a tenu « l'appui des femmes comme acquis » pensant que sa position comme parti laïque rendrait le choix des femmes évident ».28 En revanche, le Hamas a consenti des efforts considérables pour répondre aux préoccupations particulières des femmes et pour gagner leur soutien moyennant la prestation de services sociaux. Le parti a non seulement mis les besoins traditionnels des femmes au centre de sa campagne mais a aussi mis fin à la cassure traditionnelle entre la sphère privée et la sphère publique afin de gagner le soutien des femmes comme agents politiques de base. Il a réussi à sensibiliser les femmes dans les zones rurales et urbaines sur la base de ralliements exclusivement destinés aux femmes et l'aide de prédicatrices dans les mosquées, ainsi que par l'intermédiaire de femmes bénévoles, la plupart étudiantes universitaires, qui ont transmis le message du Hamas de porte en porte.29 Au Mexique, le parti politique Partido Acción Nacional (PAN, Parti action nationale) a formé des femmes et les a présentées comme candidates aux parlements aux échelons local, des états et national. Beaucoup sont nettement liées soit à l'Opus Dei soit aux Légionnaires du Christ et, une fois élues, ont proposé des amendements aux constitutions des états pour protéger « la vie dès le moment de la conception », interdisant ainsi toute forme de dispositions juridiques en matière d'avortement ; en 2009, plus d'une douzaine d'états avait introduit ce type d'amendement dans la constitution.

La participation des femmes aux mouvements fondamentalistes est également un défi en termes d'analyses féministes. La participation importante de femmes fondamentalistes hindoues dans la promotion de la violence contre les musulmans, en particulier à l'encontre des femmes musulmanes, durant les épisodes de violence enregistrés en 2002 à Gujarat, en Inde, « a mis en évidence la faiblesse du mouvement des droits humains des femmes qui n'était pas préparé à cette violence. Il a fallu tenir compte du fait que les femmes pouvaient elle aussi commettre des violations de ces droits » (Pramada Menon, Inde).

Les activistes des droits des femmes sont toutefois conscientes des limites de cette « autonomisation » : « Les groupes fondamentalistes religieux ont permis aux femmes d'utiliser leur vote mais pas de se présenter comme candidates au Parlement » (participante à l'enquête, Yémen). Dans certains cas, l'appel lancé aux femmes semble un geste tactique :

Lorsque Turabi est arrivé au pouvoir, l'Islam a été proclamé et le hijab est devenu obligatoire pour les étudiantes universitaires... En 1999, lorsqu'il a été évincé, son discours avait complètement changé et il était passé d'un extrême à l'autre. Il a annoncé publiquement que « les femmes devaient être libres » et a émis une fatwa selon laquelle les femmes musulmanes pouvaient épouser des non-musulmans et qu'elles pouvaient diriger les prières ! Vous voyez le genre de manipulation ! Le pourcentage de femmes au Soudan est de plus de 55 % et ce discours obéit en fait à son calcul du nombre d'électeurs ! (Manal Abdel Halim, Soudan).

La création de communautés émotionnelles

Les fondamentalistes religieux ont exploité de façon stratégique le besoin très humain de sentiment d'appartenance, de communauté, de plaisir et de libération émotionnelle. Ils s'efforcent de créer des communautés et des espaces où, comme le signale une activiste des droits des femmes, « les gens se sentent bien » et qui tient compte « de la subjectivité des gens assez négligée dans le discours de la gauche et de la théologie de la libération » (María José Rosado-Nunes, Brésil). Les activistes des droits des femmes du Brésil, du Nigéria et des États-Unis soulignent également le pouvoir émotionnel qui émane des réunions évangéliques. L'organisation juive fondamentaliste pour la jeunesse Aish HaTorah tient des réunions de speed dating ; les chœurs baptistes et les fédérations d'étudiants musulmans dans toute l'Europe organisent des instances de divertissement et de socialisation acceptables entre garçons et filles. Les fondamentalistes religieux apportent aux gens un sentiment d'appartenance, en particulier dans les moments de vulnérabilité : une activiste des droits des femmes du Canada signale le cas d'une veuve dont le comportement a complètement changé pour répondre la vision fondamentaliste après qu'elle ait reçu un soutien personnel de la part d'un groupe de femmes fondamentalistes musulmanes. Une activiste travaillant auprès des jeunes explique : « Au moment où je parviens à contacter ces jeunes femmes, la religion et le fondamentalisme sont déjà là. Leur estime personnelle est généralement au plus bas et ce n'est qu'au sein de la religion qu'elles ont le sentiment d'appartenir ou qu'on leur fait sentir qu'elles appartiennent à quelque chose » (participante à l'enquête, Kenya/Tanzanie).

Les fondamentalismes religieux font référence aux écritures et aux textes sacrés mais ils se spécialisent également dans l'utilisation de symboles et de rituels destinés à toucher leurs adhérents. Une activiste des droits des femmes de l'Inde décrit la mobilisation massive de femmes organisée par les mouvements Hindutva par le biais de festivals religieux qui se sont avérés particulièrement attrayants pour les jeunes (Trupti Shah, Inde). En effet, les fondamentalistes hindous créent des univers entiers de sens pour leurs partisans :

Outre l'identification émotionnelle, il existe tout un univers culturel, artistique, esthétique créé par ces groupes pour que les gens s'y identifient et qui vont des images qu'ils utilisent, aux chansons et à la poésie ainsi qu'à l'habillement et à d'autres éléments (Chetan Bhatt, Royaume-Uni).

Les fondamentalistes ne se bornent pas à faire une utilisation stratégique des festivals comme espaces publics de recrutement et de mobilisation ; ils récupèrent également des commémorations religieuses pour renforcer

leurs programmes politiques. En Amérique latine, la fête religieuse de l'Annonciation (25 mars) a été adoptée comme Journée de l'enfant à naître. Cette stratégie, qui se présentait sous différentes formes dans les différents pays de la région, en commençant par l'Argentine en 1999, a préparé le terrain pour qu'un pays constitutionnellement laïque comme le Nicaragua institue cette journée comme jour férié national en 2000 et ensuite, en 2001, incorpore la « protection de l'enfant à naître » au code pénal.

Une fois qu'ils ont attiré des membres vers le mouvement, les groupes fondamentalistes peuvent s'avérer très habiles pour leur faire sentir qu'ils sont utiles et pour renforcer ainsi le sens d'appartenance et de communauté. Ils sont capables d'organiser des campagnes d'appels téléphoniques pour se plaindre du contenu de certaines présentations et programmes de télévision ou de personnalités des médias qui remettent en question la vision fondamentaliste ou dénoncent leur action ou leurs crimes. Ceci intensifie la pression sur les institutions nationales responsables de l'établissement de normes publiques et peut conduire à l'interdiction de ceux qui s'opposent aux fondamentalismes à partir des sphères publiques ou privées. Les membres même « ordinaires » ont ainsi le sentiment de participer, ce qui renforce leur engagement émotionnel vis-à-vis de la communauté fondamentaliste.

Les fondamentalistes religieux peuvent exploiter le pouvoir spirituel et émotionnel de la religion pour attirer leurs adhérents mais ils l'utilisent également de façon stratégique pour combattre toute remise en question ou toute critique de leurs mouvements. « Lorsque les moines et les nonnes collaborent à l'injustice de l'état à l'encontre de groupes minoritaires ou omettent de la dénoncer, comme au Sri Lanka, cela produit une confusion parmi les gens qui peuvent parfois répliquer cette collaboration car ils considèrent les moines et les nonnes comme leurs leaders spirituels » (Ouyporn Khuankaew, Thaïlande). Dans d'autres pays, les fondamentalistes ont délibérément estompé la séparation entre l'injonction divine et l'interprétation humaine de façon à étouffer toute opposition à leur autorité : « Les fondamentalistes ont créé un discours dans lequel toute opposition [à leur égard] est une attaque contre Dieu, la charia et l'Islam » (Zainah Anwar, Malaisie). Les fondamentalistes religieux exploitent même le respect des laïcs pour la religiosité et la tradition communautaire :

Leur pouvoir est partiellement basé sur le fait que certaines personnes ont la conception suivante : « c'est vrai, nous les aimons guère mais ils ressemblent à mon grand-père ; ils sont probablement les juifs authentiques et nous devons leur accorder une certaine légitimité parce qu'ils sont les gardiens de la flamme, ils entretiennent la tradition » (Debbie Weissman, Israël).

28 Ian Fisher « Women, Secret Hamas Strength, Win Votes at Polls and New Role » *New York Times*, 3 février 2006
<http://www.nytimes.com/2006/02/03/international/middleeast/03women.html>

29 Sarah El Deeb, « Women Were Hamas' Key to Victory, Pollsters Say, » Associated Press, *The Virginian-Pilot*, 4 février 2006

La prestation de services et la réalisation d'activités caritatives

De nombreux mouvements fondamentalistes sont venus combler le vide laissé par l'absence ou la faiblesse des services publics ; ainsi, ils tirent souvent parti des inégalités économiques et sociales résultant de politiques néolibérales de déréglementation et de privatisation. En fait, la prestation de services et la réalisation d'activités caritatives ont une longue histoire qui, dans les contextes chrétiens et catholiques, est étroitement liée à l'activité missionnaire coloniale. On ne peut ignorer les motivations religieuses sincères qui sous-tendent les activités caritatives de nombreux groupes religieux ; toutefois, la prestation de services a indéniablement servi à la fois à favoriser le recrutement et à légitimer les fondamentalistes religieux en tant qu'acteurs sociaux.

Les fondamentalistes musulmans, par exemple en Égypte, en Irak, au Pakistan, en Turquie et en Ouzbékistan, fournissent des services et des possibilités économiques, en particulier pour les jeunes hommes, que l'état n'est pas en mesure d'offrir. Ils accroissent ainsi leur influence au sein de la communauté et forment un public captif pour leur discours et leur action politique. Par exemple, dans le cadre du processus croissant de privatisation au Brésil, « beaucoup de soins de santé ont été fournis par le biais de Casas Santas (hôpitaux administrés par des églises) qui limitent l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive » (Fernanda Grigolin Moraes, Brésil).

Dans de nombreux cas, les groupes fondamentalistes interviennent pour fournir un soutien qu'aucun autre groupe ou institution n'est disposé à ou en mesure d'apporter, à l'occasion notamment de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Les efforts de secours du mouvement fondamentaliste hindou Rashtriya Swayamsewak Sangh (RSS) en périodes de crise ont contribué à améliorer considérablement sa réputation : le mouvement « intervient après une catastrophe, ramasse les morts, les enterre et réalise toutes les tâches [considérées par les hindous comme] extrêmement 'impures' » (Gita Sahgal, Royaume-Uni). De même, après l'attaque israélienne contre Gaza et le Liban en 2006, le Hezbollah a lancé un plan de reconstruction au Liban, baptisé al-Waad al-Sadek (promesse sincère), prévoyant des refuges pour les familles en attendant la reconstruction de leurs habitations détruites, des versements mensuels à toutes les familles des zones visées, ainsi que la reconstruction des routes et des réseaux de communication. Des groupes évangéliques des États-Unis organisent des missions d'été dans certains « lieux exotiques » du Sud global pour lesquelles ils encouragent les jeunes et parfois des familles entières à passer leurs vacances à aider à construire des maisons ou à fournir d'autres services tout en prêchant la parole de Dieu.³⁰

La construction de mouvements fondamentalistes : mobilisation des ressources, transnationalisme et importance du développement organisationnel

La plupart des stratégies utilisées par les fondamentalistes religieux, telles que l'utilisation intensive et le contrôle des médias pour diffuser leurs messages, la mobilisation de masse et la prestation de services, exigent un investissement financier considérable. Les fondamentalistes se sont souciés de garantir l'obtention de ressources propres pour leurs mouvements et celles-ci sont souvent bien plus importantes que celles dont disposent les mouvements des droits des femmes et des droits humains.

De l'avis de deux tiers des activistes des droits des femmes, les dons individuels et les cotisations de membres sont des sources majeures de financement pour les principaux groupes fondamentalistes religieux dans leur contexte spécifique. Ces contributions, qui peuvent être volontaires ou obligatoires, sont considérées comme un devoir religieux et représentent souvent un pourcentage déterminé du revenu d'une personne. Cette pratique est présente dans toutes les régions et religions : le diezmo (un dixième du revenu parmi les évangéliques d'Amérique latine), la dîme (un dixième dans les églises chrétiennes africaines), le khums (un cinquième parmi les musulmans Shias), les dons rituels au temple pour les hindous, les sikhs et les bouddhistes et les aumônes à chaque messe catholique. Ceci assure aux institutions religieuses qui reçoivent ces dons individuels une source relativement stable de revenus dont l'utilisation ne requiert ni une demande de financement ni une reddition des comptes.

Toutefois, selon les activistes des droits des femmes, les organisations et institutions religieuses internationales constituent une source de financement encore bien plus importante pour les fondamentalismes religieux que les dons de leurs adeptes. Certains gouvernements étrangers, particulièrement d'Iran, de Libye, d'Arabie Saoudite et des États-Unis, ainsi que le Vatican sont également considérés comme des rouages importants dans le financement des groupes fondamentalistes, des organisations de bienfaisance et des ONG de plaidoyer dans d'autres pays. Selon un tiers des activistes qui ont répondu à l'enquête de l'AWID, les fondamentalistes se sont consolidés, dans leur contexte, grâce à l'aide internationale au développement international et l'aide accordée au titre des secours après une catastrophe. Une participante à l'enquête des États-Unis fait remarquer, à propos des types d'organisations en question : « Les grandes organisations [caritatives] de fondamentalismes religieux ici aux États-Unis... ont d'importants liens avec des églises et des organisations chrétiennes de type communautaire (Family Impact, Scripture Union), ainsi qu'avec des réseaux chrétiens régionaux et sous-régionaux tels que le Réseau panafricain de lutte contre le SIDA (PACAnet).

Pour les fondamentalistes religieux, le transnationalisme n'est pas seulement une stratégie de financement mais aussi un instrument pour étendre leur portée et leur influence. Même si l'activité missionnaire n'est pas toujours de type fondamentaliste, il est un fait que les missions (à la fois du Nord global vers le Sud et du Sud vers le Sud) ont été un véhicule très efficace pour construire des mouvements fondamentalistes religieux dans le monde entier. Dans le cas des fondamentalismes musulmans, le mouvement prosélytiste Tablighi Jamaat, basé au Pakistan, est l'une des sources des connexions internationales des fondamentalistes les plus souvent citées par les activistes des droits des femmes. Dans des contextes aussi variés que l'Inde, la Mongolie et l'Amérique latine, les groupes chrétiens évangéliques envoient des missionnaires s'adressant d'une façon spécifique aux communautés tribales et autochtones, en particulier celles qui professent des croyances animistes ; par ailleurs, l'Église évangélique universelle du Royaume de Dieu du Brésil est l'un des principaux « exportateurs » de dirigeants religieux vers le reste du monde. Grâce à la technologie moderne, l'activité missionnaire n'a plus besoin de se déplacer physiquement. Une activiste des droits des femmes de la région australe de l'Afrique fait remarquer que les télé-évangélistes de la Ceinture de la Bible du Sud des États-Unis « se sont installés de façon agressive en Afrique australe ».

La portée des connexions transnationales va bien au-delà de l'activité missionnaire. Celles-ci se manifestent par la présence en Indonésie de cadres pakistanais du groupe armé Hizb ut-Tahrir ; celle de mormons et d'adventistes des États-Unis aux Philippines ; d'organisations musulmanes et d'organisations catholiques et chrétiennes européennes en République démocratique du Congo ; l'affiliation de l'organisation évangélique Focus on the Family du Canada à sa contrepartie aux États-Unis ; ainsi que les liens du mouvement fondamentaliste hindou Rashtriya Savayam Sewak Sangh avec le groupe hindou Swayam Sewak Sangh aux Pays-Bas. Human Life International (HLI) est une coalition de groupes « pro-vie » présents dans de nombreux pays, activement soutenue par des groupes conservateurs des États-Unis et par une partie des dirigeants catholiques, par le biais d'organisations telles que le Conseil pontifical pour la famille. Selon deux tiers des activistes des droits des femmes, les institutions, organisations et entités religieuses internationales ont une influence importante sur les mouvements fondamentalistes locaux, particulièrement dans certaines régions comme l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud-Est.

³⁰ Voir, par exemple, Child Evangelism Fellowship, CEF Mission Trips www.cefri.org/summer_missions/summer_missions.html

Les gouvernements dominés par les fondamentalistes religieux sont particulièrement bien placés pour étendre l'influence fondamentaliste à l'échelon transnational, les exemples les plus souvent mentionnés en matière de connexions internationales étant les gouvernements de l'Arabie Saoudite et des États-Unis. Beaucoup d'activistes des droits des femmes évoquent la présidence de Georges W. Bush aux États-Unis comme une période durant laquelle un gouvernement dominé par la droite chrétienne a pu promouvoir des perspectives fondamentalistes dans ses politiques nationales et étrangères, alimentant ainsi les fondamentalismes religieux dans le monde entier. Par exemple, en vertu de la Règle du bâillon mondial instaurée par le président Bush (et suspendue depuis l'arrivée au pouvoir du président Obama en 2009), il était interdit aux ONG recevant des fonds publics américains de réaliser ou de promouvoir l'avortement ; en vertu de cette même règle, les États-Unis ont retiré un financement d'une importance cruciale au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Il faut bien sûr se garder d'exagérer la capacité organisationnelle des fondamentalistes religieux ; toutefois il est clair que, dans les différentes régions et religions, ces mouvements ont fortement investi en développement organisationnel. En Indonésie par exemple, un système efficace de cellules permet le recrutement dans les collèges, répliqué par des groupes similaires à l'échelon universitaire appelé Lembaga Dakwah Kampus (LDK, Conseil de prédication du campus) dont l'objectif est de retenir les jeunes recrues (Firliana Purwanti, Indonésie). Hormis l'exception importante du leadership des femmes, les mouvements fondamentalistes présentent, dans certains contextes, un aspect paradoxal : « Ils sont plus démocratiques sur le plan interne que beaucoup d'autres partis dits démocratiques. [La promotion dans la hiérarchie ne] dépend pas de votre relation avec les hauts dirigeants » (Sara Hossain, Bangladesh).

La droite religieuse des États-Unis a mis en place un réseau d'organisations, qui est une infrastructure bien financée en partie par de riches chefs d'entreprise philanthropiques, pour défendre ses points de vue et enrayer l'avancée des progressistes (Jennifer Butler, États-Unis).

La construction des mouvements fondamentalistes : utilisation stratégique de la violence et mesures pour miner l'opposition

L'expérience des activistes des droits des femmes indique que la quasi-totalité des fondamentalistes religieux ont recours à la violence d'un point de vue stratégique. Quelle que soit la forme adoptée par cette violence, celle-ci vise principalement à créer une atmosphère de peur et d'isolement ayant pour but de décourager toute résistance ou opposition et d'entraver la progression du pluralisme et de la tolérance. Outre la violence physique et psychologique, les fondamentalistes religieux utilisent une vaste gamme de stratégies antidémocratiques et anti pluralistes afin d'ébranler toute opposition à leurs politiques.

L'analyse des groupes qui sont particulièrement ciblés par la violence fondamentaliste permet d'illustrer tant les objectifs stratégiques de cette violence que la vision élargie des fondamentalistes. Presque la moitié (46 %) des activistes des droits des femmes considère que les activistes des droits humains sont fréquemment ciblés par les attaques fondamentalistes, et plus du tiers estime que les intellectuels et les journalistes, les partisans de la laïcité et les athées sont fréquemment pris pour cible. Presque la moitié des activistes des droits des femmes ont personnellement été victimes de violence verbale ou physique de la part des fondamentalistes pour leur action en faveur des droits des femmes, ou ont une collègue en ayant été victime, tandis que 10 % ont été témoins d'une attaque physique ou de la destruction du lieu de travail ou d'équipement. Tous ces groupes, à savoir les activistes des droits humains, les intellectuels et les activistes des droits des femmes, sont ceux qui représentent la plus forte opposition à l'absolutisme et à l'intolérance des mouvements fondamentalistes religieux. Dans le cas des défenseuses des droits humains des femmes, la violence fondamentaliste peut envoyer un message plus large dirigé à l'ensemble de l'opposition potentielle. Par exemple, en Afghanistan, les groupes fondamentalistes ont assassiné des défenseuses des droits humains des femmes en vue de faire passer un message sans aucune ambiguïté : que la sphère publique n'est pas un lieu sûr pour les femmes, et que si les femmes qui sont les membres les plus « protégés et respectés » de la société peuvent être ciblées, alors personne dans l'opposition politique n'est en sécurité. Dans de nombreux contextes, les prisonniers politiques, femmes et hommes, sont victimes de violence sexuelle comme moyen d'intimidation et de baillonnage de toute opposition potentielle.

La violence des fondamentalistes religieux est donc dirigée vers des personnes qui ne font pas forcément partie d'une résistance organisée ou collective, ou qui ne s'opposent pas délibérément à leurs politiques, mais dont la seule existence et le comportement vont à l'encontre de leur vision fondamentaliste du monde. Par exemple, les trois quarts des activistes des droits des femmes estiment que les LGBTQI, les femmes en général et les personnes qui

ne répondent pas aux normes de comportement attendues sont parfois ou fréquemment attaquées par les fondamentalistes religieux, et 59 % des activistes des droits des femmes signalent que les LGBTQI sont fréquemment pris pour cible.

Lorsque l'AWID a demandé aux activistes des droits des femmes de citer un groupe fondamentaliste ayant une incidence négative sur leur travail, seulement 4 % des exemples cités concernent des groupes armés (tels que la faction chrétienne au Liban, l'Armée de résistance du Seigneur en Ouganda, le Front de libération islamique Moro aux Philippines, le Hezbollah et le Hamas au Moyen-Orient). En d'autres termes, les activistes des droits des femmes considèrent que le fondamentalisme et la violence fondamentaliste vont bien au-delà de l'extrémisme armé. Les exemples fournis comprennent la violence des colonies juives sur les territoires palestiniens occupés, la violence de la mortalité maternelle provoquée par les lois interdisant l'avortement, et la violence des décès dus au sida provoqués par l'interdiction d'utiliser des préservatifs.

À une extrémité de ce phénomène, on trouve la violence fondamentaliste qui réalise des attentats à grande visibilité contre des personnalités importantes, comme par exemple le Dr. George Tiller, un médecin pratiquant des avortements aux États-Unis, et Sitora Achakzai, une politicienne afghane, tous deux assassinés en 2009. Cibler les femmes d'une communauté entière constitue également une expression de la violence fondamentaliste, comme par exemple le viol et les agressions sexuelles à grande échelle commis contre des femmes de tous les groupes ethnico-religieux durant les guerres de Yougoslavie, et la violence sexuelle des fondamentalistes hindous contre les femmes musulmanes à Gujarat, en Inde.

À l'autre extrémité de ce phénomène, il se peut qu'un groupe fondamentaliste ne soit pas directement impliqué dans des actes de violence, mais qu'il appuie le militarisme et la dépense militaire d'un État afin de contribuer à la réalisation de sa vision. Comme signalé par une activiste des droits des femmes, « les campagnes réalisées par les organisations juives comme celle pour laquelle je travaille visent toujours à appuyer les troupes israéliennes, l'état d'Israël. La communauté juive [a] largement soutenu les forces armées israéliennes » (participante à l'enquête, Canada). Les activistes des droits des femmes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord sont bien plus nombreuses que les activistes d'autres régions à signaler un nombre élevé de campagnes fondamentalistes à l'encontre des initiatives visant à réduire les dépenses militaires, ce qui indique un rapport particulièrement étroit entre le fondamentalisme religieux et le militarisme de l'état dans ce contexte.

La peur et la violence psychologique

Certaines formes de violence, bien que moins tangibles, ont également une intensité et un impact considérables, telles que la pression psychologique quotidienne et à long terme tant à l'encontre des activistes des droits que des personnes ordinaires.

Presque la moitié (45 %) des activistes des droits des femmes ont subi la violence psychologique d'être qualifiées de « mauvaise » femme, de « mauvaise » chrétienne ou de « mauvaise » fille, du fait de leur travail en faveur des droits humains. Certaines formes de violence psychologique ciblées sur des individus sont tout aussi efficaces que la violence physique pour que cette activiste « serve d'exemple ». Dans des contextes aussi divers que la Malaisie, le Nicaragua et l'Ouganda, les défenseuses des droits humains des femmes sont confrontées à des actions en justice, à l'excommunication ou à l'expulsion de la communauté. Une femme qui dirigeait un magazine chrétien avant de quitter une communauté fondamentaliste chrétienne aux États-Unis décrit la pression sociale et économique implacable dont elle a été victime et ses conséquences dévastatrices. Après des années de violence familiale, « désespérée et effrayée, je me suis finalement séparée de mon mari et j'ai demandé le divorce. En réponse, les dirigeants religieux à l'échelon national m'ont « punie ». On m'a ordonné de retourner auprès de mon mari, de renvoyer mon avocat, de retirer mes ordonnances de protection, d'arrêter de publier. On m'a dit que je ne devrais plus jamais parler en public ou écrire aux fins de publier. On m'a dit de remettre mes comptes bancaires à mon pasteur et que je ne devais pas répondre au téléphone, ni me rendre où que ce soit sans être accompagnée ou me connecter à l'Internet. Si je n'acceptais pas ces « preuves de repentance », on m'a dit que je serais publiquement excommuniée à l'échelon national. Je n'ai pas accepté et j'ai été excommuniée à l'échelon national. Des dirigeants de premier plan à l'échelon national de ce mouvement ont contacté mes annonceurs, chroniqueurs et abonnés, avec l'aide de mon ex mari, et leur ont dit que je ne continuerais pas de publier et que j'étais dans une situation de « péché sans repentance ». Suite à cela, les abonnés ont mis fin à leurs abonnements, les annonceurs ont annulé leurs annonces et les chroniqueurs ont démissionné. Ma publication a été anéantie » (Cheryl Lindsey Seelhoff, États-Unis).

Il arrive souvent que les mouvements fondamentalistes qui offrent espoir et réconfort en créant des communautés d'appartenance, en s'impliquant dans des œuvres de charité et en promouvant les activités ludiques parmi leurs adeptes, utilisent dans le même temps de manière calculée la violence, la peur et l'intimidation. La fluctuation entre ces émotions évoque le pouvoir manipulateur des auteurs d'actes de violence familiale, qui affirment souvent aimer les personnes qu'ils frappent, mais dont le but ultime est de créer une dépendance.

Dans les contextes dans lesquels les fondamentalismes religieux se présentent comme une alternative au terrorisme d'État, les fondamentalistes tirent profit dans une certaine mesure de la continuation d'une atmosphère de tension dans la société. C'est le cas du Guatemala, par exemple, où « les églises évangéliques mettent en garde contre un retour potentiel des horreurs de la violence politique des années 80 », en laissant sous-entendre que sans leur influence, la société pourrait en pâtir. Une activiste des droits des femmes ayant observé cette situation signale que « la religiosité fondamentaliste construit des images sociales fondées sur l'autoritarisme, le terrorisme, l'obéissance, la surveillance et le châtement. La société guatémaltèque, dans toute sa diversité, demeure prisonnière de ces images » (Maya Varinia Alvarado Chávez, Guatemala).

Le fondamentalisme ne se fonde pas sur une société consciente, responsable et libérée, sinon sur une société faite d'interdits, [avec] une masse uniforme et docile [dans laquelle] sont encouragées l'auto flagellation, la culpabilité, la repentance, [et] qui rejette une vision positive des êtres humains (Eunice Alfaro et Jean-Philippe Nicot, Honduras).

Certaines variations régionales dans la violence fondamentaliste

De nombreuses tendances sont constatées dans la violence fondamentaliste selon le contexte régional et religieux, et certaines de ces variations peuvent être expliquées plus facilement que d'autres. Par exemple, en Amérique latine, il est relativement rare que les groupes fondamentalistes prennent pour cible les minorités ethniques ou raciales par rapport à l'Asie du Sud, à l'Europe occidentale, à l'Amérique du Nord, à l'Australie et à la Nouvelle Zélande. Cela est peut-être dû au fait que les minorités ethniques ou raciales de cette région ont été soumises depuis si longtemps, avec la complicité de l'Église catholique, que celles-ci ne représentent aucune menace pour les fondamentalismes. Dans cette région, la violence fondamentaliste est au contraire principalement ciblée sur « l'ennemi intérieur », à savoir les personnes qui transgressent les normes sociales établies.

La logique en amont d'autres variations régionales est moins évidente et exige une étude approfondie. Par exemple, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les intellectuels, les journalistes, les partisans de la laïcité et les athées sont considérablement plus ciblés qu'ailleurs, tandis qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe centrale et de l'Est, en Asie centrale et dans le Sud-Est asiatique, les LGBTQI sont bien moins ciblées par les attaques fondamentalistes que n'importe quel autre groupe social ou politique. En Asie du Sud, les femmes sont généralement les cibles principales. Ces tendances indiquent-elles un groupe plus actif dans la résistance aux politiques fondamentalistes dans chaque région ? Alors que seulement 17 % des activistes des droits des femmes centrées sur l'Amérique latine et les Caraïbes considèrent la violence comme une stratégie fondamentaliste très importante, en Asie du Sud ce chiffre grimpe à un niveau non négligeable de 45 %. Ces chiffres évoquent-ils la nature des fondamentalismes locaux, ou bien, d'une manière plus générale, sont-ils indicatifs de la place de la violence dans la société sud-asiatique, ou encore des diverses compréhensions de la « violence » parmi les activistes des droits des femmes ? De quelle manière nos réponses influencent-elles l'élaboration des stratégies féministes contre les fondamentalismes religieux ?

Miner l'opposition de manière stratégique

Outre la violence, les fondamentalistes religieux utilisent de nombreuses stratégies pour miner leur opposition, telles que la suppression de financement et l'attaque des infrastructures des groupes de défense des droits et des organisations religieuses progressistes du point de vue social, et discréditer leurs opposants en les cataloguant et en faisant circuler des informations mensongères sur leur compte.

Les fondamentalistes se centrent particulièrement sur la sape stratégique des organisations collectives pour les femmes et les droits humains. Au Mexique, par exemple, le Ministère de la santé, sous influence fondamentaliste, a entravé la fourniture de financements au profit d'ONG centrées sur les LGBTQI. En Inde et au Brésil, les initiatives consacrées à la prévention du VIH et du sida parmi les travailleurs/euses du sexe ont été frappées par les conditions inspirées par la droite chrétienne et imposées aux financements provenant des États-Unis. Au Bangladesh et au Canada, les liens entre gouvernement et fondamentalistes religieux ont eu pour conséquence la radiation et la suppression du financement ciblées des ONG des droits des femmes qui exigeaient aux fondamentalistes d'assumer leurs responsabilités. En Amérique latine, des tentatives de radier Católicas por el Derecho a Decidir (CDD, Catholiques pour le droit de décider) ont été signalées. En Ouganda, cette année les fondamentalistes chrétiens, avec l'appui tacite du gouvernement autoritaire, ont présenté au parlement une « loi anti-homosexualité ». Outre les peines draconiennes proposées pour les LGBTQI, d'après les activistes des droits locales, l'un des principaux objectifs de cette loi est d'étouffer l'opposition politique et les critiques de la société civile en matière de droits humains en vue des prochaines élections nationales.³¹

Les fondamentalistes religieux s'en prennent également aux organisations collectives des groupes religieux qui ne partagent pas leur vision absolutiste. Par exemple, « l'infrastructure de l'Église progressiste a été totalement anéantie [par les fondamentalistes] aux États-Unis au cours des années 80 et 90 et ne constitue plus vraiment une force d'opposition » à la droite chrétienne et catholique (Mab Segrest, États-Unis). En Malaisie en 2009, 14 ONG musulmanes ont lancé une offensive contre le groupe féministe Sisters in Islam (SIS), en déposant une plainte auprès de la police affirmant que le groupe avait « insulté l'Islam » en critiquant une sentence qui condamnait une malaisienne à la flagellation. Auparavant la même année, le principal parti politique fondamentaliste, le PAS, avait appelé le Comité national malaisien de la fatwa à enquêter sur SIS et, si le comité concluait que ce groupe était contraire à l'Islam, à l'interdire et à obliger ses membres à suivre une réhabilitation.

³¹ Solome Nakaweesi-Kimbugwe et Frank Mugisha « Bahati's bill : A Convenient Distraction for Uganda's Government » Pambazuka News, Numéro #453, 16 octobre 2009 <http://www.pambazuka.org/en/category/comment/59556>

La pénétration fondamentaliste sur les scènes politique et publique

L'action de cataloguer comme moyen de discréditer les opposants constitue une pratique fondamentaliste courante. Trente-huit pour cent des activistes des droits des femmes signalent que du fait de leur travail pour les droits humains des femmes, elles ou des collègues ont été cataloguées d'« athées » ou de « non croyantes ». Le harcèlement basé sur la sexualité, à savoir affirmer publiquement qu'une personne est homosexuelle quelle que soit son orientation sexuelle réelle, exercé contre les activistes des droits humains a été documenté dans la publication *Written Out : How Sexuality is Used to Attack Women's Organizing*.³² La recherche de l'AWID a constaté que le quart des activistes des droits des femmes a subi personnellement ce type de harcèlement ou connaît une collègue qui en a été victime. Par exemple, au Cameroun, les fondamentalistes religieux sont parvenus à délégitimer les libéraux religieux par association : « Les difficultés croissantes pour distinguer entre les perspectives libérales du point de vue religieux et ouvertement laïques sur des questions telles que l'homosexualité, l'avortement et les droits des femmes » ont impliqué que les libéraux religieux soient qualifiés « d'antireligieux » ou « d'extrémistes marginaux » (participante à l'enquête, Cameroun).

Dans les contextes musulmans, la pratique de cataloguer adopte des formes particulières : « Le Hezbollah ne permet pas la présence des organisations des droits des femmes. Il les qualifie de collaboratrices de l'Occident » (participante à l'enquête, Liban). En Égypte, les activistes des droits des femmes signalent le même phénomène. Les accusations d'alliances avec « l'ennemi » sont également courantes dans les états de l'ex Yougoslavie. L'activiste de Femmes en noir Stasa Zajovic a enregistré des accusations émanant de nationalistes-fondamentalistes selon lesquelles « les féministes d'ici [Serbie] entretiennent une relation très étroite avec les féministes de Zagreb [Croatie], qui cherchent à provoquer l'extinction du peuple serbe ».³³

D'autres tactiques élaborées par les fondamentalistes religieux pour discréditer leurs opposants sont liées à la désinformation en ce qui concerne leurs activités : « Lorsque nous avons commencé à travailler dans les bidonvilles, les hauts responsables religieux ont affirmé que notre intention était de vendre les filles du bidonville. Ils ont fait circuler de fausses rumeurs sur notre équipe afin que les femmes ne viennent pas à nos réunions. Il a fallu plus de trois ans pour résoudre [ce problème] ; nous avons consacré beaucoup d'énergie aux *mullahs* (désigne un érudit musulman) » (participante à l'enquête, Pakistan). Au Canada, le modus operandi des catholiques fondamentalistes qui s'opposent aux ateliers sur la santé et les relations affectives dirigés aux adolescents consiste à « créer un climat de peur du féminisme et de méfiance vis-à-vis du travail réalisé par le Centre pour les femmes auprès des membres du conseil scolaire de l'établissement, du personnel de l'école, et du public en général. À cette fin [parmi d'autres stratégies], ils utilisent la désinformation et les déclarations démagogiques pour calomnier personnellement les membres du Centre pour les femmes. Ils font de fausses affirmations sur des positions supposément adoptées par le Centre. Ils qualifient le Centre de groupe d'intérêt spécial ayant des intentions cachées visant à détruire la famille... Les attaques personnelles dirigées aux membres du personnel du Centre pour les femmes sont faites d'informations qui ne sont pas du domaine public et qui sont incorrectes, pour autant qu'il soit nécessaire de le préciser ».³⁴

La plupart des mouvements fondamentalistes religieux, de même que de nombreux mouvements sociaux, recherchent activement à diffuser, ou même imposer, leur vision de la société à tous les niveaux, qu'il s'agisse du niveau psychologique individuel ou des niveaux de la famille et de la communauté locale, ou des échelons national et international. L'objectif manifeste est d'influencer les lois, les politiques et les pratiques dans des domaines allant au-delà des questions spirituelles, et de les définir pour avoir un impact sur toutes les personnes, religieuses ou pas. Le but est que leurs interprétations régressives de la religion deviennent la principale source des politiques publiques et des pratiques sociales. À cette fin, les messages fondamentalistes qui affirment que la religion est un « mode de vie à part entière » contribuent à justifier le fait que les politiques publiques puissent gouverner tous les aspects de la vie privée.

La pénétration des espaces et des institutions publics constitue un moyen hautement efficace utilisé par les fondamentalistes pour influencer la société. Ils poursuivent cet objectif par le biais de diverses stratégies, qui consistent à : miner les principes publics de la laïcité, s'emparer des institutions clés ou de l'état lui-même, entrer dans la vie politique et conclure des alliances tactiques, réduire l'espace public pour le débat et influencer les normes des droits humains internationaux et travailler dur pour délégitimer l'opposition activiste. Une activiste des droits des femmes indique l'éventail des stratégies utilisées dans son contexte : « Aujourd'hui, les fondamentalismes religieux définissent les politiques publiques et les lois et parviennent à positionner leurs hauts représentants à des fonctions publiques importantes. Ils manipulent les résultats des élections, limitent la capacité d'agir des organismes indépendants des droits humains et justifient les actes répressifs à l'encontre des personnes qui luttent pour la justice sociale en contrôlant les institutions publiques » (Daptnhe Cuevas, Mexique).

Bien que la pénétration des espaces publics par les fondamentalistes soit une tendance mondiale, il existe certaines variations considérables à l'échelon régional. Dans certains contextes, les fondamentalistes sont entrés directement dans la vie politique, en suivant des cheminements divers (partis politiques laïques ou religieux), comme abordé de manière détaillée ci-dessous. En Amérique latine, les fondamentalistes ont bénéficié de l'association avec la puissance étatique existante (dominé par la droite et laïque, du moins de manière superficielle), alors que dans une grande partie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, à l'exception de l'Iran, leur légitimité est principalement assurée par l'opposition au pouvoir de l'état (qui peut être de droite et laïc de manière superficielle). Par rapport aux activistes des droits des femmes d'autres régions, les activistes centrées sur l'Afrique subsaharienne, l'Europe centrale et de l'est et l'Asie centrale anciennement soviétique ont tendance à considérer que l'entrée directe des fondamentalistes religieux à l'arène politique constitue une stratégie moins importante. En Afrique subsaharienne, par exemple, les ONG ayant des liens fondamentalistes apparaissent comme des acteurs significatifs dans l'arène publique. Elles ont réussi à faire de la pratique religieuse chrétienne une norme, à tel point que celle-ci est devenue une dimension normale des espaces en apparence « laïques ». Les prières chrétiennes précèdent maintenant les réunions et les ateliers des ONG dans de nombreux pays tels que le Kenya, le Nigeria, l'Ouganda et le Sierra Leone. Selon le contexte national, la pénétration des espaces publics a permis aux fondamentalistes de mener des campagnes visant soit à entraver le développement progressif et social, soit à revenir sur les avancées dans tous les domaines. Dans l'ensemble, les stratégies des fondamentalistes religieux demeurent remarquablement similaires en dépit de ces variations, et la recherche réalisée par l'AWID a permis de trouver des exemples de chacune des stratégies de pénétration des arènes politique et publique dans la plupart des régions et des religions.

³² Cynthia Rothschild, *Written Out : How Sexuality is Used to Attack Women's Organizing*, IGLHRC (International Gay and Lesbian Human Rights Commission) et CWGL (Center for Women's Global Leadership à l'université de Rutgers) : New York City, 2005
<http://www.cwgl.rutgers.edu/globalcenter/publications/written.htm>

³³ Stasa Zajovic, « Childbearing and War, or how nationalism, militarism and sexism always go hand in hand, » site web de Zene u crnom (Femmes en noir - Serbie), sans date
http://www.zeneucrnom.org/index.php?option=com_content&task=view&id=99&Itemid=21&lang=en

³⁴ English, Harper et MacDonald « Activisme féministe rural et fondamentalisme religieux en Nouvelle-Écosse, Canada » *Les féministes en première ligne*, op. cit.
<http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

Miner la laïcité pour pénétrer les espaces publics

Dans toutes les régions, les fondamentalistes religieux cherchent activement à miner la laïcité afin d'écartier la contribution des visions du monde alternatives de l'élaboration des politiques publiques et de supprimer les espaces publics de débat pluraliste. Comme signalé par une activiste malaisienne, « le faible degré de laïcisation conduit à ce que Karen Armstrong appelle une « mauvaise religion ». De quelle manière l'Islam progressiste peut-il se développer en l'absence d'espaces publics ? Nous devons protéger cet espace élargi » (Zainah Anwar, Malaisie). Les mouvements fondamentalistes dans différents contextes utilisent diverses approches visant à miner la laïcité, en fonction de l'espace politique existant.

Lorsque l'état et l'Église sont officiellement séparés, cette séparation des pouvoirs peut faire l'objet d'attaques plus virulentes. Ce fut le cas en Europe de l'Est : en 2006, par exemple, le parlement serbe a adopté une loi sur les églises et les communautés religieuses, qui non seulement a accordé à l'Église orthodoxe serbe des droits juridiques extraordinaires, mais également une légitimité juridique, reconnaissant l'histoire de son rôle dans la constitution de l'état.³⁵ Au Mexique, « l'Église catholique, par le biais d'une organisation appelée *Abogados Católicos* (Avocats catholiques), a réalisé une campagne en faveur des droits des prêtres à participer à la politique, à voter et à être élus, à recevoir des fonds provenant des impôts de l'état et à diffuser la religion catholique dans les écoles publiques, en maternelle, primaire et secondaire » (participante à l'enquête, Mexique). En Turquie et en Inde, les fondamentalistes musulmans et hindous ont cherché, jusqu'à présent sans succès, à miner les constitutions et les lois nationales laïques, ainsi que les droits qui y sont garantis, et de les remplacer par la religion comme point de référence politique. En Thaïlande, les fondamentalistes ont réalisé une campagne afin que le bouddhisme soit déclaré religion d'État, qui, selon une participante à l'enquête, « semblait une contradiction particulière dans ces termes ». Pendant plus de 60 ans, les sionistes laïques et religieux en Israël se sont affrontés sur la question de savoir si l'état devrait être laïque ou pas, et ont bloqué l'élaboration d'une constitution écrite.

Dans de nombreux pays musulmans, des constitutions ou des environnements politiques auparavant laïques ont été « islamisés » depuis la fin des années 70. Le Bangladesh, l'Iran, l'Irak et le Pakistan sont tous des pays qui ont amorcé leurs vies postcoloniales en tant qu'États laïques, mais qui ont depuis lors adopté l'Islam comme religion d'État officielle. En 2007, Madagascar a supprimé le mot *laïque* de sa constitution. En Indonésie, sous le système politique récemment décentralisé et revenant sur le rejet à une religion d'État exprimé peu après l'Indépendance, les institutions fondamentalistes musulmanes sont progressivement « devenues l'état » par le biais des élections locales et d'une politique de conciliation (Kamala Chandrakirana, Indonésie).

De nombreux pays à majorité catholique ont, par le biais de concordats ou d'accords entre l'état et le Vatican, établi officiellement une relation particulière entre l'Église et l'état qui, d'une certaine manière, va au-delà de la séparation des dimensions laïque et religieuse.³⁶ Dans des pays tels que l'Italie et la Croatie, ainsi que dans une grande partie de l'Amérique latine, en dépit d'une séparation théorique entre l'Église et l'état, il existe une influence religieuse et une protection de la position privilégiée de l'Église officiellement ratifiée, telles que l'éducation religieuse catholique dans les écoles publiques, le droit de représentation de l'Église dans les organes de politique publique liés à l'éducation ou aux médias, et les dégrèvements fiscaux au profit des institutions religieuses. Cette normalisation de la position privilégiée de l'Église a encouragé des tentatives subtilement camouflées d'influence de la politique publique. Dans de tels contextes, les stratégies qui brouillent la ligne qui sépare la dimension laïque de la dimension religieuse sont très populaires, comme par exemple la création d'ONG et de groupes de réflexion, en vue d'influencer la politique, coopter les discours scientifiques et établir des alliances avec des partis politiques de droite « laïcs » ou recruter activement au sein de ces partis politiques. Cependant, cette ligne diffuse entre les dimensions religieuse et laïque n'est pas le seul fait des fondamentalismes catholiques. Au Bangladesh et au Pakistan, par exemple, les fondamentalistes religieux n'ont jamais eu, du point de vue historique, suffisamment de pouvoir pour intégrer le gouvernement de manière indépendante, et ont souvent établi des alliances avec des partis laïques de droite, tandis que le parti fondamentaliste hindou BJP en Inde est difficile à qualifier (strictement laïque ou purement religieux), notamment car il a déjà présenté des candidats musulmans aux élections.

Les fondamentalistes religieux s'emparent de l'état et de la politique publique

L'expérience des activistes des droits des femmes indique que les fondamentalistes religieux cherchent à s'emparer de l'état en raison de son contrôle crucial sur les ressources, l'application des lois et la politique juridique et sociale. Comme signalé par une activiste iranienne des droits des femmes, « lorsque vous contrôlez la loi, et la police, et la prison pour la faire appliquer, cela fait une énorme différence... Lorsque vous avez l'état, vous avez la violence légale contre les femmes en opposition à la violence coutumière » (Homa Hoodfar, Canada/Iran). En effet, les activistes des droits des femmes provenant d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Asie du Sud et du Sud-Est asiatique citent des exemples de groupes fondamentalistes armés qui cherchent à s'emparer du pouvoir de l'état par le biais de l'insurrection.

Cependant, les activistes des droits des femmes évoquent également un éventail bien plus large de méthodes utilisées par les fondamentalistes religieux pour s'emparer de l'état. Ces méthodes comprennent l'« infiltration des gouvernements [pour] mettre la main sur les ressources et s'approprier l'autorité en matière d'affectation des ressources » (Dorothy Aken'Ova, Nigéria). Les stratégies fondamentalistes s'adaptent aux événements locaux et s'emparer de l'état en accédant au pouvoir (que ce soit par les armes ou par les urnes) n'est pas toujours le meilleur chemin pour obtenir le contrôle social. Dans certains cas, les espaces publics au-delà des courants politiques dominants et les institutions de l'état au-delà du pouvoir législatif deviennent des éléments clés pour le projet fondamentaliste. Les espaces fréquemment ciblés comprennent : les infrastructures d'éducation et de santé publiques ; les structures nationales liées à la famille, à la jeunesse ou aux femmes ; le secteur judiciaire et la loi ; le secteur militaire ; l'administration ; et la société civile. Les difficultés pour s'emparer du pouvoir de l'état par le biais de l'insurrection ou des urnes au cours des années 90 ont conduit *al-Manar al-Jadid* (nouveaux phares), le journal idéologique de la fraternité musulmane égyptienne, à envisager de renoncer à la quête du pouvoir de l'état au profit d'une dominance obtenue grâce à l'influence sociale. Certains indices portent à croire que cette approche indirecte a rencontré un certain succès dans le pays. Au cours des dernières années, l'état a fait des concessions croissantes aux fondamentalistes, à tel point que les groupes chrétiens coptes sont « devenus un État dans l'état ». Bien que ne disposant pas d'un espace politique accordé par l'état, la fraternité musulmane a cependant « obtenu des espaces sociaux et économiques au sein de la société qui lui ont été accordés par l'état » (Azza Soliman, Égypte).

L'un des principaux espaces publics est le système éducatif, ciblé par les mouvements fondamentalistes tant au niveau des programmes que des politiques, en vue de normaliser leur vision pour des générations entières. Vers la moitié des années 90 au Nicaragua, malgré la constitution laïque du pays en vertu de laquelle « il était interdit d'imposer légalement une instruction religieuse, le Ministre de l'éducation proche de l'Opus Dei a réussi à atteindre ce même objectif en changeant la totalité des textes scolaires dans tout le pays en trois mois » (Ana Maria Pizarro, Nicaragua). Au Timor oriental, la reconstruction de la société après le conflit « a été déstabilisée par l'Église », qui a affirmé que « le parti au pouvoir était en train d'essayer de voler leur foi aux personnes » en réponse à une déclaration de l'organisation de libération FRETILIN disant que « les écoles devraient être laïques et que les personnes devraient pouvoir choisir leur propre croyance » (Shalmali Guttal, Inde/Sud-Est asiatique). Une stratégie visant à influencer la politique d'éducation, qui s'est avérée très efficace pour renforcer la demande d'une vision fondamentaliste au sein des communautés de base, a été l'utilisation des plateformes laïques des associations de parents telles que les *Asociaciones Nacionales de Padres de Familia* en Amérique latine, ou la pénétration délibérée des institutions représentatives telles que les conseils d'administration des écoles par le biais des représentants des parents d'élèves. Les activistes des droits des femmes fournissent également des exemples de l'utilisation de cette stratégie par les fondamentalistes chrétiens au Canada et par les fondamentalismes musulmans en Grande-Bretagne.

S'assurer les bonnes grâces d'un ministre de la justice ou d'un ministre chargé des organisations de la société civile ou des impôts constitue une stratégie courante des fondamentalistes religieux en Amérique latine et en Asie du Sud en vue de faciliter leur financement et de limiter leur responsabilité redditionnelle. La désignation d'un membre de *Jamaat-e-Islami* est devenu Ministre du bien-être social au Bangladesh a fortement compromis les espoirs d'une réglementation des *madrasas* et du financement des ONG pro-fondamentalistes. Dans d'autres contextes, c'est le pouvoir judiciaire qui est ciblé. Au Maroc, par exemple, les fondamentalistes musulmans ont délibérément inondé les instances judiciaires inférieures dans le but d'entraver la mise en place d'un droit de la famille plus équitable qui avait été ratifié en 2004. Aux États-Unis, où les fondamentalistes chrétiens s'opposent aux lois relatives aux droits reproductifs des femmes et aux relations entre personnes du même sexe, les groupes de pression s'intéressent de très près aux désignations à la Cour suprême. Cette situation est notamment illustrée par les campagnes publiques réalisées à l'encontre de la désignation de Sonia Sotomayor à la Cour suprême de justice en 2009.³⁷

³⁵ Zajovic et Mahuron, « Opposition au pouvoir croissant de l'Église orthodoxe serbe dans la vie publique : le cas des Femmes en noir en Serbie » *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

³⁶ Des informations complémentaires sur les concordats latino-américains sont disponibles sur le site web de Concordat Watch http://www.concordatwatch.eu/showtopic.php?org_id=870&kb_header_id=17031. Bien que certains aient été conclus au 19^{ème} siècle, l'un des derniers est l'accord daté du 13 novembre 2008 entre la République fédérale du Brésil et le Saint-Siège relatif au statut de l'Église catholique au Brésil, ce qui montre qu'il s'agit d'un processus en cours.

³⁷ « Stop Sotomayor! » page de campagne du site web Overturn Roe (maintenu par Society for Truth and Justice fondé par Randall A. Terry, basé à Washington, D.C.) http://www.overturnroe.com/sotomayor/mini_tour.htm

Les fondamentalistes ont également recours à des gardiens (souvent des étudiants brillants ciblés des années à l'avance pour être recrutés) qu'ils positionnent à des fonctions stratégiques d'élaboration des politiques de l'état. L'objectif est non seulement de promouvoir une perspective religieuse, mais également d'assurer que les visions alternatives, non-absolutistes, laïques ou athées au sein du même milieu religieux demeurent invisibles ou soient disqualifiées. La surveillance exercée par les fondamentalistes musulmans au sein des bureaux du ministère de l'intérieur et du ministère des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni a été documentée.³⁸ Dans ces situations, il s'agit d'une personne d'origine migrante musulmane qui est parvenue à occuper un poste administratif subalterne, mais stratégique, généralement lié aux politiques relatives aux minorités ou aux pays musulmans, et depuis cette position, s'est attachée à influencer la politique de façon à ce qu'elle favorise les perspectives ou les groupes fondamentalistes.

L'entrée des fondamentalistes religieux dans la vie politique

L'un des moyens les plus directs d'influencer l'arène publique dont disposent les mouvements fondamentalistes religieux est d'entrer dans la vie politique. Cette stratégie adopte des formes légèrement différentes selon la région, la religion ou le contexte national, bien que certaines pratiques semblent être pratiquement universelles.

La mainmise sur l'état commence souvent par le biais de politiques sous-nationales, telles que la quête du mouvement fondamentaliste algérien Front islamique du salut (FIS) pour prendre le contrôle des autorités locales par les urnes. En effet, dans certains cas, la ligne qui sépare la vie politique de l'insurrection peut être très floue. Les activistes des droits des femmes de la région considèrent que le contrôle exercé par le FIS sur certaines autorités municipales a facilité la construction de l'infrastructure (y compris l'approvisionnement souterrain et des tunnels d'évacuation) nécessaire à l'insurrection fondamentaliste contre l'état. Les mouvements fondamentalistes ont souvent jugé plus facile d'entrer dans l'arène politique nationale en passant par le niveau provincial. « Les fondamentalistes ont également recours à la démocratie. Comme ils ont échoué à l'échelon national, ils se sont tournés vers les parlements locaux aux échelons provinciaux afin de faire passer des réglementations « inspirées de la charia » » (Firlana Purwanti, Indonésie).

Les activistes des droits des femmes victimes des fondamentalismes juif et hindou ainsi que de nombreuses activistes d'Afrique subsaharienne et des États-Unis constatent que les congrégations, notamment des églises pentecôtistes, reçoivent des instructions sur le candidat pour lequel voter aux élections : « les seuls candidats viables sont fondamentalistes » (participante à l'enquête, États-Unis). Cette pratique est également courante en Amérique latine : « Les événements de clôture des campagnes électorales sont organisés dans des temples évangéliques ou des églises catholiques » (Maya Varinia Alvarado Chávez, Guatemala).

Dans la région du Pacifique, les fondamentalistes chrétiens gagnent une visibilité croissante dans la vie politique. « Family First est un groupe chrétien fondamentaliste dominé par les hommes qui se veut une force politique et présente des candidats aux élections à tous les niveaux du gouvernement » (participante à l'enquête, Australie). À Fidji depuis la dernière décennie, « l'Église catholique, et de manière croissante les églises évangéliques plus récentes liées aux évangélistes de la télévision américaine, ont une participation plus directe à la vie politique. L'Église méthodiste a notamment participé aux coups d'état ethno-co-nationalistes réalisés en 1986 et en 2000 » (participante à l'enquête, Fidji).

Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud, notamment parmi les fondamentalismes musulmans, l'entrée dans la vie politique se fait généralement par le biais de partis politiques qui sont explicitement religieux, tels que le Jamaat-e-Islami en Asie du Sud, Fraternité musulmane au Moyen-Orient, ou le FIS en Algérie. Les fondamentalistes hindous ont également créé des partis politiques qui participent aux élections nationales, tels que Shiv Sena de l'Inde. Leur entrée s'est souvent déroulée avec succès et leur a permis de former des gouvernements à l'échelon local, provincial/régional ou national (bien que les électeurs finissent souvent par leur tourner le dos lorsque leur manque de politiques concrètes devient évident).

Les partis politiques fondamentalistes apparemment « modérés » peuvent préparer le terrain sur lequel agissent les militants extrémistes. Au Pakistan, « de nombreux groupes se sont séparés des anciens grands partis [religieux] tels que le Jamaat-e-Islami (JI) et le Jamiat-e-Ulema-e-Islam (JUI). Le premier groupe était le Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP), un groupe dissident du JUI. Le JUI est lié aux Talibans » (Farida Shaheed, Pakistan). Les chercheurs féministes se sont intéressés à la distance actuelle entre les grands partis fondamentalistes et les groupes armés dissidents dans différents contextes. « Le parti SSP leur a donné [au parti JUI] « un démenti raisonnable ». C'était le groupe armé, qui agissait hors la loi. Le parti JUI pouvait toujours dire « ce n'est pas nous » » (Farida Shaheed, Pakistan). En Algérie, les féministes ont essayé d'établir le lien entre les personnes qui sont membres, simultanément, du FIS et de groupes armés tels que le Groupe Islamique Armé (GIA).

En Amérique latine et dans les Caraïbes, et notamment dans le Sud-Est asiatique et en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle Zélande, les fondamentalistes religieux sont entrés dans l'arène politique principalement en influençant les partis et les politiciens « laïques » pour que soit mis en oeuvre un agenda politique fondamentaliste.

La classe politique est essentielle pour les secteurs fondamentalistes. C'est un mariage solide qui dure depuis longtemps, une relation dans laquelle les deux intéressés sont gagnants, car la classe politique au Nicaragua a besoin de la bénédiction de la hiérarchie religieuse et l'Église obtient le pouvoir de prendre des décisions (Ana María Pizarro, Nicaragua).

Une participante à l'enquête ayant travaillé à la Chambre des Communes du Canada pense que « l'argent reçu par le parti conservateur provient des groupes fondamentalistes (notamment à Alberta) », tandis qu'une autre participante à l'enquête en Australie signale que « les hauts responsables [chrétiens évangéliques] de la fraternité exclusive (Exclusive Brethren) ont financé des partis politiques en Tasmanie en vue des élections ». De nombreuses alliances ont également été constatées en Asie du Sud entre les forces politiques religieuses et des partis en apparence laïcs. « Durant le mouvement anti-autocratie au cours des années 80, Jamaat-e-Islami et d'autres groupes fondamentalistes musulmans se sont réinventés en « forces démocratiques » en forgeant des alliances avec des partis démocratiques transversaux de centre-gauche et de centre-droite... Ce fut le début de la fin de tout espoir de les identifier tels qu'ils sont vraiment » (Sara Hossain, Bangladesh).

Chaque fois que les fondamentalistes sont entrés directement dans l'arène politique, ils ont fait preuve de sophistication et de leur capacité de répondre à des situations changeantes aux échelons national et mondial.

Le parti [fondamentaliste hindou] BJP a fait [en Inde] ce que les fascistes n'ont jamais pu faire en Europe : ils ont créé des parlementaires subtils, qui, par exemple, lorsqu'ils ont perdu des motions de confiance, plutôt que d'essayer d'acheter des législateurs, ont renoncé au pouvoir, et ce parce qu'ils ont à l'esprit un jeu de plus longue haleine (Gita Sahgal, Royaume-Uni).

En Amérique latine, la croissance des églises pentecôtiste et charismatique a suscité un changement stratégique dans la manière dont les fondamentalistes s'engagent dans la vie politique. Au cours des années 90 au Brésil, les églises évangéliques ont commencé à créer des partis politiques et à participer à la vie politique traditionnelle en formant des blocs parlementaires. En 1995, le bloc évangélique comptait plus de 100 représentants. Les nouveaux fondamentalistes n'opèrent plus « dans l'ombre » comme l'a toujours fait l'Église catholique, sinon ouvertement, en tant que ministres, élus, etc. » (Alejandra Sardá-Chandiramani, Argentine). Au Honduras également, « les dénominations protestantes fondamentalistes chrétiennes, telles que l'Iglesia de Dios, Eben-Ezer, La Cosecha, se sont unies afin de former l'Asociación de Iglesias Evangélicas Centroamericanas de Honduras (Association des églises évangéliques centraméricaines du Honduras), qui leur permet de peser plus lourd dans la balance » (Eunice Alfaro et Jean-Philippe Nicot, Honduras).

³⁸ Martin Bright, *When Progressives Treat with Reactionaries : The British State's flirtation with radical Islamism*, Policy Exchange : Londres, 2006
<http://www.policyexchange.org.uk/publications/publication.cgi?id=13>

Alliances tactiques et partenaires improbables

Les activistes des droits des femmes fournissent des exemples de la participation occasionnelle des fondamentalistes religieux à des campagnes en faveur de la démocratie. Ces exemples comprennent la coalition *Kefaya* (Ça suffit ! ou mouvement égyptien pour le changement) entre les fondamentalistes, les démocrates et les femmes contre le Président égyptien Hosni Mubarak et son intention de transférer le pouvoir à son fils ; la campagne du ruban vert, qui a rencontré un grand succès et visait à défendre la constitution nationale en Zambie, lors de laquelle l'Église catholique s'opposait, avec la collaboration des ONG, à la tentative du président d'obtenir un troisième mandat ; et le rôle joué par les églises anglicanes, évangéliques et catholiques au Lesotho pour soutenir l'appel de l'opposition à une affectation juste des sièges parlementaires. Cependant, cette participation à des actions en faveur de la démocratie doit être évaluée dans le contexte élargi de l'absolutisme fondamentaliste. Une fois qu'ils sont au pouvoir ou qu'ils ont le contrôle de la politique publique, les fondamentalistes tombent le masque et se montrent intolérants face à la pluralité et à l'opposition.

De même que d'autres forces politiques, les fondamentalistes religieux établissent des alliances tactiques afin d'accroître leur accès politique et leur légitimité, notamment dans le cadre d'alliances interconfessionnelles. Au Brésil, par exemple, les blocs catholique et évangélique peuvent sembler rivaux dans l'esprit des gens, mais ils collaborent à l'échelon parlementaire pour bloquer des lois positives sur les droits sexuels et reproductifs et la sexualité, tout comme les organisations fondamentalistes musulmanes et chrétiennes font occasionnellement pression ensemble contre l'homosexualité au Nigéria et au Kenya. Les activistes des droits des femmes en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes sont plus nombreuses que les activistes d'Europe centrale et de l'Est, d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, à considérer que les alliances interconfessionnelles représentent une stratégie fondamentaliste de premier plan.

Certaines alliances tactiques sont établies avec des partenaires improbables : entre les chrétiens évangéliques et les sionistes en Amérique du Nord (ces deux groupes cherchent à réaliser la même prophétie biblique, mais en ayant à l'esprit des fins différentes) ; et entre les fondamentalistes catholiques au Nicaragua et Daniel Ortega (considéré dans les années 80 comme un révolutionnaire socialiste et actuellement Président du Nicaragua) en faveur de la pénalisation de l'avortement. Les fondamentalistes musulmans peuvent sembler s'opposer aux structures du pouvoir existantes, mais comme le signale une activiste des droits des femmes, ils « travaillent également très confortablement avec certains d'entre eux : la CIA, divers services de sécurité » (Gita Sahgal, Royaume-Uni). Pendant ce temps, « l'alliance impie » entre des gauchistes européens

tels que les mouvements antimondialisation et anti-guerre, et des fondamentalistes musulmans, a fourni aux groupes musulmans marginaux un accès incontesté à des plateformes publiques en Europe fondées sur une position commune anti États-Unis.

Influencer la politique par le biais de la société civile aux échelons national et international

La « société civile » n'est pas forcément favorable aux droits humains : les fondamentalistes religieux ont pénétré cette sphère de manière stratégique en créant des ONG, des organisations caritatives et écrans qui leur permettent d'accéder au financement mondial, de gagner une certaine respectabilité et de disposer d'un moyen supplémentaire pour influencer la politique nationale et internationale. Pratiquement les trois quarts des activistes des droits des femmes considèrent que la création d'ONG et de groupes de réflexion représente une stratégie fondamentaliste importante.

Comme le souligne une activiste des droits des femmes, les féministes doivent renforcer leurs recherches sur les acteurs clés des fondamentalismes religieux et savoir « quelles organisations et quels réseaux d'organisations écrans tels que les organisations caritatives, les organisations de femmes, les organisations de jeunes, les syndicats et les groupes de réflexion, sont contrôlés par quel organe politique fondamentaliste. Ce n'est pas toujours évident et une recherche rigoureuse est nécessaire » (Gita Sahgal, Royaume-Uni).

Les organisations de la société civile ayant des tendances ou des liens fondamentalistes ne sont pas de simples véhicules passifs de diffusion de la vision fondamentaliste. L'expérience des activistes des droits des femmes indique que les ONG et les organisations caritatives représentent, en soi, des acteurs fondamentalistes essentiels. Lorsqu'il a été demandé aux activistes d'identifier les deux fondamentalistes ayant le plus d'influence dans leurs contextes, plus de vingt pour cent ont spécifiquement mentionné une ONG ou une organisation caritative, y compris les organisations « pro-vie » catholiques et chrétiennes, les organisations « culturelles » hindoues et les organisations musulmanes d'aide humanitaire. Ce chiffre est largement supérieur aux 4 % qui estiment que les groupes armés sont influents, et suggère que les fondamentalistes religieux ont une préférence stratégique pour l'influence insidieuse des organisations sociales au détriment de la confrontation militaire.

Cette stratégie est appliquée tant aux échelons régional qu'international. Outre les organisations caritatives internationales, les fondamentalistes religieux ont également créé des ONG internationales de plaidoyer politique spécialement conçues pour assurer une présence dans la sphère politique internationale. Un de ces exemples est le

Congrès mondial des familles (le cinquième s'est tenu en 2009 à Amsterdam), qui, bien que dominé par des groupes fondamentalistes chrétiens et catholiques, attire également des fondamentalistes musulmans, hindous et juifs. Le principal objectif de l'organisation Catholic Family and Human Rights Institute (Institut pour la famille catholique et les droits humains, également appelé C-Fam) est d'assurer que la politique des Nations Unies en matière de droits des femmes et de droits sexuels et reproductifs soit conforme aux fondamentalismes catholiques. Les parlements et les forums régionaux ont également été ciblés. Par exemple, « les fondamentalistes ont réussi à geler les politiques de l'Union européenne en matière de droits de santé sexuelle et reproductive grâce à une campagne très active menée par des ONG anti-choix et des membres conservateurs du Parlement de l'UE » (Wanda Nowicka, Pologne).

Les fondamentalistes religieux ont ciblé les espaces publics internationaux afin d'obtenir une attention particulière, notamment le système des Nations Unies car celui-ci établit des normes de politiques qui peuvent avoir une incidence à l'échelon mondial et national. Le statut privilégié dont jouit le Saint-Siège, État non membre des Nations Unies et observateur permanent, lui donne un immense pouvoir dans cette sphère, tandis que l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a une mission permanente d'observation auprès aux Nations Unies et a récemment participé à plusieurs actions régressives en matière de normes internationales des droits humains. S'il est vrai que les fondamentalistes chrétiens et musulmans peuvent décréter le « choc des civilisations » dans une instance mondiale, il n'en demeure pas moins qu'au nom de la protection du droit à la culture et à la liberté de culte, ils s'impliquent également dans des alliances mondiales contre les droits des femmes, les droits sexuels et reproductifs, et les droits LGBTQI dans les instances des droits humains internationaux. Par exemple, la déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies proposée en 2008 sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre a été confrontée à une opposition paralysante d'un ensemble de pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie centrale reflétant l'influence fondamentaliste catholique, chrétienne et musulmane. Au quinzième anniversaire de révision de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 (ICPD+15), suite aux pressions exercées par l'Iran, l'expression « droits et santé sexuels et reproductifs » a été retiré du document final de la conférence, et de nombreux pays à majorité catholique, tels que le Chili, la Pologne et l'Irlande, se sont également exprimés contre l'utilisation de termes tels que « droits reproductifs ».

D'une manière générale, les activistes des droits des femmes œuvrant aux échelons national, régional et international ont une vision commune des stratégies élaborées par les fondamentalistes religieux pour accroître leur influence. Cependant, en termes de thèmes spécifiques des campagnes, les activistes des droits des femmes qui travaillent à l'échelon international sont considérablement plus nombreuses que celles travaillant à l'échelon local à considérer que les fondamentalistes religieux mènent des campagnes contre les droits des femmes dans les lois relatives à la famille (40 % contre 28 % respectivement). Ces chiffres pourraient être le reflet des négociations à l'échelon des traités internationaux, tels que la CEDAW, pour laquelle de nombreux pays expriment des réserves fondées sur la culture ou sur des principes religieux.

Les approches fondamentalistes des droits humains et du système juridique international sont extrêmement sélectives : seuls les droits relatifs à la culture et à la religion sont promus et privilégiés au détriment d'autres droits tels que le droit à la non-discrimination fondée sur le sexe. L'idée selon laquelle les droits humains sont universels et indivisibles (notamment le fait que les droits des femmes sont des droits humains) est rejetée, souvent sur la base d'arguments tirés de l'analyse relativiste culturelle qui met l'accent sur les différences, plutôt que sur les points communs, entre cultures différentes.

Influencer la politique par le biais du système juridique

Cette utilisation sélective des normes et des systèmes juridiques concerne l'échelon national et permet également aux fondamentalistes religieux de promouvoir leurs messages et d'influencer la politique publique, même lorsqu'ils n'ont pas le contrôle total de l'état. Il s'agit d'une utilisation paradoxale de l'espace démocratique visant à l'expansion des visions absolutistes.

Aux États-Unis, certaines des principales batailles relatives au rôle de la religion dans la politique publique se livrent à la Cour suprême et dans les tribunaux de justice et concernent des cas liés à l'avortement et aux relations entre personnes du même sexe. Depuis son adoption en 1961 au Pakistan, l'ordonnance sur les lois de la famille musulmane fait l'objet d'actions en justice réitérées et de tentatives fondamentalistes de miner les rares droits que cette législation confère aux femmes dans la famille. Au Brésil en 2007, les membres du Congrès contre l'avortement ont sollicité la poursuite de la totalité du personnel d'une clinique de planification familiale et de ses patientes candidates à l'avortement. Plus de vingt personnes ont été poursuivies en justice. Les fondamentalistes ont également eu recours au système juridique pour miner le travail mené pour protéger les droits humains. En 2007, à la demande d'une organisation parrainée par la droite catholique, le Secrétaire de la Conférence épiscopale du Nicaragua a porté plainte contre neuf féministes nicaraguayennes de premier rang, concernant le cas d'une fillette âgée de neuf ans qui, après avoir été violée, a été soumise à un avortement. Les chefs d'accusation n'ont finalement été retirés par le Bureau du procureur qu'en mars 2010, après une campagne menée aux échelons national et international en faveur des féministes.

Les fondamentalistes utilisent le système judiciaire pour appuyer leurs idéologies et, dans le même temps, empêchent les personnes contraires à leur vision de revendiquer les mêmes droits. « Une pression permanente est exercée sur les femmes pour qu'elles tolèrent la violence conjugale. On leur dit de ne pas recourir à la justice car c'est contraire à l'Islam. C'est le cas pour tous les droits des femmes » (participante à l'enquête, Jordanie). De même, dans certains contextes catholiques et chrétiens, il est dit aux femmes qui demandent le divorce auprès des tribunaux de justice que le divorce est un péché. En d'autres termes, les fondamentalistes font une utilisation sélective des droits garantis dans le cadre du système juridique.

Bien que la plupart des groupes fondamentalistes religieux utilisent l'espace public officiellement démocratique lorsque cette utilisation leur est avantageuse, les tactiques auxquelles ils ont recours dans leurs campagnes soulèvent de sérieuses questions quant à leur engagement vis-à-vis des processus démocratiques. À cet égard, un exemple détaillé concernant la Serbie est éloquent : « La loi sur les églises et les communautés religieuses a été adoptée en avril 2006, sans débat public, bien que l'Église orthodoxe ait eu des discussions sur six versions préliminaires avec certaines ONG et agences internationales. En dépit de tous les commentaires, des remarques et des recommandations visant à améliorer le projet de loi, l'Église a soumis au Parlement, par le biais du Ministère pour la religion, une nouvelle version, encore plus rigoureuse et n'ayant jamais été débattue. Une coalition d'ONG a fait pression contre la loi, en argumentant que de nombreuses dispositions juridiques étaient contraires à la Constitution, au principe de la laïcité, aux droits humains, etc. La loi a tout de même été adoptée et tous les amendements ont été rejetés. L'Église n'a pas joué franc jeu en ignorant la totalité des commentaires publics et internationaux » (participante à l'enquête, Serbie).

Les stratégies des fondamentalistes religieux : tirer parti au maximum du mouvement et du moment

Les exemples fournis par les activistes des droits des femmes en ce qui concerne les campagnes menées par les fondamentalistes religieux montrent que ces mouvements utilisent efficacement un ensemble de stratégies à facettes multiples, telles que l'élaboration d'un message simple et absolutiste, l'utilisation de symboles émotifs et des espaces religieux, la mobilisation des masses, notamment les jeunes, l'utilisation des médias, et l'influence de la politique publique, en particulier le système juridique. Une activiste des droits des femmes colombienne décrit la campagne menée contre la légalisation de l'avortement, qui inclut « des exhortations des prêtres lors des messes dominicales ; une campagne visant à recueillir des signatures et des lettres d'élèves, filles et garçons, des écoles catholiques ; de grandes manifestations publiques, y compris une grande procession ayant à sa tête une image du Divin enfant (une icône religieuse nationale populaire parmi les croyants/es) ; des manifestations à l'extérieur de la Cour suprême ; le financement du transport de grands groupes de jeunes pour se rendre aux manifestations publiques contre les changements proposés ; des publicités payantes à la radio et à la télévision, dans la presse et les panneaux d'affichage publics ; la pression exercée sur la Cour constitutionnelle et le Congrès de la République » (participante à l'enquête, Colombie). Cet exemple illustre l'essence même des fondamentalismes religieux : ils mènent leurs actions dans le cadre de mouvements et utilisent leurs ressources considérables de manière implacable afin d'atteindre leur objectif qui est de contrôler l'arène publique et de promouvoir leur vision.

La nature des fondamentalismes religieux en tant que mouvements est visible non seulement à l'échelon national, comme illustré précédemment, sinon également sur les plans local et international. Par exemple, dans le cadre du travail mené au Nigéria en matière de développement, « les fondamentalistes religieux sont [présents] à la totalité des présentations, séminaires et conférences ouverts au public ayant pour thèmes les femmes, le genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs, la sexualité adolescente, l'orientation sexuelle, et expriment leurs positions de manière agressive » (Dorothy Aken'Ova, Nigéria). Au Pakistan, le mouvement est visible y compris dans des espaces très personnels : « C'est insidieux. Al-Huda [un institut présent dans tout le pays pour l'instruction religieuse] va à tous les enterrements et distribue des brochures avec les duas [prières] qui indiquent leurs coordonnées au verso » (Farida Shaheed, Pakistan). Pendant ce temps, à l'échelon international, « les réserves exprimées au Caire [à l'occasion de la Conférence internationale sur la population et le développement relative aux droits et à la santé sexuels et reproductifs] ont été réitérées à Beijing [lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes célébrée en 1995], lors du Sommet mondial pour les enfants et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées ; tous les représentants du Nicaragua réitérèrent ces

réserves » (Ana María Pizarro, Nicaragua). Cet acharnement a des conséquences profondes pour les stratégies féministes. En effet, les participantes aux stratégies féministes pour les droits couronnées de succès, comme dans le cas de la réforme de la famille au Maroc et en Turquie ou de la réforme de l'avortement en Colombie, signalent que ce succès est le fruit du travail mené au sein d'un *mouvement*, de la mise au point d'une vision à long terme et de la poursuite de cette mission malgré les obstacles qui peuvent se présenter.

L'analyse des stratégies et des campagnes des fondamentalistes religieux, ainsi que des facteurs en amont de leur montée, considérés comme un ensemble, permet de faire ressortir une tendance : les fondamentalismes religieux sont des mouvements politiques flexibles qui tirent parti des opportunités actuelles et locales pour accroître leur nombre et leur influence sur la société et les politiques publiques. Les thèmes de leurs campagnes, les messages utilisés et le public ciblé correspondent très souvent à certaines des principales préoccupations des personnes dans leurs vies quotidiennes.

S'il est vrai que les discours fondamentalistes sont généralement les mêmes dans toutes les régions et toutes les religions, il n'en existe pas moins des variations marquées au niveau des tactiques et des campagnes menées à l'échelon national. Ces variations peuvent compliquer l'analyse des stratégies fondamentalistes car elles peuvent faire ressortir que les mouvements dans un contexte particulier ne suivent pas la tendance fondamentaliste générale à l'échelon mondial. En d'autres termes, il convient de veiller à ne pas tomber dans les stéréotypes lorsqu'il s'agit des fondamentalismes, et de bien cerner la manière dont ils répondent avec précision au contexte sociopolitique local, aux lois et aux pratiques locales. Dans leurs campagnes, les mouvements fondamentalistes religieux abordent fréquemment des sujets qui sont déjà « brûlants » dans le contexte local : la corruption en Afrique subsaharienne et dans le Sud-Est asiatique ; la liberté d'expression au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; le statut et les droits des personnes LGBTQI dans les Amériques, en Europe occidentale et dans le Pacifique ; la crise du VIH et du sida en Afrique subsaharienne ; la réduction de la pauvreté en Asie du Sud et en Amérique latine et dans les Caraïbes ; l'avortement en Europe centrale et de l'Est et en Asie centrale (où l'accès relativement facile est dû à une politique héritée du passé communiste). Les changements dans les stratégies fondamentalistes supposent d'autres défis du point de vue analytique. Par exemple, en Amérique latine « il faut réfléchir à d'autres manières de confronter un adversaire qui « n'opère plus dans l'ombre » et se définit comme un mouvement social qui remet en cause les significations et les espaces en tant que tels » (Alejandra Sardá-Chandiramani, Argentine).

La recherche de l'AWID montre que, pour mener une analyse en profondeur du fonctionnement sur le terrain d'un mouvement fondamentaliste particulier, il est essentiel de prendre en compte l'interaction entre le contexte régional ou national et la religion concernée. Les généralisations sur le fonctionnement des fondamentalismes dans une religion ou dans une région ne fournissent pas une vision d'ensemble du phénomène. Par exemple, les activistes des droits des femmes signalent que les mouvements fondamentalistes musulmans ont plus tendance à réaliser des campagnes en faveur de questions liées à la justice sociale que les fondamentalistes chrétiens. Cependant, cette image apparemment claire est confrontée à leur évaluation des campagnes fondamentalistes dans des contextes dans lesquels les fondamentalismes musulman et chrétien existent côte à côte ou dans lesquels les fondamentalismes catholique et chrétien sont actifs. Dans ces contextes, les activistes des droits des femmes considèrent les campagnes fondamentalistes encore plus favorables aux questions liées à la « justice sociale » que les campagnes fondamentalistes musulmanes. Cela indique qu'un type très spécifique de fondamentalisme chrétien est actif. En Afrique subsaharienne ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, précisément les régions dans lesquelles les combinaisons entre fondamentalismes musulman et chrétien, ou entre fondamentalismes chrétien et catholique sont les plus courantes, les formes de christianisme pentecôtiste, charismatique et évangélique sont en plein essor. Il est possible que ces formes de fondamentalismes chrétiens partagent un objet de campagne stratégique remarquablement similaire à celui des fondamentalismes musulmans. Il est fort probable qu'en Amérique latine, les groupes fondamentalistes évangéliques aient occupé la place laissée par l'Église catholique, qui ne s'est pas suffisamment intéressée aux secteurs les plus pauvres de la population (notamment après l'échec de la théologie populaire de la libération au Vatican). Ces groupes se sont présentés comme un mouvement différent de l'Église catholique, qui est associée à un pouvoir de l'état oppressif.

En ce qui concerne les campagnes menées par les fondamentalistes religieux sur un même thème, des différences subtiles dans les contextes nationaux ont pour conséquence des résultats très différents. Par exemple, comme abordé précédemment, leurs campagnes sur les lois relatives à la famille et à la violence familiale sont extrêmement complexes et spécifiques à chaque contexte, ce qui suppose une difficulté pour les critiques féministes. Un autre exemple est l'impact de l'approche fondamentaliste de l'alcool. Alors que les femmes du Chiapas ont bénéficié d'une réduction de la violence familiale grâce au contrôle de l'alcool exercé par les fondamentalistes évangéliques, les campagnes de moralité anti-alcool menées par les fondamentalistes chrétiens en Australie ont eu pour résultat que les peuples autochtones reçoivent des coupons d'aide sociale au lieu d'une allocation chômage, chose que critique une participante à l'enquête car cette mesure « porte atteinte à la dignité des

individus, à l'auto-détermination et au contrôle sur la vie de tous les jours. Elle punit doublement les femmes pour la violence et l'alcoolisme de leurs hommes. Il s'agit d'une solution intrinsèquement raciste à un problème très complexe ».

Enfin, les fondamentalistes religieux répondent au contexte local tout en faisant preuve d'une grande flexibilité tactique au sein du même pays. Par exemple, après l'accord de paix global signé en 2005 qui a mis fin à des décennies de guerre entre le nord et le sud du Soudan, le gouvernement soudanais a décidé de « donner au peuple non pas une véritable liberté, sinon la liberté que l'on peut voir à la télévision, comme aller au restaurant, etc. », craignant « une révolution » si les activités des jeunes restaient limitées (Manal Abdel Halim, Soudan). En Amérique latine, les fondamentalismes catholiques critiquent parfois la participation civique en la qualifiant de « sale politique » mais l'encouragent résolument lorsqu'il s'agit de prendre la « défense de l'enfant à naître ».

Cependant, la flexibilité des mouvements fondamentalistes ne doit pas faire perdre de vue plusieurs aspects essentiels. En premier lieu, l'engagement fondamentaliste vis-à-vis de concepts tels que la justice sociale, les droits humains, la pluralité et la réduction de la pauvreté ne vise pas à réellement mettre fin à la discrimination structurelle dans la société et ne se traduit donc pas par un impact positif à grande échelle. En deuxième lieu, cet échec à aborder les questions structurelles signifie que, même si les fondamentalistes religieux peuvent satisfaire des besoins abstraits importants tels que les nécessités d'espoir, de certitudes et d'un sentiment d'appartenance, ainsi que certains besoins concrets au travers de services de bien-être social lorsque l'état ne les fournit pas, il ressort en définitive que les avantages sont sélectifs et privilégient les plus puissants et non pas les plus défavorisés.³⁹ En troisième lieu, en dépit de leur capacité de réponse au contexte, les fondamentalismes religieux sont remarquablement similaires dans toutes les régions et religions en ce qui concerne les messages qu'ils promeuvent, les manières dont ils construisent leurs mouvements, les stratégies qu'ils emploient pour contrôler la société et les questions qu'ils choisissent de défendre ou d'ignorer dans leurs campagnes.

Une approche interrégionale et interreligieuse de l'analyse des stratégies des fondamentalistes religieux et des contre-stratégies féministes permet de faire ressortir les points communs. Dans le même temps, cette synthèse à l'échelon macro doit aller de pair avec une analyse à l'échelon micro, comme la collection de l'AWID d'études de cas de stratégies féministes de résistance, *Les féministes en première ligne : études de cas sur la résistance et l'opposition aux fondamentalismes*⁴⁰ Cette combinaison permettra d'obtenir un degré de détail qui peut être utile pour élaborer des stratégies féministes dans ce domaine, qui soient fondées sur une analyse approfondie des diversités et des similitudes des mouvements fondamentalistes religieux du monde entier.

Chapitre 3

Stratégies féministes de résistance et d'opposition

³⁹ Cassandra Balchin, *Révélés : dix mythes des fondamentalismes religieux*, AWID : Toronto, 2008 <http://awid.org/fre/Library/Dix-mythes-des-fondamentalismes-religieux>

⁴⁰ *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

L'élaboration de stratégies féministes pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux : Panorama

Le présent chapitre examine les stratégies féministes élaborées en vue de résister, de s'opposer et de contrer les fondamentalismes religieux. On constate de nombreuses similitudes entre les stratégies élaborées par les mouvements fondamentalistes religieux. De même, certains aspects de l'élaboration des stratégies féministes dans ce domaine pourraient également être transplantés d'un contexte à l'autre. Dans le même temps, tout comme les différences contextuelles donnent lieu à diverses stratégies fondamentalistes, les mouvements féministes s'adaptent aux contextes spécifiques et élaborent un large éventail de stratégies de résistance et d'opposition. Le présent chapitre vise à permettre aux activistes des droits des femmes d'échanger leurs analyses et expériences en matière de stratégies. Ces stratégies sont parfois transférables d'un contexte à l'autre et la diffusion de celles-ci permet d'accroître l'information disponible et d'inspirer de nouvelles orientations pour l'élaboration de stratégies fondées sur les droits en matière de fondamentalismes religieux.

Le présent chapitre s'intéresse à l'opinion des activistes des droits des femmes sur les aspects suivants :

- La manière de renforcer les analyses féministes des stratégies des fondamentalistes religieux et ainsi améliorer l'élaboration de contre-stratégies ;
- Le renforcement de la manière dont les activistes des droits des femmes communiquent l'impact des fondamentalismes religieux, y compris l'utilisation créative des médias ;
- Les stratégies proactives pouvant être adoptées par les activistes des droits des femmes en vue de s'opposer aux fondamentalismes religieux, y compris :
 - la promotion du pluralisme, de la laïcité et de la citoyenneté ;
 - la revendication d'une vision féministe de la religion et de la famille ;
 - le renforcement de la construction des mouvements féministes et de leurs alliances avec d'autres forces sociales fondées sur les droits, telles que les organisations de développement et des droits humains ; et
 - la reconquête des espaces publics ;
- Les facteurs externes aux mouvements des droits des femmes qui entravent la résistance aux fondamentalismes religieux ; et
- La présentation d'exemples de la manière dont les femmes, à l'échelon individuel, résistent aux fondamentalismes religieux.

Le présent rapport ne saurait prétendre recueillir toute la richesse de l'histoire des stratégies des droits des femmes dans ce domaine. De nombreuses stratégies féministes importantes ont déjà été documentées en détail, tandis que d'autres doivent encore être enregistrées et partagées. Les stratégies examinées dans le présent chapitre sont tirées des recherches menées par l'AWID auprès d'activistes des droits des femmes au cours des quatre dernières années. Ces stratégies sont abordées ici car elles sont représentatives d'une approche commune à de nombreuses régions, ou bien parce qu'elles peuvent s'avérer une source d'inspiration particulièrement puissante pour d'autres activistes des droits des femmes. La liste des stratégies incluses est loin d'être exhaustive, puisque les activistes des droits des femmes utilisent de nombreuses autres stratégies, tant dans le travail mené au sein des mouvements des droits des femmes que dans le travail mené à l'extérieur de ces mouvements, par exemple en qualité de spécialistes des questions de genre dans des organisations de développement. D'autre part, de nouvelles possibilités en matière de stratégies se présentent constamment, et comme suggéré par une activiste des droits des femmes, « certaines idées pourraient donner lieu à des projets de stratégies, mais il n'existe pas pour le moment de stratégies à part entière. [Nous devrions examiner] les stratégies potentielles ou les espaces informels à l'extérieur des mouvements formels des femmes » (Georgie Wemyss, Royaume-Uni).

Les activistes des droits des femmes ne sont en aucun cas la seule force d'opposition aux fondamentalismes religieux. Outre les interventions d'autres acteurs non étatiques, tels que les organisations des droits humains et de développement ou les mouvements LGBTQI, les gouvernements peuvent, sciemment ou non, s'opposer aux fondamentalismes par le biais de la promotion de l'unité nationale. Par exemple, le gouvernement fédéral nigérian a tenté de contrer la polarisation ethno-religieuse nationale par le biais des « écoles unitaires », dont les quotas permettent d'assurer que les étudiants proviennent de tous les états. Cependant, les motivations des opposants aux fondamentalismes doivent toujours être examinées avec précaution car elles peuvent simplement refléter un bloc de pouvoir ou un fondamentalisme « s'opposant » à un autre, plutôt qu'une réelle opposition à l'absolutisme, au patriarcat et à l'hostilité vis-à-vis des droits humains, qui sont les caractéristiques des fondamentalismes religieux.

Cependant, l'AWID constate que les activistes des droits des femmes sont parmi les plus actives dans la résistance et l'opposition aux fondamentalismes religieux. Zainah Anwar, de

Malaisie, explique : « Les groupes des femmes sont montées au créneau car ce sont les vies des femmes qui sont en jeu ». Parmi les femmes, il n'est pas surprenant que celles qui sont le plus durement touchées par les fondamentalismes religieux soient également les plus nombreuses à réagir. En France, par exemple, les femmes en première ligne sont les « jeunes femmes appartenant à la deuxième ou de la troisième génération de familles immigrantes et souffrent face à la montée des groupes fondamentalistes dans les banlieues pauvres » (Marieme Hélie-Lucas, Algérie/France), tandis qu'en Afrique du Sud, certaines des plus actives sont des « femmes qui ont vécu une expérience négative, qui ont par exemple été destituées après un divorce [en raison des lois religieuses discriminatoires] » (Waheeda Amien, Afrique du Sud). En Amérique latine, où il existe une opposition fondamentaliste farouche aux droits LGBTQI, les lesbiennes sont particulièrement présentes dans la lutte contre les fondamentalismes religieux. Au Mexique, où l'attention portée par les fondamentalistes à l'avortement a un poids politique, « les féministes se sont organisées de diverses manières pour exiger que le Mexique

reste un État laïque et défendre les droits sexuels et reproductifs, qui sont essentiels dans la lutte contre les fondamentalismes religieux » (Daptnhe Cuevas, Mexique).

L'échange d'exemples concrets de résistance et d'opposition contribue en premier lieu à établir, sans ambiguïté, que les fondamentalismes religieux ne sont ni inévitables, ni invincibles, et en second lieu, qu'il existe des luttes profondément enracinées à l'échelon local pour les droits des femmes, les droits humains, le pluralisme et la démocratie partout dans le monde, et que par conséquent, la résistance aux fondamentalismes religieux ne constitue ni un phénomène « occidental », ni une question étrangère à toute culture. Le présent chapitre intéressera toutes les personnes qui souhaitent aborder l'impact des forces fondamentalistes sur les droits humains et le développement, avec une attention particulière sur l'élaboration des stratégies féministes en vue d'assurer la prise en compte intégrale des droits des femmes dans les interventions.

Révéler les stratégies des fondamentalistes religieux par le biais d'analyses féministes approfondies

Il existe plusieurs mesures que les activistes des droits des femmes peuvent adopter en vue de renforcer leurs analyses des stratégies des fondamentalistes religieux, et ainsi accroître l'efficacité de leurs contre-stratégies. Comme signalé dans le chapitre 2, les stratégies des fondamentalistes religieux peuvent s'avérer complexes et présenter des défis pour les féministes qui cherchent à démasquer leurs véritables intentions. C'est particulièrement le cas lorsque les acteurs des fondamentalismes religieux mènent des actions apparemment favorables à une vision de la société fondée sur les droits. Par exemple, la campagne Jubilé 2000 appelle à annuler la dette extérieure des pays les plus pauvres de la planète afin de répondre concrètement à la question de la pauvreté. Cette campagne réunit un large éventail de groupes laïques et religieux, y compris certains ayant été identifiés comme « fondamentalistes »⁴¹ par les activistes des droits des femmes qui ont participé à la recherche de l'AWID. De quelle manière convient-il que les féministes analysent et répondent à de telles situations ?

La présente section suggère trois perspectives nécessaires pour faire progresser l'analyse féministe des mouvements fondamentalistes et ainsi permettre de révéler leurs véritables intentions :

- l'analyse d'une stratégie fondamentaliste avec une attention particulière sur son impact structurel à long terme ;
- l'analyse d'une stratégie fondamentaliste dans le contexte d'autres stratégies de ce même acteur, en d'autres termes, adopter une approche holistique de l'élaboration des stratégies fondamentalistes ;
- l'analyse de la stratégie d'un acteur fondamentaliste dans le contexte des stratégies d'autres acteurs fondamentalistes, en d'autres termes, considérer la vision d'ensemble de l'élaboration des stratégies fondamentalistes.

Ayant ces perspectives analytiques générales à l'esprit, la forme précise qui sera adoptée par les contre-stratégies dépendra du contexte et de l'impact de celui-ci sur les stratégies des fondamentalistes religieux, ainsi que les environnements politique et social dans lesquels les activistes des droits opèrent.

41 Renseignements des membres institutionnels, site web de Jubilee Debt Campaign <http://www.jubileedebtcampaign.org.uk/?lid=134>

Un regard sur l'impact structurel à long terme d'une stratégie fondamentaliste

Il est un fait que les fondamentalismes religieux n'ont pas un impact positif sur les droits humains, notamment sur les droits des femmes. Dans l'enquête réalisée par l'AWID, les activistes des droits des femmes citent plus de 600 exemples illustrant l'impact négatif, tant physique que psychologique, des fondamentalismes religieux qui se traduit par le contrôle exercé sur le corps, la sexualité, l'autonomie, la liberté de mouvement et la participation à la vie publique des femmes. L'influence fondamentaliste se traduit également par une diminution de la tolérance et de la pluralité dans la société, ainsi que par des effets négatifs sur les droits humains tels que la liberté d'expression et les droits des minorités.

Cependant, les messages des fondamentalistes religieux exercent une attraction puissante sur de nombreuses personnes, y compris des femmes. Ils répondent à des émotions humaines fondamentales, telles que la nécessité d'espérer, le sens de la famille et de la communauté, l'appartenance et la stabilité, et cooptent souvent les connaissances scientifiques et d'importants concepts contemporains, tels que les droits humains et la démocratie. Les mouvements fondamentalistes cherchent également à répondre à des besoins d'ordre pratique et fournissent souvent aux communautés un accès essentiel à la nourriture, à un abri, à la santé et à l'éducation, en l'absence d'initiatives de l'état. Ces stratégies peuvent rendre particulièrement difficile la tâche des activistes des droits des femmes pour identifier sans ambiguïté les fondamentalistes et révéler leurs véritables intentions et ce à quoi il faut résister.

Pour lever le voile sur ce type de subtilités, il convient d'évaluer l'impact réel et à long terme des mouvements fondamentalistes religieux sur les droits humains des femmes et sur les droits humains dans leur ensemble, et de s'interroger sur les changements concrets mis en œuvre par ces mouvements en matière de discrimination structurelle et d'oppression. L'analyse de cet impact commence par des questions essentielles. Les campagnes menées par les fondamentalistes religieux contre la pauvreté s'opposent-elles vraiment à l'iniquité des structures économiques ? Les campagnes menées par les fondamentalistes religieux en faveur des droits des minorités appuient-elles les droits humains des femmes appartenant à des minorités et leur droit à l'égalité de participation, ou s'agit-il simplement de substituer une forme de domination par une autre ?

En tant que défenseuses des droits des femmes ou féministes, il existe une obligation première d'analyser les institutions, les comportements et les individus par le biais de la réalisation d'une analyse de genre. Si l'on observe les œuvres de bienfaisance ou le travail social [réalisés par les groupes religieux], qui sont très importants et précieux, ces projets respectent-ils les droits moraux des femmes et promeuvent-ils la qualité d'agent moral des femmes ? Oui ou non ? Si ce n'est pas le cas, on pourrait toujours avancer qu'ils font d'autres choses positives, mais la fonction d'une féministe est de leur faire assumer leur responsabilité dans la réalisation des droits des femmes et de la qualité d'agent moral des femmes (Frances Kissling, États-Unis).

Les approches apparemment diverses des fondamentalistes religieux vis-à-vis de l'éducation des femmes illustrent la nécessité de réaliser des analyses approfondies de l'impact. Alors que certains fondamentalistes découragent tout simplement l'éducation des filles, d'autres semblent l'appuyer. Dans ce dernier cas, le contenu réel de l'éducation offerte ou encouragée par les fondamentalistes et son impact sur les droits humains des femmes doivent être examinés. Par exemple, les jeunes femmes peuvent assister à des universités dirigées par des Baptistes du Sud aux États-Unis et, en Indonésie, les filles peuvent être scolarisées dans des internats islamiques (*pesantren*). Il n'en demeure pas moins que ces deux types d'institutions ont fait l'objet de critiques de la part des activistes des droits des femmes locales qui les accusent de renforcer le modèle patriarcal des rôles assignés à chaque sexe et de promouvoir la passivité des étudiantes, et par conséquent « d'encourager l'acceptation de la violence familiale et d'autres formes d'abus » (participante à l'enquête, États-Unis). Dans ce sens, aucune promotion fondamentaliste de l'éducation ne saurait être appréhendée sans une évaluation claire de son impact.

Cependant, l'évaluation de l'impact et la traduction de celle-ci en termes de plaidoyer semblent susciter certaines difficultés. Par exemple, l'AWID a décelé qu'un petit pourcentage des activistes des droits des femmes perçoit de fait un impact positif. Toutefois, il convient également de souligner qu'après une analyse plus minutieuse, il apparaît que leurs raisons pour une telle évaluation sont souvent paradoxales. Certaines ont jugé comme un impact « positif » que l'opposition commune face aux fondamentalismes religieux ait, ironiquement, permis de

créer des liens de solidarité entre les groupes de femmes locaux. D'autres attribuent l'impact « positif » des fondamentalismes religieux au fait qu'ils sont en train de conduire les personnes à tout simplement abandonner la religion.

Une perspective élargie ou à long terme peut également révéler les limites de ces effets positifs. Dans certains contextes, l'utilisation par les fondamentalistes du langage des droits « est souvent une source de force et d'autonomisation pour les femmes croyantes » (participante à l'enquête, Bangladesh). Au Bangladesh et au Nigéria, par exemple, les femmes ont utilisé l'argument de leurs « droits islamiques » à la propriété (le Coran garantit aux filles une part de l'héritage) pour s'opposer aux pratiques culturelles qui leur nient tout droit foncier. Cependant, comme le signale cette participante à l'enquête, réclamer des « droits islamiques... réduit dans le même temps l'espace pour la mise en œuvre de réformes, comme dans le cas de l'égalité des droits de succession pour les femmes » ; les « droits islamiques » promus par les fondamentalistes ne conçoivent pas les femmes comme des êtres pleinement égaux et autonomes et se basent sur l'interprétation littérale selon laquelle la part d'une fille équivaut à la moitié de celle d'un fils.

Il est également nécessaire d'approfondir l'analyse féministe de l'impact des fondamentalismes religieux afin de comprendre certains paradoxes associés à l'effet des fondamentalismes sur la vie des femmes, en particulier sur leur bien-être psychologique. Par exemple, une étude serbe récente a révélé qu'en dépit de l'influence de l'Église orthodoxe sur la société et de son hostilité vis-à-vis des droits reproductifs, les femmes continuent de prendre des décisions qui vont à l'encontre des positions de l'Église. Un peu plus de la moitié des femmes interrogées pense que l'avortement ne constitue pas un meurtre. A la question « une personne croyante a-t-elle le droit d'avorter ? », la plupart des femmes a répondu de manière affirmative, ce qui montre qu'indépendamment de la position de l'Église, qui considère que l'avortement est un meurtre (et en ayant à l'esprit que 60 % des femmes se sont déclarées croyantes), les femmes prennent les décisions relatives à leurs vies concrètes en fonction de leurs besoins.⁴² L'impact des fondamentalismes peut cependant être considérable sur ces femmes qui sont confrontées à une forte pression sociale qui condamne leur décision et à la charge psychologique qu'implique le fait de devoir concilier les positions de la hiérarchie de l'Église avec leurs propres besoins.

⁴² Stasa Zajovic, « A Gap between Reality, Women's Experience, and Clericalism in Serbia » inédit

Une analyse holistique de la stratégie d'un acteur fondamentaliste

La prise en compte des divers aspects de la réalisation des stratégies et des campagnes des fondamentalistes religieux permet aux analyses féministes de révéler plus clairement la direction politique globale de ces mouvements. Cela est particulièrement important dans les contextes dans lesquels les fondamentalismes religieux semblent jouer un rôle positif dans certains domaines.

Par exemple, dans certains contextes les fondamentalistes religieux réalisent des campagnes en faveur de la démocratie. Cependant la nature de cet engagement ne saurait être appréhendée sans s'interroger, dans le même temps, sur le degré de l'appui des fondamentalistes religieux en faveur du pluralisme politique et d'une société qui respecte la diversité. Cette piste à explorer doit faire état de leurs efforts pour discréditer les partis politiques d'opposition et les ONG en faisant de fausses accusations, en les privant de leurs fonds ou en les interdisant ; de l'ampleur de la violence physique et psychologique envers les opposants ; de leur attitude vis-à-vis de la citoyenneté des minorités religieuses et ethniques. Par exemple, l'Église catholique au Brésil peut se présenter comme une force « morale » supérieure à la « politiciaillerie », mais au cours des élections fédérales mais au cours des élections fédérales en 2006, celle-ci a « lancé une campagne mensongère très forte » à l'encontre d'une candidate au sénat, populaire et respectée « parce qu'elle est une féministe reconnue qui a œuvré en faveur de la légalisation de l'avortement » (María José Rosado-Nunes, Brésil). Contre tout pronostic, puisque les sondages avaient prédit qu'elle remporterait l'élection, elle n'est pas été élue. En Inde, les fondamentalistes hindous se sont opposés à la suspension de la démocratie durant l'état d'urgence décrété dans les années 70, mais une fois au pouvoir, ils ont utilisé à mauvais escient les institutions de l'état, y compris la police et le système judiciaire, pour opprimer les minorités religieuses. Alors que plus de la moitié des activistes des droits des femmes en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est considèrent que les fondamentalistes mènent des campagnes en faveur de la démocratie, un chiffre nettement inférieur (36 % et 23 % respectivement) pense qu'ils mènent des campagnes en faveur du pluralisme politique. Ces chiffres semblent indiquer que l'engagement des fondamentalistes vis-à-vis de la démocratie se limite à permettre l'inclusion de leurs propres acteurs au pouvoir politique ou aux espaces politiques formels. Les campagnes menées par les fondamentalistes religieux en faveur de la liberté d'opinion peuvent être analysées de la même manière : cette lutte pour la liberté vise-t-elle à assurer un espace de propagation de leur propre idéologie, ou implique-t-elle un engagement résolu en faveur de la liberté d'opinion pour tous ? De même, si les acteurs fondamentalistes appuient certains aspects du développement humain, tels que l'éradication de la pauvreté, tout en s'opposant à ce que les femmes puissent jouir pleinement de leurs

droits humains, de tels acteurs peuvent-ils être considérés favorables au développement humain ?

Une approche holistique doit également tenir compte des questions que les fondamentalistes religieux passent sous silence. Par exemple, les campagnes menées par certains fondamentalistes sur des questions de justice sociale, telles que la pauvreté, sont minées par le fait que, selon l'expérience des activistes des droits des femmes, ces mêmes groupes passent généralement sous silence la nécessité de réduire les dépenses militaires, afin de contribuer de manière concrète à la diminution de la pauvreté mondiale. Avec quelle fréquence les fondamentalistes religieux utilisent-ils la visibilité et le pouvoir gagnés dans les instances internationales pour exiger le contrôle des armes et un commerce mondial équitable, par rapport aux campagnes régulièrement menées pour revenir sur les acquis en matière de droits sexuels et reproductifs ? Presque la moitié des activistes des droits des femmes interrogées considèrent que les fondamentalistes religieux ne réalisent pas de campagnes sur la violence familiale, la violence faite aux femmes en général ou les droits des travailleurs. Compte tenu de l'ampleur de la violence sexiste et de l'exploitation des travailleurs, ce silence révèle que les fondamentalistes religieux font des choix stratégiques et établissent des priorités pour les questions sur lesquelles ils font campagne ; l'autonomisation des personnes défavorisées d'un point de vue structurel semblent présenter peu d'intérêt.

Pour analyser de façon minutieuse les stratégies fondamentalistes, il convient également d'adopter une approche croisée et examiner la manière dont les contextes régionaux et religieux se mêlent et donnent lieu à la diversité des stratégies. Par exemple, les activistes des droits des femmes en Amérique latine sont généralement moins nombreuses que les défenseuses des droits des femmes du Moyen-Orient à penser que les mouvements fondamentalistes religieux s'intéressent aux pauvres. Toutefois, cette perception change lorsque l'on examine les fondamentalismes évangélique et pentecôtiste en Amérique latine, qui mènent un travail actif auprès des communautés autochtones marginalisées. De même, les activistes des droits des femmes en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle Zélande ne considèrent pas les alliances entre fondamentalistes religieux et gauchistes comme une stratégie fondamentaliste importante. Cependant, les activistes dont l'activité se centre sur l'opposition aux fondamentalismes musulmans dans ces contextes considèrent ces alliances comme une stratégie fondamentaliste vitale. Ces particularités forment une image complexe du phénomène des fondamentalismes religieux, mais permettent également d'orienter et de nuancer la réponse des mouvements fondés sur les droits.

Tenir compte de la vision d'ensemble des stratégies fondamentalistes

La résistance aux fondamentalismes religieux sur le terrain exige une analyse contextuelle tenant compte des diversités entre pays qui caractérisent les stratégies fondamentalistes locales. Cependant, le fait de se centrer sur les caractéristiques particulières d'un fondamentalisme peut, de manière involontaire, conduire les activistes des droits des femmes à présenter ce fondamentalisme particulier auquel elles sont confrontées comme un phénomène unique ou « pire » que d'autres fondamentalismes. Comme le montre la recherche réalisée par l'AWID sur l'impact des fondamentalismes religieux, les activistes des droits des femmes de toutes les régions qui subissent l'incidence négative des fondamentalismes dans toutes les religions les jugent profondément nocifs pour les droits humains des femmes. Par conséquent, en vue de développer une opposition mondiale large, unie et efficace, l'analyse féministe des stratégies des fondamentalismes religieux doit conserver une vision des principales similitudes des stratégies et des mouvements fondamentalistes qui dépasse les caractéristiques spécifiques de chaque contexte.

Par exemple, concernant certains droits corporels, tels que l'avortement, l'utilisation de préservatifs, les droits reproductifs, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, l'enquête réalisée par l'AWID révèle que les activistes des droits des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes signalent que les campagnes des fondamentalistes religieux accordent une attention particulière à ces questions. Le même intérêt a été signalé en Europe occidentale et de l'est, en Amérique du Nord et dans la région Pacifique, avec les campagnes menées par les fondamentalismes catholique et d'autres sectes chrétiennes (en particulier des sectes orthodoxes). À l'inverse, ces questions sont relativement ignorées dans les campagnes fondamentalistes menées en Asie du sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce qui n'indique en aucun cas que les mouvements fondamentalistes dans ces régions soient favorables aux droits sexuels et reproductifs.

Plusieurs exemples illustrent cette réalité, notamment « l'alliance sacrée » entre divers fondamentalismes à l'occasion de la Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement tenue en 1994 et postérieurement. L'attaque fondamentaliste systématique contre les droits sexuels et reproductifs est également évidente à l'échelon national. En Inde, par exemple, l'organisation fondamentaliste hindoue Bajrang Dal mène des campagnes contre l'éducation sexuelle, tandis que d'autres groupes Hindutva condamnent l'avortement, qu'ils qualifient d'acte « meurtrier ». Contrairement aux fondamentalismes chrétiens et catholiques, les fondamentalismes musulmans sont souvent reconnus pour leurs campagnes contre le capitalisme et le néolibéralisme. Toutefois, d'après les activistes des droits des femmes touchées par les fondamentalismes musulmans, ces mouvements sont plus souvent impliqués dans des campagnes contre l'avortement que contre le capitalisme et le néolibéralisme. Au cours de ces dernières années, « la société musulmane du Kenya a uni ses forces à celles du mouvement évangélique (dirigé par une femme évangélique) pour s'opposer à deux lois présentées au Parlement, qui auraient permis de faire de l'avortement une opération sûre et légale dans le pays » (participante à l'enquête, niveau international). Dans certaines régions d'Afrique, tant les fondamentalistes chrétiens que musulmans, affirment que la mutilation génitale féminine est une pratique établie par la religion. De même, les nombreuses campagnes fondamentalistes à l'encontre des droits LGBTQI signalées par les activistes des droits des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, ne doivent pas faire oublier, par exemple, que la communauté gay en Égypte est brutalement poursuivie par les fondamentalistes musulmans.

Enfin, la vision d'ensemble des stratégies fondamentalistes peut parfois sembler diffuser le fait que l'exception est plus intéressante que la règle. Par exemple, les principaux médias s'intéressent transversalement (et les féministes sincèrement) à l'existence de membres féminines des mouvements fondamentalistes dans toutes les religions. Bien que s'agissant d'un phénomène important à prendre en compte, la réalité, bien moins attractive, est que les hommes semblent représenter la majeure partie de ces mouvements.

Renforcer la communication féministe sur l'impact des fondamentalismes religieux

Une analyse féministe plus complète de l'impact et des stratégies des fondamentalismes religieux doit être accompagnée de changements dans la manière de diffuser cette analyse auprès des activistes des droits des femmes et d'autres parties prenantes. Cela implique une évaluation stratégique des besoins spécifiques de chaque public en termes de format et de contenu de l'information. L'échec à communiquer efficacement l'impact des fondamentalismes conduit parfois à minimiser la menace qu'ils représentent pour les droits. « Pendant longtemps, les gens ont simplement ignoré certains de ces groupes extrémistes marginaux, sans vraiment réaliser qu'ils existaient avant de devenir suffisamment puissants pour provoquer un impact » (Mona Mehta, Inde).

Bien que l'une des solutions passe par accroître la documentation présentant des exemples plus concrets de l'impact, ces exemples peuvent parfois s'avérer difficiles à cerner du fait de la nature systémique et parfois subtile de l'influence fondamentaliste.

De nombreuses activistes reconnaissent la nécessité de diffuser plus largement l'expérience des femmes. En effet, 45 % des personnes interrogées considèrent qu'il est impérieux, dans le travail mené sur les fondamentalismes, d'accroître la capacité de communiquer les effets des fondamentalismes religieux. Un autre groupe de 35 % estime qu'il s'agit d'une nécessité majeure. Une partie fondamentale de cet effort sera consacrée à rendre l'analyse féministe plus accessible, en particulier aux femmes qui ne sont pas activement impliquées dans le féminisme.

Il ne s'agit pas d'une simple question de développement des capacités de communication. Les activistes des droits des femmes suggèrent également la mise en œuvre de changements profonds dans la manière dont les féministes donnent forme à la communication de l'impact. De tels changements impliqueraient de mettre en rapport l'impact fondamentaliste avec des droits humains spécifiques : « Il se peut que nous comprenions ce que nous entendons par attaques aux droits des femmes, mais ce n'est pas le cas partout. Il nous faut les analyser en tant que violations des droits humains, en tant que menaces à la liberté d'expression, à la liberté de mouvement, etc. » (Gita Sahgal, Royaume-Uni).

La manière dont les féministes établissent leur relation avec les fondamentalismes est également importante car elle peut véhiculer soit un sentiment de défaitisme, soit un message d'espoir puissant et mobilisateur. « Voulons-nous être perçues comme des femmes autonomes, qui savent ce qu'elles veulent, ou comme des victimes de la religion et des fondamentalismes ? Nous devons reconnaître que nous sommes en train de gagner et qu'ils réagissent à cette réalité » (Lucy Garrido, Uruguay).

En effet, certaines personnes soulignent la nécessité stratégique de faire connaître les limites de la popularité et de l'influence des fondamentalismes religieux, révélées grâce aux recherches et à la documentation. En Iran, au Nigéria et au Soudan, où les fondamentalismes religieux sont parvenus au pouvoir à l'échelon national ou local, les activistes des droits des femmes constatent un désappointement des populations face à ces mouvements car « une fois au pouvoir, ils ne sont pas en mesure de tenir leurs promesses » (Ziba Mir-Hosseini, Royaume-Uni/Iran). Accroître la visibilité de cette expérience contribuera à renverser le mythe de la légitimité populaire des fondamentalismes. De même, il est possible de résister au pouvoir et à l'influence des fondamentalismes. En 2005, le gouvernement brésilien a refusé un financement du PEPFAR des États-Unis pour un montant de 40 millions de dollars au titre de l'exigence de « l'engagement anti prostitution ». ⁴³ Les participantes à l'enquête signalent que certaines organisations latino-américaines ont adopté une approche plus subversive en acceptant le financement du PEPFAR et ses conditions, tout en poursuivant dans la pratique leurs activités auprès des travailleurs/euses sexuels/elles. Les changements sociaux contemporains à l'échelon mondial signifient que l'opposition aux fondamentalismes est inévitable. « Il est fort peu probable que les fondamentalismes parviennent à remettre le dentifrice dans le tube » (Frances Kissling, États-Unis). Faire connaître ces limites permet non seulement d'insuffler de l'espoir aux activistes des droits, mais également d'assurer que les gouvernements étrangers et les acteurs non étatiques, tels que les donateurs et les organisations de développement, maintiennent une perspective juste de la popularité et de l'influence des fondamentalismes religieux. En retour, cela permettra d'assurer un engagement et un appui plus efficaces vis-à-vis des forces sociopolitiques alternatives fondées sur les droits.

L'utilisation des médias et du pouvoir de la parole

Les activistes des droits des femmes de divers contextes reconnaissent le rôle essentiel joué par les médias et les communications sociales dans la promotion des stratégies féministes de résistance et d'opposition. Une approche très créative est requise compte tenu de l'énorme déséquilibre qui existe entre les ressources dont disposent les activistes des droits et celles des fondamentalismes religieux. « Que ce soit dans les pays arabes musulmans ou au sein des communautés migrantes en France et en Europe, de quelle chaîne de télévision les femmes disposent-elles pour diffuser leurs actions ? Cette question fondamentale des médias a été soulevée à l'occasion du Dialogue féministe et du Forum social mondial, tenus à Nairobi en 2007. Pourtant, rien n'a été fait depuis » (Samia Allalou, France).

Nous avons besoin de rendre les médias aussi actifs que possible contre les fondamentalismes. Malheureusement, il arrive souvent que les médias soient peu favorables aux femmes et dans cette matière, ils agissent de manière concertée avec les fondamentalismes (participante à l'enquête, Géorgie).

Toutefois, lorsque les fondamentalismes religieux ont eu recours à la télévision pour susciter un impact puissant, les femmes ont répondu de même en appuyant, par exemple, le droit à l'avortement (www.youtube.com/watch?v=8D6-nJqfdpE et www.youtube.com/watch?v=g5Xi0C1co1c&feature=related).

L'ONG nicaraguayenne Puntos de Encuentro a créé une telenovela (un feuilleton) primée intitulée *Sexto Sentido* (Sixième sens, <http://www.puntos.org.ni/english/resources.php>), dans le but d'élargir le débat public sur des questions relatives aux droits telles que la sexualité, l'immigration, la diversité sexuelle, le viol, le VIH, l'abus sexuel dans la famille et l'avortement, qui sont toutes des questions étroitement liées aux fondamentalismes religieux. Les feuilletons télévisés sont extrêmement populaires dans la région et celui-ci a été diffusé dans la plupart des pays centraméricains, où il a eu un impact significatif.

La campagne *Contra los Fundamentalismos, lo Fundamental es la Gente* (les personnes sont fondamentales contre les fondamentalismes) ⁴⁴ a rencontré un grand succès grâce à son caractère inclusif et à ses actions fondées sur les communications qui mettent particulièrement l'accent sur l'impact des médias pour condamner les nombreuses manifestations du dogmatisme et de l'absolutisme. Elle vise à sensibiliser les personnes sur le pouvoir de la parole en tant qu'outil de dénonciation des abus et d'échange d'idées. Le symbole de la campagne a été compris et adopté par des personnes et des organisations de différentes cultures et régions (Lucy Garrido, Uruguay).

Les slogans et symboles de la campagne ont été repris par d'autres mouvements sociaux comme symboles reconnus de résistance contre les fondamentalismes.

Les nouveaux médias se sont révélés particulièrement utiles, y compris dans les États autoritaires. En Iran, par exemple, la période réformiste a vécu une explosion du blogging des femmes : « Le blogging est une manière de vider son sac, d'échanger avec d'autres femmes » même si « cet outil ne remplace pas la mobilisation puisque le blogging reste une pratique de la classe moyenne » (Homa Hoodfar, Canada/Iran). Cependant, avec la multiplication des téléphones portables bien au-delà des classes moyennes, les femmes activistes ont pu commencer à envoyer des sms et à utiliser les vidéos des téléphones pour accroître la prise de conscience aux échelons national et mondial sur le soulèvement contre le gouvernement iranien survenu après les élections de 2009, durant lequel les femmes ont joué un rôle significatif.

Les nouveaux médias ont joué un rôle particulièrement décisif dans la mobilisation des jeunes femmes. Au cours des manifestations survenues courant 2006 contre la loi indonésienne « anti-pornographie », qui visait à restreindre l'autonomie et la mobilité des femmes, « les jeunes femmes utilisant l'Internet ont joué un rôle crucial dans la diffusion d'information sur la loi et les négociations au Parlement. Cette diffusion a permis à différents groupes de préparer des actions publiques » (Kamala Chandrakirana, Indonésie).

⁴³ Voir les pages : « What is PEPFAR page, AVERT (AVERTing HIV and AIDS) » <http://www.avert.org/pepfar.htm>. Les organisations bénéficiaires d'un financement du PEPFAR (plan d'urgence du Président américain Bush pour la lutte contre le sida) étaient contraintes à adopter une politique explicitement contraire à la prostitution et au trafic sexuel. Il a été démontré que cette politique, connue sous le nom d'engagement Anti-Prostitution Loyalty Oath (APLO), a eu un impact négatif sur les efforts de prévention du fait qu'elle mine les approches les plus efficaces du travail mené auprès des travailleurs/euses sexuels/elles. http://www.pepfarwatch.org/the_issues/anti_prostitution_pledge/

⁴⁴ Cette campagne est également connue pour son slogan *Tu boca, fundamental contra los fundamentalismos* (ta bouche, fondamentale contre les fondamentalismes). Pour accéder à une description en anglais de cette campagne, voir : http://www.youthxchange.net/utills/printme.asp?page_filename=main/ac041_03_people-fundamental.asp

Le pouvoir d'interventions opportunes des médias et de la visibilité internationale a été démontré au Soudan en 2000, lors de l'adoption par le Gouverneur de Khartoum d'un décret interdisant aux femmes de travailler dans les stations essence, les hôtels, les restaurants, c'est-à-dire dans des lieux publics. « Il a déclaré que le but était de protéger les femmes du harcèlement auquel elles sont exposées lorsqu'elles réalisent ce type de travail. Pour la première fois au Soudan durant ce régime, une campagne a remporté un grand succès. Nous [les femmes activistes] étions à un séminaire sur la CEDAW et de nombreux journalistes étaient présents. Toutes les ONG activistes ont manifesté leur opposition à ce décret et nous avons rédigé un mémorandum que nous avons envoyé au Président, et dont une copie a été transmise à l'OIT, aux Nations Unies, bref partout. Nous y déclarions : 'Cette mesure est contraire aux droits établis dans la présente Constitution, que vous avez faite et signale que les femmes ont le droit de travailler. Vous n'avez pas spécifié quel type de travail...'

Nous l'avons mis sur Al Jazeera, et j'ai commencé à recevoir des appels de dizaines de soudanaises de la diaspora nous demandant si nous avons besoin d'aide. J'ai répondu 'Oui, traduisez ce texte et mettez-le sur Internet !' Les journalistes présents à la réunion tenue à New York (à l'occasion du lancement des objectifs du

Millénaire pour le développement, à laquelle assistaient le Président et le Ministre des affaires étrangères soudanais) ont tout arrêté et commencé à demander 'Pourquoi votre gouvernement interdit-il aux femmes de travailler ?' [En 2005], lors d'une interview réalisée à ce ministre, il lui a été demandé quel avait été le moment le plus difficile durant son mandat. Tout le monde s'attendait à ce qu'il évoque les négociations de l'accord de paix global (qui a mis fin à la guerre Nord-Sud). Il a répondu : 'Ce fut durant le décret du Gouverneur. La diplomatie n'a pas pu nous sauver !' Les tactiques et la solidarité des femmes... Il n'en revenait pas » (Manal Abdel Halim, Soudan).

Les féministes ont reconnu l'importance que revêt l'utilisation de médias populaires et des langues locales pour atteindre les communautés de base. Un groupe de défense des droits au Maroc parcourt tout le pays et va à la rencontre des villageois se trouvant souvent dans des zones éloignées afin de distribuer des cassettes audio « dans toutes les langues locales, (marocain parlé et tous les différents dialectes berbères) qui présentent et débattent sur les paroles progressistes du prophète appuyant l'égalité et promouvant les droits des femmes » (Ligue démocratique pour les droits de la femme, LDDF, Maroc).

La promotion et la protection du pluralisme, le rejet de l'absolutisme

Pour de nombreuses activistes des droits des femmes, les stratégies les plus efficaces sont celles qui sont ciblées sur les caractéristiques au cœur des fondamentalismes, à savoir l'intolérance et l'absolutisme, qui s'attachent à promouvoir et à protéger le pluralisme et la diversité au sein des communautés et entre communautés.

Certaines activistes œuvrent sciemment en vue de construire des passerelles entre les communautés divisées par le fondamentalisme. Dans un contexte hautement polarisé en 2006, les activistes des droits des femmes en Irak ont pris des risques pour appuyer et protéger les personnes qui rejetaient les limites imposées par les fondamentalistes. Yanar Mohammed, d'Irak, évoque l'exemple suivant : « L'Organization for Women's Freedom in Iraq (OWFI, L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak) a tenu des réunions de sensibilisation au profit des gardes de sécurité masculins de ses bureaux. L'un des gardes m'a contactée après la réunion et m'a raconté qu'il venait de l'une des zones les plus dangereuses de Bagdad, où les autorités du gouvernement chiite sont en train d'assassiner les résidents sunnites. Dans son quartier, il existe un grand nombre de jeunes poètes qui se réunissent chaque semaine pour des sessions de poésie et qui sont poursuivis par les membres de la milice affiliée au gouvernement. Il a sollicité l'autorisation de pouvoir tenir les sessions de poésie dans nos bureaux avec l'OWFI car ils aimeraient communiquer avec des femmes et effectuer ces sessions dans une atmosphère plus libre. C'est ainsi que les choses ont commencé au cours de l'été 2006. Quelques jours avant l'évènement, certains de nos membres, des jeunes hommes de la ville chiite de Sadr, m'ont signalé que des poètes de leur quartier souhaitaient également venir. Du coup, nous nous sommes dit que nous pouvions en faire une manifestation réunissant des poètes amateurs sunnites et chiites, et voir où la poésie pouvait nous mener. Existe-t-il vraiment des différences entre les personnes ou pas ? Quelle ne fut pas notre surprise de constater que cet échange de poésie improvisée entre les deux équipes avait créé une atmosphère magique dans laquelle les différences n'avaient pas leur place : hommes, femmes, sunnites, chiites, personnes de tout âge, plus aucune barrière ne se dressait entre les personnes. [Les participants ont déclaré] qu'ils avaient senti une liberté infinie dans cet espace et à partir de ce moment-là, nous avons décidé de l'appeler 'espace de liberté'. Ce fut l'évènement 'Espace de liberté N°1', avec la participation de presque 25 poètes des secteurs sunnites et chiites. En [août 2007], nous avons tenu l'Espace liberté N°7 et nous avons eu la surprise de recevoir la visite de 200 jeunes ce jour-là ». Des études de cas réalisées par des activistes des droits des femmes au

Liban et en Inde montrent également que l'activisme des droits des femmes se renforce énormément grâce aux passerelles créées entre les activistes de diverses communautés religieuses.⁴⁵

D'autres initiatives luttent contre l'absolutisme par le biais de la recherche et de la diffusion d'information sur le pluralisme au sein de la religion, et de la diversité des lois et pratiques justifiées d'un point de vue religieux. Au cours de la campagne contre les tribunaux appliquant la charia au Canada, le Conseil canadien des femmes musulmanes a fréquemment utilisé la publication des Femmes sous lois musulmanes, *Knowing our Rights : Women, family, laws and customs in the Muslim world* (Connaitre nos droits : les femmes, la famille, les lois et les traditions dans le monde musulman) pour illustrer la diversité et l'impact des lois musulmanes dans le monde entier. Cette défense a contribué à l'opposition face aux revendications fondamentalistes selon lesquelles il existe « une seule » interprétation correcte des lois musulmanes et que la restriction des droits des femmes est la « norme » dans les contextes musulmans.

Stratégies féministes proactives pour s'opposer aux fondamentalismes religieux

Outre le renforcement de l'analyse féministe des fondamentalismes religieux, les activistes des droits des femmes formulent des propositions tournées vers l'avenir et de nombreux exemples visant à renforcer les stratégies féministes pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux. Ces propositions et exemples portent sur des questions discursives, telles que la famille et la laïcité, ainsi que sur des aspects plus concrets tels que le renforcement des mouvements et l'élaboration de stratégies relatives à la manière de reconquérir les espaces publics.

Bien que certaines propositions soient spécifiques à la question des fondamentalismes, d'autres correspondent à des aspects de base du renforcement des mouvements. Par exemple, la suggestion suivant laquelle les féministes devraient promouvoir la laïcité et/ou revendiquer une vision féministe de la religion répond spécifiquement au contexte

des fondamentalismes. À l'inverse, l'appel aux féministes à adopter une approche multigénérationnelle de l'activisme constitue une question cruciale du renforcement des mouvements qui n'est pas spécifique au contexte de la résistance aux fondamentalismes, bien que la menace que supposent les fondamentalismes religieux pour les droits humains des femmes ne fasse qu'accroître son caractère d'urgence.

À de nombreuses occasions, les recherches de l'AWID ont constaté qu'une proposition d'action féministe future dans une région ou concernant une religion était actuellement en cours dans un autre contexte. Le présent chapitre s'attachera à passer en revue tant les expériences des activistes des droits des femmes que les nouvelles orientations possibles pour le dialogue et l'action stratégique.

⁴⁵ Les féministes en première ligne, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

S'opposer à l'absolutisme par le biais du partage de l'information

Fournir une information cruciale exhaustive et un espace pour le dialogue, notamment pour les femmes, fait partie du processus d'opposition à l'absolutisme fondamentaliste. Même dans les moments les plus difficiles, les femmes font preuve d'une grande créativité pour obtenir et échanger des informations pouvant contribuer à leur analyse des fondamentalismes.

« Il n'y avait pas grand chose à lire sur le féminisme ou sur le mouvement international des femmes en persan à cette époque. Nous étions toutes curieuses quant à l'origine de notre statut inférieur. Celles qui connaissaient l'anglais ont commencé à traduire des articles. Le groupe achetait également des livres sur les femmes et celles-ci les échangeait entre elles. À dire vrai, c'est ce qui a inspiré certaines à mettre sur pied un centre de documentation servant de source d'information pour les femmes. L'organisation a été établie en 1998 et visait à recueillir des ressources sur les femmes et/ou par les femmes. Son objectif implicite était de montrer que la société iranienne est en train de vivre un changement dans ses relations de genre. Des livres, des articles et d'autres supports écrits sur les femmes et/ou par les femmes indiquent cette tendance. Les données recueillies ont ensuite

été publiées sous la forme d'un livre en deux volumes, contenant une bibliographie détaillée de 15.000 ressources classées selon 33 catégories. Nous avons la conviction que l'idée même de publier les noms des femmes écrivaines, journalistes et chercheuses ainsi que l'information sur leurs travaux renforcerait le statut des femmes en tant que productrices de connaissances. Ces deux livres ont été utilisés en qualité de sources fiables. D'autre part, nous fournissons aux étudiants universitaires qui choisissent les femmes comme thème de leurs dissertations, des ressources, des conseils et un appui technique. Dans notre cas, dès qu'une autre organisation féministe des femmes crée une bibliothèque, nous lui transférons immédiatement les périodiques et certaines collections pertinentes afin de les mettre à la disposition du public. Ce geste peut être considéré comme un signe de solidarité entre groupes de femmes » (activiste pour les droits des femmes, Iran).

La promotion de la laïcité et de la citoyenneté

Dans certaines régions, il est évident que la résistance féministe aux fondamentalismes religieux s'est principalement manifestée par une lutte pour affirmer la nécessité d'un État laïque. En effet, interrogées sur la mesure la plus urgente requise pour prévenir le renforcement des fondamentalismes religieux, les activistes des droits des femmes de l'Amérique latine, sans aucune exception, et une très grande majorité des activistes d'Europe occidentale, ont répondu qu'il fallait protéger ou promouvoir la laïcité dans les politiques publiques et le domaine de l'état.

Dans le cas de l'Amérique latine, cette réponse reflète la campagne régionale de longue date consacrée à cette question. Dans les pays dont l'état est officiellement laïque, les activistes locales des droits des femmes appellent l'état à rendre des comptes sur les politiques promouvant les visions absolutistes dans le système d'éducation publique et attaquant les droits reproductifs au nom de la religion. Dans certains cas, il est estimé que la laïcité, la pluralité et les droits sexuels et reproductifs sont liés du point de vue conceptuel : en Argentine, « la campagne nationale pour le droit à l'avortement (*Campaña Nacional por el Derecho al Aborto*) exige un État laïque⁴⁶ et la liberté de pensée » (Marta Alanís, Argentine), tandis qu'en Uruguay, « l'une des principales stratégies [des mouvements de lutte en faveur de l'avortement et de l'union civile] consiste à établir un discours sur la démocratie, signalant que les législateurs 'représentent' les citoyens qui ont voté pour eux et la nature laïque de l'état » (Lucy Garrido, Uruguay).

En Grande-Bretagne également, bien qu'il ne s'agisse pas d'un État officiellement laïque, les féministes sont également engagées dans la protection des politiques d'éducation publique laïque car « les espaces laïques fournissent le meilleur espace pour le développement organique de l'identité » et permettent aux jeunes filles d'expérimenter notamment « la myriade d'identités culturelles-religieuses qui existent » sans être limitées à une seule interprétation homogénéisée de la religion (Pragna Patel, Royaume-Uni). Tout en protégeant la diversité culturelle qui existe au sein d'une communauté, les espaces laïques fournissent également une opportunité d'interaction positive entre les communautés. Lors d'une conférence réalisée dans une école au profit de jeunes âgés/es de 13-14 ans dans une zone majoritairement asiatique, « nous avons parlé de religion, et la chose la plus importante que les enfants aient dite est qu'ils aiment aller à l'école parce qu'ils y fréquentent des enfants venant d'autres milieux. Il s'agit de l'unique espace de mixité » (Pragna Patel, Royaume-Uni).

Dans des contextes tels que ceux du Pérou et du Canada, la protection et la promotion du caractère laïque de la politique publique s'expriment parfois au travers de campagnes favorables à une loi ou à une éthique publique pour tous. « [Nous avons besoin de] montrer que le manque d'éthique publique pour tous est nuisible à la progression de nos droits » (Roxana Vásquez Sotelo, Pérou). Le Conseil canadien des femmes musulmanes a organisé des discussions de groupe avec la participation de femmes musulmanes afin d'accroître la prise de conscience des injustices potentielles qui peuvent se produire au nom de la loi musulmane si l'arbitrage religieux privé continue d'être autorisé par la loi relative à l'arbitrage en Ontario. À la fin des sessions, « les femmes, qui croyaient que les droits qui leur avaient été accordés il y a 1.400 ans étaient adéquats, sinon meilleurs que les lois actuelles, étaient convaincues des avantages du droit de la famille canadien » (Alia Hogben, Canada).

Les débats sur le rôle de la religion dans la vie publique sont liés aux débats sur la citoyenneté. Lorsqu'au nom de la religion, certaines femmes sont privées des mêmes droits (par exemple dans le droit de la famille) que d'autres femmes à l'intérieur d'un pays, il y a discrimination entre citoyennes. Lorsque la discrimination fondée sur la religion est acceptée et considérée « normale », celle-ci est plus facilement utilisée à l'encontre d'autres citoyens, tels que les hommes appartenant à une minorité religieuse. « Nous devons faire des questions des droits des femmes musulmanes une question de citoyenneté et montrer la manière dont celle-ci concerne toutes les femmes et tous les citoyens » (Zainah Anwar, Malaisie).

Les activistes des droits des femmes ont même trouvé des alliés favorables à un État laïque parmi des hauts responsables religieux opérant dans des contextes dominés par les fondamentalistes. En Iran, les réformistes, y compris les autorités de l'establishment religieux, sont en train de remettre en cause le rôle de l'état dans l'application de la charia. « L'argument avancé est qu'à partir du moment où l'état s'approprie la charia, celle-ci perd son caractère sacré et devient alors une loi quelconque » (Ziba Mir-Hosseini). Certains érudits musulmans, tels que l'ancien mufti de Marseille, Soheib Bencheikh, et Abdullahi an-Na'im, affirment que la laïcité est l'unique manière d'assurer la survie de l'Islam. L'un de leurs arguments est que si l'Islam tombait entre les mains des fondamentalistes, cette religion serait condamnée à une stagnation interne et finalement à un manque de pertinence, tout en provoquant à l'extérieur un antagonisme accru des personnes ayant d'autres religions et croyances. D'autres arguments avancés sont que l'Islam a une tradition « laïque » dans cet État et que la religion était un pouvoir séparé à l'époque classique de l'Âge d'or. « Après tout, il y a probablement des

⁴⁶ L'original en espagnol utilise le terme *estado laico*. Du point de vue conceptuel, ce terme est plus proche du français *laïcité* considéré par certains/es comme différent du terme anglais « *secularity* ». De même, il s'avère difficile de s'accorder sur une définition des différentes alternatives du terme « fondamentalisme » qui a une multitude de sens liés mais contextualisés.

millions de musulmans qui sont complètement laïques tout en étant des musulmans totalement croyants et pratiquants. Ils jugent simplement que la religion ne peut pas être la base de l'application des lois. Ils ne pensent pas que l'état doit assumer ce rôle » (Farida Shaheed, Pakistan). Cet argument et d'autres semblables sont actuellement utilisés par les féministes musulmanes au sein et à l'extérieur du cadre religieux pour appuyer leur demande de politiques étatiques laïques.

Outre la réalisation de campagnes en faveur de politiques d'État laïques, les activistes des droits des femmes ont également recherché des stratégies explicitement laïques dans leurs approches, y compris lorsque l'état est fondamentaliste ou que la religion joue un rôle dominant dans les politiques publiques. Par exemple, la campagne menée en Iran pour mettre un terme à la lapidation, alliée à des réformistes religieux, s'est également voulue une stratégie ouvertement laïque mettant l'accent sur la dure réalité vécue par les femmes. Cette approche a créé des espaces de débat public sur les châtiments justifiés par la religion.⁴⁷ L'exposition des injustices flagrantes vécues par les femmes dans leurs vies de tous les jours a également permis d'accroître l'égalité dans le droit pénal et le droit de la famille au Maroc et au Pakistan, tandis que la remise en cause de la position privilégiée de la religion dans les politiques publiques constitue l'une des stratégies majeures de l'organisation Sisters in Islam, en Malaisie, malgré les persécutions des agents de l'état et des partis politiques religieux que celle-ci a parfois suscitées.

Les activistes des droits des femmes fournissent des exemples de diverses approches de la « pratique de la laïcité » sur le terrain. Le principe de base est de « s'opposer chaque fois que la pluralité est abordée exclusivement en termes de religion, sans espaces pour l'athéisme ou l'agnosticisme, bien que j'estime également qu'il faut résister à ceux qui privent la religion de toute légitimité » (Nira Yuval-Davis, Royaume-Uni). La campagne *No Recourse* de l'organisation Southall Black Sisters' contre les politiques d'immigration britanniques « a été fabuleuse grâce à la présence de femmes de divers pays, religions et origines ethniques. Nous avons discuté de la campagne, mais pas de religion et d'identité. J'ai l'espoir que ces questions fondamentales nous permettent de maintenir cette unité, et de nous réunir autour d'une plateforme féministe progressiste, démocratique et laïque, mais sans avoir à le faire publiquement » (Pragna Patel, Royaume-Uni).

Les défis et les obstacles dans la promotion de la laïcité comme réponse aux fondamentalismes religieux

Dans les contextes dans lesquels la laïcité est perçue comme s'inscrivant dans le cadre d'une culture « moderne » et aliénante, celle-ci est devenue, par association, suspecte, et dans certains sens un facteur contribuant à la montée des fondamentalismes religieux. « Ironiquement, la laïcisation, qui à un moment apparaissait comme la solution au fondamentalisme religieux, a au contraire intensifié la montée des fondamentalismes qui sont, en partie, une réaction face à un monde qui change rapidement et à des inégalités économiques croissantes provoquées par la mondialisation » (Jennifer Butler, États-Unis). Dans plusieurs États du Moyen-Orient et en Afrique du Nord également, la laïcité a historiquement été associée à des gouvernements autoritaires postindépendance, ce qui complique les efforts de promotion de ce système.

Bien que de nombreuses activistes des droits des femmes estiment que la laïcité de l'état constitue une condition nécessaire à la réalisation des droits humains des femmes, nombre d'entre elles sont également conscientes du fait que celle-ci ne représente pas une garantie suffisante. Au début des années 90 au Nicaragua, le gouvernement anti-sandiniste a essayé d'inclure une instruction religieuse dans les écoles. Cependant, l'opposition publique a contraint la Présidente de l'époque, Violeta Chamorro, à faire marche arrière. « Elle a publiquement déclaré « Je suis catholique, mais l'état est laïque » » (Ana Maria Pizarro, Nicaragua). Toutefois, malgré la victoire remportée sur l'instruction religieuse, le Ministre fondamentaliste de l'éducation, Humberto Belli, a tout bonnement procédé à une révision de tous les textes scolaires afin de privilégier les perspectives fondamentalistes catholiques. Les activistes des droits des femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes disposent d'innombrables exemples dans lesquels le caractère laïque de l'état n'a pas suffi à prévenir la montée des fondamentalismes. Au Mexique, les fondamentalistes religieux ont même eu recours aux « avancées dans l'institutionnalisation de la démocratie pour brouiller ou de passer outre les limites imposées dans un État laïc » (Daptnhe Cuevas, Mexique). Le Pérou et le Paraguay sont officiellement des états laïques, mais ces pays ont pourtant établi une « Journée de l'enfant non-né », un évènement officiel anti avortement inspiré de l'Église catholique. Le statut d'État laïque du Brésil a au moins permis que l'avortement soit débattu en qualité de question nationale de santé publique, et non pas comme une question des droits des femmes s'opposant à l'éthique religieuse. Toutefois, craignant un retour de bâton évangélique pour les élections générales d'octobre 2010, le gouvernement a adopté en mai 2010 une version considérablement diluée du Plan national des droits humains, annulant un projet de texte approuvé fin 2009 qui comprenait des politiques reconnaissant l'avortement et les droits LGBTQI.

Dans certains contextes, le terme « laïque » en lui-même pose problème du point de vue stratégique. « Nous utilisons le terme « civil » car « laïque » fait l'effet d'une bombe ! » (Manal Abdel Halim, Soudan). « Les gens sont devenus trop nerveux pour dire qu'ils sont laïcs. L'espace pour une appréhension laïque des questions est devenu pratiquement nul » (Farida Shaheed, Pakistan). Les difficultés liées à l'utilisation du terme viennent en partie de l'incertitude qui entoure son sens et son contenu, en particulier lorsque la religion (en opposition au fondamentalisme religieux) et la laïcité sont présentées comme des contraires. Comme l'observe une activiste, « cette opposition entre, d'une part, la laïcité et, d'autre part, l'Islam et le fondamentalisme, est une question politique cruciale dont l'importance ne cesse de croître en Turquie. Il existe beaucoup de confusion autour de ces termes » (Pinar Ilkcaracan, Turquie). Pour certaines féministes, la définition du terme laïcité est claire. « En Amérique latine, nous disons que tout le monde a le droit de pratiquer la religion souhaitée, et nous acceptons que ce que ces religions considèrent un péché, est un péché. En revanche, ce que les religions n'ont pas le droit de faire, c'est de transformer un péché en crime ou en politique publique » (Lucy Garrido, Uruguay).

D'autres sont de l'avis que « nous sommes confrontées aux utilisations contradictoires que nous faisons du terme « laïcité ». La laïcité est [dans certains endroits] comprise comme l'absence de religion, et dans d'autres comme pluralisme » (Anasuya Sengupta, Inde). Si l'on ajoute le manque de consensus en matière de définitions, on constate une difficulté supplémentaire, qui est que « celles d'entre nous qui s'opposent aux fondamentalismes n'ont pas une vision claire, positive de notre alternative et du fait que cette perspective tient compte de l'identité religieuse et des questions liées à la foi et à la spiritualité ». Une activiste des droits des femmes du Bangladesh, ayant répondu à l'enquête, recommande « que l'agenda laïque redevienne une base proactive et non pas une réponse à la religiosité croissante ». Cela exige un travail approfondi afin de mettre au point des définitions communes de la laïcité et d'accroître l'articulation des détails de son contenu et de son fonctionnement dans une grande diversité de contextes.

Certaines participantes à la réunion de parties prenantes de l'AWID⁴⁸ ont suggéré que le fait que l'état soit officiellement laïque ou pas devrait être l'élément clé pour orienter les stratégies féministes. Cependant, d'autres ont répondu que les lignes de séparation sont floues. Par exemple, pendant qu'ils étaient au pouvoir en Inde, les fondamentalistes hindous ont tenté d'utiliser le caractère laïque de l'état pour promouvoir leur vision. Leur appel à élaborer un code civil uniforme mettant fin à l'existence de plusieurs lois relatives à la famille fondées sur la religion a été interprété comme une tentative

subtilement camouflée d'imposer une vision fondamentaliste hindoue de la famille, au-dessus de tout. Au contraire, au Bangladesh, dont la constitution privilégie l'Islam, la religion n'a pas été utilisée pour déterminer les politiques publiques relatives, par exemple, à l'avortement, qui est légal et auquel il est facile d'accéder dans les hôpitaux publics. On observe des paradoxes de ce type dans le monde entier. Le Danemark et la Norvège sont largement perçus comme des sociétés laïques et pourtant, dans ces deux pays, l'Église chrétienne et l'état sont officiellement liés. Au contraire, en Thaïlande, l'état est officiellement laïque, mais la hiérarchie bouddhiste et l'état entretiennent une relation étroite. Le caractère laïque de l'état d'un point de vue officiel ne garantit pas l'exclusion de l'influence des fondamentalismes religieux sur les politiques publiques. En Italie (et dans de nombreux autres pays catholiques), le pouvoir de l'Église Catholique sur la politique publique remonte au Concordat entre l'état et l'Église. Un traité signé en 1929 entre le dictateur fasciste italien Benito Mussolini et le Pape, amendé en 1984, a suscité une application particulière de la « laïcité ». Par exemple, les mariages célébrés à l'église étaient reconnus par l'état, les fêtes religieuses étaient reconnues et l'éducation religieuse dispensée à tous les enfants dont les parents n'y étaient pas opposés. En retour, le clergé était tenu de s'abstenir de toute activité politique. En réalité, le Concordat a accordé à l'Église une position privilégiée dans la société, et celle-ci continue d'intervenir dans l'élaboration des politiques publiques. Il en ressort que certains partis politiques de gauche demandent systématiquement l'abrogation totale du Concordat.⁴⁹ Pendant ce temps, il semble ironique que la France laïque au travers de son gouvernement ait fortement appuyé la création du Conseil français du culte musulman. Il s'agit d'un organisme officiel « représentatif » créé afin de promouvoir le dialogue avec le gouvernement en matière de politique publique, lourdement influencé par une organisation fondamentaliste (Union des organisations islamiques de France). Enfin, il est important de souligner qu'un État laïque peut être aussi violent qu'un État fondamentaliste, sinon plus, comme l'exemple de l'Allemagne nazie.

Ces exemples indiquent, en premier lieu, que la relation réelle entre l'état et les fondamentalistes religieux, pourrait être plus importante pour déterminer les stratégies féministes que le label théorique d'État « laïque » ou autre ; en deuxième lieu, que la demande de laïcité doit être systématiquement accompagnée d'une demande de réalisation des droits humains ; en troisième lieu, que de même que les fondamentalismes varient d'un contexte à l'autre, le choix de la laïcité comme stratégie féministe et les diverses interprétations de « sécularisme » et de « laïcité » dépendent également du contexte.

48 En novembre 2007, 35 activistes s'intéressant aux fondamentalismes et aux droits humains des femmes se sont rencontrées à Istanbul, en Turquie, pour échanger sur les résultats de l'enquête menée par l'AWID sur les fondamentalismes religieux.

49 Carmen Sorrentino « Associazione Luca Coscioni et Congrès mondial pour la liberté de la recherche scientifique : expérience italienne de résistance aux fondamentalismes religieux » *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

47 *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

La question de l'engagement vis-à-vis de la religion

De nombreuses activistes des droits des femmes interrogées à l'occasion de la recherche menée par l'AWID ressentent le besoin d'aborder le fait que la religion constitue une caractéristique visible de la vie sociale et politique. S'il est vrai que la religion a été abordée dans le contexte d'une critique féministe du patriarcat, il n'en demeure pas moins que dans de nombreux contextes, celle-ci n'a pas fait l'objet d'un activisme particulier. « Je pense que pendant très longtemps, celles d'entre nous qui œuvrent en faveur des droits humains des femmes ne se sont jamais vraiment consacrées aux questions liées à la religion. Ceci obéit, à mon avis, à notre souci de nous montrer laïques » (Pramada Menon, Inde).

L'alternative suggérée, à savoir s'engager vis-à-vis de la religion, comprend des stratégies très diverses. La recherche menée par l'AWID recueille les exemples suivants : la diffusion des interprétations féministes des textes religieux ; la mise en œuvre de coalitions pour la réalisation de campagnes tactiques avec des organisations religieuses (pouvant avoir ou pas un objectif fondamentaliste) ; le dialogue avec des adeptes fondamentalistes individuels⁵⁰ ou la confrontation directe avec les hauts responsables fondamentalistes à l'occasion de débats publics diffusés par des médias grand public. Bien évidemment, l'engagement féministe vis-à-vis de la religion inclut les croyants et les athées, et s'oppose aux interprétations fondamentalistes de la religion dans des contextes laïques et religieux.

Outre la diversité des stratégies d'engagement vis-à-vis de la religion, il existe divers points de départ pour cet engagement dans différents contextes : pour certaines activistes des droits des femmes, cet engagement est déjà bien réel, tandis que pour d'autres, il s'agit d'un concept relativement nouveau. Ce deuxième cas de figure est celui de la Thaïlande, pays dans lequel, en dépit du haut niveau de la participation féminine aux hiérarchies religieuses, « il n'y a pas d'ONG s'intéressant à la religion. Aucune. Nous avons environ 30.000 femmes ordonnées, tant en robes blanches que jaunes, mais aucune ONG ne travaille pour les soutenir » (Ouypourn Khuankaew, Thaïlande).

Les activistes des droits des femmes ont de nombreuses raisons pour s'engager vis-à-vis de la religion, y compris, en premier lieu, le fait que dans de nombreux contextes (tant dans les pays officiellement laïques que dans les pays ayant une religion d'État), la religion est une réalité politique qui oriente la politique publique. Comme signalé par une activiste, « la religion se déroule dans l'espace public, c'est notre réalité. Si nous ne nous engageons pas vis-à-vis de la religion, celle-ci se retrouve entre les mains des oppresseurs. Nous devons

briser le monopole des ulema (les hauts responsables religieux) ». Cette réalité politique ouvre également la voie à l'engagement féministe : « Lorsque la religion est utilisée comme source de droit et de politique publique, chacun a alors le droit de s'engager publiquement vis-à-vis de la religion » (Zainah Anwar, Malaisie).

D'autre part, les activistes des droits des femmes ont la conviction que la reconnaissance de cette réalité permet d'exiger que la religion soit traitée de la même manière que toute autre dimension ayant une influence sur la politique publique, « au travers du même prisme analytique et selon les mêmes standards de justice que toute autre institution de la société » (Frances Kissling, États-Unis).

En deuxième lieu, la réalité sociale est que beaucoup de personnes sont religieuses. « L'idée que le monde pourrait devenir plus moderne et laïque et que la force politique de la religion pourrait diminuer dans la société ne s'est tout simplement pas matérialisée » (Jennifer Butler, États-Unis). L'élaboration d'une alternative religieuse féministe peut constituer une réponse puissante à ce besoin profond de perspective spirituelle, notamment si l'on considère que les activistes des droits des femmes ont identifié le réconfort et les certitudes offertes par la religion dans le contexte d'un monde complexe comme étant les principaux facteurs dans la montée des fondamentalismes religieux. Cependant, s'il est vrai que, pour de nombreuses femmes, la religion représente un élément important de leur vie de tous les jours, l'échec des groupes de femmes à s'engager « a été manipulé par les groupes fondamentalistes qui les considèrent « anti-religion » » (Mona Mehta, Inde). Une activiste des droits des femmes de Fidji, qui fonde son propre féminisme « sur le « C » de YWCA [Young Women's Christian Association] », appelle les mouvements des droits des femmes « à comprendre les femmes qui adoptent une approche fondée sur la foi dans la promotion et la défense des droits humains des femmes, car sinon, nous ne ferons qu'accroître la marginalisation des femmes provenant de différents groupes confessionnels. » D'autre part, comme observé dans le chapitre 1, l'absence d'appui en faveur des acteurs religieux qui soutiennent les droits humains est un facteur qui a contribué à leur marginalisation et, par conséquent, à la montée des fondamentalismes religieux au cours des dernières décennies.

En troisième lieu, l'engagement vis-à-vis de la religion permet aux féministes d'élaborer des stratégies en connaissance de cause. « Si vous étiez une femme travaillant aujourd'hui dans l'environnement et le changement climatique, vous consacriez beaucoup de temps à lire et à vous informer sur ces questions » (Frances Kissling, États-Unis). Cela implique d'être en connaissance des positions et de l'impact actuels des groupes ou individus religieux : « Promeuvent-ils les droits

des femmes ? Si ce n'est pas le cas, la situation doit changer. Nous pouvons conclure, dans certains cas, que ces institutions sont irréformables et que nous devons donc œuvrer pour les faire disparaître. Dans d'autres cas, il se peut que nous décidions qu'il existe une ouverture à la réforme, et l'engagement est important » (Frances Kissling, États-Unis).

Enfin, l'engagement vis-à-vis de la religion peut miner les fondamentalismes en promouvant la pensée critique parmi les religieux. Le travail mené par *Católicas por el Derecho a Decidir* (CDD, Catholiques pour le droit de décider) « a permis à un nombre croissant de personnes de prendre conscience du fondamentalisme de l'Église catholique en matière de droits des femmes et de diversité sexuelle, et a également encouragé des milliers de catholiques à remettre en cause la dirigeance de l'Église » (Lucy Garrido, Uruguay). Au Nicaragua, « il existe des groupes relativement petits [qui] croient en un christianisme libérateur et le pratiquent » et dont le travail gagnerait à bénéficier de « formation et d'arguments féministes renforcés relatifs aux questions essentielles de la vie, notamment en termes d'égalité des sexes, de droits sexuels et de droits reproductifs » (Enriqueta Ramírez de la Mota).

Cependant, les activistes des droits des femmes sont également conscientes du fait que travailler dans le cadre de la religion n'est pas toujours approprié. Au Pakistan, le groupe *Women's Action Forum* (WAF) s'est consacré, dans un premier temps, à lutter contre l'islamisation des lois à partir d'un cadre religieux, avant de revenir vers une stratégie laïque car « les activistes ne se sentaient pas à l'aise avec cette approche et avec l'utilisation de cadres qui [de leur avis] finiraient par les coincer durant les débats avec la droite religieuse car ils/elles ne sont pas des érudits/es religieux/ses, ils/elles n'ont pas ce rang. Cependant, je pense qu'en termes de mobilisation d'appui dans le public en général, il s'agit d'une bonne tactique » (Farida Shaheed, Pakistan).

La détermination de la portée et de la nature de l'engagement vis-à-vis de la religion ne doit pas dépendre uniquement du contexte. Il doit également être reconnu que dans tous les contextes, il existe des activistes des droits des femmes qui croient que la religion a quelque chose à offrir aux femmes et d'autres qui ne le croient pas. Les deux positions doivent être respectées et prises en compte dans l'élaboration de réponses féministes mondiales aux fondamentalismes religieux. Comblant l'espace qui sépare les activistes des droits des femmes des différentes perspectives quant à la promesse de la religion pour le féminisme constitue une tâche difficile, mais nécessaire, de renforcement des mouvements. La marche à suivre consiste, d'une part, à approfondir le travail mené pour parvenir à une compréhension nuancée de la laïcité et de son application dans divers contextes, et, d'autre part, reconnaître le fait que de nombreuses activistes des droits des femmes s'opposent sur le terrain, de manière consciente et inconsciente, au traitement à part des perspectives laïque et religieuse. Il existe des exemples d'organisations nationales et internationales (telles que *Católicas por el Derecho a Decidir*

ou *Catholics for Choice*) qui comblent fossé créé par la dichotomie et travaillent dans un cadre religieux tout en défendant fermement la laïcité. Il est toutefois évident que l'impossibilité de créer un espace pour une réponse féministe concertée à la question de la religion en elle-même a profité aux mouvements fondamentalistes.

La revendication d'une vision féministe et le développement de la connaissance des religions

Comme le signale une activiste des droits des femmes, la montée des fondamentalismes religieux représente « une crise, mais également une opportunité » car elle traduit la nécessité urgente pour les personnes religieuses d'examiner consciemment le sens du terme « égalité » dans leurs religions et de prendre des mesures en vue de défendre l'égalité (participante à l'enquête, région administrative spéciale de Hong Kong, Chine).

La reconnaissance de la diversité et de la contestation au sein des religions crée un espace pour l'analyse féministe pour faire la distinction entre religion et fondamentalisme religieux, pour mettre en lumière l'absolutisme, qui est la caractéristique des fondamentalismes, et pour attirer l'attention sur l'action menée par certaines féministes au sein de diverses religions dans le but de construire des communautés alternatives de pensée et de pratique.

L'autonomisation d'autres membres de la communauté est l'un des moyens d'éroder un peu leur pouvoir et également d'informer et de mettre au point des alternatives... Il y a suffisamment d'espace dans le judaïsme pour que nous puissions trouver une manière de nous engager sincèrement en tant que juifs et êtres humains soucieux les uns des autres (Debbie Weissman, Israël).

On trouve des exemples dans le monde entier d'initiatives religieuses qui appuient les droits des femmes et la totalité des droits humains. Toutes ne cherchent pas spécifiquement à résister aux fondamentalismes religieux, bien que le fait de s'opposer au monopole de l'interprétation implique par défaut dans la plupart des cas. Dans le cadre de l'étude de l'AWID, seuls certains exemples ont été abordés dont une sélection est présentée ici.

Certains de ces exemples sont délibérément féministes. Dans le judaïsme, le processus de formation d'érudites du Talmud a débuté dans les années 70 et a conduit à la fin des années 90 à la création du groupe féministe juif orthodoxe, *Kolech*. « Le moment décisif se produira lorsque nous aurons des femmes qui auront été formées par des femmes ayant également été formées par des femmes.

⁵⁰ Deux études de cas de l'AWID pour l'Initiative Résister et s'opposer aux fondamentalismes sont spécifiquement consacrées à ce sujet : *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

Des hommes peuvent également être leurs professeurs, mais je pense que trois générations de femmes érudites fera la différence » (Debbie Weissman, Israël). En Thaïlande, les activistes des droits des femmes « utilisent des cadres féministes pour redéfinir le bouddhisme. Nous faisons beaucoup de déconstruction de ce qui a été mal interprété, pas seulement pour les femmes, sinon pour tous les groupes marginalisés, tels que les personnes pauvres. Nous constatons que les femmes qui suivent la formation sont soit religieuses et antiféministes, soit féministes et antireligieuses et ont complètement abandonné la pratique spirituelle. Dans le cadre de notre cours, nous nous efforçons de leur montrer que le bouddhisme et le féminisme sont complémentaires et conduisent en fait au même chemin, qui est celui de la libération de l'oppression ou de la souffrance. Il nous faut cultiver la paix de l'intérieur, prendre soin du corps et de l'esprit et savourer chaque jour de notre vie. C'est ainsi que nous nous aimons et que nous apportons ces qualités au travail que nous menons contre les fondamentalismes » (Ouyporn Khuankaew, Thaïlande).

D'autres mouvements religieux ne se centrent pas sur les femmes, mais font des interprétations qui appuient les droits humains des femmes. En Indonésie, « les stratégies mises au point par des groupes religieux progressistes tels que Rahima et l'Institut d'études islamiques et sociales (LKIS) sont parmi les mouvements qui ont remporté le plus de succès. Ces groupes réinterprètent les textes religieux depuis des perspectives progressistes et/ou égalitaires. Cette situation confirme l'efficacité de l'utilisation d'un même « langage » pour s'opposer aux interprétations conservatrices des textes religieux » (Firlina Purwanti, Indonésie). Au Nicaragua, l'organisation œcuménique Centro Ecueménico Antonio Valdivieso réalise une formation en leadership au profit des dirigeants/es des communautés de base fondée sur « une théologie d'avant-garde qui apporte une vision libératrice et renouvelle l'engagement social des chrétiens. Les « modérés » qui participent à nos formations ont signalé que l'une des leçons qu'ils ont apprise est la capacité de voir le mouvement de Jésus comme un mouvement social qui apparaît pour s'opposer à la loi et à l'Église et promouvoir des changements en vue de l'égalité et de la justice sociale. Ce changement social peut être mis en rapport avec d'autres actions déjà mises en œuvre par d'autres personnes autour du monde. Mais l'Église enseigne généralement une vision sacrée du mouvement social de Jésus qui ne peut en aucun cas être comparé aux actions menées par d'autres mouvements, telles que le combat des femmes » (Enriqueta Ramirez de la Mota, Nicaragua).

Aux États-Unis, on observe une lente réapparition de groupes qui offrent une alternative à la droite chrétienne, tels que le *Center for American Progress, Faith in Public Life, Catholics in Alliance for the Common Good, Sojourners*.

Nous devons appuyer les progressistes religieux et nous opposer au fondamentalisme non seulement en affirmant que la religion n'a pas sa place dans la vie publique, sinon également en promouvant des voix et des modèles alternatifs d'engagement civique. Cette approche a plus d'écho et s'avère en fait plus démocratique que d'essayer d'exclure les voix religieuses (Jennifer Butler, États-Unis).

Dora King, une professeure activiste des droits des femmes du Sierra Leone, est de l'avis que s'il devait y avoir un mouvement pro-féministe chrétien, celui-ci viendrait probablement de l'Église pentecôtiste, puisqu'il s'agit de l'une des rares églises à permettre que les femmes soient ordonnées et à reconnaître que toutes les femmes ont la possibilité d'avoir une relation directe avec Dieu et de recevoir les dons de l'Esprit. Cependant, Dora King et d'autres participantes à l'enquête constatent que l'absence de tradition herméneutique dans les églises pentecôtiste et charismatique implique que les membres et les hauts responsables de leurs congrégations seront peu enclins à s'engager dans une réflexion ou un débat critique et ample sur les enseignements religieux.⁵¹

Ce processus mondial de revendication de visions de la religion qui font une place aux droits humains, notamment aux droits humains des femmes, est étroitement lié aux stratégies de promotion du pluralisme, abordées précédemment dans ce chapitre.

Le dialogue et le débat avec les conservateurs et les fondamentalistes religieux

Dans certains cas, l'engagement féministe vis-à-vis de la religion s'est étendu au dialogue et à la participation à des débats publics avec des conservateurs et des fondamentalistes religieux. Les activistes des droits des femmes fondent leur décision de s'engager à ce niveau sur plusieurs raisons, en particulier la force des choses ou le fait de croire que le dialogue peut susciter un changement des mentalités. Une participante à l'enquête de Somalie suggère que les hauts responsables religieux soient abordés dans les campagnes menées contre la mutilation génitale féminine « car le débat se situe autour des interprétations religieuses ». Une autre participante du Nigéria suggère d'établir des liens avec les fondamentalistes « afin de dialoguer sur les conséquences de leurs actions ».

Comme il ressort de l'analyse présentée dans la publication de l'AWID **Des activistes des droits des femmes définissent les fondamentalismes religieux : mise en commun des expériences**,⁵² la ligne de démarcation entre conservateurs et fondamentalistes n'est jamais simple à établir. Certaines féministes les distinguent selon leur degré d'ouverture à un dialogue constructif avec des défenseuses des droits des femmes. Les activistes des droits des femmes disposent d'exemples tant d'ouverture que d'hostilité au dialogue des personnes identifiées comme fondamentalistes religieux. Par exemple, en 2007 la Commission kenyane des droits humains a organisé une simulation de tribunal sur l'avortement, un forum public ouvert à tous. Après une heure, des fondamentalistes chrétiens ont brandi des affiches et des T-shirts et saisi le micro des mains des participants. « Ils n'étaient pas là pour écouter ou pour débattre. Ils étaient là, au nom du Seigneur et de la Bible, pour nous interrompre » (participante à l'enquête, Kenya). À l'inverse, une participante d'un groupe de femmes œuvrant au sein des communautés musulmanes au Royaume-Uni constate que les dialogues stratégiques avec les femmes fondamentalistes ont contraint celles-ci à adopter la position étrange de devoir expliquer les raisons de leurs convictions, et « c'est lorsqu'elles doivent s'expliquer à voix haute à quelqu'un d'autre pour justifier leur perspective qu'elles reconnaissent l'absurdité de ce qu'elles sont en train de défendre » (Parvin Ali, Royaume-Uni). Lorsqu'une personne est ouverte à la possibilité de changer d'opinion, il est possible que l'étiquette de « fondamentaliste » ne soit plus appropriée.

En dépit du niveau d'agression auquel elles peuvent être confrontées, certaines activistes des droits des femmes insistent sur la mise en œuvre d'un dialogue constructif avec les fondamentalistes religieux comme moyen délibéré de s'opposer aux approches absolutistes. Par exemple, en Indonésie et aux États-Unis, les étudiants ont engagé avec succès un dialogue ouvert avec des fondamentalistes s'opposant aux droits des femmes et des personnes LGBTQI.⁵³ Dans les deux cas, les étudiants ont délibérément recherché des homologues fondamentalistes ou d'une institution fondamentaliste et engagé un dialogue face à face. Souforce Q est la branche jeunesse d'une organisation américaine qui vise à mettre fin à la discrimination contre les personnes LGBT au travers de moyens non violents. « La non violence nous enseigne que même l'oppressé est victime d'un système fondé sur l'injustice... C'est pourquoi nous voulons rencontrer ceux avec qui nous ne sommes pas d'accord et sommes prêts à supporter des affirmations dures sur notre identité afin de tenter de les faire changer d'avis. »⁵⁴

Cette stratégie soulève également la question d'établir une distinction entre les divers acteurs fondamentalistes : plusieurs exemples révélés par l'étude de l'AWID privilégient le dialogue avec les adeptes des fondamentalismes, plutôt qu'avec leurs hauts responsables, alors que les féministes qui participent au débat public avec des organisations fondamentalistes ont tendance à traiter avec leurs dirigeants.

Cependant, la mise en œuvre d'un dialogue efficace exige certaines conditions, telles qu'un espace dans lequel les participants puissent se sentir non seulement à l'aise sinon également en sécurité afin de parler ouvertement, et une évaluation consciente des conséquences politiques du dialogue pour l'activisme des droits à l'échelon local. Le dialogue exige également une grande détermination. Une activiste des droits des femmes égyptienne a soulevé la question de la religion à l'occasion d'une conférence locale. « Le premier jour a été très difficile pour moi. J'ai été attaquée et mon apparence extérieure (le fait que je ne porte pas de voile) a attiré l'attention au détriment de ce que j'avais à dire. Mais je n'ai pas quitté la salle et la discussion s'est poursuivie, j'ai trouvé des arguments pour faire face à chaque remarque. À la fin de la conférence, on m'a dit « c'est un honneur qu'il y ait des musulmanes comme vous » ... Ils étaient convaincus. Il est important d'encourager les personnes à refuser de baisser les bras face à ceux qui leur dictent ce qu'est l'Islam. Les hauts responsables religieux ont autant besoin que nous d'engager un dialogue » (Azza Soliman, Égypte).

⁵² Juan Marco Vaggione, *Des activistes des droits des femmes définissent les fondamentalismes religieux : mise en commun des expériences*, AWID : Toronto, 2008 <http://awid.org/fre/Library/Des-activistes-des-droits-des-femmes-definisent-les-fondamentalismes-religieux-mise-en-commun-des-experiences>

⁵³ Nathanael G. Sumaktoyo et Yuyun Rindiastuti « Fondamentalismes religieux et vie étudiante : coup d'œil d'Indonésie » ; et Haven Herrin « Sexualité, genre et droit religieux : sensibilisation des jeunes aux droits des GLBT aux États-Unis » *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

⁵⁴ Herrin « Sexualité, genre et droit religieux : sensibilisation des jeunes aux droits des GLBT aux États-Unis » *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

⁵¹ Jessica Horn « Fondamentalismes chrétiens et droits des femmes dans le contexte africain : cartographie du terrain » *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

Revendiquer des concepts cooptés par les fondamentalismes religieux

Les activistes des droits des femmes de divers contextes signalent des domaines dans lesquels le féminisme a perdu l'initiative discursive au profit des fondamentalismes religieux. Un domaine important qui constitue précisément l'un des points forts des fondamentalismes religieux est celui qui englobe la spiritualité, l'espoir, le sens, l'éthique, la vie, la « moralité » et la « famille ».

Comme l'observe une activiste des droits des femmes, « les extrémismes religieux semblent avoir comblé une lacune morale et politique que la gauche et les mouvements des femmes ne sont pas parvenus à résoudre depuis la fin de la Guerre froide » (participante à l'enquête, États-Unis). « Je parle en fait d'un bien-être spirituel que les personnes trouvent parfois dans la religion et qui manque cruellement dans le mouvement des femmes » (Ouyporn Khuankaew, Thaïlande).

Nous sommes en train de passer à côté de quelque chose, nous essayons de résister à des appareils très puissants et centenaires qui utilisent tout l'éventail de la littérature, de l'art et de la technologie pour créer des images du paradis et des valeurs qu'ils offrent à leurs audiences. Quelles images offrons-nous en échange ? Avons-nous une image à offrir ? (activiste des droits des femmes, Asie centrale).

Les activistes des droits des femmes suggèrent, parmi d'autres solutions, de fournir un sentiment d'espoir, et d'éviter l'aliénation des femmes ordinaires : « Offrons de l'espoir, c'est ce que les fondamentalistes offrent » (Hope Chigudu, Zimbabwe/Ouganda). « [Il est] fondamental d'établir une relation de confiance de sorte que le groupe ciblé ne soit pas aliéné [sinon] qu'il/elle devienne son/sa propre défenseur/e le plus fort » (participante à l'enquête, Pakistan).

Lorsque les perspectives des fondamentalistes religieux sont incapables de répondre aux besoins réels des personnes, une opportunité précieuse s'offre aux activistes des droits des femmes pour intervenir. « Dans nos efforts en vue de rendre autonomes [les autochtones survivantes d'une agression sexuelle], nous avons constaté que les églises catholique et évangélique n'apportent pas le soutien spirituel et social dont ces femmes ont besoin pour lutter contre la stigmatisation qu'elles subissent. Dans la plupart des cas, les discours religieux les culpabilisent de ce qui s'est passé. Ces femmes sont croyantes, mais elles se méfient des discours religieux qui les stigmatisent et,

lorsqu'elles doutent, le fondamentalisme a moins de possibilités de miner leurs cœurs et leurs esprits » (Maya Varinia Alvarado Chávez, Guatemala).

Les stratégies féministes contre la vision fondamentaliste du monde se centrent de plus en plus sur la proposition de perspectives positives alternatives et le constat est que celles-ci constituent un outil de mobilisation puissant. On peut citer comme exemple *El mundo al revés es posible* (un monde à l'envers est possible) de la campagne menée en Amérique latine *Contra los Fundamentalismos, lo Fundamental es la Gente* (les personnes sont fondamentales contre les fondamentalismes).⁵⁵

Beaucoup reconnaissent que « la famille » est un domaine dans lequel le discours féministe reste faible à l'heure actuelle, ce qui a permis aux fondamentalistes de qualifier les activistes des droits des femmes d'« anti-famille ». Dans ce contexte, la proposition de revendiquer le discours autour de « la famille » semble décisive, par exemple « en récupérant les espaces par l'opposition aux valeurs familiales mises en avant par le Congrès mondial des familles » (Gita Sahgal, Royaume-Uni). Cependant, certaines recommandent de ne pas permettre aux fondamentalistes de déterminer les paramètres du débat national : « Répondre aux fondamentalistes religieux suivant leurs propres termes (« nous sommes aussi une famille » ou « Dieu m'a fait homosexuel/le ») équivaut à perdre la bataille. Il vaut mieux adopter une position radicale et différente, même si le principe peut sembler un obstacle » (Alejandra Sardá-Chandiramani, Argentine).

Une autre alternative pourrait être de revendiquer la famille tout en offrant une vision inclusive, égalitaire et diversifiée dans ses structures. L'initiative mondiale Musawah pour l'égalité et la justice dans la famille⁵⁶ vise à créer des espaces pour une vision de ce type. Concernant la question de réexaminer les rôles assignés à chacun des sexes au sein de la famille, une activiste des droits des femmes signale que le défi que doit relever l'analyse féministe consiste à « lire entre les lignes de la logique trompeuse du fondamentalisme » (participante à l'enquête sur l'activisme des jeunes féministes⁵⁷, Colombie). Sa remarque porte sur la nécessité de mettre au point un argument accessible qui reconnaisse la spécificité biologique de l'homme et de la femme, tout en parvenant à s'opposer à l'argument fondamentaliste selon lequel cette spécificité conduit « logiquement » à des relations hiérarchiques et sexistes.

Les féministes s'opposent au monopole actuellement exercé par les fondamentalistes religieux concernant d'autres concepts. Les membres de Catholics for Choice revendiquent ciemment le langage chargé de valeur de la « vie » et des « bons catholiques » dans leurs campagnes de promotion des

rapports sexuels protégés à l'aide de slogans tels que « les bons catholiques utilisent des préservatifs » et le site Internet www.condoms4life.org. Les activistes dans les contextes catholique et chrétien remettent en cause les critères des fondamentalistes pour revendiquer le titre de « défenseurs de la culture de la vie » et qualifier les féministes de « meurtrières » et désigner les fœtus comme des « non nés ». Cette stratégie s'est centrée sur le débat du sens concret de l'expression « droit à la vie » et propose d'étudier les droits reproductifs ainsi qu'une vision alternative de la « culture de la vie ».

Reprendre l'initiative d'établir l'agenda public

Dans certains cas, les mouvements sociaux féministes et fondés sur les droits ont adopté une position tellement à la défensive en matière de programmes publics qu'ils ont involontairement permis aux fondamentalistes d'établir les paramètres du débat public. Cette situation porte préjudice aux visions alternatives que les féministes peuvent présenter. Dans le même temps, les activistes des droits des femmes échangent des exemples sur la manière dont les féministes peuvent abandonner ces positions défensives, changer avec assurance les termes du débat public et révéler les faiblesses des fondamentalistes.

Les activistes des droits des femmes fournissent des exemples de ce qui peut se produire lorsque les mouvements fondés sur les droits perdent l'initiative d'établir les programmes publics. Au Brésil, vers la moitié des années 90, les propositions visant à établir une loi reconnaissant l'union civile entre personnes du même sexe ont été abandonnées du fait de l'énorme pression exercée par un important bloc parlementaire évangélique. Cependant, au fil du temps, des progrès ont été constatés sur le terrain : plusieurs municipalités et états du Brésil ont adopté des lois reconnaissant des droits de base aux couples du même sexe, tandis que les décisions judiciaires reconnaissent certains droits tels que la succession et l'adoption d'enfants par des couples de gays et de lesbiennes. Suite à des scandales de corruption, le bloc évangélique a perdu de nombreux sièges aux élections. Cependant, certaines activistes des droits des femmes ont le sentiment que ces avancées n'ont pas été mises à profit et qu'au contraire « la vision mondiale fondamentaliste dans laquelle le châtiement et la souffrance ont une place essentielle [a remporté] une victoire symbolique » (Alejandra Sardá-Chandiramani, Argentine). Ce fut le cas il y a environ deux ans, lorsque « le mouvement gay brésilien a annoncé que la loi sur l'union civile n'était plus prioritaire et qu'il allait plutôt se centrer sur la pénalisation de l'homophobie car il leur semblait qu'une loi de ce type avait plus de chances d'être approuvée. Les fondamentalistes religieux ont rencontré un franc succès en réussissant à convaincre le mouvement gay que les mesures punitives sont plus acceptables que les mesures positives ».

Les activistes des droits des femmes attirent l'attention sur la nécessité d'abandonner volontairement les positions défensives et de revendiquer les programmes publics.

Très souvent, nous exerçons une auto-censure dans le but de faire passer une mesure potentielle ... en oubliant que nous devons travailler en tant que minorité importante, que nous devons nous efforcer de refléter un discours clair qui se différencie du et s'oppose au pouvoir, quel que soit le nombre de sympathisants importe. La dimension du « possible » se situe entre ce que nous désirons et ce qui nous est refusé (Susana Chiarotti, Argentine).

Il existe plusieurs approches potentielles en ce qui concerne l'offensive analytique et la création d'un espace dans lequel les femmes pourraient récupérer l'initiative d'établir les programmes publics. L'une de ces approches consiste à « s'opposer aux questions liées à la représentation, à l'authenticité et à la validité » (Pragna Patel, Royaume-Uni). En d'autres termes, il s'agit de remettre en cause publiquement la présomption selon laquelle, dans de nombreux contextes, les fondamentalistes religieux adoptent une position de « hauts responsables religieux » ou de « dirigeants communautaires », et parlent au nom de tous. Il s'agit de remettre en cause la présentation de leur vision de la religion comme la seule possible et de se demander dans quelle mesure leurs positions sont respectueuses des droits.

Une autre approche consiste à ne pas permettre aux fondamentalistes religieux d'imposer les paramètres du débat et, au contraire, à attirer l'attention sur l'échec des discours fondamentalistes pour répondre à la réalité que vivent les personnes. Au Maroc, cette stratégie a contribué au succès de la réforme de la loi sur la famille, malgré une forte opposition fondamentaliste :

Les islamistes ont tendance à voir la société comme ils voudraient qu'elle soit et non pas telle qu'elle est vraiment. Du coup, les organisations des droits des femmes ont adopté la stratégie d'attirer l'attention sur les problèmes sociaux suscités par les dispositions discriminatoires du Code et d'exiger des solutions à ces problèmes. Le fait de sortir du terrain idéologique, qui était le point fort des islamistes, et de les confronter à la réalité sur le terrain s'est avérée une stratégie très efficace pour le mouvement des droits des femmes (Rabéa Naciri, Maroc).

⁵⁵ *El mundo al revés es posible*, vidéo court produit par Lucy Garrido et Articulación Feminista Marcosur (Uruguay), 2006 www.youtube.com/watch?v=pPONS8DWzJg

⁵⁶ Musawah vidéo d'ouverture, Musawah (Égalité) Global Movement for Equality in the Muslim Family, Kuala Lumpur, Malaisie, 13-17 février 2009 www.youtube.com/watch?v=G6J6k6k4pSY

⁵⁷ En 2008, une enquête courte sur des fondamentalismes religieux et des jeunes femmes ont été envoyées à la liste de contact d'email du programme d'activisme des jeunes féministes de l'AWID.

Au Canada, au cours de l'âpre campagne menée contre l'arbitrage religieux dans les affaires familiales, le Conseil canadien des femmes musulmanes a sciemment empêché les fondamentalistes religieux de sortir le débat du terrain de la réalité et de la vie de tous les jours et d'en faire une discussion personnalisée sur la connaissance religieuse des femmes. « Lorsque les médias nous ont demandé quelle était notre réponse face aux propos négatifs tenus sur nous par la partie opposante, nous avons choisi de ne pas nous défendre, et de nous centrer sur les thèmes qui nous intéressent » (Alia Hogben, Canada).

En Uruguay, en juin 2007, les activistes des droits des femmes ont invoqué le fait que l'avortement est une réalité et une pratique transversale dans la société, pour vaincre l'opposition fondamentaliste à la légalisation de l'avortement. « Lors de la campagne Yo firmo [Je signe], des milliers de personnes ont reconnu publiquement avoir commis le 'crime de l'avortement'. Quatre ministres, huit sous-ministres et 20 parlementaires ont fait partie des signataires (en plus de chanteurs/euses, d'écrivains/aines, etc.). Les signatures ont été remises au Vice-président, qui a déclaré aux médias qu'il était lui aussi favorable à la légalisation de l'avortement. Le comité du Sénat sur la santé a cessé de bloquer la discussion et la loi légalisant l'avortement a été adoptée par la totalité du Sénat » (Lucy Garrido, Uruguay).

Récupérer l'initiative exige également de mettre au point « plus de méthodes permettant de faire assumer aux organisations fondamentalistes la responsabilité juridique et morale des crimes et des violations des droits humains qu'elles commettent » (Gita Sahgal, Royaume-Uni). Une tactique conforme à ce principe a été de suivre et d'exposer la malversation des financements publics et des dons privés des fondamentalistes religieux, ainsi que de délégitimer la revendication fondamentaliste de monopole sur la « moralité » en exposant les cas d'abus sexuels d'enfants survenus dans des institutions religieuses.

Faire connaître au grand public les individus et les groupes fondamentalistes représente le premier pas en vue d'exiger une prise de responsabilité de leur part : « Faire connaître les noms afin que nous puissions identifier les groupes qui ont des

tendances et des liens fondamentalistes de sorte que les personnes sachent de quoi nous parlons » (Un groupe de travail, Réunion des parties prenantes de l'AWID). Tout en ayant conscience du fait que le terme « fondamentaliste » est en lui-même une source de difficultés, les activistes des droits des femmes estiment que la qualification publique d'un groupe ou d'une personne de « fondamentaliste » présente plusieurs avantages (voir **Des activistes des droits des femmes définissent les fondamentalismes religieux : mise en commun des expériences**). Cette qualification peut créer un espace stratégique dans lequel il serait possible de développer une compréhension collective d'une tendance qui traverse les régions et les religions. D'autre part, les activistes des droits des femmes en Nouvelle-Écosse, au Canada, signalaient que « l'action de révéler les idéologues fondamentalistes, d'identifier leur objectif et de les qualifier d'idéologie séparée, oppressive et régressive à l'intérieur d'une religion dominante et, par conséquent, distincte de la religion en elle-même, permet aux adeptes de cette religion de prendre leurs distances par rapport à l'imposition d'un ensemble de valeurs auxquelles ils/elles n'adhèrent pas ». ⁵⁸

Dans le monde entier, les activistes des droits des femmes ont invoqué les normes internationales des droits humains, notamment dans les pays dont les gouvernements ont ratifié les principaux traités, comme moyen de combattre le privilège de la religion dans la politique publique et d'accroître la contre-pression exercée par les femmes sur les gouvernements : « Aux côtés d'autres organisations sœurs, la mienne a mené une campagne de sensibilisation sur les textes légaux, tels que la CEDAW, qui appuient les femmes et ont été ratifiés par le Mali » (Yaba Tamboura, Mali). Cependant, dans l'étude réalisée par l'AWID, un nombre relativement faible d'activistes des droits des femmes fait référence au rôle positif joué par la législation nationale et internationale sur les droits humains dans le travail mené en matière de responsabilité. Il s'agit de toute évidence d'un domaine qui doit faire l'objet d'une analyse approfondie dans les processus de résistance et d'opposition aux fondamentalismes, indépendamment du fait que cette lacune reflète l'expérience des activistes vis-à-vis des tendances biaisées des mécanismes juridiques nationaux et internationaux, ou bien une opportunité inexploitée.

Renforcer la construction des mouvements féministes

Dans le contexte de l'opposition aux fondamentalismes religieux, les activistes des droits des femmes constatent une nécessité urgente de renforcer davantage la construction des mouvements féministes en vue d'accroître notre pouvoir collectif de résistance et d'opposition aux fondamentalismes religieux. Pour ce faire, il convient de développer la solidarité entre les régions et les religions, et d'assurer que les activistes des droits des femmes mettent en rapport leurs luttes et leurs actions contre les fondamentalismes, en reconnaissant dans le même temps la

diversité entre les femmes et en évitant de reproduire les schémas du pouvoir qui caractérisent la politique patriarcale. Ces mesures impliquent également un souci particulier de construction d'une base considérable pour le féminisme et en appui des droits des femmes, ainsi qu'un appel mondial à construire des mouvements multigénérationnels en vue d'assurer l'autonomisation et la mobilisation de toutes les tranches d'âge dans la résistance aux fondamentalismes religieux.

Construire une solidarité féministe

Huit activistes des droits des femmes sur dix ont le sentiment que le travail mené pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux pourrait gagner en efficacité si une plus grande solidarité et un appui plus important de la part des organisations de femmes aux échelons international, national et local leur étaient manifestés. Tel que l'observe une activiste : « Les autres organisations des droits des femmes sont nos meilleures alliées » (Parvin Ali, Royaume-Uni). Dans l'enquête réalisée par l'AWID, une plus grande importance a été accordée à cette solidarité et à cet appui qu'à la hausse des financements et autres ressources, et l'une des suggestions les plus fréquemment exprimées est de multiplier les réseaux et les visites d'échange. De même, plus de 80 % des activistes des droits des femmes considèrent qu'une plus grande information sur les stratégies des femmes en matière de résistance aux fondamentalismes religieux dans d'autres pays constitue leur principale priorité ou une nécessité majeure.

Dans le cadre de ce processus d'échange et de renforcement de la solidarité, la reconnaissance des points communs entre les femmes, indépendamment de leur région, de leur religion ou de toute autre différence, constitue un élément crucial.

Les groupes de femmes doivent s'unir pour préserver leurs conquêtes, qui ont aidé toutes les femmes, et s'exprimer d'une seule voix, pour ensuite construire sur ces fondations. Nous devons promouvoir nos points communs, qui sont plus nombreux que nos différences (Pragna Patel, Royaume-Uni).

Dans divers contextes, les organisations de femmes se sont consacrées à promouvoir le dialogue entre les femmes, indépendamment de leurs religions, en attirant l'attention sur les expériences communes dans le cadre des fondamentalismes religieux et sur une responsabilité commune d'aborder cette question. En Europe occidentale et en Amérique du Nord, les fondamentalistes musulmans sont parvenus à faire taire les critiques internes en affirmant que celles-ci proviennent de personnes racistes. Toutefois, le travail mené par les féministes au travers des frontières communautaires s'est traduit par l'adhésion accrue de femmes musulmanes hésitantes, du fait que la discrimination fondée sur le sexe n'est pas une caractéristique exclusive d'une communauté religieuse en particulier.

[Ne] disons pas « les Chrétiens luttent contre les fondamentalismes religieux chrétiens, etc. », mais plutôt « ce problème existe et nous luttons tous contre celui-ci, que l'on soit musulman ou chrétien, alors travaillons ensemble indépendamment de notre religion » (Azza Soliman, Égypte).

Créons un réseau international de lutte contre les fondamentalismes religieux [qui] ne serait pas centré sur une religion en particulier, sinon sur toutes les formes d'oppression et d'exploitation religieuse (participante à l'enquête, Inde).

Cependant, la solidarité se heurte à divers obstacles dans le contexte de l'opposition aux fondamentalismes. Par exemple, comme tous les mouvements de femmes ne sont pas forcément féministes, leurs contributions aux efforts

⁵⁸ English, Harper et MacDonald « Activisme féministe rural et fondamentalisme religieux en Nouvelle-Écosse, Canada » *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

contre-fondamentalistes peuvent varier. En Lituanie, « le mot 'féminisme' a une connotation négative. C'est pourquoi de nombreux groupes de femmes s'auto-définissent en fonction du service qu'ils fournissent et n'abordent pas des objectifs plus larges, tels que les droits reproductifs ou les droits des gays ». ⁵⁹ Au Soudan, par exemple, « [les femmes] du mouvement des femmes sont nées sous le système patriarcal et y restent favorables » (Manal Abdel Halim, Soudan). En 2002, cette réalité s'est traduite par l'appui de certaines femmes activistes à la légalisation de la mutilation génitale féminine au Soudan. Dans le même temps, les mouvements des femmes qui ne se déclarent pas ouvertement féministes ne doivent pas être négligés dans le processus de construction d'une solidarité mondiale.

Malgré l'impact excessivement négatif des fondamentalismes religieux sur la vie des femmes, une activiste des droits des femmes sur six considère que les organisations et les mouvements des femmes ne sont pas très actifs ou pas actifs du tout dans l'opposition à ces fondamentalismes. Le premier pas pour construire une solidarité féministe consiste donc à accroître l'engagement des organisations des femmes d'une manière générale, et des organisations et des mouvements des droits des femmes en particulier, en vue d'une action contre-fondamentaliste.

La diversité et le dépassement de la « solidarité féminine mondiale »

Certains mouvements des droits des femmes pâtissent particulièrement du manque de solidarité dans leur lutte contre les fondamentalismes religieux. Au Cambodge par exemple, dans la lutte contre le VIH et le sida, les travailleuses du sexe sont directement confrontées aux politiques d'État soutenues par les fondamentalismes chrétiens, et signalent qu'elles ont besoin d'un appui bien plus important de la part des mouvements des droits des femmes. Les activistes dans les contextes multiculturels peuvent ressentir le manque d'appui des femmes d'une communauté en particulier, comme le signale une participante à l'enquête travaillant à Mindanao, aux Philippines, qui souhaite « davantage d'appui des groupes de femmes musulmanes aux échelons local et national ». Même lorsque les activistes des droits des femmes sont d'accord sur la nécessité de s'opposer aux fondamentalismes religieux, comme signalé précédemment dans le présent chapitre, des différences considérables peuvent exister entre activistes quant à la réalisation des activités dans le cadre de la religion ou à l'extérieur de celui-ci.

Cette réalité indique que la diversité des préoccupations, des expériences et des positions des femmes exige reconnaissance et respect et constitue une condition préalable à la construction d'une solidarité féministe plus forte dans le contexte de la lutte contre les fondamentalismes religieux. Cette diversité fait référence non seulement aux principales catégories sociales, telles que la classe, l'ethnicité, l'âge, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le handicap, la religion et la croyance, sinon également à des différences importantes telles que la localisation dans l'hémisphère nord ou sud, l'expérience du racisme ou de l'oppression en tant que minorité, l'accès aux ressources et à la technologie, et les positions politiques.

Les activistes des droits des femmes fournissent plusieurs exemples de la nécessité de reconnaître la diversité. Aux États-Unis, certaines sont préoccupées par le fait que « le mouvement féministe américain n'est pas très présent dans toutes les classes. Peut-être en réaction à la droite chrétienne, la question fondamentale du féminisme américain est l'avortement et non pas la justice économique au profit des familles, ce qui a permis à la droite chrétienne de rassembler les droits des femmes autour d'une question controversée, plutôt que d'avoir à affronter un large éventail de préoccupations » (Jennifer Butler, États-Unis). Dans le contexte très différent du

Cameroun, une participante à l'enquête a également identifié le besoin urgent « d'établir des réseaux actifs et permanents entre les femmes allant au-delà de la division rurale-urbaine » en vue de renforcer le travail mené contre les fondamentalismes.

Nous avons besoin d'être confrontées à différentes expériences, d'avoir un esprit ouvert et d'accepter l'autre. Les femmes activistes ne connaissent pas la perception des femmes sur certaines questions. Les femmes dans les villages ne sont pas naïves : elles disposent de mécanismes d'adaptation... C'est grâce à cela qu'elles survivent. Parfois, les femmes activistes pensent qu'elles sont ignorantes, qu'elles viennent d'une autre planète, et ne tiennent pas compte de leur vaste expérience (Manal Abdel Halim, Soudan).

Il est également important de ne pas reproduire les schémas du pouvoir qui caractérisent la politique patriarcale. Une activiste des droits des femmes du Soudan observe que les activistes ont utilisé les victimes des politiques fondamentalistes en soutenant les affaires portées devant la Cour constitutionnelle, mais ne se sont pas soucies de faire un suivi postérieur de ces femmes. De nombreuses activistes font un appel à la réflexion :

Une analyse sérieuse et approfondie [est requise] pour évaluer dans quelle mesure et de quelle manière nous agissons nous-mêmes comme les fondamentalistes religieux, et ainsi être en mesure d'offrir des alternatives réelles et non pas des copies à peine différenciées d'une pensée hégémonique (Alejandra Sardá-Chandiramani, Argentine).

[Nous devons] faire preuve de plus d'honnêteté dans l'examen de nos propres fondamentalismes dans le processus d'élaboration de stratégies de lutte contre les fondamentalismes mondiaux (Anasuya Sengupta, Inde).

⁵⁹ Virginija Aleksejune, Margarita Jankauskaite et Vilana Pilinkaite-Sotirovic « Confrontation aux fondamentalismes catholiques en ex-Union soviétique : le cas de la Lituanie » *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

Travailler au-delà des frontières afin de renforcer la solidarité féministe

Par la nature même de leur travail, de nombreuses campagnes des droits des femmes aux échelons régional ou mondial sur des questions spécifiques sont confrontées immédiatement aux fondamentalismes religieux, et doivent élaborer des stratégies afin de contrer leur influence négative. Par exemple : la campagne pour une convention sur les droits sexuels et reproductifs menée par les mouvements des droits des femmes en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi que la campagne du 28 septembre pour la légalisation de l'avortement dans la région ; la campagne de promotion de la ratification et de l'élimination de toutes les réserves à la CEDAW au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; Astra, le Réseau des femmes d'Europe centrale et de l'est pour la santé et les droits sexuels et reproductifs ; la Coalition pour les droits sexuels et corporels dans les sociétés musulmanes (CSBR) ; Musawah (Égalité), l'initiative mondiale pour l'égalité et la justice dans la famille musulmane.

La formation de réseaux, de groupes et de campagnes transnationaux se consacrant spécifiquement aux droits des femmes et aux fondamentalismes religieux peut contribuer à renforcer la résistance féministe à l'échelon national et lui apporter une visibilité mondiale. On peut citer des réseaux tels que : Femmes sous lois musulmanes et Católicas por el Derecho a Decidir (Catholiques pour le droit de décider), ainsi que la campagne *Contra los Fundamentalismos, lo Fundamental es la Gente* (les personnes sont fondamentales contre les fondamentalismes). Au cours de ces dernières années, les féministes nicaraguayennes, attaquées par le gouvernement à coups de procès en diffamation, ont bénéficié d'une solidarité considérable aux échelons régional et international qui leur apporte une certaine protection. En Turquie, lorsque le parti au pouvoir Justice et Développement (AKP) a cherché à amender la Constitution d'une manière négative pour les avancées obtenues par les femmes turques, le réseau Women for Women's Human Rights-New Ways (WWHR) est parvenu à mobiliser des alliés/ées de la Coalition internationale sur les droits sexuels et corporels : « Comme nous étions en train de coordonner la campagne pour la réforme du Code pénal turc selon une perspective soucieuse de l'égalité des sexes en tant que WWHR entre 2001 et 2004, il était terriblement important pour nous de savoir si nous pouvions compter sur la solidarité de la Coalition pour les droits sexuels et corporels dans les sociétés musulmanes au cas où le parti AKP aurait avancé des arguments islamiques contre nos demandes. Dans ce cas, je savais que nous avions le pou-

voir de dire : « Vous affirmez que vous parlez au nom de l'Islam, mais regardez, de nombreuses organisations de pays musulmans, du Moyen-Orient au Sud/Sud-est asiatique sont contre vous. » Tout ce travail entre pays est très stimulant et [permet] des analyses communes, etc. » (Pinar Ilkkaracan, Turquie).

« Des initiatives à l'échelon local ont également abouti à des analyses féministes solides qui mettent délibérément en rapport des femmes de différentes origines religieuses afin de faire ressortir les similitudes entre les fondamentalismes religieux, ainsi que les dynamiques entre les fondamentalismes et les droits des femmes. Par exemple, le réseau Secularism Is a Women's Issue (SIAWI, La laïcité est une affaire de femmes) est basée en France et crée des liens entre les femmes en Europe et en Afrique du Nord. Fondée au Royaume-Uni, l'organisation Women Against Fundamentalism (Les femmes contre le fondamentalisme) a contribué à rassembler toute notre expérience partielle et ainsi à nous centrer sur le rôle de l'état, sur la manière dont l'agenda raciste de l'état contribue au fondamentalisme » (Pragna Patel, Royaume-Uni). Au Nigéria, l'organisation BAOBAB for Women's Human Rights a réalisé des exercices visant à construire des passerelles à l'occasion desquels des groupes de femmes musulmanes et chrétiennes ont d'abord exprimé une critique des lois et des pratiques de leurs propres communautés, puis se sont réunies pour échanger leurs analyses, qui ont renforcé une réponse féministe aux tendances nationales de division.

Afin d'attirer l'attention sur les points communs entre les religions en ce qui concerne les rôles sociaux assignés aux femmes, les féministes ont souvent rencontré des femmes qui ont analysé d'autres communautés religieuses. En 2002, La Ligue Démocratique pour les Droits de la Femme au Maroc a organisé un colloque avec des intervenantes de Femmes contre les intégrismes ainsi que des experts de la droite religieuse aux États-Unis, et des fondamentalismes juifs. « En 2003, l'organisation Womenlead a organisé un forum sur des questions clés de la sexualité, des droits des femmes et de la religion. Lors du forum, une théologienne catholique, une pasteure de l'Église indépendante des Philippines et une défenseuse des droits des femmes musulmane ont effectué des présentations sur des versions et des interprétations alternatives s'opposant aux enseignements religieux traditionnels au sein de chaque tradition » (Claire Angeline P. Luczon, Philippines).

Élargir la base des mouvements des droits des femmes

Dans certains contextes, les activistes des droits des femmes appellent à élargir la base des mouvements des droits des femmes afin d'accroître la légitimité et la visibilité de la cause féministe, et d'assurer une plus grande sécurité en nombre. Cette préoccupation relative à la nécessité d'une « base massive » pour l'activisme des droits des femmes dans le contexte de l'opposition aux fondamentalismes semble particulièrement pertinente pour les activistes de l'Asie du Sud, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ainsi que de l'Europe de l'Est. « Aucune autre barrière n'est peut-être aussi préjudiciable pour l'efficacité du travail mené par la plupart des ONG des droits des femmes que le manque de base communautaire solide. »⁶⁰ Alors que dans les anciens pays socialistes, l'absence d'une base massive est principalement due à la suppression historique de l'activisme social, partout ailleurs cet appel à élargir la base des mouvements des droits des femmes pourrait être une réponse au succès rencontré par les fondamentalistes dans ces régions, en se faisant passer pour des mouvements qui parlent au nom du peuple.

Certaines critiques portent sur l'orientation du plaidoyer féministe, qui s'est souvent centré sur l'état et la sphère juridique ou politique, en accordant moins d'énergie aux bases communautaires.

Nous sommes plutôt bonnes s'agissant de slogans et de participer aux émissions de conversation et aux activités à haut profil. Mais l'occupation lente, tranquille et insidieuse des espaces est le fruit des fondamentalistes, pas le nôtre (Sara Hossain, Bangladesh).

Cette réalité implique non seulement que la base communautaire a été cédée aux fondamentalistes, mais également que les mouvements féministes et les divers mouvements des droits des femmes n'ont pas réussi à construire à partir du potentiel qui existe à la lumière des nombreux actes quotidiens de résistance individuelle réalisés par des femmes. En citant l'exemple d'une femme qui n'était pas une féministe consciente mais s'était opposée aux politiques fondamentalistes d'État relatives au code vestimentaire, l'activiste iranienne Homa Hoodfar signale : « Je sens qu'il y a une certaine incapacité à mettre en rapport ce type d'actes de résistance avec les nôtres. Je ne suis pas sûre de savoir comment faire dans nos différents contextes politiques et culturels, mais je pense

qu'il y a là un potentiel considérable. » D'autre part, sans la protection que signifie une base élargie, « les femmes qui essaient de se faire entendre sont très vulnérables, et les fondamentalistes utilisent la violence pour éliminer des personnes en guise d'exemple » (Mona Mehta, Inde).

Bien entendu, la volonté d'élargir la base soulèvera la question de savoir si cette mesure exige la dilution de l'opposition radicale du féminisme aux structures sociales existantes, si cela permet d'accueillir un spectre plus large de positions politiques afin d'attirer un appui plus important. Cependant, il existe de nombreux exemples d'activisme féministe qui a réussi à atteindre les bases communautaires. La Ligue Démocratique pour les Droits de la Femme (LDDF) au Maroc organise des « caravanes » depuis presque dix ans. Chaque année, des bus remplis de volontaires de la LDDF, à savoir des docteur/esses, des psychologues, des experts/es de l'environnement et des avocats/es, parcourent pendant deux semaines une région spécifique du Maroc afin d'apporter des services de base et des dons de vêtements et d'autres biens essentiels au profit des communautés socialement isolées. Cette caravane comprend également des moniteur/rices pour les enfants afin que les femmes locales puissent elles aussi participer. Bien que ces caravanes abordent les divers besoins des personnes dans les villages visités, l'objectif prioritaire de l'organisation est de rencontrer les femmes locales afin de leur fournir des informations, un appui juridique et de santé, et ainsi s'opposer à la mainmise du fondamentalisme religieux et des pratiques culturelles régressives sur les vies de ces femmes. La caravane a fait l'objet d'un documentaire primé.⁶¹ « Nous rencontrons toutes sortes de personnes par le biais de nos caravanes, dans les périphéries des villes marocaines, les petites villes, la campagne et les régions montagneuses, mais également dans les pays européens dans lesquels existent de grandes communautés issues de la diaspora marocaine (France, Espagne, Pays-Bas, Belgique) » (Ligue Démocratique pour les Droits de la Femme (LDDF), Maroc).

60 Aleksejune, Jankauskaite et Pilinkaite-Sotirovic « Confrontation aux fondamentalismes catholiques en ex-Union soviétique : le cas de la Lituanie » *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

61 *Allez Yallah*, dirigé par Jean-Pierre Thorn, Cargo Films, 2006 <http://allezyallah.com>

La construction des mouvements à travers les générations

Parmi les mouvements des droits des femmes, on constate une prise de conscience grandissante de l'impact spécifique des violations des droits sur les jeunes femmes. On observe également une plus grande reconnaissance du rôle essentiel des jeunes féministes dans la défense des droits des femmes, ainsi que des perspectives particulières et des stratégies d'organisation que celles-ci apportent par le biais de leur activisme. Le chapitre 2 du présent rapport a abordé le rôle clé des jeunes dans le fonctionnement et la perpétuation des fondamentalismes religieux. Les jeunes, femmes et hommes, jouent des rôles décisifs dans les campagnes fondamentalistes et sont la première cible pour le recrutement, l'influence et le contrôle social. Les activistes des droits des femmes constatent que le succès des forces fondamentalistes dans la « capture » des jeunes a pour effet de limiter le potentiel et la pérennité de la mobilisation féministe pour la résistance. Comme l'observe une activiste des droits des femmes : « Les jeunes femmes ont déjà été 'amadouées' par ces églises [fondamentalistes]. En tant que mouvement des femmes, nous ne faisons pas assez pour aller à leur rencontre, les accueillir et développer leur prise de conscience et leur leadership » (Solome Nakaweesi-Kimbugwe, Ouganda).

Cette situation indique qu'en termes d'élaboration de stratégies féministes, une perspective fondée sur les points de vue, les analyses et les expériences de différentes générations s'avère cruciale dans le cadre des efforts déployés par les mouvements des droits des femmes pour s'opposer aux fondamentalismes religieux.

S'il est vrai que toutes les femmes sentent la menace des fondamentalismes religieux, il n'en demeure pas moins qu'il existe une diversité générationnelle dans les perceptions de la montée et de l'impact de ces mouvements sur les droits des femmes. L'enquête réalisée par l'AWID révèle une corrélation entre l'âge et une plus grande perception de la montée des mouvements fondamentalistes : les participantes à l'enquête ont une perception de la menace qui augmente en même temps que leur âge. Interrogées sur la montée des fondamentalismes religieux au cours des 10 dernières années, environ 51 % du nombre total de participantes à l'enquête considère que ce phénomène est en hausse, dont 40 % des femmes de moins de 30 ans qui pensent que les fondamentalismes religieux ont « beaucoup augmenté à l'échelon mondial ». Cette tranche d'âge a également tendance à répondre « incertaine » à la question sur la montée des fondamentalismes.

Certaines activistes des droits des femmes plus âgées pensent que cette perception est due au manque d'expérience de vie comparative des jeunes femmes sans les fondamentalismes religieux, puisqu'elles n'ont pas assisté à la transformation des sociétés sous leur contrôle. Dans ce

sens, les jeunes qui atteignent l'âge adulte dans un environnement déjà contaminé par des normes et des politiques fondamentalistes et peu exposés/es à des interprétations plus ouvertes de la culture et de la religion, auraient tendance à percevoir ces mouvements d'une manière plus normalisée.

Les espaces limités pour la discussion ainsi que le tabou qui pèse sur l'analyse critique ont un impact sur la capacité des jeunes en général pour identifier les fondamentalismes religieux. Cependant, il est également évident que les jeunes femmes ne se sont pas non plus habituées aux mouvements fondamentalistes religieux au point de considérer que ceux-ci font partie du paysage politique naturel. Les hautes responsables féministes actuelles ont grandi dans des cadres patriarcaux et ont pourtant été capables de reconnaître ces structures et de s'y opposer. De même, des jeunes femmes analysent et répondent à l'impact des fondamentalismes sur les droits des femmes. Cependant, ce travail est souvent mené de manière isolée vis-à-vis des mouvements et des organisations établis des droits des femmes. L'AWID a reçu plus de 250 candidatures pour l'Institut des Jeunes Femmes 2007 sur ce thème spécifique, dont un grand nombre provenant de jeunes femmes qui ne sont pas formellement liées aux initiatives des droits des femmes existantes de lutte contre les fondamentalismes religieux. Lors de l'Institut, les participantes ont conclu que « les jeunes femmes se sentent souvent seules et isolées... Elles ont besoin d'être activement engagées dans le mouvement féministe afin de promouvoir les instances de dialogue intergénérationnel et d'aborder des thèmes pouvant être liés ou pas à la question de la femme. »

Les participantes à l'Institut ont également souligné l'importance de faire participer les jeunes hommes et insisté sur la nécessité d'aller au-delà de l'inclusion rhétorique en vue de construire des organisations dans lesquelles les jeunes hommes participent activement à la lutte contre les fondamentalismes religieux.

Voici certaines initiatives dirigées par des jeunes femmes ou centrées spécifiquement sur les jeunes femmes :

- *Aware Girls* (Pakistan) : <http://awaregirls.webs.com/> une organisation dont les membres ont entre 12 et 16 ans et qui vise à promouvoir le dialogue sur les conséquences de l'islamisation, entre autres activités ;
- *Jovens Feministas de Sao Paulo* (jeunes féministes de Sao Paulo, Brésil) : un collectif féministe qui vise à refléter les spécificités et les demandes des jeunes ;
- *Sahiba Sisters* (Tanzanie) : un groupe de recherche, de formation et de défense qui travaille auprès des communautés musulmanes et se consacre spécifiquement à la jeunesse ;

- *Sisters of Sumayya* (Canada ; le nom du réseau a changé afin de protéger son identité) : un groupe de jeunes femmes qui vise à créer un « troisième espace » explicitement favorable aux homosexuels/les, contre le racisme, pro-choix et non-moralisateur ;
- *Shura Yabafazi* (Afrique du Sud ; signifie « consultation des femmes ») : groupe de jeunes femmes activistes centré sur les lois musulmanes relatives à la famille ;
- Les jeunes femmes du district en conflit de Panchmahal à Gujarat, en Inde, ont formé des groupes de femmes diverses qui travaillent ensemble sur des préoccupations communes telles que la violence faite aux femmes et l'élaboration de plans d'appui au profit de moyens d'existence interdépendants ;
- « Les groupes de jeunes ont récemment pris l'initiative de coordonner des actions publiques intéressantes. Par exemple, ils ont réuni plusieurs groupes de musique dans un jardin public afin d'appuyer la légalisation de l'avortement » (Lucy Garrido, Uruguay).

Les activistes des droits des femmes ont une tâche décisive devant elles, qui consiste non seulement à aborder l'impact des forces fondamentalistes sur les droits des jeunes femmes, mais également à sensibiliser sur la manière dont l'activisme des jeunes féministes dans ce domaine est fondé sur une politique intergénérationnelle au sein de mouvements élargis des droits des femmes. Cette analyse peut susciter des questions plus approfondies sur le travail mené par les féministes pour régénérer leurs propres mouvements, et attirer l'attention sur l'importance cruciale d'une approche multigénérationnelle de l'organisation féministe.

Mon amie me dit toujours que nous devons créer des clones de nous-mêmes, des versions rajeunies, afin qu'elles puissent continuer de faire vivre le mouvement. Mais moi je ne suis pas d'accord, je lui dis que ce dont nous avons besoin, c'est de transmettre notre expérience et nos connaissances, en leur laissant le leadership du mouvement selon leurs propres termes, pour qu'elles développent nos concepts et l'enrichissent de nouvelles perspectives (Azza Soliman, Égypte).

La construction des mouvements au travers des générations va au-delà d'une saine collaboration. Il s'agit d'un point de vue par lequel nous pouvons analyser le fonctionnement des mouvements des droits des femmes et identifier la manière dont la construction des mouvements se produit au travers

des générations. Dans les milieux féministes, notamment en ce qui concerne la question des fondamentalismes religieux, le pouvoir est souvent perçu comme une menace externe et masculinisée, une orientation qui tend à éclipser les hiérarchies internes. Les jeunes activistes ont souvent le sentiment d'un déséquilibre en termes de force, de pouvoir et de ressources, et les espaces limités donnent lieu à des luttes de pouvoir entre les jeunes femmes et les femmes plus âgées, et même entre les jeunes femmes. Lorsqu'il apparaît que les opportunités de partager le pouvoir sont faibles, les tensions intergénérationnelles ont tendance à surgir : Qui établit l'ordre du jour ? Qui a accès aux espaces internationaux ? De quelle manière sont échangées les connaissances et entre qui ? Quelles sont les voix les plus écoutées ? Comme le constate une participante à l'Institut des Jeunes Femmes : « Il est nécessaire de s'éloigner de l'adulte-centrisme omniprésent dans les organisations féministes de sorte que les jeunes femmes sentent qu'elles peuvent avoir une participation active. » Une professeure, activiste des droits des femmes, signale : « Imposer mes convictions aux jeunes femmes me situe dans la même catégorie que les fondamentalistes. Alors je leur ouvre la porte et je leur donne le choix » (participante à l'enquête sur l'activisme des jeunes féministes, Philippines).

Souvent cataloguées comme les voix « drôles » et « énergiques » du mouvement, certaines jeunes féministes ont le sentiment d'être associées à un type d'activisme ayant moins de poids. D'autres sentent que leurs actions contre les fondamentalismes religieux sont aux prises avec de nombreux facteurs limitants auxquels les féministes plus établies ne sont pas confrontées dans la même mesure, tels que la peur, le sentiment internalisé d'infériorité, le manque de sensibilisation sur les droits et la nécessité de s'organiser dans le secret en raison du manque de liberté d'expression. Dans ce contexte, une activiste remarque le besoin de « développer les capacités parmi les jeunes femmes. Créer des espaces de rencontre pour leur montrer la réalité et la nécessité pour elles de sauter de ce train en marche » (Dorothy Aken'Ova, Nigéria). Ces réflexions font ressortir le besoin d'appuyer et de développer les capacités et les opportunités de leadership des jeunes femmes, ainsi que le caractère impératif de la création de réseaux et d'une solidarité multigénérationnels. perative for multigenerational networks and solidarity.

Les jeunes femmes veulent agir, mais pour ce faire elles doivent être totalement équipées et disposer de l'appui solide des groupes qui sont déjà impliqués dans ces domaines, aux échelons national et international (Nita Ephraim, Nigéria).

Les stratégies féministes doivent également aborder la

question de l'attraction qu'exercent les mouvements fondamentalistes sur les jeunes. Dans le cadre de ce processus, il pourrait convenir d'insuffler à nos mouvements et actions davantage d'énergie, d'esprit et un sens de la communauté, en essence, faire « ce que nous faisons, mais avec un caractère ludique, plus de danse, plus de célébration » (Ayesha Imam, Nigéria). Cependant, il peut s'avérer dangereux de généraliser les différences générationnelles en l'absence d'une conversation plus globale sur le partage du pouvoir et la solidarité : « Les jeunes activistes doivent jouer un rôle clé dans l'élaboration des stratégies afin de travailler de manière attrayante avec leurs homologues, mais leur contribution ne doit pas se caractériser simplement par un activisme drôle, énergique et créatif. Un dialogue efficace entre les générations permet de reconnaître que les individus d'âges différents ont des expériences, des perspectives, des analyses et des idées variées, et que construire à partir de cette diversité renforce nos stratégies » (Sanushka Mudaliar, Australie/Chine).

Face à la violence fondamentaliste, l'appel à la solidarité entre les générations devient d'autant plus urgent. Selon des données de l'enquête de l'AWID ventilées par âge, les activistes des droits des femmes ayant entre 30 et 44 ans signalent des niveaux de violence fondamentaliste plus élevés que celles de moins de 30 ans ou de plus de 45 ans. Cela reflète peut-être la réalité d'activistes au sommet de leur engagement politique, qui auront davantage tendance à affronter la violence fondamentaliste du fait de leur travail dans ce domaine. Concernant les conséquences de cette situation sur la force et la pérennité de la résistance féministe, une jeune femme remarque :

Nous devons réfléchir aux questions de sécurité car ces chiffres indiquent que les mouvements des femmes concentrent des femmes qui ont entre 30 et 40 ans, et qui sont seules face aux fondamentalismes religieux. Compte tenu du fait que les fondamentalismes religieux sont une réalité depuis des siècles, nous devons réfléchir à une stratégie à long terme (Perla Vázquez, Mexique).

Les activistes des droits des femmes dont le travail est centré sur les jeunes femmes ont particulièrement besoin d'accroître chaque type de ressource et d'appui dans leur travail contre les fondamentalismes religieux : plus d'argent et d'autres ressources ; plus d'appui des organisations des droits humains et de développement, ainsi que des organisations des droits des femmes aux échelons local et international ; plus de capacité pour communiquer les impacts ; et plus d'efforts mon-

diaux pour trouver des solutions à cette question. Cela pourrait signifier que le fait de se consacrer à la jeunesse pourrait favoriser une compréhension spécifique de l'impact des forces fondamentalistes et du caractère urgent d'aborder la question, ou bien que les initiatives centrées sur la jeunesse et les fondamentalismes religieux sont particulièrement sous-financées. Elles signalent également une expérience supérieure à la moyenne d'une forme quelconque de violence fondamentaliste, et précisent que les fondamentalistes sont déterminés à limiter l'appui des activistes sociales au profit des jeunes.

La construction des mouvements au travers des générations exige la déconstruction, depuis une perspective féministe, des mythes et des préjugés qui accompagnent la construction sociale de l'âge, ainsi que d'aborder les différentiels de pouvoir liés à l'âge (dont la grande valeur accordée à la « jeunesse » ou à « l'expérience » selon les circonstances). Dans le contexte de l'élaboration de stratégies en matière de fondamentalismes religieux, ces préjugés ont une incidence négative sur l'analyse féministe des fondamentalismes, le rôle des diverses générations d'activistes, la manière dont les activistes des droits des femmes de différentes générations s'entendent entre elles, la manière dont les expériences et les perspectives sont communiquées, et la manière dont les femmes de diverses générations conçoivent le développement, le potentiel et la pérennité des contre-stratégies féministes.

Stratégies des jeunes féministes : Une fête pour les pêcheurs

« Comme le dit l'adage populaire : Si tu ne peux le combattre, embrasse ton ennemi. Mon organisation, Jovens Feministas de SP (Jeunes féministes de Sao Paolo) et l'Associação Frida Kahlo (Association Frida Kahlo) ont conclu qu'il était intéressant de créer quelque chose au sein même du christianisme comme une manière de répondre aux fondamentalistes. Alors nous nous sommes situées dans le cadre du christianisme. Dans le cadre du christianisme, nous sommes des pêcheurs/eresses. Si d'après le christianisme tous les êtres humains sont des pêcheurs, alors en tant que femmes nous le sommes doublement, n'est-ce pas ? C'est pourquoi nous avons créé le slogan provocateur 'Nous sommes tous des pêcheurs'. Nous avons fabriqué des T-shirts avec la photo du Pape portant la moustache d'Hitler et nous avons décidé d'organiser une fête le jour même où le Pape allait nommer le premier saint brésilien. La publicité de la fête indiquait :

Sao Paulo s'arrête le 11 mai...

Pas pour la béatification du Frère Galvão

Pas pour la visite du Pape !

Mais pour la fête qui célèbre le droit divin au péché !!

Venez nombreux à la fête : NOUS SOMMES TOUS DES PÊCHEURS !

Seul le PAPE n'est pas invité !

« La fête a eu un grand succès. Elle a été évoquée dans les journaux et les blogs et nous avons reçu le soutien de nombreux groupes féministes, d'activistes en faveur de la diversité sexuelle et d'activistes du mouvement noir.

« Après la première fête, nous en avons réalisé deux autres : une la même semaine que la Gay Pride et l'autre durant le jour férié à l'occasion du saint brésilien. Maintenant, notre idée est de continuer d'organiser ces fêtes, ainsi que de créer un magasin vendant divers vêtements avec des images et des phrases ironiques visant à lutter contre les fondamentalistes d'une manière créative. La fête a été intéressante non seulement en raison de la participation d'activistes, mais également parce que les jeunes se sont montrés intéressés par une nouvelle manière d'exprimer leur indignation face à la société fondamentaliste et à ses idéaux chrétiens.

« Pour nous, le plus important est donc de créer des alternatives joyeuses et ironiques pour faire réfléchir les jeunes. Des manières qui ne sont pas seulement une réponse, mais qui sont ancrées dans la culture chrétienne. En nous appelant nous-mêmes « pêcheurs/eresses », nous acceptons d'une certaine manière que nous faisons également partie de la culture catholique, que nous baignons dans cette culture et que nous ne sommes pas « d'autres personnes », nous ne sommes pas différents. Avec la campagne « Nous sommes tous des pêcheurs », nous cherchons également à aborder l'idée des concepts chrétiens. Nous commençons notre critique depuis la perspective des Chrétiens, puisque la première pécheresse fut une femme » (Ana Adeve, Brésil).

Renforcer les alliances au-delà des mouvements des droits des femmes

Certaines activistes des droits des femmes attirent l'attention sur l'importance des alliances avec d'autres mouvements sociaux « progressistes », « alternatifs », « fondés sur les droits » ou « libéraux » afin d'assurer que l'activisme féministe ne soit pas isolé du point de vue politique ou social. Les mouvements mentionnés en particulier correspondent à des organisations des droits humains et de développement, des syndicats et des syndicats de travailleurs/euses du sexe, et certains disposent déjà d'une base solide dans certains contextes. Certaines activistes soulignent également la nécessité de travailler avec les hommes en termes d'alliances et d'objets de plaidoyer.

La recherche menée par l'AWID révèle plusieurs exemples dans lesquels les mouvements des droits des femmes ont pris contact avec d'autres mouvements sociaux. Mais cette étude constate également que les activistes des droits des femmes considèrent que les organisations des droits humains et de développement devraient aborder la question des fondamentalismes religieux d'une manière plus active. Elles ne sont pas aussi sûres de l'efficacité d'un appui accru des organisations religieuses.

Les activistes, expliquant leurs raisons pour insister sur la nécessité de renforcer les alliances au-delà des mouvements des droits des femmes, expriment leur inquiétude quant au fait que « les différences au sein des personnes les plus progressistes fournissent un espace pour que des groupes [de fondamentalistes religieux] gagnent du terrain » (Mona Mehta, Inde). Ayant cette variable à l'esprit, une solution serait peut-être de « créer stratégiquement des alliances avec ceux qui travaillent sur les espaces pour la démocratie et les espaces libéraux » (Wanda Nowicka, Pologne). Une autre suggestion est que les activistes des droits des femmes « s'adressent à divers secteurs du mouvement social, de la gauche progressiste ou du mouvement environnemental » et construisent et véhiculent une compréhension plus claire de l'incidence de la mondialisation sur le genre, les relations productives et reproductives et « la manière dont les fondamentalismes religieux interviennent sur ce nouveau terrain de diverses formes » (Sylvia Estrada-Claudio, Philippines). En attirant l'attention sur le silence des fondamentalistes sur des questions telles que la militarisation mondiale et les inégalités structurelles, les activistes des droits des femmes trouvent également une manière d'aborder l'impact des fondamentalismes religieux qui a une résonance immédiate pour les groupes s'intéressant à ces questions.

De même que pour toutes les alliances, le maintien de la position féministe au sein de l'agenda général reste une préoccupation. Dans le contexte de la « guerre au terrorisme », il peut s'avérer particulièrement difficile de « transmettre aux alliés le fait que certains de ces groupes fondamentalistes qui s'opposent aux États-Unis et à d'autres tendances impérialistes sont également nos opposants dans d'autres domaines » (Farida Shaheed, Pakistan).

Lorsqu'elles analysent quelle initiative anti-fondamentaliste rejoindre, les féministes doivent toujours examiner avec prudence les motifs de ceux qui, en apparence, s'opposent aux fondamentalismes religieux, qui peuvent être le simple reflet du travail mené par un mouvement absolutiste s'opposant à un autre. Par exemple, le site web de Jihad Watch offre des ressources apparemment utiles à la critique des fondamentalismes musulmans, mais en tant que programme du conservateur David Horowitz Freedom Center aux États-Unis, il est clair que celui-ci a son propre objectif de promouvoir l'intolérance.

Enfin, cette section aborde également les défis stratégiques qui se présentent lorsque les groupes de femmes s'intègrent à des coalitions tactiques ou à des campagnes communes avec des groupes qu'elles identifient comme des fondamentalistes religieux. Leurs expériences concernant la progression de leur travail par ce biais varient considérablement.

Travailler avec des hommes

Les activistes des droits des femmes de divers contextes tels que les Pays-Bas et les Philippines appellent à sensibiliser et à inclure les hommes dans la résistance aux fondamentalismes religieux : « Nous devons éduquer les hommes afin qu'un plus grand nombre de femmes puisse participer à nos programmes et événements » (Azza Soliman, Égypte). Les jeunes féministes remarquent notamment la nécessité de faire participer les jeunes hommes. Il existe des exemples d'organisations de jeunes, telles que l'International Youth Coalition⁶², dont le travail vise à promouvoir les droits sexuels et reproductifs et qui réunit des jeunes, femmes et hommes, avec un objectif clairement anti-fondamentaliste.

Les activistes des droits des femmes fournissent des exemples de collaborations réussies avec des hommes en vue d'aborder la vision fondamentaliste des relations entre les deux sexes. Par exemple, une organisation internationale, Médicos del Mundo (Espagne), a mis en œuvre au Honduras un projet de santé sexuelle et reproductive ciblé sur les adolescents, femmes et hommes, afin de lutter contre le langage et les attitudes patriarcales en matière de genre, y compris les comportements qui trouvent une justification dans la religion. Ce projet a été « favorablement accueilli par les participants masculins : pour un bon nombre d'entre eux, être confronté aux questions de santé sexuelle et reproductive a été une révélation. Le fondamentalisme est fondé sur l'ignorance des personnes et il se trouve que les hommes n'étaient pas conscients de leurs propres droits ou de ceux des femmes. Par exemple, depuis ce projet, des changements se sont produits dans la notion de femme comme hembra [un terme assez librement traduit par « vaches » ou « chiennes », une référence grossière aux femelles des animaux], et il leur est maintenant possible de parler de ces droits avec d'autres hommes de leurs communautés, églises et familles » (Eunice Alfaro et Jean-Philippe Nicot, Honduras).

Il existe peu de recherches féministes sur l'impact des fondamentalismes religieux sur les hommes, y compris les hommes socialement privilégiés. Cette dimension pourrait être particulièrement importante dans le contexte des conflits liés aux fondamentalismes religieux et en ce qui concerne l'impact psychologique des fondamentalismes.

L'un des principaux domaines de collaboration avec les hommes est celui des droits LGBTQI, où il existe un croisement entre les activistes des droits des femmes, les hommes et les transgenres, dans une lutte commune en faveur des droits humains et de la liberté, qui est souvent confrontée aux fondamentalismes religieux. Cependant, ce type d'alliance présente certaines difficultés puisque la

dirigeance des mouvements LGBT reste hiérarchique et dominée par des hommes blancs, gays, d'âges moyens et professionnels.

Les alliances avec des mouvements sociaux fondés sur les droits

Les groupes des droits des femmes ont souvent joué un rôle essentiel dans la construction de grandes coalitions réunissant des groupes des droits humains transversaux et des groupes concernés par les questions LGBTQI et la paix, l'antimilitarisme et l'harmonie nationale pour s'opposer aux fondamentalismes religieux. Cela montre que les activistes des droits des femmes reconnaissent clairement le rapport analytique existant entre les droits humains des femmes et d'autres domaines liés aux droits et au développement.

L'organisation Women Human Rights Defenders International Coalition (WHRD IC)⁶³ est un exemple du caractère transversal de l'activisme des droits des femmes et des droits humains. WHRD IC est une coalition internationale de 21 organisations des droits humains et des droits des femmes qui œuvre à la reconnaissance et la protection des femmes activistes qui défendent la réalisation de l'ensemble des droits humains pour tous. L'un des facteurs qui a facilité la formation d'une coalition de cette ampleur est la définition inclusive de la coalition WHRD de l'expression « défenseur/e des droits humains des femmes ». La campagne affirme que les femmes qui luttent pour les droits humains, notamment les droits humains des femmes, sont confrontées à des violations spécifiques, fondées sur leur sexe et leur identité sexuelle, dans la réalisation de leur travail. D'autre part, la Coalition centre son activité sur la situation des activistes des droits humains qui défendent les droits des femmes et attire l'attention plus particulièrement sur les violations des droits des lesbiennes, des gays, des bisexuels/les, des transgenres et d'autres activistes, sur la base de leur sexe et leur identité sexuelle. La Coalition met l'accent sur la nécessité de stratégies de sécurité en faveur des personnes qui luttent contre les fondamentalismes.

La participation des féministes à de grandes coalitions contre le communautarisme et les fondamentalismes religieux semble particulièrement courante en Asie du Sud, une région dans laquelle l'action en faveur des droits humains s'est toujours caractérisée par une faible discrimination fondée sur le sexe par rapport à d'autres régions. Par exemple en Inde, les fondateurs de la plateforme anti-communautarisme Anhad (Act Now for Harmony and Democracy)⁶⁴ ont inclus des féministes réputées. L'organisation AWAAZ South Asia Watch⁶⁵, qui a suivi le travail mené par des organisations hindoues, musulmanes et sikhs en Grande-Bretagne et leurs connexions transnationales, inclut de nombreuses femmes qui font partie du groupe Women Against Fundamentalism. Comme l'explique

62 Voir le page : <Who We Are> Youth Coalition site web http://www.youthcoalition.org/html/index.php?id_cat=2

63 Voir le page <About us> Women's Human Rights Defenders International Coalition, site web <http://www.defendingwomen-defendingrights.org/about.php>

64 ANHAD (Act Now for Harmony and Democracy) site web <http://www.anhadin.net/>

65 Description de AWAAZ – réseau South Asia Watch, The Monitoring Group (TMG) site web <http://www.tmg-uk.org/>

une membre : « La politique de l'anti-fondamentalisme doit être fondée sur une vision égalitaire. Un féminisme isolé de la politique générale est condamné à mourir. Un féminisme qui ne s'intéresse qu'au fondamentalisme est également condamné à mourir car il ignore comment se situer par rapport à la construction des mouvements, au développement des forces » (Gita Sahgal, Royaume-Uni).

Au Pakistan, le groupe Women's Action Forum (WAF) a permis de créer le Comité conjoint d'action pour les droits des personnes, qui s'est initialement formé pour s'opposer à la décision du gouvernement d'indiquer la religion sur la carte nationale d'identité et de présenter un projet de loi sur la charia. Aujourd'hui, le Comité conjoint d'action pour les droits des personnes est composé de 85 ONG. « WAF a déterminé que, pour résister à cette imposition de la charia, il était nécessaire d'élargir l'alliance. Nous avons intégré des organisations chrétiennes, des groupes anglicans et catholiques, ainsi que d'autres plus politiques (les partis travaillistes, des groupes très petits et de gauche), des groupes des droits humains et diverses organisations de la société civile, partageant une même vision globale » (Farida Shaheed, Pakistan). La tentative d'indiquer la religion sur les cartes d'identité a été neutralisée.

Partout ailleurs, on constate un chevauchement considérable entre les mouvements en faveur de la légalisation de l'avortement et les mouvements de défense de la diversité sexuelle et de la légalisation de l'union civile. En Uruguay, « ces deux mouvements sont confrontés au pouvoir que l'Église catholique cherche à exercer contre le gouvernement 'progressiste', en dépit de l'appui d'une majorité incontestable de la population à ces deux lois » (Lucy Garrido, Uruguay).

La stratégie du mouvement des femmes au Brésil est importante : établir des alliances afin que la question des droits des femmes soit abordée et défendue par les hommes aussi, notamment les institutions médicales, les tribunaux et les parlementaires. D'autres travaillent activement auprès des médias, dans le but d'influencer l'opinion publique, et collaborent avec les jeunes pour stopper les fondamentalistes (María José Rosado-Nunes, Brésil).

Les alliances ont permis aux forces fondées sur les droits de partager leurs compétences, ce qui leur a valu des succès concrets face aux fondamentalistes religieux. Au Mexique⁶⁶, les féministes ont établi une alliance avec des femmes parlementaires, des groupes de lutte contre le VIH et le sida, une ONG de développement spécialisée dans le

suivi du budget fédéral. Ces féministes travaillent également avec des avocats d'instituts spécialisés de deux des plus grandes universités publiques du pays. Ensemble, ils ont utilisé la Loi fédérale sur la transparence et l'accès à l'information gouvernementale publique, entrée en vigueur en 2003, pour enquêter sur les grands financements accordés par le budget fédéral aux centres d'appui des femmes pro-vie (Pro-vida). Ces financements, qui à l'origine avaient été accordés au profit de la lutte contre le VIH et le sida, ont été détournés afin de financer les centres susmentionnés, qui encouragent les femmes à ne pas avorter. Les enquêteurs ont eu accès aux rapports financiers, à des copies de factures et à d'autres registres écrits qui ont permis de prouver de sérieuses irrégularités dans l'affectation de ces financements à Pro-vida, de révéler des conflits d'intérêt, des malversations de fonds et la corruption dans l'utilisation du financement, et d'attirer l'attention sur l'application du principe de deux poids deux mesures des fondamentalistes en matière de moralité. L'alliance a mis en œuvre une stratégie efficace pour accroître sa portée et mobiliser quelques 500 organisations diverses de la société civile. Combinée à une stratégie médiatique agressive, l'alliance a forcé une réponse officielle : le dirigeant de Pro-vida a finalement été poursuivi au titre d'accusations pénales et administratives. En conséquence, Pro-vida a cessé de recevoir un financement fédéral et a été condamnée à payer une amende considérable et à restituer les fonds. Son dirigeant national a été exclu pour 15 ans et le capital politique et moral de l'organisation a subi un grave revers.

La réunion des parties prenantes de l'AWID a conclu qu'il existe également d'autres alliés précieux, outre les personnes visiblement engagées dans les mouvements sociaux. « Nous avons besoin d'établir des alliances avec les communautés scientifiques. Il se peut que celles-ci ne soient pas féministes ou ne fassent pas partie de l'organisation politique, mais d'un point de vue concret, leur travail scientifique appuie les mouvements des femmes » (Groupe de travail, Réunion des parties prenantes). On trouve un exemple de collaboration élargie en 2007 au Pakistan, lors de l'attaque de magasins de musique et de films par des étudiants d'une madrasa dominé par les fondamentalistes : le Comité d'action conjointe, qui incluait des féministes, « a contacté les groupes concernés par cette attaque, à savoir les commerçants, les magasins de films, les musiciens... Toute l'industrie du divertissement est touchée par ce que les fondamentalistes sont en train de faire car maintenant, tout est *haram* [interdit] et ils ont été attaqués. Alors nous sommes allés vers eux pour la première fois de notre vie et ils nous ont rejoints. On a pu voir des partenaires des plus étranges lors de la manifestation sur la madrasa Al-Hafsa, disant « non au fondamentalisme », « non à la *mullah-raj* » [sous le pouvoir des religieux] » (Farida Shaheed, Pakistan).

Le rôle des organisations des droits humains et de développement

Manifestement, il s'avère nécessaire de renforcer les alliances entre les mouvements des droits des femmes et les mouvements des droits humains et de développement en vue de résister et de s'opposer aux fondamentalismes religieux, sur la base de la reconnaissance mondiale du fait que les droits des femmes sont des droits humains. D'autre part, l'impact considérable des fondamentalismes dans tous les domaines des droits humains et du développement signifie que l'ensemble des divers mouvements sociaux ont un rôle à jouer dans la réduction du pouvoir et de l'influence des fondamentalistes.

Huit activistes des droits des femmes sur dix ayant participé à notre enquête considèrent que la principale priorité ou une priorité élevée des organisations des droits humains devrait correspondre aux activités visant à résister et à s'opposer aux fondamentalismes religieux. Une activiste membre d'une organisation des droits humains signale : « Je veux que des changements se produisent au sein de mon organisation et que les fondamentalismes religieux soient considérés comme un obstacle aux droits des femmes et aux droits humains en général » (participante à l'enquête, Australie). Une autre activiste, membre d'une importante organisation caritative internationale de développement indique : « Je pense que le travail que je mène contre les fondamentalismes pourrait être renforcé s'il était appuyé par mon organisation, qui jusqu'à présent s'est montrée réticente, même si j'ai partagé des informations qui analysent le rôle de 'l'Église' et son rapport avec la position de la femme dans la société et le risque exacerbé de

violence à l'égard de la femme ainsi que du VIH et du sida » (participante à l'enquête, États-Unis).

À l'heure actuelle, l'enquête semble toutefois indiquer que les activistes des droits des femmes ont la perception que les organisations des droits humains sont généralement moins actives dans la lutte contre les fondamentalismes, et que les organisations de développement le sont encore moins. Alors que 51 % des activistes des droits des femmes ayant participé à l'enquête estiment que les organisations des droits des femmes sont « très actives », 32 % seulement pensent que les organisations des droits humains sont actives, et moins d'un quart jugent que les organisations de développement sont « très actives » (voir Tableau 3 ci-dessous). Seulement 12 % des activistes des droits des femmes travaillant à l'échelon international considèrent que les organisations de développement s'opposent très activement aux fondamentalismes religieux. Celles qui travaillent aux échelons local et national appellent plus particulièrement à accroître l'appui des organisations des droits humains et de développement. « [Nous avons besoin] que les organisations de développement fassent preuve de plus d'audace pour affronter les fondamentalismes religieux » (participante à l'enquête, Nigéria).

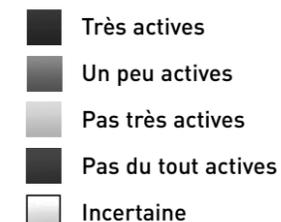
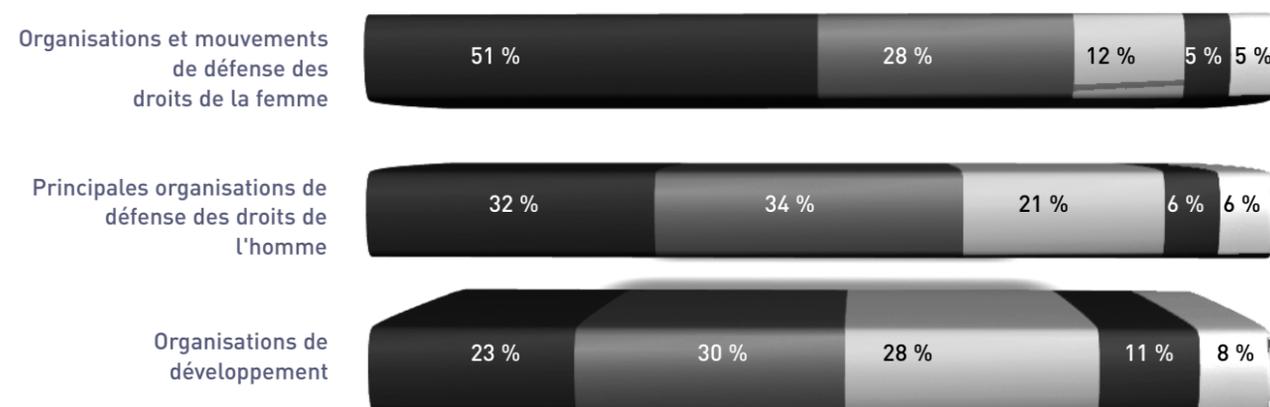


Tableau 3
Quel a été le degré d'activité des organisations suivantes en matière de lutte contre les fondamentalismes religieux ?

Base : 1.452 réponses à l'enquête (nombre de répondants qui ont évalué au moins un)



⁶⁶ International Budget Partnership, « The Provida Case Study : Developing an Advocacy Strategy : Step by Step, » sans date <http://www.internationalbudget.org/files/PROVIDACASESTUDY.pdf>

Divers facteurs expliquent les différences constatées dans la perception du degré de résistance aux fondamentalismes religieux. Pour certaines, cette perception est liée au fait que les organisations des droits humains « se consacrent exclusivement aux crimes d'État, et non pas aux crimes commis par des acteurs non étatiques » (Marieme Hélié-Lucas, Algérie/France). Comme l'explique une autre activiste, « de nombreuses organisations des droits humains œuvrent dans le domaine des fondamentalismes religieux, mais leur perspective sur les questions relatives à l'égalité des sexes est pratiquement nulle » (Trupti Shah, Inde). En Égypte, « la ligne qui sépare les organisations des droits des femmes des organisations des droits humains est claire. Elles ne travaillent pas ensemble et choisissent de travailler uniquement dans leurs domaines séparés. Les droits des femmes doivent être considérés par la communauté comme une partie intégrale des droits humains et non pas comme une idéologie ou une invention « occidentale » » (Azza Soliman, Égypte).

Les activistes des droits des femmes sont actuellement confrontées au défi de comprendre comment parvenir à une approche exhaustive des fondamentalismes religieux à l'échelle mondiale. Une telle approche est en partie fondée sur le renforcement de la capacité des activistes des droits des femmes de communiquer l'impact des fondamentalismes sur les objectifs clés des organisations des droits humains et de développement. « Vous devez persuader vos alliés potentiels, y compris ceux qui militent dans les mouvements des droits humains, du fait que les fondamentalismes religieux ont un impact négatif sur de nombreux groupes, outre les femmes : par exemple, les minorités religieuses, à l'extérieur [et] au sein du groupe » (Gita Sahgal, Royaume-Uni). Un autre exemple consiste à montrer la manière dont les fondamentalismes religieux limitent le développement politique national dans son ensemble en décourageant la pensée critique : « Nous ne pouvons pas avoir une démocratie durable tant que les personnes ne sont pas autorisées à penser » (Dorothy Aken'Ova, Nigéria). Une approche complémentaire pourrait également consister à attirer l'attention sur les politiques des propres organisations des droits humains et de développement qui les engagent à mettre fin à toute forme de discrimination, notamment celles que promeuvent les fondamentalismes religieux, telles que la discrimination à l'égard des femmes, des minorités et des LGBTQI.

Parfois, il n'est pas évident d'identifier si une organisation « travaille sur les fondamentalismes » ou pas car il arrive qu'une organisation aborde l'impact des fondamentalismes religieux sans se consacrer spécifiquement à ce thème. Par exemple, de nombreuses organisations de développement et des droits humains mènent des campagnes contre la violence faite aux femmes, et dans ce cadre certaines de leurs activités peuvent être liées à certains aspects des fondamentalismes, même si ceux-ci ne sont pas au cœur du travail mené par ces organisations. Le défi pour les féministes (tant pour celles qui travaillent au sein des organisations des droits humains et de

développement que pour celles qui cherchent à s'allier avec de telles organisations et à les encourager à aborder l'impact des fondamentalismes sur les droits humains) sera alors de déterminer s'il serait plus favorable pour les droits humains des femmes de promouvoir auprès des organisations la création d'une initiative spécifique consacrée aux fondamentalismes religieux, ou bien de promouvoir la réalisation d'un travail « transversal » sur les fondamentalismes dans le cadre des autres projets qu'elles mènent à bien dans le domaine des droits humains et du développement.

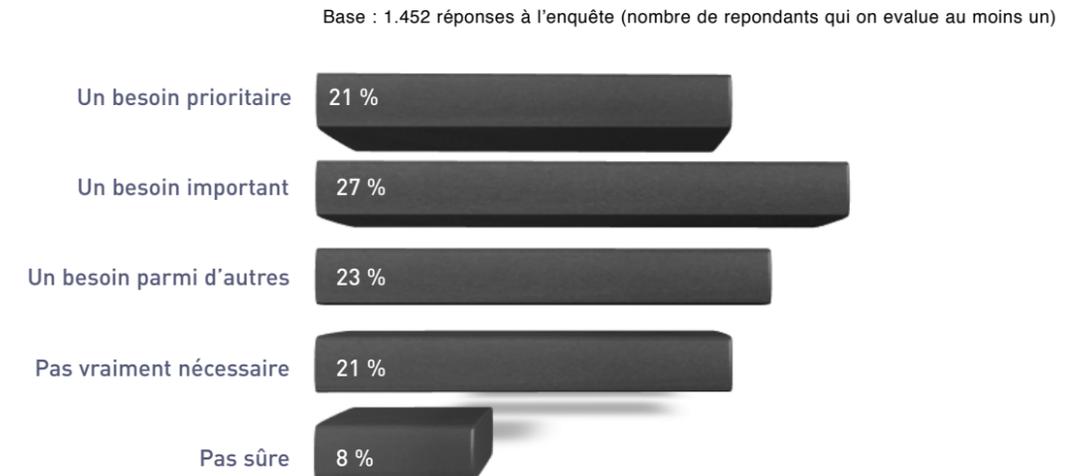
Cette question se pose particulièrement dans le cas des défenseuses des droits humains des femmes, qui sont fréquemment visées par les attaques des acteurs fondamentalistes non étatiques. D'une manière générale, la législation et la pratique liées aux droits humains, centrées jusqu'ici sur l'état, doivent encore trouver une réponse adéquate et efficace à la question des acteurs non étatiques. Cette situation est due au fait que les organisations transversales des droits humains ont une approche inadéquate de l'égalité des sexes. La conséquence est que le système des droits humains se retrouve à la traîne pour protéger les défenseuses des droits humains des femmes dont les droits sont bafoués par les fondamentalistes religieux.

La question de l'appui accru des organisations religieuses

Si la nécessité d'accroître l'appui au profit des organisations des droits humains et de développement dans le travail mené pour résister aux fondamentalismes religieux est largement reconnue, les activistes des droits des femmes se montrent plus dubitatives quant au besoin d'appui provenant d'organisations religieuses. Elles sont toutes aussi nombreuses à considérer qu'il s'agit d'un « besoin prioritaire » et d'un appui « pas vraiment nécessaire ».

Cette question suscite à l'échelon régional des opinions des plus diverses. Les activistes des droits des femmes qui s'intéressent à l'Amérique latine et aux Caraïbes sont considérablement moins nombreuses à considérer la hausse de l'appui provenant des organisations religieuses comme une priorité. Elles le sont d'autant moins par rapport à leurs homologues qui s'intéressent à d'autres régions à forte présence de fondamentalismes catholiques et chrétiens, telles que l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Afrique subsaharienne. En termes de secteur d'étude, les activistes qui travaillent dans le domaine du VIH et du sida (mais pas ceux qui s'intéressent d'une manière plus générale aux droits sexuels et reproductifs) sont de loin les plus nombreux/ses à considérer comme un besoin prioritaire l'appui provenant des organisations religieuses. De même, les activistes des droits des femmes qui travaillent dans des agences de financement sont très nombreuses à le considérer un besoin prioritaire, soit le double de celles qui travaillent dans des organisations des femmes.

Tableau 4
De quelles ressources, de quel type de soutien, avez-vous besoin afin de pouvoir lutter plus efficacement contre les fondamentalismes religieux?



Travailler avec des autorités religieuses

Le projet pour la santé et l'information des adolescents (Adolescent Health and Information Project, (www.ahip-nig.org)) est en activité dans 12 états du nord du Nigéria. Jusqu'à présent, il a formé 450 *Juma'at Imams* (leaders des prières du vendredi dans les mosquées) à l'occasion d'ateliers de cinq jours centrés « sur des questions d'actualité liées à la santé et aux droits et rappelant aux dirigeants religieux leur rôle crucial dans la promotion d'une maternité sans risque et de l'espacement des naissances, dans l'amélioration de la promotion des droits des femmes, dans la prévention du VIH et du sida et dans la lutte contre la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH et le sida ».

« La stratégie que nous utilisons est de repérer des personnes relativement libérales dans leur compréhension de ce que devrait être une femme en bonne santé, de ce que devraient être les droits des femmes dans la famille. Nous faisons d'eux des facilitateurs. Nous recherchons des personnes qui ont travaillé auprès d'agences internationales telles que Pathfinder, le FNUAP, qui ont été formées et envoyées dans des pays tels que l'Égypte et

le Bangladesh, pays qui disposent de programmes fabuleux en matière de santé reproductive.

« [Nous] suscitons des débats parmi les imams et à la fin de la journée, ils tirent leurs propres conclusions sur ce que le Coran établit par rapport aux femmes et à leurs droits à la santé, à l'éducation. Pour nous, c'est un point de départ.

« En ce qui concerne la violence faite aux femmes, nous demandons aux imams de réfléchir à toutes les traditions du Prophète, à sa relation avec sa femme, car il n'est dit nulle part que le Prophète battait sa femme. Nous présentons tout cela à l'occasion d'une grande réunion dont le but est de débattre. Bien entendu, cette personne doit être familiarisée avec les questions d'actualité, l'incidence des abus et de la violence, et bien sûr connaître le Coran. Ces débats sont toujours très enrichissants » (Mairo Bello, Nigéria).

Expériences d'alliances et d'activités conjointes avec des fondamentalistes religieux

Au moins une activiste des droits des femmes sur dix signale qu'elle, ou son organisation, a participé à une alliance ou à une campagne conjointe ayant inclut des fondamentalistes religieux. Les activistes des droits des femmes qui s'intéressent à l'Afrique subsaharienne semblent plus nombreuses que d'autres, et considérablement plus nombreuses que les activistes des droits des femmes centrées sur l'Amérique latine et les Caraïbes, à avoir établi des alliances ou mené des campagnes incluant des fondamentalistes religieux.

Cette tendance semble concerner principalement les activistes des droits des femmes qui travaillent à l'extérieur des organisations des droits des femmes, mais couvre une vaste gamme de questions thématiques à l'échelon local. Pour certaines, cet engagement est une question de principe. Comme le souligne une activiste : « Nous sommes régulièrement en contact avec des personnes qui ont diverses croyances religieuses et différents idéaux politiques » (participante à l'enquête, Soudan). Pour d'autres, l'engagement avec les fondamentalistes est davantage lié à la force des circonstances qu'à un choix. « Aux États-Unis, il serait difficile d'organiser une campagne dans le Sud sans que les fondamentalistes soient impliqués » (participante à l'enquête, États-Unis). Ailleurs, les activistes des droits des femmes ont pu se retrouver à travailler aux côtés de fondamentalistes religieux dans le cadre de situations ayant mobilisé la totalité des principales forces sociopolitiques nationales, comme par exemple pour l'aide d'urgence dans la zone de conflit du Liban et les initiatives en faveur de la paix ou de la démocratie en Bosnie, au Timor Oriental, en Égypte, au Kenya, aux Philippines, au Togo et en Ouganda. Aux îles Cook, au Ghana, au Kenya, au Mali, aux Philippines, en Somalie et aux États-Unis, d'autres domaines ont fait l'objet d'une collaboration, tels que la violence faite aux femmes, la violence domestique ou la mutilation génitale féminine.

Les alliances permettent parfois aux féministes de tirer profit d'une prise de distance de la part des fondamentalistes religieux vis-à-vis des positions d'intolérance et d'absolutisme. Par exemple, au Nicaragua certaines personnes « vivent une profonde contradiction entre leurs convictions et leurs luttes sociopolitiques, d'une part, et leurs croyances religieuses d'autre part, et suivent les dictats des églises conservatrices qu'elles fréquentent. Le conflit que vivent les personnes du Movimiento Comunal-1 (mouvement communautaire 1) en matière de santé est éloquent : elles sont en faveur de l'avortement thérapeutique du fait de leur expérience personnelle dans ce domaine, mais dans le même temps souffrent d'anxiété et de confusion en raison de leur religion » (Enriqueta Ramírez de la Mota, Nicaragua). « De nombreux conservateurs religieux sont en train de prendre leurs distances vis-à-

vis de la droite chrétienne et s'intéressent à la pauvreté, à l'environnement, à l'élimination de la torture, y compris aux questions de santé reproductive (bien que nous puissions être en désaccord, notamment sur le thème de l'avortement). Les progressistes doivent les faire participer et construire de nouvelles alliances » (Jennifer Butler, États-Unis).

Que leurs positions idéologiques soient flexibles ou pas, les réponses des fondamentalistes aux réalités locales ont ouvert un flanc de collaboration tactique possible sur le terrain, par exemple dans le contexte de la pandémie de VIH et de sida en Afrique. Au Swaziland, le (www.swagaa.org.sz) a commencé à faire participer les religieux des églises pentecôtistes et charismatiques, en leur fournissant une formation sur la violence faite aux femmes ainsi que sur le VIH et le sida, qui comprend des compétences de base en matière d'orientation psychosociologique et des informations précises sur la prévention et le traitement. « Ces groupes fondamentalistes n'ont pas changé d'avis sur ce qu'est une sexualité légitime. Mais tous ont accepté, afin d'affronter la crise immédiate, de faire ce qu'il fallait faire. On pourrait penser qu'à long terme, cela pourrait avoir une incidence sur leurs convictions. Il existe des centaines de moments historiques ayant permis de faire évoluer les mentalités » (Frances Kissling, États-Unis). Au Nigéria, certaines églises et certains groupes musulmans « ne réalisent pas de cérémonie de mariage sans un test du VIH. Cela est positif dans le contexte du Nigéria, où il existe une pratique de ne pas poser trop de questions sur le marié » (Asma'u Joda, Nigéria).

Il convient d'évaluer minutieusement les campagnes des fondamentalistes religieux afin d'évaluer leur véritable contribution aux droits des femmes et aux droits humains. Il en va de même pour la possibilité de mener des activités conjointes avec des fondamentalistes, qui doit également faire l'objet de recherches approfondies. Lorsque ce type d'alliance a des résultats positifs pour les droits des femmes, le coût potentiel à long terme associé à la légitimité sociale et politique accordée aux fondamentalistes religieux par le fait de travailler avec eux doit également être calculé. Dans le même temps, l'adhésion à des coalitions et à des alliances confronte à nouveau les activistes des droits des femmes à la question complexe liée à la définition et à l'analyse des stratégies fondamentalistes : sur quoi se fonde la catégorisation de « fondamentaliste » pour un acteur ou un objectif et comment analyser des positions apparemment nuancées ?

Influencer la politique publique et récupérer les espaces publics

En tant que mouvement social, les organisations des droits des femmes visent délibérément à reconquérir les espaces publics niés aux femmes par les fondamentalistes religieux. Cela implique souvent des stratégies telles que la participation à la politique, l'utilisation du système juridique et la réalisation d'un travail d'influence sur la bureaucratie de l'état.

Au Bangladesh, en Inde et au Pakistan, les quotas d'un tiers établis au profit des femmes dans les conseils locaux ont ouvert une fenêtre pour que les femmes puissent s'intégrer à l'arène politique et réagir aux pratiques régressives culturelles et religieuses à l'échelon très local. Dans ces contextes, la participation des femmes à la sphère politique constitue en elle-même une opposition manifeste aux fondamentalismes.

Au Mali, une organisation des droits des femmes a eu recours au système juridique pour confronter un fondamentaliste en déposant « une plainte contre un imam qui avait épousé une fillette de 11 ans en utilisant le Coran pour se justifier. Il a été condamné à une peine de prison et à une amende car aucune justification religieuse n'est valable en cas d'infraction à la loi du pays (contraire au mariage des mineurs) » (Yaba Tamboura, Mali). Lorsque les dirigeants d'une communauté chrétienne fondamentaliste ont persécuté un membre qui avait quitté la communauté, celle-ci a contracté en engageant une action en justice auprès de la cour fédérale⁶⁷ contre huit des organisations et leurs dirigeants. « En septembre 1998, un jury a conclu en ma faveur et m'accordé plus d'un million de dollars, déterminant que ces organisations avaient conspiré pour limiter le commerce en violation de la loi antitrust Sherman. S'il est vrai que les églises peuvent établir leurs propres règles et politiques pour leurs membres, le jury a conclu que celles-ci ne pouvaient pas se concerter pour conspirer contre l'activité commerciale, la réputation ou la vie de l'un de leurs membres » (Cheryl Lindsey Seelhoff, États-Unis). Il peut s'avérer particulièrement important de s'opposer aux fondamentalistes dans les tribunaux, dans des contextes tels que l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord où ceux-ci affirment que la violation des droits des femmes constituait une question de croyance ou de culture religieuse et que les tribunaux n'avaient pas à statuer sur cette matière.

Avant l'impact de la « guerre contre le terrorisme » sur la politique du gouvernement britannique, les groupes de femmes, notamment ceux travaillant auprès de femmes appartenant à des minorités, avaient obtenu des progrès considérables en matière de politique publique sur la violence faite aux femmes et étaient parvenus à l'emporter sur les voix patriarcales des

« dirigeants communautaires ». Grâce au travail constant mené auprès des responsables des politiques et des fonctionnaires à l'échelon gouvernemental, de la police, des autorités d'immigration, des enseignants universitaires et des professionnels juridiques, ces groupes sont parvenus à assurer un engagement politique vis-à-vis d'un « multiculturalisme mature », qui signifie que la diversité est reconnue, mais que la culture ou la religion ne sauraient justifier la violence.

Parmi les efforts les plus effectifs pour résister à la diminution des options des femmes provoquée par les campagnes menées par les fondamentalistes religieux ou pour accroître les options des femmes en s'opposant aux fondamentalismes religieux, il convient de mentionner les campagnes nationales consacrées à un thème unique en matière de politique publique impliquant diverses stratégies. Il ne s'agit que de quelques exemples (d'autres exemples sont présentés dans les études de cas réalisées par l'AWID, [Les féministes en première ligne : études de cas sur la résistance et l'opposition aux fondamentalismes](#)).⁶⁸

Dans le contexte de la menace d'introduction des « tribunaux de la charia » au Canada (2003-2005), le Conseil canadien des femmes musulmanes a réalisé des campagnes contre l'arbitrage religieux dans les affaires familiales, qui était effectivement autorisé en Ontario dans le cadre de la loi sur l'arbitrage de la province. « Nous avons pu utiliser les lois canadiennes, qui tiennent compte de l'égalité pour les femmes. Nous avons établi des alliances avec d'autres personnes et nous avons tenté d'établir des partenariats avec des groupes musulmans, mais sans grand succès. Nous avons décidé que notre campagne serait consacrée à l'égalité des droits des femmes et à l'égalité religieuse des femmes. Elle n'aurait donc plus rien à voir avec les musulmans. Nous nous sommes mises d'accord avec toutes les organisations des femmes pour répéter : « Cette question n'a rien à voir avec le fait d'être musulman, gardez votre pitié si vous sentez de la peine pour les femmes musulmanes. Si nos droits à l'égalité sont touchés, alors tout le monde est concerné » » (Alia Hogben, Canada). En outre, le fait de pouvoir atteindre le public par le biais des médias et de réunions ouvertes a été décisif. La solidarité féministe internationale a assuré l'appui du réseau Femmes sous lois musulmanes, qui a permis à une érudite musulmane féministe iranienne de participer à une tournée de conférences au Canada. La campagne a remporté un grand succès et permis de susciter un changement en matière de politique dans la province de l'Ontario, dans laquelle l'arbitrage religieux n'est plus possible dans les affaires familiales.⁶⁹

⁶⁷ Voir Seelhoff v. Calvary Chapel, et al. U.S. Dist. Ct., W. Dist. WA, Cas No. 3:97-cv-05383-FDB

⁶⁸ *Les féministes en première ligne*, op. cit. <http://awid.org/fre/Nos-publications/Fondamentalismes-Religieux>

⁶⁹ Activities section, Canadian Council of Muslim Women (CCMW) website http://www.ccmw.com/activities/act_no_religious_arb.html

En 2007, le parlement de la ville de Mexico, qui avait décidé de légaliser l'avortement, a été confronté à une très forte opposition des groupes anti-avortement appuyés par le gouvernement fédéral, contraires à la décision qu'ils ont accusée d'anticonstitutionnalité devant la Cour suprême. Les féministes ont établi des alliances et collaboré avec des organisations œuvrant en faveur de la démocratie et de la laïcité et contre l'autoritarisme, ce qui a permis une réponse très active des milieux intellectuels progressistes à l'occasion de débats transversaux et alternatifs organisés par les médias. La défense de l'avortement a été articulée comme un thème clé de l'affirmation du caractère laïc de l'état et de la défense de la démocratie au Mexique. La Cour suprême a rejeté l'accusation et la légalisation de l'avortement durant le premier trimestre de grossesse a été confirmée dans la ville de Mexico, ce qui a suscité une contre-attaque des fondamentalistes religieux. Depuis début 2007, un bon nombre des 32 états mexicains a introduit des réformes légales qui n'ont fait qu'accroître les obstacles pour que les femmes puissent accéder aux rares exceptions des dispositions anti-avortement et les interruptions de grossesse sont de plus en plus poursuivies. Il est évident qu'influencer la politique publique afin de contrer les fondamentalismes religieux exige un engagement et une énergie permanents.

Une activiste des droits des femmes du Nigéria décrit les diverses facettes de la campagne menée par les groupes des femmes et des droits humains pour empêcher une législation anti-homosexuelle appuyée par les fondamentalistes religieux. « En 2006, le gouvernement fédéral du Nigéria a tenté d'accroître son électorat avant les élections nationales en présentant une loi « interdisant le mariage homosexuel » (qui limitait également toute forme de défense des droits humains des LGBTQI) alors que la question n'avait jamais auparavant constitué un grand thème de débat public. Les groupes des églises se sont mobilisés. Bien que les religieux soient supposés aimer toutes les personnes, ils considèrent que les relations entre personnes du même sexe constituent un péché. Une campagne et une mobilisation considérables des groupes religieux se sont produites pour prêcher contre les homosexuels et féliciter le Président pour avoir présenté une loi interdisant le mariage gay au Nigéria. L'opposition a été si aveugle que personne n'a vu au-delà, personne n'a réalisé les autres formes de violations des droits humains établies dans la loi. Sans l'action de la communauté solide des ONG, les rares personnes pouvant protester ouvertement contre cette loi, celle-ci aurait été adoptée grâce à cette mobilisation considérable. Les ONG ont résisté en éduquant les médias sur l'intégralité du contenu de la loi, en mobilisant d'autres ONG, en intégrant les ONG des droits humains et en leur fournissant un

résumé de la loi, en éduquant les personnes à l'Assemblée sur l'ampleur de la violation des droits humains fondamentaux des personnes établie dans cette loi, en réalisant des présentations durant l'audience publique pour discréditer la loi, en fournissant du matériel aux responsables des politiques... » (Dorothy Aken'Ova, Nigéria).⁷⁰

La revendication des espaces publics par les féministes va également au-delà des politiques et implique d'assurer une présence physique dans les espaces publics qui sont niés par les fondamentalistes dans de nombreux contextes. Les femmes ont trouvé de nombreuses manières de résister à leur exclusion. Par exemple : « La campagne Femme et Sport a été lancée par de nombreuses jeunes femmes en Iran. Il ne s'agit pas seulement de permettre aux femmes de faire du sport, sinon également d'aller au stade, un espace traditionnellement réservé aux hommes. Elles veulent s'ouvrir et dépolitiser les espaces publics » (Homa Hoodfar, Canada/Iran).

Stratégies féminines individuelles de résistance et d'opposition

Les fondamentalismes religieux sont actuellement confrontés à une opposition et à une résistance individuelles de femmes, et d'hommes, qui revêtent d'innombrables formes et sont moins visibles aux échelons national et mondial, mais sont toutes aussi significatives. « Il s'agit de personnes ordinaires, qui ne se sont jamais considérées politiques ou activistes des droits des femmes, mais ayant ressenti que leurs droits les plus fondamentaux leur avaient été volés... Elles ont pris l'initiative de se battre dans la rue » (Homa Hoodfar, Canada/Iran). Presque la moitié des activistes des droits des femmes (46 %) signale que les fondamentalistes religieux attaquent souvent des personnes qui ne correspondent pas aux normes de comportement qu'ils attendent. Cette réalité en elle-même indique que de nombreuses personnes résistent en refusant d'adhérer aux normes fondamentalistes. Comme une grande partie de ces normes a une incidence sur leurs vies quotidiennes, la résistance peut adopter des formes très personnalisées.

Dans des contextes tels que l'Iran, dans lesquels l'action collective peut subir une répression considérable de la part de l'état, les stratégies individuelles occupent le devant de la scène.

En Iran, les femmes sont détenues si elles marchent dans la rue en portant un soupçon de rouge à lèvres. Vers la moitié des années 90, les femmes ont contracté individuellement en se faisant tatouer un maquillage permanent : le contour des lèvres, les sourcils et le contour des yeux. Ainsi, dans la rue, lorsque la police morale leur demande de retirer leur maquillage, les femmes répondent « Nettoyez-le vous-même ! » (La police morale est constituée d'hommes qui ne sont pas supposés toucher les femmes). À une occasion, j'ai dit [à mes amies], « Je ne trouve pas que vous soyez plus belles ainsi ; en fait, ce maquillage est trop marqué et ne vous va pas ». L'une d'elles a répondu « Ce n'est pas le but, le but est de les contrarier », et les autres étaient d'accord avec elle et ont ajouté qu'elles ne peuvent pas être subjuguées par ces lois, du moins pas sans opposer une résistance.

[Mon amie raconte une autre histoire] : « Des personnes étaient réunies devant une voie très fréquentée et je suis allée

regarder ce qui se passait. Un jeune garde révolutionnaire avait arrêté une femme pour son « apparence non islamique » ; elle avait environ 40 ans, les ongles de ses pieds étaient vernis et elle portait des babouches. Il lui a demandé : « Pourquoi sortez-vous comme ça ? » La femme a alors pris sa main et lui a répondu : « Je vous admire tellement, vous remarquez mes pieds et vous les trouvez attrayants et excitants ! Je fais tout ça pour mon mari et il ne le remarque même pas. Venez à la maison avec moi et répétez ça à mon mari ! » Les autres femmes étaient mortes de rire et le garde révolutionnaire, qui ne devait pas avoir plus de 20 ans et provenait probablement d'un milieu très religieux et traditionnel, est devenu tout rouge et honteux, il ne voulait qu'une chose : libérer sa main et prendre la fuite » (Homa Hoodfar, Canada/Iran).

Ailleurs, les jeunes femmes participant comme agents de changement à la campagne contre la violence faite aux femmes menée par Oxfam We Can! (Nous pouvons !) commencent à s'intéresser à la question de la violence familiale, notamment en se concentrant sur leur père en tant que personne à influencer et remettre en cause, et en utilisant les traditions patriarcales et tout espace existant à leur profit pour s'opposer aux normes justifiées par la religion qui appuient la violence faite aux femmes. « C'est en partie parce qu'elles utilisent une réalité traditionnelle : « que les pères ont un faible pour leurs filles ». Les garçons auraient plus de mal à exprimer leur opposition de cette manière. Nous avons quelques jeunes femmes au Bangladesh qui portent la burqa mais qui sont très impliquées dans la campagne. C'est un apprentissage des plus intéressants » (Mona Mehta, Inde).

Il existe également des exemples de solidarité personnelle entre des individus qui résistent et s'opposent aux fondamentalismes religieux par le biais d'actions privées telles que l'abandon des sectes fondamentalistes. Une femme ayant quitté une communauté chrétienne fondamentaliste après plusieurs années d'immersion totale a constaté qu'elle avait beaucoup en commun avec des anciennes fondamentalistes du monde entier, des femmes musulmanes, amish, mormones intégristes ou membres d'autres cultes fondamentalistes extrémistes (Cheryl Lindsey Seelhoff, États-Unis).

⁷⁰ Human Rights Watch et signataires, « Letter to Nigerian President Obasanjo Regarding Bill to Criminalize Gay Rights, » HRW site web, 22 mars 2006 <http://www.hrw.org/en/news/2006/03/22/letter-nigerian-president-obasanjo-regarding-bill-criminalize-gay-rights>

Facteurs qui entravent la résistance aux fondamentalismes religieux

Le but de la recherche de l'AWID visait à comprendre les facteurs considérés décisifs par les activistes des droits des femmes pour accroître l'efficacité de l'opposition aux fondamentalismes religieux. Le présent chapitre a attiré l'attention sur leurs nombreuses suggestions pour renforcer l'élaboration de contre-stratégies, la résistance et l'opposition des féministes. Cependant, les activistes ont également identifié certaines réalités sociales et politiques qui entravent l'efficacité de la résistance. Ces réalités vont au-delà des facteurs qui contribuent à la montée du phénomène et leur résolution ne passe pas par le simple renforcement des analyses et des mouvements des

femmes ; il s'agit de questions qui sont essentiellement hors de la portée et du contrôle des mouvements des droits des femmes ou contre lesquelles les mouvements des droits des femmes ne peuvent pas lutter à elles seules. En termes d'implications pour l'élaboration de stratégies féministes, non seulement il est nécessaire de forger de grandes alliances avec l'ensemble des forces fondées sur les droits, telles que les organisations des droits humains et de développement, mais il est également impérieux que la défense féministe face aux fondamentalismes religieux attire l'attention en permanence sur ces facteurs contextuels plus larges.

Les plus démunis manquent de crédibilité pour s'opposer au patriarcat et à la religion

Le poids du patriarcat réduit les espaces de remise en cause et d'opposition par ceux qui ont moins de pouvoir, ce qui constitue automatiquement un double désavantage pour les activistes des droits des femmes dans l'opposition aux fondamentalismes religieux. Les femmes religieuses qui appuient les droits humains doivent lutter pour être entendues, y compris par les érudits progressistes, tandis que dans les sphères laïques d'activisme, les féministes estiment que les organisations des droits humains et de développement accordent parfois peu d'attention à l'impact des fondamentalismes religieux sur l'égalité des sexes.

Le facteur de l'âge, inhérent au patriarcat, ignore également les voix des jeunes sur des questions telles que la sexualité et la religion. Une participante à l'enquête de l'initiative d'Activisme des jeunes féministes signale que le problème particulier rencontré par les jeunes femmes dans leur résistance aux fondamentalismes religieux est que « nous sommes confrontées à une société qui croit que les jeunes n'ont pas le droit légitime de parler de ces sujets » (participante à l'enquête sur l'activisme des jeunes féministes, Honduras).

La tâche difficile de s'attaquer aux structures des fondamentalistes religieux

Un autre obstacle est lié en grande partie à la structure des institutions religieuses : les structures institutionnelles, qu'elles soient trop centralisées ou décentralisées, présentent des difficultés pour les réponses des mouvements féministes, qui manquent de ressources comparables.

D'une part, la structure monolithique de l'Église Catholique fait qu'il est extrêmement difficile pour les institutions et les voix les plus marginales d'être entendues, tant au sein même de l'Église que dans des contextes dans lesquels l'Église joue un rôle social et politique important. D'autre part, la structure décentralisée du mouvement évangélique chrétien, l'absence d'une autorité de réglementation interne et le nombre très élevé de prêcheurs et d'églises fondamentalistes pentecôtistes et charismatiques, par exemple dans toute l'Afrique, en font une constellation extrêmement complexe de discours et d'acteurs contre lequel lutter et auquel exiger une responsabilité. Dans une certaine mesure, il est possible d'en dire autant du fondamentalisme hindou qui, du moins à l'échelon des institutions religieuses, n'a pas une « autorité » centrale que les féministes et autres parties prenantes pourraient tenir pour responsable. Pendant ce temps, l'Islam se retrouve quelque part entre ces deux extrêmes. Tandis que les Sunnites n'ont pas de structure centrale requise du point de vue théologique ou d'autorité de médiation entre la déité et les croyants, les écoles chiïtes ont tendance à présenter une structure plus centralisée et hiérarchique ; toutes les sectes ont leur propre centre d'érudition qui est souvent considéré comme l'autorité finale pour les questions d'interprétation. Dans ce contexte, s'opposer aux visions monolithiques et exiger des comptes aux chefs religieux est possible, mais très difficile.

La gestion de l'état en matière de fondamentalismes religieux suscite des divisions

D'autre part, la gestion de l'état en ce qui concerne la confrontation avec les fondamentalismes religieux peut susciter des divisions parmi les activistes des droits humains et des droits des femmes et entraver les réponses aux fondamentalismes. Dans certains contextes, comme l'Algérie au cours des années 90 et le Pakistan au cours de la première décennie du 21^{ème} siècle, dans lesquels les militaires ont affronté les fondamentalismes religieux pour des raisons qui leur étaient propres, les activistes des droits, y compris les mouvements des femmes, se sont divisés lorsqu'il a fallu définir s'il convenait d'appuyer ou pas les militaires. En Turquie, certaines féministes se sont opposées aux fondamentalistes du pays, à ses militaires et à certains laïcs : « L'armée a menacé le parti Justice et Développement (AKP), le parti islamiste conservateur au pouvoir, d'intervention militaire et a suscité une forte réaction de la société, ou plutôt a poussé celle-ci à appuyer le JDP même si les personnes étaient en complet désaccord avec ses politiques. La majeure partie de la population turque s'oppose à un régime militaire. D'une part, les soi-disant laïcs deviennent de plus en plus anti-démocratiques au nom de la protection de la laïcité, et d'autre part, le parti de droite religieux et néolibéral JPD est devenu pour de nombreux libéraux ou activistes des droits humains pratiquement un symbole de la démocratie contre l'armée. Et nous, en tant que féministes, nous sommes contre tous : l'armée, la militarisation, la droite religieuse, le conservatisme, le néolibéralisme » (Pinar Ilkharacan, Turquie). Ces situations requièrent non seulement une compréhension et un respect considérables au sein des mouvements féministes mondiaux dans l'analyse contextuelle des groupes de femmes locaux (qui parfois ne constituent pas une voix unique), sinon également une solidarité mondiale immense puisque, dans ces situations, les activistes des droits des femmes se retrouvent isolées dans leur lutte contre les fondamentalismes. « D'un point de vue historique, ce sont les laïcs qui ont toujours appuyé les droits des femmes, mais le conflit lié à la démocratie en Turquie a isolé encore plus le mouvement féministe » (Pinar Ilkharacan, Turquie).

Le racisme et les préjugés religieux : les facteurs qui entravent la résistance

On constate une tendance dans la vie quotidienne des personnes, dans le débat public et dans les politiques d'État, à traiter les cultures (y compris les religions) comme si celles-ci étaient homogènes, et à ignorer les diversités internes. Cette attitude favorise les préjugés discriminatoires tels que « tous les catholiques sont contre xyz » ou « tous les musulmans sont favorables à abc ». De même, l'ethnie, la race et la religion sont souvent mises dans le même sac, ce qui signifie que dans certains contextes, le racisme va de pair avec la discrimination à l'égard de groupes religieux en particulier. D'après les activistes des droits des femmes, dans certaines régions l'existence de préjugés à l'égard d'une communauté religieuse en particulier et l'amalgame entre ethnie et religion entravent le processus de mise au point de stratégies féministes pour s'opposer aux fondamentalismes religieux.

Les activistes des droits des femmes fournissent divers exemples de communautés religieuses entières qui ont été cataloguées et discriminées. Les discours pleins de préjugés de la « guerre contre le terrorisme » ont déshumanisé les musulmans et permis de justifier des interventions militaires internationales à grande échelle ainsi que des mesures extraordinaires telles que la torture et l'incarcération sans procès de personnes suspectées d'être des musulmans fondamentalistes à Guantanamo. S'il est vrai que « la guerre contre le terrorisme » constitue un exemple extrême, il n'est pas peu courant dans les milieux LGBT d'entendre des commentaires génériques sur les musulmans (ou les catholiques) dans leur ensemble, plutôt que des critiques des interprétations homophobes spécifiquement fondamentalistes dans ces religions. À gauche comme à droite, il est facile de coller des étiquettes. « [En Israël] malheureusement, c'est très souvent cette gauche laïque qui est très raciste et traite les fondamentalismes religieux d'une manière très raciste, très classiste » (Nira Yuval-Davis, Royaume-Uni/Israël). D'ailleurs, dans le cadre de l'enquête de l'AWID, lorsqu'il a été demandé aux participantes de citer un acteur fondamentaliste ayant influencé le travail qu'elles mènent, certaines réponses semblaient se référer à une religion entière. Voici quelques exemples de ces réponses : « Les Chrétiens au Nigéria », « les Presbytériens », « les Musulmans (étudiants immigrants du Maroc et de la Turquie) » et « les Catholiques ».

Ce type de préjugés contribue à alimenter les fondamentalismes religieux et entrave les réponses féministes de diverses manières. En premier lieu, les préjugés et le racisme renforcent la rigidité des frontières communautaires. Ainsi, une personne quelconque, y compris les féministes, qui exprime une critique interne est plus facilement traitée de « traître » à la communauté ; une personne

quelconque qui est victime d'un préjugé, par exemple des fondamentalistes religieux, est plus facilement considérée comme un « héros », ou du moins comme une personne digne de sympathie et ayant une cause légitime ; et tous les concepts associés à l'opresseur sont délégitimés. Le présent rapport a déjà abordé la manière dont les fondamentalistes musulmans ont recours à la victimisation dans la « guerre contre le terrorisme » pour mobiliser contre des concepts tels que les droits humains et les droits humains des femmes, qui sont accusés d'être « occidentaux ». De même, durant les guerres en Yougoslavie, l'extrême violence ethno-religieuse manifestée par toutes les parties a rendu profondément difficile pour les féministes de critiquer leurs propres communautés, mettant même leurs vies en danger.

En deuxième lieu, toute critique du fondamentalisme au sein d'une communauté particulière (exprimée tant par des membres que par des non membres) peut alimenter les stéréotypes racistes de la communauté par les groupes de droite. Par exemple, les critiques féministes de l'impact des fondamentalismes musulmans sur les femmes ont fréquemment été utilisées par les autorités des États-Unis durant la phase préalable à l'invasion de l'Afghanistan en 2001. Toutefois, ces critiques ont été commodément oubliées maintenant qu'il est considéré opportun de commencer à dialoguer avec les « Taliban modérés ». Au Royaume-Uni, le parti national britannique, d'extrême droite, dont les activistes ont été impliqués dans des manifestations violentes à l'extérieur de mosquées, explique que la situation des femmes musulmanes est la raison pour laquelle ils perçoivent l'Islam comme une religion « malicieuse et maléfique ».

Certaines activistes des droits des femmes s'inquiètent de l'impact de leur travail sur le racisme et les préjugés. La moitié des participantes à l'enquête de l'AWID a le sentiment que leurs efforts pour s'opposer aux fondamentalismes religieux dans certaines communautés contribuent à accroître les préjugés ou le racisme à l'égard de ces communautés religieuses ou ethniques. Concernant les activistes des droits des femmes centrées sur le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe occidentale et de l'est, l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Asie Centrale et l'Asie du Sud, elles sont entre 21 % et 25 % à ressentir que leur travail « contribue à accroître considérablement les préjugés ou le racisme ». Ailleurs, ce chiffre est très inférieur. Les différences régionales se traduisent par une différence en termes de religion ; les défenseuses des droits des femmes touchées par les fondamentalismes hindou et musulman sont considérablement plus nombreuses à signaler une forte hausse des préjugés et du racisme due aux efforts pour combattre les fondamentalismes.

En troisième lieu, la généralisation qui sous-tend le racisme et les préjugés religieux conduit également au « politiquement correct » et au relativisme culturel, y compris parmi les activistes des droits humains et ceux qui se considèrent de la gauche politique, qui à nouveau passe sous silence le débat ouvert sur les fondamentalismes religieux. « C'est parce que les gens ont peur d'être racistes qu'ils acceptent cette diversité religieuse et les fondamentalistes en tirent profit » (Nira Yuval-Davis, Royaume-Uni). La création « d'un espace pour débattre constitue une nécessité prioritaire : aujourd'hui, l'absence d'un tel espace est absolument contraire au politiquement correct. Les politiciens l'acceptent pour obtenir le vote religieux. Nous avons besoin d'un espace pour remettre en cause l'influence » (participante à l'enquête, Royaume-Uni).

En quatrième lieu, l'état lui-même est coupable de racisme, un mal qui mine le concept de citoyenneté et donne une impulsion au pouvoir des absolutistes, des « dirigeants communautaires » masculins. Du fait de son approche racialisée, l'état « ne considère pas les personnes qui vivent en communautés comme des citoyens. Cela ne contribue pas à construire des mécanismes de responsabilité au sein des communautés » (Pragna Patel, Royaume-Uni). Ce manque de responsabilité a permis aux fondamentalistes de revendiquer la dirigeance de communautés entières. Les préjugés racistes sur ce à quoi ressemble et comment se comporte un « vrai fondamentaliste » (en fonction de ses origines migrantes) explique également en partie pourquoi des fondamentalistes musulmans qui semblent « modernes » (c'est-à-dire, « occidentaux ») dans leur manière de s'habiller et leur éducation, sont légitimés et jugés « modérés » par les gouvernements européens.

Les féministes suggèrent des manières d'aborder ces défis qui exigent la mise au point de réponses sophistiquées :

[Nous] avons besoin d'un cadre critique antiraciste et anti-oppression pour combattre les fondamentalismes ; un cadre ne promouvant pas l'athéisme, l'islamophobie ou le racisme, un cadre qui ne voit pas l'hémisphère Sud ou les femmes racialisées du Nord comme des « victimes » qui ont besoin d'être sauvées par des « féministes blanches occidentales » (participante à l'enquête, Canada/Pakistan).

Conclusion

Vers un renforcement de la résistance féministe aux fondamentalismes religieux

Le présent rapport a été élaboré afin de présenter nos connaissances collectives et de répondre à un besoin exprimé par les activistes des droits des femmes, à savoir accroître l'information et les analyses sur les stratégies des fondamentalistes religieux et sur les contre-stratégies des féministes, notamment par le biais de la comparaison des diversités et de l'identification des points communs au travers des régions et des religions. Nous espérons que ce rapport sera une contribution utile pour le renforcement de la résistance et de l'opposition aux fondamentalismes religieux, tant à l'échelon local que transnational.

Le présent chapitre de conclusion résume très brièvement les enseignements tirés de l'Initiative de l'AWID **Résister et S'opposer aux Fondamentalismes Religieux** et de sa recherche concernant : (i) les facteurs qui ont contribué à la montée des fondamentalismes religieux au cours des 10 dernières années ; (ii) l'élaboration des stratégies fondamentalistes ; et (iii) les stratégies féministes de résistance. Dans le présent rapport, un chapitre est consacré à chacune de ces dimensions.

En vue du renforcement des réponses féministes, cette conclusion visera à identifier certains défis prioritaires qui demeurent dans le domaine de la recherche ainsi que des analyses des fondamentalismes religieux. Enfin, elle attirera l'attention sur certaines conclusions que nous avons tirées des expériences et de l'analyse partagées par les activistes des droits des femmes qui ont participé à la recherche.

Comprendre les stratégies des fondamentalistes religieux et les réponses féministes

L'élaboration de stratégies féministes pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux se produit dans un contexte de facteurs qui facilitent la montée des fondamentalismes. Comme signalé dans le chapitre 1, ces facteurs peuvent être classés selon les catégories suivantes : économiques (pauvreté et inégalité ; échec des institutions et des services de l'état ; néolibéralisme et capital mondial) ; politiques (autoritarisme et absence d'alternatives politiques ; utilisation de la religion par l'état ; promotion des fondamentalismes religieux par les forces politiques ; absence d'alternatives religieuses fondées sur les droits) ; et sociaux (lien potentiel entre la religion et les fondamentalismes religieux ; montée de la religiosité et promesse de certitudes de la religion ; montée mondiale des politiques identitaires).

Les activistes des droits des femmes constatent la diversité de ces facteurs, mais également les points communs dans les différentes régions et religions, et chacun de ces facteurs fournit aux acteurs du fondamentalisme religieux un point d'entrée local pour accroître leur pouvoir et leur influence.

Les facteurs présentent souvent des dimensions économiques, politiques et sociales interconnectées, comme le montre l'impact négatif que pourrait avoir la montée des fondamentalismes religieux sur les avancées obtenues dans les droits des femmes et les droits sexuels. Au-delà de leur impact négatif, les fondamentalismes religieux assurent également leur propre pérennité, sont proactifs et ont leurs propres raisons d'être.

Le chapitre 2 a abordé les stratégies des mouvements fondamentalistes religieux pour développer leurs mouvements et accroître leur influence sur les politiques et la société. Cette analyse collective réalisée par les activistes des droits des femmes met en lumière la flexibilité de ces mouvements et leur capacité à répondre aux différences contextuelles et à des réalités mouvantes. Toutefois, il existe des similitudes très flagrantes dans les stratégies au travers des régions et des religions, telles que : la promotion d'une vision absolutiste et discriminatoire de la famille, des rôles assignés à chaque sexe et à la sexualité ; la promotion de l'intolérance envers les personnes appartenant à d'autres religions, sectes, ethnies et tendances politiques ; la manipulation du langage de l'espoir, de la peur et des discours contemporains, mais également répondre aux opportunités des technologies de la communication et aux besoins de services des personnes ; la grande importance accordée à la mobilisation des jeunes et des femmes dans le développement de leurs mouvements ; la création de réseaux transnationaux ; la tendance à utiliser la violence physique et

psychologique pour accroître leur influence ; et la détermination de monopoliser les espaces publics et d'influencer la politique publique aux échelons national et international, y compris moyennant des alliances tactiques avec la société civile.

Comme signalé dans le chapitre 3, les activistes des droits des femmes fournissent de nombreux exemples de stratégies féministes ayant remporté du succès dans la résistance et l'opposition aux fondamentalismes religieux, tant aux échelons collectif qu'individuel. Parmi ces stratégies, il convient de mentionner : la promotion et la protection du pluralisme, et l'opposition à l'absolutisme ; la promotion de la laïcité et de la citoyenneté ; la revendication d'une vision féministe et le développement des connaissances en matière de religion ; le dialogue et le débat avec les conservateurs et les fondamentalistes religieux ; l'influence de la politique publique et des espaces publics par le biais de politiques transversales, en utilisant le système juridique et la bureaucratie de l'état. Pour un grand nombre de ces stratégies, les médias nouveaux et anciens, ainsi que le pouvoir de la parole ont été jugés des moyens de diffusion particulièrement efficaces.

Les activistes des droits des femmes font également de nombreuses suggestions relatives à des stratégies complémentaires et à des manières de renforcer les réponses féministes. Ces suggestions comprennent : l'approfondissement des analyses des campagnes menées par les fondamentalistes en vue de révéler leur contenu réel et de faire connaître leur impact structurel à long terme sur les droits des femmes et les droits humains ; l'amélioration de la communication de l'impact des fondamentalismes religieux par les activistes des droits des femmes ; la revendication d'une vision féministe de la famille et la récupération de l'initiative pour établir l'agenda public ; et les manières de renforcer la construction des mouvements par le biais de l'élargissement de la base des mouvements féministes, d'approches intergénérationnelles, et de renforcer les alliances, notamment par la collaboration avec les groupes de développement et des droits humains.

Bien que traitées séparément dans le présent rapport, les questions abordées dans chaque chapitre sont étroitement liées. Les mouvements des fondamentalistes religieux répondent à l'évidence à des facteurs contextuels qui leur fournissent un espace pour accroître leur pouvoir et leur influence, tandis que ces facteurs contextuels donnent également forme aux réponses féministes.

Les défis qui subsistent dans la recherche et l'analyse féministes

L'initiative de l'AWID *Résister et S'opposer aux Fondamentalismes Religieux* est une initiative parmi tant d'autres qui sont principalement dirigées par des féministes et dont certaines sont plus récentes que d'autres, à avoir spécifiquement abordé la question des fondamentalismes religieux.

Outre les nombreuses initiatives qui existent à l'échelon national, il convient de mentionner à l'échelon transnational : des réseaux tels que Femmes sous lois musulmanes (WLUM), Católicas por el Derecho a Decidir (Catholiques pour le droit de décider) et Secularism is a women's issue (SIAWI) ; ainsi que des campagnes telle que *Contra los Fundamentalismos lo Fundamental es la Gente* (les personnes sont fondamentales contre les fondamentalismes, Articulación Feminista Marcosur). D'autres exemples d'initiatives et de réseaux transnationaux qui sont particulièrement confrontés aux fondamentalismes religieux sont la Coalition pour les droits sexuels et corporels dans les sociétés musulmanes, le Partenariat d'apprentissage des femmes pour les droits, le développement et la paix, et Women's Empowerment in Muslim Contexts ; la Campagne du 28 septembre pour la légalisation de l'avortement en Amérique

latine et les Caraïbes ; et Astra, le Réseau des femmes d'Europe centrale et de l'est pour la santé et les droits sexuels et reproductifs.

Récemment, de nombreux projets internationaux d'action et de recherche centrés sur la question ont vu le jour, tels que le programme de recherche de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)/Fondation Heinrich Böll sur la religion, la politique et l'égalité des sexes ; et le programme de HIVOS Promouvoir le pluralisme.

Chacun de ces projets apporte une contribution distincte et précieuse dans ce domaine ; cependant, aux échelons international et local, il reste un grand nombre de domaines dans lesquels les activistes des droits des femmes ont le sentiment que les efforts pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux pourraient être renforcés par le biais de recherches, d'analyses et de dialogues approfondis, et, en conséquence, d'un plus grand partage de l'information et des expériences.

Le défi des définitions et des termes

Conformément à l'expérience de l'AWID tout au long de cette Initiative, le présent rapport a soulevé plusieurs questions liées à la terminologie et aux définitions.

La recherche de l'AWID a constaté de nombreux points communs dans la manière dont les activistes des droits des femmes caractérisent les fondamentalismes religieux.⁷¹ Avoir une compréhension commune de ce que sont les fondamentalismes religieux représente un pas important en vue de l'échange d'expériences et d'analyses du phénomène entre les activistes des droits des femmes et aux fins de révéler collectivement les objectifs fondamentalistes au reste du monde. Cependant, des différences demeurent dans cette compréhension parmi les féministes, qui ont des conséquences significatives pour l'analyse du phénomène et par conséquent pour le développement des stratégies féministes. Par exemple, il est

difficile de donner une estimation précise, mais il est évident qu'un nombre considérable d'activistes des droits des femmes collent l'étiquette de « fondamentaliste » à tous les acteurs religieux, au lieu de faire une distinction entre religion et fondamentalismes religieux. D'autre part, certaines définissent le fondamentalisme comme « littéralisme », mais ce terme rend-t-il compte de manière adéquate de la sélectivité des interprétations fondamentalistes et de la réinvention de la « tradition », qui ont été identifiées comme des stratégies fondamentalistes efficaces ? Permet-il l'analyse de ces fondamentalistes qui, bien que n'insistant pas sur les interprétations littérales des textes religieux, sont toutefois absolutistes ?

Les observations de deux activistes des droits des femmes travaillant dans des contextes similaires semblent apporter des perspectives contradictoires quant à l'utilité d'utiliser une étiquette, c'est-à-dire de classer dans une catégorie. Pour certaines, les étiquettes sont une aide dans l'élaboration de contre-stratégies : « Je suis capable de nommer ce que je vois et

⁷¹ Voir : Juan Marco Vaggione, *Des activistes des droits des femmes définissent les fondamentalismes religieux : mise en commun des expériences*, AWID : Toronto, 2008 <http://awid.org/fre/Library/Des-activistes-des-droits-des-femmes-definissent-les-fondamentalismes-religieux-mise-en-commun-des-experiences>

le fait de le nommer me permet de l'aborder ou de faire pression. Avant de le nommer, je n'avais pas été capable de l'étudier comme je le fais maintenant » (Hope Chigudu, Zimbabwe/Ouganda). D'autre part, certaines ont le sentiment que le terme « fondamentaliste religieux » a le potentiel de susciter des divisions et n'est pas utile pour encourager les personnes à réfléchir de manière critique sur leurs croyances : « Je pense que cela fait que les personnes qui rejoignent ces sectes religieuses [églises fondamentalistes chrétiennes] soient encore plus à la défensive ou se sentent persécutées. Je préfère le terme 'charismatique' » (Winnie Sseruma, Ouganda/Royaume-Uni). Le fait de coller une étiquette à un phénomène ou à un mouvement et à des individus implique-t-il un atout stratégique différent ?

Un facteur commun à toutes ces questions est le fait que la nature du rapport entre les forces conservatrices et les forces fondamentalistes n'est pas toujours simple à caractériser. D'autant plus que ni les conservateurs, ni les fondamentalistes, ni les contextes sont homogènes et invariables. Cependant, qu'il s'agisse d'une relation de convenance ou une conviction ou les deux, il semblerait que les fondamentalismes religieux aient tendance à prospérer davantage lorsque des gouvernements conservateurs sont au pouvoir. D'autre part, les positions communes sur certaines questions peuvent conduire les conservateurs à ne voir que les points communs qu'ils ont avec les fondamentalistes, plutôt que les différences. Comme l'observe une activiste des droits des femmes : « Parce qu'il y a encore une énorme hostilité envers les gays et les lesbiennes [au sein de la communauté musulmane], de nombreux musulmans pensent réellement qu'ils sont peut-être plus proches des orthodoxes puisqu'ils ne les acceptent pas [les personnes LGBT]... Les extrémistes jouent là-dessus » (Parvin Ali, Royaume-Uni). Comprendre la relation entre conservatisme et fondamentalisme, et, si possible et si c'est le cas, comment caractériser leurs différences et leurs points communs, est par conséquent essentiel pour pouvoir élaborer des réponses féministes efficaces.

Dans le même temps, des termes tels que « conservateur », « à droite », « traditionnel » et leurs contraires en apparence, à savoir « progressif » ou « libéral », « à gauche » et « moderne » sont de plus en plus

inadéquats pour décrire des acteurs spécifiques contemporains des sphères sociale, économique et politique et appréhender les réalités qui donnent forme aux stratégies féministes. Nous vivons dans un monde dans lequel aux États-Unis, le parti républicain chrétien et dominé par la droite, peut compter parmi ses membres des hommes ouvertement homosexuels occupant des fonctions de responsables des politiques à haut niveau. Le préjugé selon lequel les autorités politiques ont une vision systématiquement de droite ou systématiquement de gauche sur l'ensemble des questions sociales et économiques est aujourd'hui confronté à la contradiction apparente des positions d'une même personne. Ceci est particulièrement vrai lorsque les positions de l'acteur catalogué changent au fil du temps. Les étiquettes telles que « laïc » et « religieux » sont également inadéquates. Deux exemples de l'Amérique latine illustrent ces défis. Au Mexique, le Partido Revolucionario Institucional (PRI, Parti révolutionnaire institutionnel) a toujours été considéré comme un parti « social démocrate » (et continue de faire partie de l'Internationale socialiste) ; il est responsable de décennies de gouvernement autoritaire et a mis en œuvre des politiques économiques néolibérales ; il a toutefois considérablement appuyé les droits sexuels et reproductifs, tant à l'échelon national qu'international (du moins jusqu'à une période récente, lorsque les politiciens du PRI ont ouvertement voté en faveur de la suppression de l'accès à l'avortement dans les assemblées législatives de nombreux États). Il va de soi que cataloguer le PRI de parti « progressif » ou « de droite » est inapproprié et inutile. Par ailleurs, Daniel Ortega était considéré révolutionnaire durant la lutte sandiniste des années 70 contre la dictature nicaraguayenne et a été confronté à l'intervention des États-Unis sous la présidence du républicain Ronald Reagan dans les années 80. Toutefois, au cours de ces dernières années, en tant que Président du Nicaragua et dirigeant du parti sandiniste, il a appuyé la position de l'Église catholique et l'adoption au Nicaragua de lois qui rendent impossible la légalisation de l'avortement. Il s'est allié publiquement à l'Église catholique sur d'autres questions de politique publique et poursuit ouvertement les organisations de la société civile et les donateurs internationaux, ainsi que les féministes et les activistes des droits des femmes au moyen de diverses actions aux échelons étatique et non étatique.

Pour approfondir la recherche et l'analyse féministes

Les domaines suivants devront faire l'objet de recherches et d'analyses féministes approfondies dans le contexte de l'opposition aux fondamentalismes religieux :

- **Analyser les variations régionales observées dans l'importance accordée aux causes** : il existe des variations régionales considérables dans l'importance accordée par les activistes des droits des femmes aux efforts mondiaux pour aborder les facteurs en amont de la montée des fondamentalismes religieux. Ces variations doivent faire l'objet d'une analyse approfondie en vue de la mise au point de réponses féministes mondiales concertées à ce qui est, en fin de compte, un phénomène mondial. Par exemple, 64 % des activistes centrées sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et 52 % de celles centrées sur l'Europe centrale et de l'est, considèrent que la résolution des facteurs en amont de l'avancée des fondamentalismes représente un besoin prioritaire dans le travail qu'elles mènent, toutefois, 27 % seulement des activistes des droits des femmes centrées sur l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle Zélande sont de cet avis. Ces variations sont-elles dues aux diverses évaluations de la probabilité de trouver un jour des solutions efficaces à ces facteurs ? Qu'implique cette variation pour les priorités (régionales et mondiales) dans l'élaboration des stratégies féministes ?
- **Examiner les contextes dans lesquels les fondamentalismes sont faibles** : Dans certains contextes, les fondamentalismes religieux n'ont pas réussi à s'installer avec force ou se sont affaiblis au cours des dernières années. Examiner comment et pourquoi pourrait apporter des réponses pour l'élaboration des stratégies féministes.
- **Approfondir la compréhension des facteurs locaux auxquels répondent les stratégies et les campagnes fondamentalistes** : Par exemple, selon l'expérience des défenseuses des droits des femmes qui ont participé à l'enquête de l'AWID et dont le travail est centré sur l'Asie centrale, en comparaison avec d'autres régions, la réalisation de campagnes contre les droits LGBTQI et la violence à l'égard des personnes LGBTQI n'est pas au cœur de l'action des fondamentalistes religieux dans leur région. De même, d'après l'information recueillie, les personnes athées seraient moins attaquées en Afrique subsaharienne que dans d'autres régions. Que pouvons-nous en conclure sur la manière dont les fondamentalismes opèrent dans ces régions et sur leur impact potentiel sur les réponses féministes ? Cette situation suggère-t-elle que les fondamentalistes religieux dans ces régions sont en quelque sorte plus tolérants à l'égard des personnes LGBTQI et athées ? Ou bien que ce type d'identités n'est pas publiquement visible dans ces régions ? Ou que les fondamentalistes estiment que ces questions ne mobiliseraient pas l'appui populaire dans ces contextes ?
- **Accroître les connaissances sur les liens entre les acteurs fondamentalistes** : il est important d'obtenir et

d'échanger un plus grand nombre d'informations sur le mécénat et les réseaux des acteurs du fondamentalisme religieux, notamment leurs liens avec des organisations de première ligne telles que les organisations de bienfaisance ainsi que les organisations politiques qui adoptent des positions apparemment plus « modérées ». Quel est le rapport, par exemple, entre des groupes politiques transversaux soumis à une certaine influence des fondamentalistes religieux et les extrémistes armés, les milices et les groupes de surveillance ?

- **Approfondir l'analyse des relations entre les fondamentalismes religieux et d'autres idéologies politiques discriminatoires** : telles que le patriarcat, le nationalisme, le racisme, les politiques identitaires et le néolibéralisme.
- **Documenter l'impact sur les défenseuses des droits humains des femmes** : les attaques à l'égard des défenseuses des droits humains des femmes par les acteurs du fondamentalisme religieux, notamment les acteurs non étatiques, doivent être documentées systématiquement. Cependant, cette tâche est loin d'être simple puisque « très souvent, les femmes qui subissent les pires menaces ne les dénoncent pas parce qu'elles sont débordées » (Gita Sahgal, Royaume-Uni).
- **Approfondir l'analyse féministe de l'impact des fondamentalismes religieux** : il s'agit d'une analyse nécessaire pour comprendre certains paradoxes dans la manière dont les fondamentalismes touchent la vie des femmes, y compris leurs moyens d'existence et leur bien-être psychologique.
- **Consacrer des efforts de briser l'attraction exercée par ces mouvements sur les groupes marginalisés** : et expliquer comment les fondamentalistes religieux réussissent à « transformer des personnes, parmi les plus pauvres, en combattants qui luttent contre leurs propres intérêts » (Chetan Bhatt, Royaume-Uni). Cela implique également de reconnaître l'existence de femmes fondamentalistes et de réaliser une analyse efficace en vue d'aborder ce phénomène, au-delà de qualifier cette réalité de « fausse conscience »
- **Aborder les lacunes dans les connaissances et les analyses à l'échelon régional** : il existe des lacunes particulières à l'échelon régional dans la connaissance féministe des stratégies des fondamentalistes religieux. Par exemple, dans l'enquête menée par l'AWID, les activistes des droits des femmes centrées sur la région de l'Afrique subsaharienne ont été considérablement plus nombreuses que leurs collègues d'autres régions à considérer la nécessité d'accroître l'information sur les stratégies fondamentalistes comme un besoin prioritaire dans le travail qu'elles mènent pour s'opposer à ce phénomène. De même, les activistes des droits des femmes de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande ont été les plus nombreuses à signaler qu'elles n'étaient « pas sûres » du contenu des campagnes menées par les fondamentalistes religieux. Cette réponse est-elle le reflet d'une lacune en matière de recherche, de la complexité des fondamentalismes dans leur contexte, ou d'autre chose ?

Quelques conclusions

La mise au point d'une définition unique et concertée des « fondamentalismes religieux » semble une mission impossible compte tenu de la diversité des manifestations de ce phénomène. Il est toutefois essentiel de travailler pour éclaircir et parvenir à une compréhension commune des types d'objectifs et des positions que nous jugeons « fondamentalistes ». Actuellement, on constate un double risque, d'un côté le fait que certaines féministes sont ouvertes à un spectre d'acteurs trop large, de l'autre côté le fait que certaines féministes abordent un nombre trop réduit d'acteurs dans le cadre de leur analyse. Ceci a également un impact négatif sur la portée de l'action des féministes pour soulever la question de la protection des droits humains des femmes auprès des organisations des droits humains et de développement dans le contexte des fondamentalismes. En revanche, une vision plus claire et une compréhension commune parmi les féministes leur permettra, en premier lieu, d'identifier correctement des alliés potentiels dans l'élaboration de leurs stratégies en matière de fondamentalismes, et en deuxième lieu, de révéler plus efficacement les divers acteurs qui poursuivent des objectifs fondamentalistes.

Au vu de la complexité et des changements permanents qui sont caractéristiques du moment historique actuel, les anciennes catégories et les terminologies existantes deviennent caduques, ne permettent pas d'appréhender cette réalité et n'aident pas les féministes à transmettre ce qui se passe sur le terrain. La tendance à recourir aux éléments familiers en termes de langage peut limiter gravement l'analyse féministe et, partant, l'élaboration de nos stratégies. Le premier pas vers la résolution de cette situation sera de reconnaître les défis et les limitations actuels de la terminologie existante. Cette complexité suggère également qu'il pourrait s'avérer plus efficace de qualifier de « fondamentalistes » les objectifs plutôt que les acteurs. Parfois, « nommer et humilier » un haut responsable ou une organisation fondamentaliste peut être utilisé comme geste stratégique, mais les avantages de coller une étiquette à leurs partisans sont bien moins certains.

Les stratégies fondamentalistes sont sophistiquées, répondent aux contextes et varient dans le temps. Par conséquent, les analyses et les stratégies féministes

doivent être également, si ce n'est plus, adaptées et sophistiquées, dans chacun des domaines stratégiques abordés dans le présent rapport. La cooptation par certains fondamentalistes de termes tels que « justice », « oppression » et « droits humains » implique qu'il soit inadéquat pour les féministes d'appeler simplement à « plus de justice » ou de supposer que les appels à la « défense des droits humains » susciteront une réponse suffisante de la part des États ou du système des droits humains. De même, l'appel à protéger et à promouvoir un État laïque doit être élaboré de sorte à avoir un sens pour un plus grand nombre d'activistes des droits des femmes dans divers contextes.

Les féministes doivent également reconnaître et adapter leurs stratégies pour prendre en compte les défis externes aux mouvements des droits des femmes, tels que le racisme et l'environnement économique mondial, qui ont un impact sur les fondamentalismes religieux.

Dans le même temps, au travers des régions et des religions, il existe de grandes similitudes dans les stratégies des fondamentalistes religieux. L'échange accru des analyses et des stratégies au travers des régions et des religions pourrait contribuer à enrichir les stratégies féministes dans ce contexte. Outre la construction et l'approfondissement d'une compréhension commune des fondamentalismes religieux, cette approche permettra également de faire ressortir les dimensions pour lesquelles les réponses féministes communes et transnationales ont été les plus efficaces.

L'une de ces dimensions est l'analyse et la transmission de l'impact des fondamentalismes religieux sur les droits humains des femmes, sur les droits humains dans leur ensemble, et sur le système international même des droits humains. Le partage de l'information relative à l'impact sur les régions et les religions contribuera à mettre au point une analyse holistique de l'impact, centrée sur la discrimination structurelle et sur le changement social à long terme, sans perdre de vue le panorama général, y compris dans la prise en compte de certains paradoxes liés à l'autonomisation des femmes.

Une analyse claire et exhaustive des stratégies et de leur impact consécutif sur les fondamentalismes

religieux permettra aux féministes de communiquer leurs préoccupations concernant les droits humains des femmes et l'impact négatif des fondamentalismes sur l'ensemble des aspects des droits humains et du progrès social à d'autres acteurs sociaux, notamment les organisations des droits humains et de développement. Le chemin à suivre consiste à découvrir les croisements dans le travail mené par l'ensemble des mouvements fondés sur les droits.

Interrogées sur ce qui manque pour contrer les fondamentalismes religieux, les activistes des droits des femmes signalent en tout premier lieu qu'il convient d'accroître les efforts à l'échelon mondial en vue de parvenir à des solutions efficaces aux facteurs ayant donné lieu à la montée des fondamentalismes. Pour ce faire, il faut aborder les grands thèmes mondiaux tels que la pauvreté, le néolibéralisme et la mondialisation, l'autoritarisme, le militarisme et la violence et le manque de pluralisme, ainsi que la manipulation cynique de la religion par les acteurs étatiques et non étatiques. L'étendue de ces facteurs implique que les réponses féministes doivent inclure le renforcement des liens avec d'autres acteurs et mouvements sociaux fondés sur les droits en vue de mettre au point des actions concertées, ainsi qu'une défense des droits attirant l'attention sur la responsabilité de l'ensemble des acteurs/rices pertinents/es aux échelons mondial et national pour aborder les facteurs en amont de la montée des fondamentalismes religieux.

Les fondamentalismes sont trouvés dans toutes les religions et dans le monde entier. *Vers un avenir sans fondamentalismes* indique comment les femmes s'opposent les mouvements fondamentalistes dans tous les contextes culturels et religieux pour un avenir sans fondamentalismes.

Basé sur les vues et les expériences des activistes de droits de la femme de partout dans le monde, cette synthèse unique est allée au-delà d'une analyse de l'impact des fondamentalismes religieux sur les droits de la femme et les droits humains. Cette synthèse présente les facteurs historiques, économiques, politiques, et sociaux qui aident des fondamentalismes pour se développer, et souligne les stratégies employées par les acteurs fondamentalistes, et couvre une gamme des stratégies employées par des activistes de droits de la femme et leurs alliés d'autres mouvements pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux.

Cette publication fait partie de l'Initiative de l'AWID
Résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux.